Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 12758 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 4 FÉVRIER 1986

par Olivier Schmitt

mille choses, notamment ce qu'est un cadrage, un objectif, un mouvement...

» J'en retiens aussi une terrible envie de ne pas quitter cette ambiance-là. Or il se trouve que j'ai de plus en plus de difficultés à savoir quel spectacle je monterai. Je viens de passer cinq mois de cauchemar avant de savoir que j'allais monter *Venise sauvée*, cinq mois à ne pas dormir, à chercher, à lire le répertoire et à ne pas choisir.

» Très franchement, le fait de faire l'acteur au cinéma m'a reposé d'une façon extraordinaire. Cela ne veut pas dire que le métier de comédien n'est pas angoissant, fatigant. Mais les douleurs ne sont pas ressenties de la même façon.

— Votre rencontre avec Claude Lelouch paraissait assez improbable. Elle a pourtant eu lieu. Comment Claude Lelouch, sentimental, peu ami des mots, et André Engel, intellectuel, réputé difficile, ont-ils pu s'entendre ?

— Lelouch et moi avons au moins un point commun très fort : nous sommes sentimentaux tous les deux. La façon de l'exprimer n'est pas la même et, si je fais un jour du cinéma, les films que je ferai ne ressembleront probablement pas aux films de Claude Lelouch. Mais ce que je mets en avant dans mon travail, c'est l'aspect sensible des choses, c'est l'émotion. Lui aussi.

» J'ai rencontré Lelouch, on s'est vu, on s'est plu. Si cela surprend, tant mieux. On a pris des risques, mais on s'est très bien entendu. A aucun moment je n'ai été gêné de jouer un metteur en scène tel que Claude Lelouch voulait le voir parce que je ne l'ai pas trouvé si éloigné au fond du metteur en scène que je suis.

— Que pensez-vous du « système » Lelouch ?

— Je sais que j'ai été à l'aise dans mon travail avec lui et que je ne dois pas pour autant penser que je suis devenu comédien de cinéma. Sa méthode consiste précisément à mettre à l'aise des gens dont ce n'est pas forcément le métier.

» C'est quelqu'un qui parle peu, qui ne donne à lire aucune ligne du scénario, qui vous débarrasse complètement du souci de mémorisation du texte puisqu'on ne connaît pas son dialogue avant de tourner. C'est quelqu'un qui cherche la spontanéité, la vérité. Par moments, on a la possibilité de modifier son texte, par moments pas. Il a des exigences à lui, qu'il n'explique pas, et c'est très bien comme cela.

» Il y a des acteurs qui auraient horreur de ça. Personnellement, je trouve ça formidable. On est libre, on n'arrête pas de rêver sur le film puisqu'on ne le connaît pas, de rêver sur son personnage puisqu'on n'en sait que très peu de choses.

— Est-ce que quelque chose de lui vous touche assez profondément pour que vous vouliez vous en servir dans votre propre travail ?

— Il fait tout pour aller chercher la vie et non la reproduction de la vie dans un métier où la valeur suprême est le mensonge. Ce qui me touche, c'est tout ce qu'il essaie de mettre en œuvre pour faire surgir ce qu'il appelle « le plan » du film et qui n'est jamais autre chose qu'un regard vrai, une hésitation vraie, un lapsus vrai, une chute ou un sanglot vrai.

» Je cherche cela aussi au théâtre, lieu de l'impossibilité de créer des effets réels. Cette recherche est paradoxale, c'est de la folie dans ses termes mêmes, mais cette tension est l'intérêt de mon travail. Chez Lelouch, c'est la même chose. J'aime cet acharnement. »

Continuité au Costa-Rica

On ne change pas de monture au milieu du gué. Avec leur bon sens terrien, c'est ce qu'ont apparemment pensé la majorité des Costa-Riciens en renouvelant leur confiance, dimanche 2 février, au Parti de libération nationale (PLN), de tendance social-démocrate. Selon les derniers résultats parvenus lundi après-midi, le candidat du PLN, M. Oscar Arias, arrivait assez nettement en tête de l'élection présidentielle avec 53,3 % des suffrages, contre 44,8 % à son principal rival, M. Rafael Calderon Fournier, social-chrétien, les quatre représentants des autres formations totalisant donc moins de 2 % des voix.

Dès qu'ont été connues les premières tendances du scrutin, et sans attendre la fin du dépouillement, M. Arias a jugé les résultats assez nets pour se proclamer vainqueur, tandis que ses partisans donnaient libre cours à leur allégresse. A en juger par l'atmosphère de liesse populaire qui a régné tout au long de la journée du vote, les « ticos », comme ils s'appellent eux-mêmes familièrement, ont retrouvé, ne serait-ce que le temps d'une élection, confiance en eux et dans une démocratie qui fait leur fierté en Amérique centrale.

Contrastant avec l'apathie et le désintérêt observés il y a quatre ans, la participation a été particulièrement élevée : plus d'un million d'électeurs sur un million et demi d'inscrits se sont rendus aux urnes. En tout cas, rarement consultation aura été aussi âprement disputée, les deux principales formations n'ayant pas ménagé leurs efforts pour convaincre les indécis. Mais, selon une tradition désormais solidement établie depuis la fin de la brève guerre civile de 1948, l'esprit de tolérance l'a encore une fois emporté.

Agé de trente-sept ans à peine, M. Rafael Calderon, de l'Unité sociale-chrétienne, orientée plutôt à droite, espérait bénéficier du principe de l'alternance, généralement respecté au Costa-Rica, pour succéder au président sortant, M. Luis Alberto Monge. S'il a fait mieux que lors de sa précédente tentative il y a quatre ans, ce jeune loup soutenu par les milieux conservateurs n'a pas réussi toutefois à faire oublier le mauvais souvenir laissé par la gestion, avant 1982, du président Carazo, dont il avait été le ministre des affaires étrangères.

La victoire de M. Arias est un satisfecit pour la stabilisation économique du pays sous la férule du président Monge et grâce à une importante aide financière des Etats-Unis. Elle manifeste surtout l'attachement des habitants de ce petit Etat d'Amérique centrale à une politique de paix et de neutralité, notamment à l'égard du voisin nicaraguayen. D'abord réticent, M. Oscar Arias avait fait de ce thème l'un de ses principaux chevaux de bataille dans la dernière phase de la campagne. Il avait affirmé sa volonté de ne pas tolérer l'utilisation du territoire national par des forces armées antisandinistes ni la présence de troupes nord-américaines.

Reste à savoir si, au sein de son propre parti, il saura contenir l'influence d'hommes qui n'ont pas caché leur inclination pour une attitude plus militante envers Managua et qui ne sont nullement acquis aux efforts de paix déployés par le groupe de Contadora.

Le RPR et l'UDF pris en tenaille entre M. Mitterrand et M. Barre

M. François Mitterrand, qui présidera une réunion publique le vendredi 7 février à Lille, n'exclut plus d'intervenir dans le débat politique pendant la campagne officielle des élections législatives. Le samedi 1er février à Arles, il a manifesté sa « reconnaissance » envers M. Barre pour l'attitude adoptée par l'ancien premier ministre. Le RPR et le PCF estiment qu'il existe des « convergences » entre M. Barre et M. Mitterrand.

Le RPR et l'UDF sont pris en tenaille entre le président de la République et l'ancien premier ministre qui ont au moins un point commun : les arguments de l'un servent l'autre et réciproquement.

« *Morne campagne* » ? M. Raymond Barre parle pour les autres lorsqu'il évoque l'ennui — même pas mortel — de cette bataille électorale dans la ouate. « *Morne campagne* » : M. Barre en sourit d'aise. Car il s'amuse, lui, bien qu'il prenne la mine de quelqu'un qui va s'endormir d'une minute à l'autre.

En vérité, M. Barre ne rit pas tout seul. Ils sont deux à considérer que la guerre est jolie. M. François Mitterrand, lorsqu'il se laisse aller, avoue, tout sourire lui aussi, une profonde jubilation. En ce sens au moins, M. Charles Fiterman a raison de relever une « *convergence entre le président de la République et M. Barre* ». L'un et l'autre sont pleins d'entrain.

Il fallait voir le chef de l'Etat, chaussé de « boots » étonnamment « branchées », poser complaisamment, samedi à Arles, à six semaines des élections, sur un banc public en toc, pour les élèves de l'École nationale de la photographie. Il fallait l'entendre ensuite attiser d'un souffle les zizanies de l'opposition, afficher une seule certitude pour l'avenir (« *je serai là* » jusqu'en 1988) et admettre, à reculons, qu'il n'a pas « *prêté serment sur l'Evangile* » lorsqu'il a promis de ne pas intervenir pendant la campagne officielle (c'est-à-dire entre le 24 février et le 14 mars).

Il y a « convergence » en effet, M. Fiterman a bien raison. D'ailleurs, M. Mitterrand avoue sans contrainte : il est « *très reconnaissant* » envers M. Barre pour le coup de main que l'ancien premier ministre lui donne.

Et M. Barre, bien qu'il n'en dise rien, doit en avoir autant au service de M. Mitterrand, dont l'engagement profond lui convient, puisque, de son point de vue, il prépare au mieux un échec personnel du chef de l'Etat et, au pis, une cohabitation périlleuse pour tout le monde ; sauf pour ceux qui, comme l'ancien premier ministre, n'en seront pas partie prenante.

Les données de cette obscure bataille électorale se sont un peu affirmées au cours de la période récente.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 9.)

LES PERSPECTIVES ÉLECTORALES AUX ÉTATS-UNIS

Quand les démocrates reprennent confiance

De notre envoyé spécial

The Green-Brier (White Sulphur Springs, Virginie-Occidentale). — A l'heure du thé-petits fours, dans la rotonde qui ouvre l'enfilade des salons à colonnes, les musiciens en habit accompagnaient de quelques notes les discussions sur l'avenir du Parti démocrate. Les représentants républicains, eux, avaient au contraire choisi, cette même fin de semaine, de se réunir à Baltimore, ville ouvrière plantée de hauts fourneaux, et cette inversion des genres a fourni de réjouissantes images aux journaux télévisés.

Elle n'était pourtant que naturelle, puisque les conservateurs rêvent de consolider la percée que M. Reagan leur a permise dans le milieux des « cols bleus », tandis que les démocrates souhaiteraient plutôt rompre avec leur image de parti des malheurs additionnés, ceux des pauvres, des Noirs, des femmes, des syndicalistes et des chômeurs.

A tort ou à raison, la centaine de membres du Congrès, hommes et femmes, réunis à Green-Brier, ont communié dans le sentiment que le ciel commençait enfin à s'éclaircir pour eux. Si M. Reagan bénéficie d'un niveau de popularité jamais atteint pour un président en début d'une sixième année de mandat (65 % des Américains sont satisfaits de lui), il n'a pas, en revanche, réussi — à trois ans de son retrait de la scène politique — à susciter un réel tournant idéologique du pays vers la droite. A en croire les sondages, il semble même que ce soit exactement l'inverse, puisque moins de gens (40 % contre 51 % début 1981) considèrent par exemple que les bénéficiaires des crédits d'aide sociale pourraient s'en passer. Il se trouve même 66 % d'Américains (pourcentage allant à l'encontre de toutes les idées reçues) pour estimer que l'Etat doit financer de grands programmes de lutte contre la pauvreté, comme dans les années 60.

Alors que, il y a encore un an, les électeurs tendaient à se réclamer du Parti républicain en presque aussi grand nombre que du Parti démocrate, la traditionnelle avance de ce dernier tend maintenant à se reconstituer. Bref, M. Reagan n'a pas réussi à créer ce « réalignement » que les conservateurs avaient cru acquis après la dernière élection présidentielle, et la bataille de 1988 s'ouvrira sans doute avec des chances à peu près égales des deux côtés.

Confirmée par les deux politologues renommés (un républicain et un démocrate) qui avaient été invités à Green-Brier, la nouvelle a d'autant plus réjoui l'assemblée que beaucoup de démocrates avaient fini par admettre qu'une longue traversée du désert les attendait. Plus encore pourtant que les résultats des sondages, c'est l'évolution de la vision qu'ont les Américains de la situation économique qui redonne espoir aux démocrates. Il y a un an, l'opinion ne voyait que les excellents indicateurs montrés par M. Reagan, qui avait joué sur du velours face aux sombres prophéties de M. Mondale, convaincu de la nécessité d'augmenter rapidement les impôts.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Quatre Soviétiques expulsés de France

Cette mesure est liée à l'arrestation récente d'un ancien sous-officier pour espionnage au profit de l'URSS.

PAGE 48

Challenger : les causes de l'explosion

Une flamme sortie d'une fissure du propulseur aurait mis le feu au réservoir d'hydrogène liquide.

PAGE 14

Suppression des laissez-passer pour les Noirs en Afrique du Sud avant juillet

Quelque chose est en train de changer au pays de l'apartheid.

PAGE 4

Les élections en Aquitaine

Quand « Chaban » doit gérer l'« après-Chaban ».

PAGE 12



Vague de neige sur l'Europe

En France, 84 000 foyers toujours privés d'électricité dans les Pyrénées.

PAGE 14

Le Monde
ÉCONOMIE

La contre-attaque des constructeurs automobiles américains
La chronique de Paul Fabra

Pages 37 à 40



1981-1986

Comment privatiser les sociétés nationalisées en évitant l'outrance et la démesure

par PIERRE MOUSSA (*)

Lorsque, au printemps de 1981, le gouvernement socialiste fit connaître ses intentions de nationalisation, je les combattis (*cf.* l'interview parue dans *le Monde* du 2 octobre 1981) non pour des motifs idéologiques, mais parce que j'avais la conviction que ce projet était gravement nuisible à l'économie nationale. Je formulais cependant des suggestions dont l'application eût permis, si on l'avait voulu, de préserver de l'emprise de l'Etat une large part des groupes menacés tout en rendant l'hommage inévitablement dû à l'idéologie provisoirement triomphante ; cette voie ne fut pas choisie.

Au souvenir de tout ce qui advint alors, et qu'il ne convient pas de ressasser, je déclare n'éprouver de ressentiment contre personne. Je n'ai pas de revendication personnelle non plus (ayant eu la chance de pouvoir bâtir un nouveau groupe financier et ayant la responsabilité d'assurer sa réussite, je ne suis candidat à aucune nomination).

Pour qui observe avec objectivité la gestion, pendant ces quatre ans, du nouveau secteur nationalisé, il est clair que le pire a été évité. On a dans l'ensemble nommé — surtout à la tête des grandes sociétés — des présidents capables ; les velléités du gouvernement de diriger à leur place les sociétés dont ils étaient chargés se sont peu à peu atténuées, et on les a laissés travailler ; on les a soutenus avec un certain courage quand ils avaient à prendre des décisions impopulaires, et on leur a en général apporté les capitaux dont ils avaient besoin (quelquefois même, pour faire bonne mesure, ceux dont ils n'avaient pas besoin).

Cela dit, je continue à penser que ces nationalisations ont été autant de graves erreurs. Qu'il me soit permis d'évoquer seulement deux de leurs principaux méfaits.

D'abord, la mobilité structurelle est indispensable aux entreprises pour s'adapter continuellement au contexte. Or nationaliser c'est sacraliser (« ceci appartient désormais à la nation »), donc bloquer les structures — même si l'on rêve de leur rendre une certaine et illusoire flexibilité par une « loi de respiration » annoncée depuis 1981 et encore à l'état de projet en 1986 ! Il n'est aucun chef d'entreprise digne de ce nom qui ne pense sans cesse à acquérir le contrôle de telle société ou à vendre telle filiale qui ne cadre plus avec sa stratégie ; ces pensées sont bien sûr secrètes, car les afficher les rendrait irréalisables ; elles sont poursuivies pendant des années à travers mille obstacles de toutes sortes.

(Lire la suite page 46.)

(*) Président du groupe Pallas, président de Paribas de juin 1978 à octobre 1981.

débats

LES INSTITUTIONS ET LES HOMMES

Du maelström politique qui précède les élections législatives, il faut parfois se sortir pour regarder les choses en face. Jacques de Montalais estime que la France n'a jamais eu plus de chances de faire taire les querelles artificielles. Pour Jacques Robert, les temps sont venus d'une révision constitutionnelle.

Pour un aggiornamento

Afin de conjurer les crises de régime, il faut ramener à cinq ans la durée du mandat présidentiel

par JACQUES ROBERT (*)

LA V[e] République a su tirer les leçons des deux causes majeures qui avaient fait sombrer la IV[e] République : l'omnipotence souveraine d'une Assemblée qui faisait et défaisait à sa guise les gouvernements ; l'impuissance de l'exécutif à dominer les grands problèmes du temps.

Elle a donc diminué les pouvoirs et l'importance du Parlement en même temps qu'elle renforçait la stature et la légitimité du chef de l'Etat. Est-elle pour autant parvenue à rééquilibrer les pouvoirs ? A l'évidence non. Nous sommes seulement passés d'un régime « conventionnel » abusif à un régime « présidentialiste » excessif. Y a-t-il eu vraiment progrès ?

Nos gouvernements ne tombent certes plus aujourd'hui comme ils tombaient naguère. Le pouvoir a franchi la Seine. Il n'est plus ni à Matignon ni au Palais-Bourbon, ni au Palais du Luxembourg malgré les efforts méritoires mais peut-être contestables du Sénat. L'Assemblée nationale n'est plus le lieu des grands débats politiques : on y vote, certes, de plus en plus de lois, mais elles émanent surtout des services ministériels, et on délibère sur elles le plus souvent dans l'urgence gouvernementale et sous la contrainte de procédures démocratiquement contestables.

L'élection présidentielle accapare toute la scène d'une vie politique bipolarisée. Point de parti politique sérieux sans leader présidentiable. Ainsi ont disparu ou disparaissent les courants social-chrétien, démocrate-chrétien ou radical-socialiste... A chaque consultation, toute élection prend un caractère national. On conteste périodiquement la légitimité des gouvernants et du président lui-même, au risque de remplacer l'instabilité ministérielle de naguère par une instabilité présidentielle d'un nouveau type, et l'on met en cause le principe même de l'intangibilité du mandat représentatif au profit d'un droit de révocation des élus qui relève de la démocratie directe. A la souveraineté nationale se substitue insidieusement la souveraineté populaire. Tendance néfaste et dangereuse que nourrit et dramatise une politisation grandissante de l'administration, qu'attestent la nomination de « politiques » à des postes « techniques », l'extension des troisièmes voies ouvertes dans les grands concours, la généralisation des « tours extérieurs » et l'augmentation de la liste des emplois supérieurs laissés à la discrimination du gouvernement...

L'Etat politique s'appesantit, sans voir pour autant grandir son autorité. Des grèves se déclenchent et paralysent les services publics dans le silence total d'un exécutif indifférent ou absent.

« Rationaliser » la Constitution

Dans la confusion des genres et des idées, les Français se détournent de la politique. Comme le révèle un récent sondage, ils font de moins en moins confiance aux hommes, aux discours et aux institutions. Comment pourrait-il en être autrement quand, à chaque consultation importante, ils voient percer la menace, généreusement brandie, d'une crise de régime parce que — paraît-il — notre Constitution serait incapable de faire vivre ensemble des hommes d'opinions ou de sensibilités différentes !

Alors, revenir à la IV[e] République ou promouvoir une VI[e] ?

Parce que le régime présidentiel, fait — en priorité — pour des Etats fédéraux que ne divisent guère de profondes failles idéologiques, ne saurait convenir à une France unitaire centralisée et politiquement bipolaire et qu'il est évident que tout doit être fait pour éloigner les vices structurels fondamentaux qui ont naufragé la IV[e] République, il faut à tout prix conserver la Constitution de la V[e] République mais au prix d'une « rationalisation » qui ne devrait entamer ni la souplesse de ses mécanismes ni les virtualités de sa « double lecture ».

Il faut sans doute élargir les possibilités présidentielles de référendum tout en supprimant parallèlement l'article 16. Il faut également donner un plus grand rôle au Conseil constitutionnel en l'érigeant en interprète suprême de la Charte. Mais il faut surtout conjurer, à chaque élection présidentielle ou législative, le risque d'une crise de régime qui sera chaque fois évoquée en cas d'une éventuelle non-concordance des majorités. Il est donc urgent de réduire la durée du mandat présidentiel et de remplacer un septennat historique, qui n'a plus aujourd'hui de réelle justification politique, par un quinquennat plus adapté à notre conjoncture nationale.

Aucun des arguments encore à l'heure actuelle invoqués par les partisans du septennat ne peut être sérieusement retenu :

— La durée n'est d'abord pas toujours un avantage. Elle apparaît même comme un inconvénient majeur quand elle concerne une tâche aujourd'hui écrasante assumée dans un pays souvent versatile et déconcertant.

— Il n'est point besoin d'être élu pour une durée plus longue que les députés pour symboliser la continuité de l'Etat.

— La concordance entre les mandats présidentiel et législatif aurait le mérite d'assurer la cohérence des deux votes. Cette cohérence n'aboutirait nullement, comme on l'a prétendu, à une désuétude du droit de dissolution, le président, en cas de conflit entre l'exécutif et le législatif, ayant toujours la possibilité d'en appeler à l'arbitrage du peuple par la dissolution de la Chambre, voire à démissionner en même temps, pour que demeure la simultanéité des deux élections.

Parce qu'un mandat de sept ans est trop long pour un président puissant, élu au suffrage universel, parce qu'il serait également dommage de ne point pouvoir réélire, à cause de la trop grande longueur du mandat actuel, un président que la nation souhaiterait conserver, parce que, surtout, un pays ne peut point vivre perpétuellement sous la menace d'une crise périodique de régime, il faudra bien un jour se décider, en France, à instaurer le quinquennat. Le plus vite serait aujourd'hui le mieux.

(*) Professeur du droit public à l'université Paris-II.

De la cécité volontaire

Les partis et les gens de parti pris vont-ils continuer à favoriser des divisions caduques ?

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

SI l'on examine la situation impartialement, jamais dans toute l'histoire républicaine, sauf peut-être en 1958, un aussi grand nombre de Français n'ont été plus près d'être d'accord entre eux qu'aujourd'hui.

Vous divaguez, me dira-t-on. Tous les sondages donnent 60 % à la droite, et vous appelez ça un large accord ?

Je parlais de la situation examinée impartialement, répondrai-je. Or beaucoup d'hommes politiques, de commentateurs et de citoyens passionnés la travestissent. Pourquoi ? Afin de dissimuler que l'intérêt du pays, ou le bon sens, obligera la droite, si elle l'emporte, à en rabattre beaucoup sur ses intentions. C'est même ce que M. Barre laisse volontiers entendre à petites doses homéopathiques.

D'ailleurs, les 60 % actuels ne prouvent pas qu'ils seront encore 60 % en mars. Certes, il y a le chômage, une certaine baisse du niveau de vie, l'insécurité, les immigrés, et j'en passe. Les gens ne sont pas contents. Dans une pareille crise mondiale, comment le seraient-ils ? Alors, puisque ce sont les socialistes qui gouvernent, ils n'ont pas la cote. Mais en Angleterre, celle des conservateurs — des libéraux, comme on dit ici — est tout aussi médiocre. De sorte que, lorsque la droite française affirme qu'elle nous sortira d'affaire (*« en soixante jours ! »*, s'est exclamé un de ses dirigeants), allez donc comprendre. Le bon peuple comprend même si peu que, parmi les fameux 60 %, un bon tiers doute que le libéralisme ferait beaucoup mieux. Et il reste un assez grand nombre de ces indécis qui font souvent la décision.

Cela dit, les socialistes ont changé leur fusil d'épaule, et la droite en fait des gorges chaudes. Elle oublie que de Gaulle en fit autant à plusieurs reprises. Quand on s'est trompé, on n'insiste pas. Cela s'appelle être intelligent.

Il n'empêche que les socialistes sont gênés. Le général ne l'était guère. C'était un pragmatique. La plupart des socialistes sont des idéologues, comme la droite l'est aujourd'hui. Parmi d'autres erreurs, ils firent des promesses inconsidérées. Par exemple au sujet du chômage. Compte tenu de la crise, c'était un peu naïf. Mais, quand on juge une situation intolérable, on compte l'améliorer. Les socialistes sont donc gênés d'avoir été contraints de changer de méthode. Ils en ont même un peu honte. Ils *devraient plutôt s'en vanter*, comme M. Fabius le leur a d'ailleurs fait remarquer.

Au début, et c'était bien naturel, ils favorisèrent les plus démunis : salariés du bas de l'échelle, retraités, familles. Mais ces bonnes intentions eurent des conséquences fâcheuses parce que l'industrie française était incapable de répondre à ce pouvoir d'achat accru. D'où importations, déficits et dévaluations. M. Mitterrand tira donc un trait, installa la rigueur, et la gauche, depuis lors, a fait des choses difficilement contestables.

L'image de la France

Elle a lancé la décentralisation que de Gaulle préconisait en 1969. Elle a voté les lois Auroux, qui vont aussi dans le sens de la participation gaullienne. Elle a courageusement mis fin à l'indexation des salaires sur les prix, réduit considérablement l'inflation et même obligé les fonctionnaires, parce qu'ils ignorent le chômage, à cotiser à l'UNEDIC. M. Chevènement a rétabli le bon sens à l'école, et la plupart des groupes nationalisés, qui étaient gravement déficitaires en 1980, font aujourd'hui des bénéfices parce que l'Etat, c'est-à-dire la nation, leur a fourni les capitaux qu'ils n'obtenaient pas — tout en distribuant des dividendes — lorsqu'ils étaient dans le secteur privé.

Tout cela n'est pas si mal. Les observateurs étrangers estiment même depuis un bon moment que la France est sur la bonne voie et prépare judicieusement son avenir. La solidité du franc et une Bourse florissante tendraient d'ailleurs à le prouver.

Mais la droite répond : chômage, insécurité, endettement ! Or le chômage est partout, l'insécurité aussi, et notre endettement n'est pas supérieur à celui de la plupart de nos concurrents. Alors la droite se rengorge et prétend que l'image de la France s'est dégradée dans le monde. A cause de Greenpeace, pour commencer. Il faut donc savoir que cette image était détestable en Australie et en Nouvelle-Zélande depuis longtemps, à cause de nos essais nucléaires à Mururoa. Mais les Américains n'ont pas du tout cette opinion-là.

Aussi, quand on a entendu le roi du Maroc dire publiquement au président de la République française qu'il avait eu le courage d'évoquer les droits arabes en terre israélienne et les droits israéliens en terre arabe, avant de conclure que la France est *« la seule puissance capable de déclencher le dialogue »*, on se demande s'il y a vraiment lieu de prétendre que nous ne comptons plus. Il est vrai que M. Mitterrand eut la même attitude en parlant des Sakharov en plein Kremlin et en recommandant aux députés allemands, devant le Bundestag, d'accueillir les Pershing malgré le tapage des Verts, ce qui fut très remarqué à Wash- ington.

Les partis et les gens de parti pris font tout pour ne pas changer d'habitudes, pour rester fidèles à leurs convictions et pour avoir toujours raison, croient-ils, quelles que soient les circonstances ou les évidences.

Il n'y a donc que l'électeur, l'individu, le peuple en définitive, qui puisse mettre un terme à cette cécité volontaire. Si les antagonistes ne triomphent ni l'un ni l'autre, se disent beaucoup de Français, pourquoi des libéraux et des socialistes — avec pour devise, peut-être, « La sagesse est dans le compromis » — ne gouverneraient-ils pas ensemble ?

Allons-nous rater cette occasion rare — extrême droite et communistes invétérés mis à part — de nous unir, même provisoirement, afin que les chances de la France ne soient plus en grande partie entravées par des divisions caduques ?

(*) Ancien rédacteur en chef de *la Nation*.

COURRIER DES LECTEURS

La France qui perd

Une coupe de dernière minute a privé l'article d'André Giraud sur « La France qui perd » (le Monde du 23 janvier) d'un paragraphe « politique » où l'on pouvait lire :

« On reste abasourdi devant les foucades récentes du gouvernement. C'est un Italien qui a fait ses preuves (!) qui va mettre la main sur le marché publicitaire par le réseau intervilles, dont ses concurrents seront privés. Qu'en fera-t-il ? C'est à un « milliardaire travailliste », Robert Maxwell, que l'on confie, semble-t-il, le canal anglophone du satellite. Au bénéfice de quelle culture et de quels intérêts ? Que va faire le Luxembourg, que nous laissons tomber au mépris de notre signature et qui dispose avec la CLT d'un outil efficace, rompu aux usages français, et déjà implanté au centre de l'Europe ? S'alliera-t-il avec l'Allemagne ou avec les Etats-Unis ? »

M. Mitterrand va gagner

M. Mitterrand est actuellement au mieux de sa forme (...). Pour une raison simple :

● Le Parti communiste va se diviser en deux : ceux qui vont voter socialiste, c'est-à-dire « utile », et ceux qui vont voter pour M. Le Pen, car il ne faut pas oublier que le Front national remporte ses meilleurs résultats non dans les « beaux quartiers », n'en déplaise à M. Marchais, mais dans les HLM des banlieues des grandes villes où la « cohabitation » avec les Maghrébins se révèle « difficile », pour ne pas dire plus.

● Les électeurs de droite vont également se partager du fait de ceux qui voteront « utile » c'est-à-dire socialiste, car pour eux certains résultats positifs sont là avec, en particulier, la baisse réelle de l'inflation et le secteur de la communication libérée pour qui le trio Barre-Giscard-Chirac représente un retour au passé. Enfin, il y a ceux qui voteront pour M. Le Pen, car à leurs yeux les problèmes d'immigration et de sécurité priment tous les autres.

M. Mitterrand peut se frotter les mains. M. Chirac ayant juré ses grands dieux qu'il ne ferait jamais alliance avec M. Le Pen, il va se trouver seul ou forcé de gouverner avec les socialistes. Nous aurons donc vraisemblablement un premier ministre de gauche qui cohabitera avec des ministres de droite après l'éclatement prévisible de la coalition RPR-UDF (...).

MICHEL-ANDRÉ STIBIO *(Paris)*.

Libéralisme

(...) Que ne nous dit-on pas que, derrière le « libéralisme », apparaissent deux personnages fort différents : le libéral, qui croit à la liberté des hommes, et le libéraliste, *qui ne* s'intéresse qu'à celle des objets ! L'histoire a amplement prouvé qu'ils ne sont pas deux faces d'une même politique, et que le libéraliste peut très bien être tout le contraire d'un libéral.

Les libéralistes qui se pressaient dans les salons du Second Empire se souciaient fort peu des libéraux emprisonnés ou exilés par Napoléon III ; M. Chirac, dans sa confrontation avec le premier ministre, n'a vu aucune contradiction entre ses thèses libéralistes et la prolongation de la garde à vue, la carte d'identité informatisée (dénommée, peut-être par pudeur, infalsifiable), et la loi anticasseurs. Et c'est Pinochet qui a rétabli le libéralisme au Chili.

MICHEL PRÉVOST *(Paris)*.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 570 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

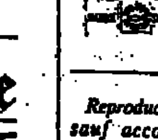
Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.


Imprimerie du « Monde », 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]


Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

AMÉRIQUES

LES TROUBLES EN HAITI

Les manifestations de la semaine dernière auraient fait au moins soixante-dix morts

Les manifestations qui se sont déroulées la semaine dernière dans plusieurs villes d'Haïti auraient fait au moins soixante-dix morts. Citant des médecins des hôpitaux de Port-au-Prince, qui ont demandé à conserver l'anonymat, la chaîne de télévision américaine NBC a indiqué qu'au moins cinquante-cinq personnes avaient été tuées dans la capitale depuis vendredi lors des troubles qui ont suivi l'annonce du départ du président à vie Jean-Claude Duvalier, puis de son maintien au pouvoir. Les autorités n'ont officiellement fait état, dimanche 2 février, que de vingt morts.

Les médecins cités par NBC ont indiqué qu'ils avaient reçu l'ordre du gouvernement de ne pas communiquer le chiffre exact des victimes, dont un certain nombre auraient été conduites directement à l'hôpital militaire de la capitale et non dans des hôpitaux civils.

Signe de la nervosité du régime : un couvre-feu s'étendant de 7 heures du matin à 13 heures a été décrété dimanche à Cap-Haïtien, la deuxième ville d'Haïti, où s'était déroulée mercredi dernier une manifestation d'une importance inégalée dans le pays depuis le début de l'ère Duvalier, il y a vingt-huit ans. Une décision prise, à l'évidence, par les autorités dans la crainte que de nouvelles manifestations ne se produisent à l'occasion du onzième anniversaire du sacre de l'évêque de la ville, Mgr François Gayot, président de la conférence épiscopale haïtienne. A ce titre, Mgr Gayot est considéré comme le véritable chef de l'influente Eglise catholique, principale force d'opposition organisée appuyant le mouvement de contestation de la jeunesse. L'évêque dominicain de Monte-Christi devait se rendre à Cap-Haïtien à cette occasion. Toutefois, les sermons prononcés dimanche dans les églises de la capitale et à la cathédrale n'ont pas fait allusion aux troubles en cours.

Samedi, de violentes manifestations avaient encore éclaté à Gonaïves, à 150 kilomètres au nord de Port-au-Prince, où sept personnes ont été tuées par balles et une soixantaine d'autres blessées. Un journaliste de Radio-Indépendance, une station privée, a été arrêté. La colère de la foule se porte souvent contre les « tontons macoutes ». Plusieurs casernes leur servant de cantonnement ont été incendiées en divers points du pays. L'hebdomadaire de Port-au-Prince, *le Petit Samedi soir*, a titré à la « une » de son dernier numéro : « Provinces en rébellion. »

● *A Miami*, la police a dû intervenir, samedi, contre un millier de réfugiés haïtiens qui avaient envahi les rues du quartier dit « Petit Haïti » pour appeler au renversement de M. Jean-Claude Duvalier.

● *A Montréal*, plusieurs centaines d'exilés ont brûlé un drapeau haïtien dans le cœur commercial de la ville et ont défilé dans les rues, exigeant l'arrêt de l'aide du gouvernement canadien au régime de Port-au-Prince.

● *A Paris*, quelques centaines de personnes se sont rendues dimanche devant l'ambassade d'Haïti en France, rue Théodule-Ribot, dans le dix-septième arrondissement, dont les portes sont restées closes. L'ambassade avait affirmé, samedi, dans un communiqué, que le président Duvalier conservait *« la confiance de larges secteurs de la population haïtienne pour mener à bien le processus irréversible de libéralisation et de démocratisation »*.

« VINGT-NEUF ANS, C'EST TROP », « JEAN-CLAUDE, C'EST FINI »

L'agitation persiste en province

De notre envoyé spécial

Port-au-Prince. — Après les événements du vendredi 31 janvier, un calme relatif a régné pendant le week-end dans la capitale. Le trafic automobile était à peu près normal, et la ville a presque retrouvé son aspect habituel. Dans les rues, les policiers, les Volontaires de la sécurité nationale (VSN) — les fameux « tontons macoutes » — et les militaires s'étaient faits beaucoup plus rares.

Samedi, de nombreux magasins étaient encore fermés, mais le Marché de fer a rouvert ses portes et les « tap-tap » créent à nouveau des embouteillages dans le centre-ville. Les camionnettes du service de la propagande ont continué à sillonner les rues, suivies de véhicules des VSN, et rassemblant sur leur passage des groupes de passants.

Les inscriptions défavorables au président ont disparu et toutes les traces de barricades et de braseros sont effacées. Les militaires n'entourent plus le champ de Mars, et seuls quelques-uns gardent encore le palais présidentiel. Dimanche dans la journée, quelques préparatifs de défilé en prévision du carnaval ont un peu agité le centre, mais les commerçants, qui, d'habitude, montent leur stand sur la grande place du champ de Mars, sont absents cette année *« par peur des événements »*.

En province, en revanche, l'agitation continue. A Saint-Marc, sur la route du Nord, à une soixantaine de kilomètres de la capitale, une manifestation a rassemblé plus de mille personnes brandissant le drapeau américain. Un cercueil sur lequel a été tracée l'inscription *« Jean Clod gro cochon »* (Jean-Claude Duvalier est un gros cochon) ouvre la manifestation. Sur des chants de carnaval, la foule scande *« A bas Jean-Claude »* au son du tambour, d'instruments de fortune et de casseroles, de nombreuses pancartes *« Vive l'armée », « Vingt-neuf ans, c'est trop », « Jean-Claude, c'est fini »* sont agitées devant les militaires parfois portés en triomphe, mais qui restent impassibles. Un camion de soldats avec à son bord le commandant de la ville tente à plusieurs reprises de disperser la manifestation à coups de matraque, mais sans qu'aucun coup de feu soit tiré.

Quelques hommes armés de simples bouts de fer encadrent les manifestants et fraient un chemin aux nombreux journalistes arrivés en cette fin de semaine. Sur toute la route, les traces de multiples barrages de fortune érigés avec des voitures calcinées, des rails de chemin de fer et des tas de pierres sont encore visibles.

Les journalistes contrôlés

Le ministère de l'information a annoncé dimanche en fin de matinée qu'une demande d'autorisation auprès du ministère de l'intérieur sera désormais nécessaire avant tout déplacement en province. *« Un conseil, pas une obligation »*, était-il précisé. Mais à l'arrivée d'un groupe de journalistes, au poste de l'armée à Gonaïves — la ville où tout a commencé au mois de novembre dernier — les militaires ont accompagné les voitures jusqu'à la caserne de la ville, où le commandant a signifié à ses interlocuteurs que, puisqu'ils n'étaient pas possesseurs d'autorisations de circulation, il était contraint de les refouler, *« pour leur sécurité »*. L'incident crée aussitôt un attroupement. Des jeunes s'approchent des voitures et parlent très librement aux journalistes à quelques mètres des militaires chargés de raccompagner le cortège à l'entrée de la ville. L'un d'eux fait passer un bout de papier sur lequel il a griffonné à la hâte un message : *« On a tout fait pour enlever ce chien de Duvalier du pays. (...) Nous voulons la démocratie, c'est tout. Un jeune de Gonaïves. Merci. »*

En l'absence de radios autres que Radio nationale et en raison de la défaillance du système téléphonique, il est très difficile de connaître la situation réelle dans les grandes villes de province. D'autant que, dans ce pays, les rumeurs les plus diverses circulent avec un luxe de détails parfois issus de l'imagination la plus fertile. Au sud, à Petit-Goâve et Leogane, il est certain cependant que des manifestations violentes ont éclaté en fin de semaine. Tout autour des marchés et des cimetières de ces deux villes, des slogans maculent les édifices : *« A bas Duvalier Bennett ! »*, *« A bas misère et injustice ! »* Selon un prêtre, quatre personnes seraient mortes au cours de ces affrontements, et de nombreux jeunes se sont réfugiés dans les montagnes voisines. De nombreux drapeaux bleu et rouge — ceux de l'indépendance — flottent à la place des drapeaux duvaliéristes noir et rouge, sur les petites cases ou le long des câbles électriques qui courent le long des rues.

Dans les prochains jours, deux tests seront déterminants pour le pouvoir. En premier lieu, la réaction des commerçants aux demandes répétées du gouvernement de réouverture de leurs magasins. L'annonce passe continuellement sur les écrans de la télévision. Ensuite, et surtout, la préparation et le déroulement du carnaval, qui doit avoir lieu la semaine prochaine, les 9, 10 et 11 février. Les bandes de « ra-ra » qui, traditionnellement, animent les dimanches précédant la grande fête sont très peu présentes pour l'instant.

Le quotidien officiel *le Nouveau Monde* soutient que l'agitation est due à des *« mouvements antipatriotiques »*. Le ministre de l'information, M. Adrien Raymond, affirme, lui, que les manifestants sont *« à l'évidence des agents communistes »*, allant même jusqu'à évoquer des liens possibles *« avec des pays comme le Nicaragua et la Libye »*.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

HISTOIRE D'UN FAUX DÉPART

(De notre envoyé spécial.)

Port-au-Prince. — Le faux départ de M. Jean-Claude Duvalier dans la nuit du jeudi 30 au vendredi 31 janvier aurait une histoire logique, même si elle est impossible à vérifier de façon certaine. L'ambassadeur américain en poste à Haïti aurait eu dans la soirée de jeudi une longue conversation avec le président à vie, à l'issue de laquelle ce dernier aurait accepté de quitter le pays. L'ambassadeur aurait alors aussitôt informé le département d'Etat de cette décision.

Las, entre-temps, le président Duvalier — dont les mauvaises langues assurent que sa détermination dans l'action dépend du dernier visiteur qui sort de son bureau — aurait changé d'avis et aurait décidé de se battre. D'où la « gaffe » de M. Larry Speakes, le porte-parole de la Maison Blanche, l'embarras de l'ambassade américaine et l'amusement goguenard d'un bon nombre de membres du gouvernement haïtien dont l'anti-américanisme actuel ressemble fort à celui pratiqué à certaines époques, par « Papa Doc ». Rumeur des hautes sphères, hypothèse farfelue ou plus probablement tergiversations d'un chef d'Etat bien indécis ? L'histoire le dira peut-être un jour.

D. H.-G.

Etats-Unis

Quand les démocrates reprennent confiance

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, les déficits records du commerce extérieur et du budget sont devenus sujets d'inquiétude du citoyen moyen, qui a appris d'expérience ce que signifient pour lui ces abstractions : baisse d'activité de l'industrie et frein à la croissance, par le biais du niveau des taux d'intérêt. On prend désormais conscience que les emplois sous-qualifiés et sous-payés se multiplient et que, après avoir régalé l'Amérique à crédit, M. Reagan pourrait bien laisser une lourde addition à régler. Signe de la profondeur de ce changement : une majorité est en train de se dégager dans l'opinion en faveur d'une augmentation des impôts pour faciliter la réduction du déficit budgétaire.

Pour les démocrates, qui n'auraient besoin de gagner que quatre sièges au Sénat pour s'assurer le contrôle des deux Chambres du Congrès lors des élections parlementaires de novembre prochain, la conclusion était évidente : il leur faut éviter, à tout prix, de faire de cette consultation un référendum sur le parti de M. Reagan (un « grand-père » pour le pays, a-t-on entendu), et parvenir à ouvrir les dossiers des faillites agricoles, de la désindustrialisation et de la dette nationale. L'ennui est que, pour gagner des points dans l'opinion en ouvrant de tels dossiers, il faut avoir aussi une autre politique à défendre. Et que celle-ci n'est pas aisée à définir pour un parti qui représente beaucoup d'intérêts contradictoires et oscille entre une naturelle tentation protectionniste et la lente prise de conscience de l'irréversibilité du développement industriel des pays du tiers monde comme de la puissance économique du Japon et de l'Europe.

« Il nous faudrait un Kennedy »

L'Amérique découvre qu'il ne suffit pas d'avoir bon moral pour gagner, dans un monde qui n'est plus celui de l'après-guerre où elle était seule sur pied. La concurrence est désormais réelle ; les Américains vivent au-dessus de leurs moyens, et il est temps de *« soigneusement réfléchir »*, devait dire le président du groupe démocrate de la Chambre, M. Dick Gephardt, avant d'ajouter : *« Nous ne croyons pas qu'il soit suffisant de se débarrasser de l'Etat* [pour résoudre les problèmes]. *Nous avons à faire des choix pour le changement, et vous ne pouvez pas faire de choix si vous ne savez pas quels sont les buts. »*

Principal organisateur de la réunion, M. Gephardt, âgé de quarante-cinq ans, est l'un des principaux chefs de file du Democratic Leadership Council, le groupe des modernistes du parti, auquel M. Gary Hart avait ouvert la voie en 1984 (1). Le message qu'il a fait passer durant tout le week-end est que les démocrates ont à *« démontrer pourquoi ils devraient être choisis pour reprendre les commandes »*. C'est-à-dire à se montrer responsables, prêts au réalisme et au compromis, disposés à affronter des problèmes dont la Maison Blanche reconnaît à peine l'existence, mais qui pourraient bientôt peser d'un poids déterminant dans le débat public. Le message a été bien reçu. Mais tous les représentants démocrates n'étaient pas à Green-Brier, et chacun était d'accord pour dire qu'il serait, par exemple, encore maladroit de jouer les locomotives pour l'augmentation des impôts.

« Ce qu'il nous faudrait, disait un représentant du Middle-West, pris entre les faillites agricoles et l'angoisse des ouvriers de l'automobile, *c'est un candidat à la présidence de la taille d'un Kennedy, capable d'enthousiasmer l'Amérique en lui demandant des sacrifices. »* En effet, outre M. Gephardt, le Democratic Leadership Council ne manque pas de Kennedy en herbe, qui sont nombreux, et, d'autre part, si l'inquiétude économique s'amplifiait réellement, elle favoriserait sans doute des hommes soutenus par les syndicats, et plus disposés à relancer l'Etat-providence qu'à associer leur nom à l'austérité.

BERNARD GUETTA.

(1) L'un des principaux autres animateurs en est le gouverneur de l'Arizona, M. Bruce Babbitt, dont *le Monde* a publié un portrait dans son numéro du 17 août 1985.

PROCHE-ORIENT

POUR AMENER AMMAN A NÉGOCIER AVEC ISRAËL

Le Congrès américain a fait reporter une importante vente d'armes à la Jordanie

Le gouvernement américain a décidé de reporter à une date indéfinie la vente à la Jordanie de quarante avions de combat et d'équipements antiaériens en raison de l'opposition résolue à cette transaction du Congrès, qui entend ainsi faire pression sur le royaume hachémite pour qu'il engage avec Israël des *« négociations directes »*. Cette vente — d'un montant de 1,9 milliard de dollars — avait déjà été reportée une première fois, au grand dam du département d'Etat, qui craint que la Jordanie ne se tourne vers l'URSS pour l'acquisition de ce type de matériel.

A Jérusalem, le premier ministre, M. Shimon Pérès, a fait part, dimanche, de son pessimisme quant aux chances de voir la Jordanie entamer prochainement des négociations de paix avec Israël. Dressant devant le conseil des ministres le bilan de son voyage en Europe, et notamment de ses entretiens à Londres avec M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Pérès a observé : *« Tous les efforts d'Israël en vue de parvenir à une relance éventuelle du processus de paix n'ont abouti à aucune percée diplomatique entre nous et les Jordaniens. »* Le *« principal obstacle »* à une relance du processus de paix reste la question de la composition d'une délégation jordano-palestinienne acceptable pour toutes les parties, a expliqué M. Pérès.

Les pourparlers entre la Jordanie et l'OLP poursuivis depuis une semaine à Amman sont demeurés sans résultat. L'OLP a refusé de souscrire aux résolutions 242 et 338 de l'ONU comme l'exigent les Etats-Unis pour accepter que des membres de la centrale palestinienne fassent partie d'une délégation jordano-palestinienne. A Amman, tant du côté gouvernemental que chez les Palestiniens, on assurait, dimanche, que les chances de parvenir à un compromis acceptable à la fois pour l'OLP et les Etats-Unis *« étaient presque nulles »*. — *(AFP.)*

DIPLOMATIE

CORRESPONDANCE

L'arrêt des émissions de l'ONU sur ondes courtes

A propos de l'arrêt des émissions radiophoniques des Nations unies sur ondes courtes, dû à l'augmentation très importante des tarifs du poste émetteur américain (le Monde *du 9 janvier*). *M. Mustapha Tlili, directeur du centre d'information de l'ONU à Paris, nous adresse les précisions suivantes :*

Cette augmentation représente un surcoût d'environ un demi-million de dollars par an pour les Nations unies. La radio des Nations unies a préféré, dans ces conditions, suspendre temporairement la diffusion de ses bulletins d'information hebdomadaires, réalisés en onze langues. Elle a toutefois l'intention de reprendre ses émissions quotidiennes sur ondes courtes, pendant la session de l'Assemblée générale, et ce au moins dans les langues officielles.

Il convient d'ajouter que les émissions sur ondes courtes transmises, de Genève, en arabe et en russe continuent sans changement. Il importe de souligner que les émissions hebdomadaires sur ondes courtes ne représentent que 2,5 %, en termes budgétaires, de toutes les activités du service de la radio des Nations unies. (...)

Il est donc inexact d'affirmer que celle-ci a cessé d'émettre, alors que seule une infime partie de ses programmes a été suspendue temporairement.

AFRIQUE

République sud-africaine

Les laissez-passer pour les Noirs seront supprimés avant juillet

La suppression des laissez-passer pour les Noirs sud-africains, annoncée vendredi 31 janvier par le président Pieter Botha, sera effective avant le 1er juillet prochain. Cette indication figure dans un encart publicitaire officiel publié par les principaux journaux dominicaux. Le vice-ministre sud-africain de l'information, M. Louis Nel, a souligné dimanche 2 février que le système des *« pass-law »* serait *« purement et simplement »* aboli et ne serait pas remplacé par une autre forme de contrôle.

De notre correspondant

Johannesburg. – Cinq mois après la déplorable prestation du 15 août, le chef de l'Etat sud-africain, M. Pieter Botha, a tiré les leçons de cet échec retentissant. La stratégie adoptée pour l'allocution prononcée le 31 janvier lors de l'ouverture du Parlement a été tout à fait différente. Dans un premier temps, les milieux gouvernementaux se sont chargés de faire répandre le bruit que rien de fondamental ne serait annoncé pour ménager l'effet de surprise, contrairement à ce qui s'était passé le 15 août. Ensuite, le ton adopté a été mesuré, grave, dépourvu d'agressivité. Enfin, le gouvernement et le président de la République ont relayé cette déclaration par une campagne de relations publiques sans précédent.

Dès vendredi soir, M. Botha s'est adressé à la communauté noire, par le biais des médias, pour expliquer la portée de son message et prôner le dialogue. L'opération marketing dirigée par le bureau de l'information, créé en septembre dernier, et mise sur pied par une agence de publicité privée s'est poursuivie dimanche. La presque totalité des journaux dominicaux anglophones et afrikaans ont publié une double page de publicité rédactionnelle signée du président de la République. Mais, bizarrement, elle n'a pas paru dans *City Press*, journal destiné aux Noirs.

Cette première est d'autant plus étonnante que le texte a valeur de véritable profession de foi. Une authentique déclaration d'intention que M. Botha avait pourtant véhémentement refusé de faire le 15 août, précisant : *« Ni maintenant, ni demain »*. Il s'y est résolu cinq mois plus tard, après un gâchis qui aurait pu être évité, sous la forme d'un engagement dont le préliminaire, les phrases et les mots importants sont soulignés et quelquefois cochés en marge pour en accentuer le poids. L'une de ces phrases est inscrite en capitales : *« Mon gouvernement et moi, nous nous engageons à partager le pouvoir. »* Le régime sud-africain est donc entré tambour battant dans l'ère des relations publiques. Piqué au vif après la débâcle du 15 août, agacé par les critiques l'accusant de ne pas savoir tirer profit des réformes entreprises, irrité par ce que le gouvernement qualifie d'intransigeance et d'incompréhension, le pouvoir a voulu frapper un grand coup et marquer l'entrée dans ce qu'il appelle la *« nouvelle ère »*.

Un « coup de pub » ?

Il s'agit là, sans doute, du premier acte d'une nouvelle offensive destinée à rétablir une confiance perdue. Elle vise, en premier lieu, les quelque trois cents banquiers internationaux qui, le 20 février, à Londres, vont se prononcer sur les propositions sud-africaines de rééchelonnement de la dette extérieure de 24 milliards de dollars. Elle a ensuite pour objectif de redorer le blason du chef de l'Etat qui apparaissait incapable d'apporter une solution à la crise que traverse le pays. En reprenant l'initiative, le régime renvoie la balle dans le camp de ses adversaires et définit par la même occasion ce qui est pour lui l'enjeu à long terme du débat, à savoir : rester dans le monde libre ou basculer après une lutte sans merci *dans le camp socialiste.*

Le texte du chef de l'Etat est ponctué d'une phrase : *« Voilà la réalité. »* Mais la réalité n'est pas toujours telle qu'il l'a décrite. Il est faux de dire, par exemple, que *« les emplois réservés aux Blancs n'existent plus »*. Ils le demeurent toujours dans un secteur important, celui des mines. Il est également faux de dire que : *« Le sport est ouvert à tous. »*

Certes, le principe existe, mais la pratique est tout autre. Quant au nouveau Conseil statutaire national présenté comme une *« participation au gouvernement central »*, il faut préciser qu'il sera ouvert à tous, mais qu'il n'aura qu'un rôle consultatif. Enfin, quand M. Botha parle de la *« participation des Noirs au gouvernement et à l'avenir du pays par l'intermédiaire de leurs leaders élus »*, sous quelle forme cela se fera-t-il et de quelles élections parle-t-il ? Il a toujours rejeté le suffrage universel et n'appliquera jamais le principe « un homme égale une voix ».

M. Botha a, en tout cas, clarifié un certain nombre de données, affirmé que ce n'était qu'un début, assuré qu'il irait plus loin. Quelque chose a effectivement changé au pays de l'apartheid. Mais il faut attendre un peu pour savoir si ce « coup de pub » n'est pas un « coup de bluff ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

● *L'Angola rejette la proposition de M. Botha concernant Nelson Mandela.* – Le gouvernement de Luanda a *« catégoriquement »* rejeté, samedi 1er février, la proposition du président sud-africain consistant à libérer le chef « historique » de l'ANC (Congrès national africain), M. Nelson Mandela, en échange, notamment, d'un officier sud-africain, le capitaine Wynand Du Toit, emprisonné en Angola. En revanche, selon l'agence angolaise de presse ANGOP, Luanda propose à Prétoria de libérer cet officier en échange de soldats angolais et d'un *« internationaliste »* cubain, enlevés par les forces sud-africaines. Le gouvernement angolais est également disposé à autoriser le rapatriement des corps de deux soldats sud-africains tués lors de l'opération de commando commandée par le capitaine Du Toit, en mai dernier, contre les installations pétrolières de l'enclave de Cabinda. – *(AFP.)*

● *La conférence CEE-ACP.* – L'assemblée paritaire CEE-ACP (Etats associés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), qui s'est réunie la semaine dernière à Mbabane, au Swaziland, a adopté, samedi 1er février, un certain nombre de résolutions, condamnant notamment le système d'apartheid et les *« agressions militaires sud-africaines contre les pays voisins »* et réclamant des élections libres en Namibie. – *(AFP.)*

Ouganda

Le président déchu serait favorable à une « réconciliation »

De notre envoyé spécial

Kampala. – On n'avait pas vu ça depuis bien longtemps : des Indiennes qui s'aventurent au marché de Nakasero pour y faire leurs emplettes. Il y a foule dans les rues, même si beaucoup de boutiques dévalisées par les pillards n'ont pas encore levé leur rideau. Des cantonniers recommencent à boucher les innombrables nids de poule et Chez Joseph, la « boîte » à la mode, a rouvert ses portes le samedi soir 1er février : musique jusqu'au petit jour pour ceux qui n'osent pas rentrer chez eux en pleine nuit. Ce sont là des signes qui ne trompent pas : Kampala reprend goût à la vie après des mois d'incertitudes et de violences.

Huit jours après la chute de Kampala, l'Armée nationale de résistance (NRA) s'emploie à repousser – lentement mais sûrement – l'ancienne armée gouvernementale vers le nord du pays. La ligne de front – bien qu'il y ait très peu de contact entre poursuivants et poursuivis – se déplace ainsi de quelques dizaines de kilomètres chaque jour. A l'ouest, deux bataillons de la NRA auraient atteint le pont de Karuma, sur le Nil. A l'est, d'autres unités progresseraient quelque part du côté de Mbale.

L'objectif prioritaire de M. Yoweri Museweni, le nouveau chef de l'Etat, est de rouvrir sans tarder la route du Kenya par lequel transite le plus gros des approvisionnements. Déjà, les « pétroliers » se demandent s'ils ne vont pas être obligés, pour protéger leurs stocks, de *diminuer leurs livraisons* aux détaillants.

L'Ouganda demeurera-t-il longtemps coupé en deux parts inégales ? De retour chez eux, les « soldats du Nord » accepteront-ils de se rendre sans condition ou bien choisiront-ils de résister ? Une chose paraît sûre : la précédente équipe dispose, pour faire front à toute éventualité, d'un important stock d'armes qu'elle a constitué bien avant d'abandonner Kampala. A en croire certains, il s'agit d'*« une vraie caserne d'Ali Baba... »*

Après un bref passage au Soudan, le général Tito Okello, l'ancien chef de l'Etat, a trouvé refuge à Arua, dans la province du Nil-Ouest, d'où il a informé les nouveaux dirigeants de Kampala de son souci de « réconciliation », que semblent partager certains compagnons de route d'Idi Amin Dada, a-t-on appris dimanche, de source autorisée ougandaise.

En revanche, selon cette même source, le général Basilio Olara Okello, ancien commandant en chef des troupes gouvernementales et l'artisan du coup d'Etat du 27 juillet, qui avait renversé M. Milton Obote, ainsi que le colonel Wilson Toko, ancien ministre de la défense, tous deux considérés comme des durs, vont et viennent entre Gulu et Kitgum, peu disposés pour le moment, semble-t-il, à prendre le chemin de Canossa.

Priorité à l'économie

De son côté, M. Museweni comble autour de lui le vide politique. Samedi matin, il a reçu la prestation de serment d'une douzaine de ministres et des vingt-trois premiers membres du Conseil national de la résistance, que préside M. Moses-Kigongo, ancien administrateur en chef des « zones libérées », et qui pourrait tenir lieu d'Assemblée constituante. Il a indiqué que le gouvernement n'était pas *« un gouvernement militaire mais un gouvernement de combattants de la liberté » (freedom fighters)* au sein duquel, en raison de leur savoir-faire, siègent quelques experts. Aucune allusion au sort des partis politiques ni à celui du régime parlementaire.

Priorité à l'économie sur le politique : *« Il s'agit*, a répété M. Museweni, *de transformer un pays arriéré en un pays relativement moderne où l'on consomme ce que l'on produit »*. Il est vrai, que si l'on veut s'en donner la peine, l'Ouganda peut se suffire à lui-même : la nature y est suffisamment généreuse pour permettre trois récoltes par an au lieu d'une seule aujourd'hui. *« Ce qu'il nous faut, ce sont des médicaments et des houes »*, insiste le chef de la NRA. Mais les caisses de l'Etat sont presque vides, ainsi que l'a répété M. Museweni. Le chef de l'Etat n'en honorera ps moins les dettes de ses prédécesseurs, mais il ne négociera pas avec le Fonds monétaire international (FMI) dans les mêmes termes que M. Obote.

Viendra un jour où, passé l'euphorie de la « libération », la population commencera à exiger de ses nouveaux dirigeants qu'ils aient des recettes miracles à *lui proposer* pour sortir du sous-développement.

M. Musewveni mesure les difficultés qui l'attendent : *« Il est plus facile de mettre un terme aux violences qu'à la corruption »*, a-t-il souligné lors de la prestation de serment du gouvernement, tout en déplorant – sans être contredit – l'*« inefficacité »* des Africains en général et leur *« absence presque totale de sens des responsabilités... »*

JACQUES DE BARRIN.

LE PROBLÈME DES ENFANTS DE DIVORCÉS

Une représentante belge au Parlement européen est arrêtée en Algérie pour tentative d'enlèvement

La presse algérienne consacre une large place à l'arrestation de deux Belges, accusés d'avoir tenté d'enlever, pour le compte d'autrui, les enfants d'un couple mixte divorcé. Le ton est violent, nous indique notre correspondant à Alger Frédéric Fritscher. Il s'agit, écrit dimanche le quotidien *El Moudjahid*, d'*« un coup de publicité de cette frange de l'opinion occidentale, très friande de situations qui lui permettent de conforter les préjugés qu'elle nourrit à l'égard de l'« Arabe » et du « musulman »*. L'identité des coupables, une femme, député socialiste au Parlement européen, et un journaliste, n'avait pas encore été révélée en Algérie ce lundi en fin de matinée.

De notre correspondant

Bruxelles. – Le scénario semblait pourtant bien ficelé : vendredi matin, Mme Anne-Marie Lizin, trente-six ans, bourgmestre socialiste de Huy, entre Liège et Namur, et député européen, accompagnée de M. Jean-Paul Procureur, trente-trois ans, journaliste à la radio-télévision belge, prenaient l'avion à Bruxelles à destination d'Alger, porteurs de faux papiers fabriqués à Huy aux noms de M. et Mme Deneumoustier.

Une fois en Algérie, ils devaient rencontrer deux Tunisiens qui les auraient aidés à soustraire les enfants à la garde de leur famille paternelle. Puis, se faisant passer pour une famille belge se rendant à une noce, ils auraient franchi la frontière tunisienne à bord d'une voiture de location. Là, attendus par M. Michel Lizin, le mari de la parlementaire, ils auraient foncé vers Tunis et pris le premier avion pour Bruxelles avec les trois enfants de Mme Christiane Dekelle, une ouvrière de Tournai, qui eussent ainsi retrouvé leur mère.

Un accroc, vraisemblablement une « fuite », a fait échouer le plan. Samedi, les autorités algériennes ont arrêté Anne-Marie Lizin et Jean-Paul Procureur – dont apparemment elles ne connaissaient pas les véritables identités – et les ont placés en résidence surveillée, dans un hôtel, entre Annaba et Alger.

L'affaire commence le 21 juin 1985 quand un jugement du tribunal de Tournai confère à Mme Dekelle la garde de ses trois enfants, de nationalité belge selon la loi belge : Leila, dix-huit ans ; Ahmed, seize ans, et Djelali, quinze ans. Le 24 juin, le père, M. Draoui, emmène ses enfants – algériens aux yeux des Algériens – en Algérie. Désormais, pour qu'ils puissent en sortir, il leur faut une autorisation paternelle. Août 1985 : M. Draoui, pour régler des problèmes administratifs, revient en Belgique. Il est aussitôt arrêté et condamné à un an de prison ferme pour *« séquestration et non-présentation d'enfants »*.

Il ne cède pas pour autant. Mme Dekelle se désespère, d'autant plus, dit-elle, qu'elle reçoit des lettres de ses enfants qui veulent absolument rentrer en Belgique. Jean-Paul Procureur, le journaliste du centre de Mons de la radio-télévision belge, fait un reportage sur ce cas douloureux. Anne-Marie Lizin s'y intéresse. C'est elle qui, en mesure de le faire, en tant que responsable d'une petite commune – obtient de faux passeports. Jean-Paul Procureur – qui ne met pas sa rédaction au courant de ses projets et qui n'était donc pas officiellement « en reportage » – prend avant de partir – précaution ou prémonition – une interview d'Anne-Marie Lizin, diffusée dimanche sur toutes les chaînes belges de radio et de télévision. *« Ces enfants*, dit le député européen, *souhaitent revenir en Belgique. D'autre part, il y a urgence car les grands-parents veulent marier, sans son accord, la grande fille. Enfin, nous devons faire respecter le droit européen qui met à égalité le père et la mère. »*

La mère des enfants, effondrée, a déclaré pour sa part qu'elle accepterait de voir relâcher son ancien mari en échange de la libération des quatre personnes détenues en Algérie.

En Belgique, le débat a tout de suite tourné autour de la personnalié d'Anne-Marie Lizin et de la manière dont elle a mené son opération. Militante tiers-mondiste et féministe, elle soutenait, entre autres, la cause du Front Polisario, ce qui donne un sel supplémentaire à cette étrange affaire.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

chu

éconciliation »

de Kampala de son souci de « réconciliation », que semblent partager certains compagnons de route d'Idi Amin Dada, a-t-on appris dimanche, de source autorisée ougandaise

En revanche, selon cette même source, le général Basilio Olara Okello, ancien commandant en chef des troupes gouvernementales et l'artisan du coup d'Etat du 27 juillet, qui avait renversé M. Milton Obote, ainsi que le colonel W[illegible] Toko, ancien ministre de la défense, tous deux considérés comme des durs, vont et viennent entre G[illegible] et Kitgum, peu disposés pour le moment, semble-t-il, à prendre le chemin de Canossa.

Priorité à l'économie

De son côté, M. Museweni comble autour de lui le vide politique Samedi matin, il a reçu la prestation de serment d'une douzaine de ministres et des vingt-trois premiers membres du Conseil national de la résistance, que préside M. Moses-Kigongo, ancien administrateur en chef des « zones libérées », et qui pourrait tenir lieu d'Assemblée constituante. Il a indiqué que le gouvernement n'était pas « *un gouvernement militaire* mais *un gouvernement de combattants de la liberté* » (*freedom fighters*) au sein duquel, en raison de leur savoir-faire, siègent quelques experts. Aucune allusion au sort des partis politiques ni à celui du régime parlementaire.

Priorité à l'économie sur le [illegible] : « *Il s'agit*, a répété M. Museweni, *de transformer un pays arriéré en un pays relativement moderne où l'on consomme ce que l'on produit* ». Il est vrai, que [illegible] veut s'en donner la peine, l'Ouganda peut se suffire à lui-même : la nature y est suffisamment généreuse pour permettre trois récoltes par an au lieu d'une seule aujourd'hui. « *Ce qu'il nous faut, ce sont des [illegible] ments et des houes* », insiste le chef de la NRA. Mais les caisses de l'Etat sont presque vides, [illegible] l'a répété M. Museweni. Le chef de l'Etat s'en honorera pas moins [illegible] dettes de ses prédécesseurs, mais il ne négociera pas avec le Fonds monétaire international (FMI) dans les mêmes termes que M. Obote.

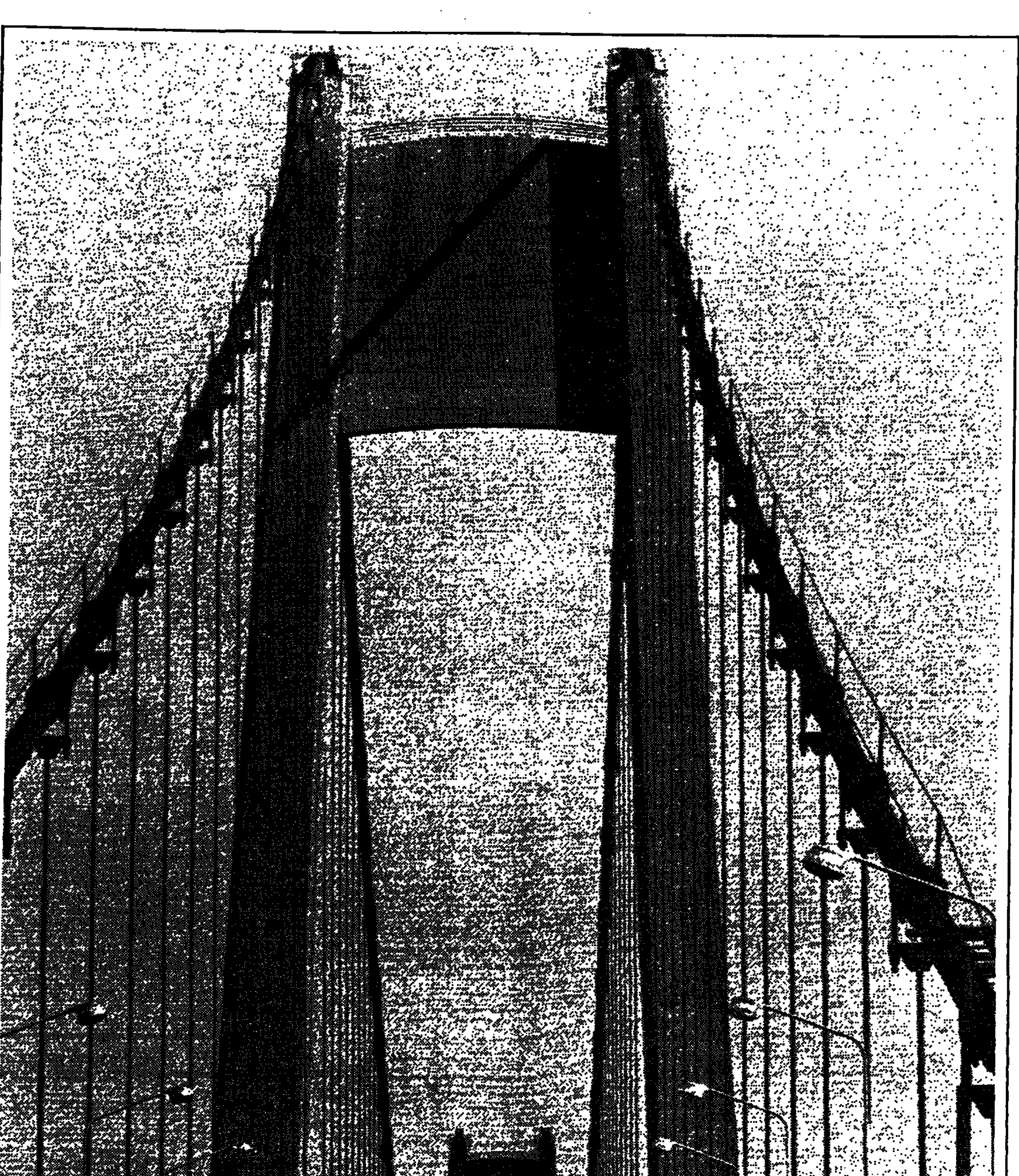
Viendra un jour où, passé l'euphorie de la « libération », la population commencera à exiger de ses nouveaux dirigeants qu'ils [illegible] des recettes miracles à lui proposer pour sortir du sous-développement.

M. Museveni mesure les difficultés qui l'attendent : « *Il est [illegible] facile de mettre un terme [illegible] qu'à la corruption* », a-t-il souligné lors de la prestation de serment du gouvernement. [illegible] déplorant – sans être contredit – l'« *inefficacité* » des Africains en général et leur « *absence [illegible] totale de sens des [illegible] lités...* »

JACQUES DE BARRIN.

Pont de Tancarville inauguré le 25 Juillet 1959 par M. Robert Buron, Ministre des Transports.

Ça vous a plu. On vous en met combien ?



Un pays sans grands travaux est un pays sans grand dessein. Renoncer à équiper la France, c'est entrer dans l'avenir à reculons. Nous avons encore besoin de ponts, d'autoroutes, de TGV, d'équipements d'assainissement, de voies navigables à grand gabarit.
Les citoyens mesurent les besoins. L'amélioration de leur vie quotidienne, de leur confort et de leur sécurité dépend de la réalisation de nouveaux équipements.
Des ouvrages comme Tancarville ont illustré le savoir-faire des entreprises françaises de travaux publics. Ils sont la fierté de notre pays.
De tels équipements, nous en réalisons aujourd'hui au Gabon, en Arabie Saoudite, en Indonésie, au Brésil, au Canada ou en Algérie. Nous portons haut le drapeau de la technologie française et contribuons, puissamment, à l'amélioration de la balance des paiements de notre pays.
Ce que nous faisons à l'étranger peut et doit être fait chez nous. L'enjeu, pour la France, c'est sa capacité à se moderniser et à créer des emplois.
Décider une vigoureuse relance avec les travaux publics, c'est conserver à la France les outils de son progrès.

ASIE

LE VOYAGE DU PAPE EN INDE

Le souverain d'une « secte locale »

Le pape a quitté lundi matin 3 février New-Delhi pour se rendre dans l'est du pays, à Ranchi, dans l'Etat du Bihar, où il a célébré la messe devant 400 000 personnes, et à Calcutta, où Jean-Paul II devait rencontrer Mère Teresa, prix Nobel de la paix. Un autre grand moment de ce voyage est le contact avec les représentants des religions non chrétiennes. Le pape a rencontré, le dimanche 2 février, le dalaï-lama, guide spirituel des bouddhistes tibétains, en exil depuis 1959.

De notre envoyé spécial

New-Delhi. – Quelle impression peut donc éprouver le responsable de 800 millions de fidèles dans le monde quand il devient, ne fût-ce que pour quelques heures, simple chef d'une petite secte indienne quasiment en état de siège ? Jean-Paul II ne pouvait certes pas révéler son sentiment à cet égard au terme de son séjour à Delhi, première étape de son voyage de dix jours en Inde. Il a seulement déclaré qu'il se sentait *« un peu dérouté »*.

Mais cette sensation de n'être qu'un grain de poussière dans un immense univers, comment ne pas l'éprouver dans ce diocèse de Delhi, où les catholiques sont moins de 40 000 pour une population de 12 millions d'âmes ? Cette impression d'encerclement, comment ne serait-elle pas renforcée du fait que, en l'espace de quarante-huit heures, deux après-midi et une matinée ont, pour une bonne part, été passées dans un même lieu, couvert, le stade Indira-Gandhi, bel édifice de vingt-cinq mille places ? Ainsi, en théorie, Jean-Paul II a-t-il pu, à l'occasion des deux messes et d'une troisième réunion samedi et dimanche, *« rencontrer »* tous les chrétiens des quinze diocèses du nord-est du pays, sans oublier ceux du Népal, dont certains fidèles étaient au rendez-vous.

L'épiscopat indien avait sans doute forcé la note en prévoyant un séjour aussi long à Delhi, somme toute *« terre de mission »*, que dans le lointain Kerala, où les catholiques sont cent fois plus nombreux. *« Ce programme a été fâcheusement agencé par des évêques à prédominance latine qui ne souhaitaient peut-être pas voir le saint-père s'attarder trop longtemps auprès de populations de rite majoritairement syro-malabar »*, nous a dit un ecclésiastique originaire du Sud.

Peut-être l'enthousiasme du Sud rachètera-t-il tout cela. Toujours est-il que ce voyage a commencé de façon un peu poussive, comparé à d'autres.

L'illustre visiteur, il est vrai, paraissait se ressentir des fatigues du voyage.

La messe du dimanche matin fut beaucoup plus chaleureuse : Jean-Paul II était si détendu qu'il tourna à peine la tête lorsque, à une trentaine de mètres derrière lui, alors qu'il regagnait la sacristie, explosa... quelque chose, gros pétard ou petit engin. La foule, dans les tribunes, vit un peu de fumée et entendit à peine. L'émotion fut grande, en revanche, autour du pape. *« C'est un catholique qui a fait le coup »*, expliqua la police. *« C'est un agité qui, selon une coutume locale, avait voulu marquer sa joie du passage du saint-père »*, précisèrent quelques prélats.

Jean-Paul II, comme il l'avait déjà prouvé lors de son bref passage à Casablanca en août 1985, souhaite visiblement sortir de la rhétorique sur la question du dialogue avec les religions non chrétiennes. En Inde plus qu'ailleurs, lancer des passerelles en ce sens est indispensable au chef de la catholicité. Il a, d'ailleurs, rencontré dimanche, pour la troisième fois en six ans, le dalaï-lama.

L'hommage au Mahatma Gandhi

Il s'est rendu au Raj Ghat – une plate-forme de marbre noir dans un jardin sur les bords de la rivière Jumna, marquant le lieu où le corps du Mahatma Gandhi assassiné a été incinéré il y a trente-huit ans. Pour les autorités, la visite au *« samadhi »* est l'étape obligatoire de tout chef d'Etat ou de gouvernement étranger de passage. Le pape a visiblement pour la « grande âme », l' « apôtre de la non-violence », une dilection particulière. Alors que, d'ordinaire, le visiteur dépose une gerbe, observe une minute de silence et plante un arbre, on vit Jean-Paul II, pieds nus, s'agenouiller et demeurer quatre longues minutes en prière. Seuls quelques dizaines de religieux hindous et chrétiens, et des journalistes étaient présents. Le discours du pape tomba un peu dans le vide. Mais sa photo, abîmé en oraison au Raj Ghat, publiée à la « une » du *Times of India*, devrait, nous a-t-on assuré, avoir sur l'opinion indienne un impact plus profond que d'autres gestes peut-être plus étudiés.

Aux 124 évêques indiens réunis à Delhi, quelques heures plus tard, au siège de leur conférence, Jean-Paul II a lancé plusieurs messages importants. A une Eglise tiraillée entre des *« âmes diverses »* (latine et syriaque), il a rappelé tout d'abord l'urgence de l'unité, et a annoncé la publication, *« aussitôt que possible »*, d'un document du Vatican destiné à régler *« la question jamais résolue des rites »*. Jean-Paul II a aussi appelé l'Eglise indienne à *« témoigner pour l'Evangile »*. Banalité ? Ailleurs sans doute, mais pas dans un pays où la majorité hindoue voit d'un très mauvais œil tout prosélytisme, chrétien notamment.

Soucieux de ne pas donner pour autant l'image d'une communauté par trop militante, le pape a également lancé aux catholiques son appel au *« dialogue entre religions »*.

JEAN-PIERRE CLERC.

La sainte de Calcutta

Son visage fripé comme une vieille pomme, son petit corps noué dans un éternel sari de coton blanc au liseré bleu, ses yeux espiègles, sont devenus le symbole vivant de la conscience occidentale chiffonnée des années 70. Mère Teresa est aujourd'hui l'héroïne, pour les uns, d'une charité médiatisée à l'échelle universelle, pour les *autres d'un Evangile en action*.

Des parents albanais, Agnès Bajaxhiu est née en 1910 à Skopje en Macédoine. Entrée chez les sœurs de Loreto, elle est envoyée à Calcutta pour enseigner la géographie dans un collège réservé aux jeunes Indiennes des hautes castes. Mais dans cette mégalopole de 10 millions d'habitants, qui exsude la misère par tous les pores, la sœur Teresa trouve mieux à faire. A trente-huit ans, elle obtient l'autorisation de se consacrer aux bidonvilles et aux plus deshérités. Deux ans plus tard, elle fonde la congrégation des missionnaires de la charité, qui très vite va essaimer dans le monde. Celle-ci compte aujourd'hui 1 500 religieuses environ.

Dans les rues de Calcutta, s'entassent par dizaines de milliers des êtres démunis de tout. Avec une exceptionnelle chaleur humaine et un sens aigu de l'organisation, Mère Teresa y fonde foyers de mourants, léproseries, crèches, écoles et dispensaires. En 1971, à Rome, elle reçoit des mains de Paul VI le prix de la paix Jean-XXIII, et, en 1979, à Oslo, le prix Nobel de la paix. Hommes politiques, écrivains, cinéastes, évêques, font alors le pèlerinage de Calcutta vers son quartier général austère, couleur ciment, au cœur de cette « Cité de la joie » dépeinte par Dominique Lapierre (1), où tous les matins se forment de longues queues et où les sœurs de la charité distribuent, avec les vivres, un peu de soulagement et d'espoir.

A la bataille contre la pauvreté et le dénuement, Mère Teresa va joindre celle contre l'avortement.



Dessin de CAGNAT.

En 1980, à Rome, au synode sur la famille, elle raconte sa lutte contre la stérilisation des lépreux et ses campagnes en faveur des méthodes de régulation naturelle des naissances. Elle veut combattre le « fléau » de l'avortement par l'adoption : *« Si vous ne voulez pas de votre enfant, donnez-le moi... »*

Sur place, elle est vénérée, y compris par les hindous et les musulmans, comme une sainte. Une fraction de la bourgeoisie locale déplore cependant l'image, donnée à travers elle, d'une Inde assimilée aux trottoirs-mouroirs de Calcutta. Mais elle est la première convaincue des limites de son action.

HENRI TINCQ.

(1) Robert Laffont, 1985.

A TRAVERS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

Mme Elena Bonner va pouvoir prolonger son séjour

Newton *(AFP)*. – Mme Elena Bonner, épouse du physicien soviétique dissident Andrei Sakharov, a reçu l'autorisation de prolonger son séjour aux Etat-Unis et a pu s'entretenir samedi matin par téléphone avec son mari, a indiqué, dimanche 2 février, sa famille à Newton, dans le Massachusetts. Mme Bonner, qui est âgée de soixante-deux ans, se remet actuellemnt d'un pontage coronarien effectué le 13 janvier dernier. Elle a pu bavarder pendant une demi-heure avec l'académicien, bien que la conversation fût difficile à entendre chaque fois qu'ils abordaient des sujets controversés, a précisé sa famille. M. Yankelevich, gendre de Mme Bonner, a toutefois déclaré que celle-ci n'avait pas fait part de l'extension de son visa à son mari, car elle ignorait encore quelle en serait la durée. Elle avait obtenu la permission des autorités soviétiques de pouvoir séjourner trois mois à l'étranger, pour y subir une intervention chirurgicale, et attend maintenant pour en savoir davantage que l'ambassade d'URSS, qui l'avait informée de cette prolongation il y a quelques jours, lui renvoie son passeport.

CHINE

Nouvelles facilités pour les étrangers

Pékin. – La liste des lieux ouverts aux étrangers a été modifiée, le 1er février : le nombre des endroits autorisés sans permis est passé de cent sept à deux cent quarante-quatre. L'ancienne catégorie « B », qui autorisait les visites avec permis, a été supprimée. En revanche, trente et un endroits auparavant ouverts, avec ou sans permis, sont retirés des listes. Parmi ces derniers figurent des sites touristiques comme les tombeaux des empereurs Qing à Dongling, au Hebei, non loin de Pékin, la forêt de pierres de Lunan au Yunnan, les anciennes montagnes sacrées Emei au Sichuan, Hengshan au Hunan et Wutaï au Shanxi, les champs pétrolifères de Kanli au Shandong, le canal Drapeau rouge à Lingxian au Hénan ; au Heilongjiang, les trois villes frontières de l'URSS, Tongjiang, Heihe et Suifenhe, ouvertes l'an dernier, sont elles aussi à nouveau fermées. L'autorisation de s'y rendre redevient à la discrétion des autorités locales ou nationales selon la situation, comme c'est le cas pour le reste du pays. Lhassa, au Tibet, seule capitale provinciale pour laquelle il fallait auparavant un permis, est désormais ouverte. – *(Corresp.)*

[Pékin a également annoncé que, sous certaines conditions, les étrangers sont désormais autorisés à loger chez l'habitant dans la capitale. En outre, les ressortissants étrangers pourront obtenir leur visa directement dans plusieurs grandes villes chinoises, alors que cette possibilité ne leur était offerte, auparavant, que dans quelques ports et aéroports.]

HONDURAS

La démission du commandant en chef des forces armées

Tegucigalpa. – Quarante-huit heures après avoir démissionné une première fois, puis être revenu sur sa décision, le général Walter Lopez Reyes, commandant en chef des forces armées, a accepté, samedi 1er février, d'abandonner ses fonctions. Avant de se retirer, il a indiqué qu'il allait quitter le pays pour un séjour de deux semaines aux Etats-Unis et qu'il prendrait, à son retour, les fonctions d'adjoint du prochain commandant en chef des forces armées. Il s'est envolé dimanche pour Houston au Texas. Selon le porte-parole de l'armée, le colonel Efraim Gonzalez, chef de l'état-major interarmes, doit assurer l'intérim en attendant la nomination d'un nouveau commandant en chef. La démission du général Lopez aurait été exigée par les Etats-Unis à la suite de ses déclarations hostiles à la politique américaine d'aide aux « contras » nicaraguayens opposés au régime sandiniste. Vendredi, les organisations syndicales du pays lui avaient manifesté leur soutien. – *(AFP.)*

Pakistan

● *Grand rassemblement de l'opposition.* – Plus de soixante-dix mille personnes, rassemblées à l'appel du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD) groupant onze partis d'opposition, ont écouté, mercredi 29 janvier, à Lahore, des discours exigeant de nouvelles élections, et rejetant les restrictions imposées aux partis politiques. Ce meeting, le plus important depuis que le président Zia Ul Haq a mis fin, le 30 décembre, à huit ans et demi de loi martiale, a surtout été l'occasion d'une démonstration de force pour le Parti du peuple pakistanais (PPP) – parti de Mme Benazi Bhutto – composante principale du MRD.

Afghanistan

● *Lourdes pertes de la résistance.* – Une offensive soviétique, avec l'appui de chars et d'avions de combat, a fait au moins cent quarante morts parmi les résistants dans l'est du pays, ont affirmé, récemment, des sources diplomatiques occidentales à Islamabad. La résistance aurait également subi des pertes importantes dans d'autres régions du pays. Selon les mêmes sources, des installations militaires soviétiques proches de Kaboul ont été bombardées, la semaine dernière, à la roquette. Dans la capitale, une fusillade, qui a duré vingt minutes et dont on ignore les raisons, a été entendue au secrétariat du premier ministre. – *(AP, AFP.)*

EUROPE

LES ÉLECTIONS AU LIECHTENSTEIN

Le vote des femmes n'a rien changé

De notre correspondant

Berne. – Comme en témoignent les élections parlementaires du dimanche 2 février, le Liechtenstein reste immuablement pareil à lui-même. Rien n'y fait : ni la participation des femmes, qui votaient pour la première fois, ni l'entrée en lice d'un troisième parti, qui espérait jouer les trouble-fête, n'ont réussi à modifier la belle ordonnance du paysage politique de cette petite principauté d'à peine vingt-sept mille habitants, insérée entre la Suisse et l'Autriche.

Alors que 67 % des douze mille cinq cents électeurs inscrits pouvaient pour la première fois se rendre aux urnes, la nouvelle Diète ressemble à s'y méprendre à la précédente. Comme il y a quatre ans, l'Union patriotique, plus communément appelée les « noirs », qui a obtenu 50,21 % des suffrages, conserve la majorité, avec huit des quinze sièges du Parlement. Les « rouges », du Parti bourgeois progressiste, qui constituent l'opposition, disposeront comme auparavant de sept mandats. Nouvelle venue sur l'échiquier politique, la Liste électorale libre, de sensibilité moins conservatrice, n'est pas parvenue à atteindre le quorum de 8 % pour faire son entrée au Parlement.

Dirigé depuis 1978 par M. Hans Brunhart, le gouvernement sera vraisemblablement reconduit dans sa composition actuelle : trois postes pour les « noirs », deux pour l'opposition. En fait, les « noirs » et les « rouges », gouvernant ensemble depuis un demi-siècle, se réclament d'une même loyauté envers le prince Hans-Adam et la monarchie constitutionnelle. Ils s'inspirent de la démocratie chrétienne et prônent un libéralisme économique qui a fait du Liechtenstein un véritable paradis fiscal.

Seule nouveauté à l'issue de ce scrutin, une femme élue sous la bannière des « rouges » siégera désormais à la Diète de la principauté.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Portugal

Quand le PC fait voter du bout des doigts pour Mario Soares...

De notre correspondant

Lisbonne. – *« Si nécessaire, ne lisez pas le nom de Mario Soares, ne regardez pas son portrait, marquez simplement d'une croix le petit carré qui suit, dans le bulletin de vote, ce nom et ce portrait. »* Cet appel lancé par M. Alvaro Cunhal dans le discours d'ouverture du congrès extraordinaire du PCP, qui s'est tenu à Lisbonne, le dimanche 2 février, illustre bien les difficultés du choix des communistes pour le deuxième tour de l'élection présidentielle portugaise.

Un choix déchirant. D'un côté, M. Freitas do Amaral : un candidat qui a déclenché, selon le PCP, *« une dynamique contre-révolutionnaire, fascisante et agressive »*. De l'autre, M. Soares, considéré comme l'un des principaux responsables de l'*« offensive réactionnaire des dernières années »*, et devenu, selon M. Cunhal, *« le moteur des alliances de droite en vue de l'accomplissement d'une politique de droite ; d'une politique anti-ouvrière, antipopulaire, antidémocratique et antinationale ; d'une politique qui conduit le pays à la crise économique, à l'endettement, au chômage, aux licenciements, au non-paiement des salaires, à la hausse démesurée des prix, (...) à la misère et à la faim ; d'une politique qui a favorisé l'intégration du pays dans la CEE dans des conditions ruineuses pour l'économie et menaçantes pour l'indépendance nationale. »*

M. Cunhal a admis pourtant l'existence d'une différence essentielle entre M. Amaral, *« qui appartient à une formation politique d'extrême droite »*, et M. Soares, *« qui représente, en dépit de sa pratique politique, une formation démocratique »*. D'où sa décision d'appeler au vote pour le leader du PS.

Sur un millier de congressistes, deux seulement se sont opposés à une telle orientation. Cette quasi-unanimité est propre aux congrès du Parti communiste ouverts à la presse et peu propices à la confrontation. Cette décision provoque cependant des remous à la base. *« Il s'agit sans doute de la décision la plus controversée que nous avons prise ces derniers temps »*, a avoué M. Carlos Brito, chef du groupe parlementaire du PCP.

Une étape décisive

Les travaux du congrès *se* sont terminés comme d'habitude par des chants révolutionnaires. A l'unisson, les délégués ont scandé les slogans sur *« la force et l'unité »* de leur parti.

Cette élection présidentielle risque néanmoins de marquer une étape décisive dans la vie du PCP. Pour la première fois, le parti admet avoir commis des erreurs. *« Pendant la campagne pour le premier tour*, a dit M. Cunhal, *nous avons insisté dans des termes trop fermes et trop définitifs sur notre intention de ne voter en aucun cas pour un des candidats de droite. »* On a critiqué d'autre part *« certains camarades »* qui, ayant donné leur voix à Mme Pintasilgo, *« ne peuvent pas ne pas reconnaître leur responsabilité dans la défaite de M. Zenha, et par conséquent dans la situation extrêmement grave que nous traversons aujourd'hui. »*

Le Parti communiste n'a pas l'habitude des épurations spectaculaires. Les divergences sont réglées en sourdine. Ainsi M. Jaime Serra, ancien membre de la commission politique du comité central, ayant préconisé en 1975 le rapprochement avec l'extrême gauche, s'est-il retrouvé à la tête d'une petite cellule dans une ville de l'intérieur du pays.

Le prochain congrès ordinaire, dont la convocation est déjà prévue, montrera probablement les séquelles de cette élection présidentielle.

JOSE REBELO.

SELON « BILD » ET LE « NEW YORK TIMES »

M. Chtcharanski pourrait être libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers

Un échange de prisonniers pourrait avoir lieu dans les prochains jours entre les Etats-Unis et l'URSS, annoncent le journal *Bild* en RFA et le *New York Times*. Le quotidien américain précise même la date et le lieu de cet échange : le 11 février prochain, à Berlin, sur le Glienicker Brücke, un pont qui relie Berlin-Est à Berlin-Ouest.

Toujours selon les mêmes sources, le dissident soviétique Anatoli Chtcharanski pourrait faire partie de cet échange, qui porterait sur sept à neuf personnes de chaque côté. En revanche, *Bild*, citant des *« sources soviétiques haut placées »*, indique que Moscou a refusé d'inclure dans cet échange l'académicien soviétique Andrei Sakharov, assigné à résidence à Gorki.

Cet accord serait intervenu à l'issue de plusieurs mois de négociations entre Moscou, Washington, Bonn et Berlin-Est. L'avocat est-allemand Wolfgang Vogel, qui depuis plus de vingt ans joue le rôle d'intermédiaire dans ce type d'affaire, aurait pris une part active dans la mise au point des échanges. La possibilité d'une libération de Chtcharanski avait déjà été évoquée à la veille de la rencontre de Genève entre M. Reagan et M. Gorbatchev (*le Monde* du 2 novembre 1985).

RFA

● *Plainte contre le chancelier.* – M. Otto Schily, l'un des représentants du Parti vert, a porté plainte contre le chancelier Helmut Kohl, auquel il reproche d'avoir menti devant les commissions d'enquête chargées de tirer au clair le scandale lié au groupe *Flick*. M. Schily affirme que le chancelier, contrairement à ce qu'il a déclaré, était au courant des dons illégalement versés par le groupe industriel à son parti, la CDU. – *(AP.)*

EUROPE

Suède

Mouvement de grogne dans la social-démocratie

De notre correspondant

Stockholm. – Le gouvernement social-démocrate de M. Olof Palme doit faire face, depuis la présentation d'un nouveau budget d'austérité, le 10 janvier, à une vague de mécontentement parmi ses propres sympathisants. Treize conseillers municipaux de la petite ville de Nässjö, dans le sud du pays, demandent ainsi la démission du premier ministre et de ses principaux collaborateurs, qui ne sont pas fidèles, à leurs yeux, au programme du Parti social-démocrate (SAP).

Beaucoup de partisans de M. Olof Palme ont du mal à comprendre en quoi son action économique correspond à une « politique de gauche »...

Ces conseillers déclarent *« avoir honte d'une politique gouvernementale de gauche adaptée au grand capital »* et ajoutent : *« La Suède est sur la bonne voie, nous a répété M. Palme avant 1986, mais quelle voie et pour qui est-elle bonne ? Il ne peut décemment pas parler des retraités, des travailleurs et des cadres moyens, dont les revenus réels n'ont cessé de se dégrader ces dernières années. Il doit songer sans doute à la haute finance, aux spéculateurs boursiers et aux nantis, qui ne se sont jamais enrichis aussi rapidement qu'aujourd'hui. (...) Le plus grand danger qui menace notre idéologie est la vague de droite qui existe au sein de notre propre parti. »*

Il ne faut sans doute pas exagérer l'importance d'une lettre signée par une poignée de responsables locaux, déjà connus pour leur opposition à la politique du gouvernement en matière d'énergie nucléaire. Mais cette protestation témoigne d'un malaise grandissant, au niveau des sections. Beaucoup ont du mal à voir en quoi la politique économique menée depuis 1982 par le gouvernement Palme, axée sur la réduction des déficits budgétaires, la relance de l'industrie, la hausse des profits des entreprises, est vraiment une *« politique de gauche »*.

Durant ces quatre années fructueuses pour les entreprises, le pouvoir d'achat des salariés a diminué ou stagné, et le nombre de Suédois devant se rendre au bureau d'aide sociale pour obtenir une aide financière a augmenté régulièrement. L'année dernière, plus de 500 000, sur une population de 8 millions d'habitants, ont été assistés.

La grogne, qui s'exprime rarement aussi ouvertement en Suède, surtout au sein d'un puissant parti où la discipline est sévère, s'est manifestée également dans plusieurs sections syndicales, social-démocrates elles aussi. Aux usines Saab-Scania, six cents travailleurs, membres de la centrale ouvrière LO, ont signé une pétition qui réclame le retour à la politique traditionnelle de redistribution et de justice sociale.

Les frondeurs estiment qu'il y a, à présent, à la tête du parti, trop de *« carriéristes »* et d'*« universitaires »* qui ignorent ce qu'est un carreau d'usine... Mêmes sentiments aux usines ASEA, à Västeraas : *« Le gouvernement social-démocrate ne nous aide plus comme avant, il nous punit ! Il doit se réveiller et cesser de mener une politique bourgeoise. La solidarité n'existe plus, et les députés, en temps de crise, ont même l'audace d'augmenter leurs propres salaires ! »*

Le groupe parlementaire social-démocrate, préoccupé par cette contestation, a réagi et obligé le gouvernement à modifier un point du budget social. L'allocation-chômage sera ainsi portée de 335 couronnes à 360 couronnes (autant de FF) par jour.

La plupart des critiques viennent de la base, et jusqu'à présent, le chef de file de LO, M. Stig Malm, a évité la polémique directe avec le ministre des finances. Depuis 1982 et la dévaluation, la centrale ouvrière, de même que les syndicats de « cols blancs », ont accepté sans trop maugréer la politique de redressement et de relance de l'industrie, mais il est clair que ces organisations, qui regroupent près de 90 % des salariés, ont des difficultés croissantes à faire accepter des sacrifices à leurs membres. En 1986, dit-on à LO, les travailleurs doivent absolument compter sur une augmentation de leur pouvoir d'achat.

Certaines « affaires » boursières spectaculaires ont contribué ces derniers temps à attiser le mécontentement. On a appris, par exemple, que quelques grands patrons d'entreprise avaient grossi leurs fortunes personnelles de plusieurs millions de couronnes en achetant à bon prix des actions qui ont ensuite grimpé en flèche, grâce à des « renseignements » réservés à un petit cercle.

Une fois de plus, le syndicat reproche au PSD, qui a recueilli près de 45 % des voix aux législatives de 1985, de *« gérer le capitalisme »* et d'avoir perdu toute vision politique. Parlant récemment à Helsinki, le dirigeant de LO, M. Malm, s'est livré à une autocritique du puissant mouvement ouvrier suédois en déclarant notamment : *« Nous ne gagnerons plus les élections en élaborant de nouveaux systèmes de classement de la paperasserie. Le parti et le syndicat sont souvent ressentis aujourd'hui comme des ramifications de la sécurité sociale ! Nous devons supprimer les répondeurs automatiques, sortir de nos bureaux, rencontrer les Suédois qui ont tourné le dos à la social-démocratie et leur demander ce qu'ils veulent. Il faut politiser la politique. »*

La centrale ouvrière suédoise, qui ne veut plus que l'austérité frappe seulement les salariés, réclame une hausse de l'impôt sur les dividendes et les transactions ainsi qu'un nouveau programme politique avant les élections de 1988, qui devraient, selon LO, mettre l'accent sur trois points : une politique de redistribution juste, accompagnée d'une révision du système fiscal, le plein emploi et la qualité de vie.

Pour tenter d'apaiser ce mécontentement, le gouvernement prépare une campagne d'explication, qui s'annonce ardue, d'autant plus qu'il prêche de nouveau la modération dans les revendications salariales afin d'abaisser l'inflation.

ALAIN DEBOVE.

Mort d'Alva Myrdal prix Nobel de la paix 1982

De notre correspondant

Stockholm. – Alva Myrdal, décédée samedi 1er février à Stockholm à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, aimait résumer sa vie et sa carrière en une phrase : *« Dans les années 30, je me suis consacrée à la politique familiale, dans les années 40 à la politique scolaire, dans les années 50 à la politique d'aide au tiers-monde, dans les années 60 aux questions du désarmement et dans les années 70 aux relations entre l'Eglise et l'Etat. »*

Son nom restera lié, pour beaucoup de Scandinaves, aux luttes pour l'émancipation de la femme, la famille et la paix.

Avec son époux, Gunnar Myrdal (prix Nobel d'économie 1974), elle publie en 1934 *la Crise démographique*, un ouvrage dans lequel elle lance des idées de réformes particulièrement radicales pour l'époque : la mise en place d'un vaste réseau de crèches et de garderies, les allocations familiales, etc. Elle aurait pu devenir ministre des affaires sociales du gouvernement social-démocrate qui venait, deux ans plus tôt, d'accéder au pouvoir. Mais elle ne fut consultée qu'en tant qu'« experte ». Dans les rangs de la gauche, bien des hommes estimaient que le métier politique ne convenait pas aux femmes...

Un peu déçus, les époux Myrdal retournent en 1938 aux Etats-Unis, où ils avaient déjà séjourné pendant les années de crise économique. Alva s'intéresse alors surtout à l'éducation nationale et pose les jalons des grandes réformes scolaires suédoises de l'après-guerre : un enseignement qui tient compte à la fois des capacités de l'individu et favorise le travail en groupe.

Au lendemain de la guerre, elle entame une carrière diplomatique. En 1949, elle est nommée chef de la commission des affaires sociales de l'ONU et plus tard chargée du département des sciences sociales de l'UNESCO. En 1955, elle devient ambassadeur à New-Delhi (la première Suédoise à accéder à un tel poste). De 1962 à 1973, elle dirige la délégation suédoise à la conférence de Genève sur le désarmement, où elle s'efforce de défendre les intérêts des petits pays.

Ces dix dernières années, Alva Myrdal s'était engagée aux côtés des mouvements pacifistes scandinaves, dont elle était devenue l'« idole », et avait relancé l'idée d'une zone dénucléarisée nordique. Favorable au gel des arsenaux nucléaires, elle estimait que le combat contre les armes atomiques devait reposer sur *« une information correcte du public »*. *« Nous devons prévenir la grande catastrophe,* disait-elle, *et ce ne sont pas seulement les experts qui peuvent le faire. Pour cela, on a aussi besoin des gens ordinaires. »*

En 1982, le comité Nobel norvégien avait attribué le prix Nobel de la paix à Alva Myrdal et au diplomate mexicain Alfons Garcia Robles.

A. D.

URSS

Quand M. Gromyko inaugure les chrysanthèmes

De notre correspondant

Moscou. – M. Andrei Gromyko est-il satisfait de son sort ? Après avoir contribué à façonner l'Europe de l'après-guerre et rencontré tous les président américains sans exception depuis Roosevelt, il a joué un rôle important dans la désignation de Iouri Andropov comme secrétaire général, et décisif dans celle de Mikhaïl Gorbatchev. Lui suffit-il aujourd'hui d'inaugurer les chrysanthèmes ?

La fonction de chef de l'Etat est en URSS essentiellement protocolaire, le pouvoir réel appartenant, comme on sait, au parti. M. Gromyko ne l'ignorait pas lorsque, aussi impénétrable que d'habitude, il est monté le 2 juillet dernier à la tribune du Soviet suprême pour faire savoir, en quelques phrases laconiques, qu'il acceptait la charge que lui confiait M. Gorbatchev. Réalisait-il pour autant qu'en conséquence il serait exclu de deux événements majeurs de politique extérieure : le voyage du secrétaire général à Paris (du 2 au 5 octobre) et sa rencontre avec le président Reagan à Genève (du 19 au 21 novembre) ?

Le contraste est cruel entre les activités présentes et passées de M. Gromyko. Au cours du premier mois d'exercice de ses nouvelles fonctions, en juillet dernier, il s'est borné à signer des oukazes (décrets) élevant à la dignité de *« héros du travail socialiste »* un chasseur yakoute (le 9), un directeur d'usine de Tomsk (le 10), un mineur du Donbass (le 12), un tourneur de Bachkirie (le 22), un chef de brigade dans une entreprise métallurgique (le 29) et *« quelques travailleurs de choc »* du territoire de l'Altaï (le 30).

Depuis sept mois, M. Gromyko a continué de décorer nombre de ses concitoyens qu'il serait vain d'énumérer. Il a également attribué des médailles à des personnalités non soviétiques telles qu'un savent vietnamien (le 31 juillet), un ministre tchèque des affaires étrangères (le 9 août), un communiste cubain (le 29 août), le président du minuscule PC de Berlin-Ouest (le 2 septembre), le secrétaire général du PC argentin (le 29 novembre), celui du PC guadeloupéen (le 26 décembre) et le ministre bulgare de la défense (le 4 janvier).

Il a, depuis sa prise de fonction comme chef de l'Etat, reçu le président malgache, M. Ratsiraka (le 30 septembre), l'épouse du président philippin, Mme Imelda Marcos (le 31 octobre), le président de l'Assemblée nationale française, M. Mermaz (le 13 décembre) et le ministre mongol de la défense (le 22 janvier). Le rang de ses interlocuteurs, lorsqu'il n'était que ministre des affaires étrangères, c'est-à-dire pendant vingt-huit ans, était incontestablement plus élevé... Il s'entretenait généralement avec les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays dans lesquels il se rendait, et la réciproque était vraie quand ces derniers faisaient le voyage de Moscou.

Ne pas être à Paris ni à Genève a dû lui coûter. Mais le pire était encore à venir. Un transfuge soviétique de haut rang, qui a été un de ses plus proches collaborateurs, Arkady Chevtchenko, raconte dans son livre, *Rupture avec Moscou*, que M. Gromyko n'avait plus mis le pied sur un trottoir de la capitale depuis un quart de siècle. Lorsqu'il était ministre des affaires étrangères, il n'est pas descendu une seule fois dans la rue. Il avait son ascenseur personnel qui le conduisait directement à son bureau du septième étage du gratte-ciel stalinien de la place Smolenskaya. Il y restait toute la journée, déjeunant généralement seul dans un petit salon attenant à son bureau, et se faisait invariablement reconduire chez lui dans sa Zil de fonction. Il ne connaissait de Moscou et de la vie quotidienne de ses concitoyens que ce qu'il pouvait entrevoir derrière les rideaux de cette limousine noire dont l'usage est exclusivement réservé aux plus hauts personnages du régime.

La surprise a donc été grande d'apprendre, par un compte rendu de la *Pravda*, le 14 janvier, que M. Gromyko avait *« visité du 7 au 13 janvier quelques établissements chargés de satisfaire les besoins courants des habitants de Moscou »*.

Le chef de l'Etat soviétique a évidemment affirmé à ces consommateurs que leurs problèmes *« étaient au centre de l'attention du parti »*. M. Gromyko a-t-il apprécié cette tournée, d'un genre nouveau pour lui ? Il n'a pas récidivé jusqu'à présent.

La mise à l'écart des grandes affaires du plus haut personnage nominal de l'Etat est peut-être à l'origine des propos très fermes tenus par l'intéressé le 13 novembre à Gorki, l'ancienne Nijni-Novgorod. *« Il est nécessaire avant tout de faire preuve de beaucoup de vigilance, de renforcer au maximum la défense du pays. Que celui qui veut nous tenir le langage de la force sache qu'il s'est trompé d'adresse. Nous saurons riposter de façon adéquate à n'importe quelle menace »*, avait-il alors déclaré. Cet appel à la vigilance avait surpris, à quelques jours de la rencontre entre MM. Gorbatchev et Reagan à Genève.

Ce ton déviait de celui, plus conciliant, adopté par le numéro un dans ses propos publics. Personne, pourtant, n'y avait attaché beaucoup d'importance, ce qui en dit long sur l'influence exercée désormais par M. Gromyko. Ce dernier est-il toujours ce « mentor » qu'il était censé devenir auprès de M. Gorbatchev ? On peut légitimement en douter. Le « jeune homme » de Stavropol est devenu grand et n'a plus besoin de « parrain », surtout pas dans un domaine qu'il assume désormais pleinement, et tout seul : la politique étrangère.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● *Important mouvement diplomatique.* – Un important mouvement diplomatique a été annoncé, le 31 janvier, par l'agence Tass. Il prend, apparemment, son origine dans le déplacement de M. Igor Andropov (fils de l'ancien sécrétaire général du PC soviétique, Iouri Andropov), qui a abandonné, fin 1985, son poste d'ambassadeur en Grèce pour les fonctions d'ambassadeur itinérant. M. Andropov n'avait pas rejoint son poste depuis l'automne dernier, et le bruit a couru que sa mutation pouvait être liée au passage à l'Ouest d'un des membres de son ambassade, M. Serguei Bokhan. Mais ce mouvement affecte deux vice-ministres des affaires étrangères. C'est en effet M. Victor Stoukaline, vice-ministre depuis 1980 et chef de la commission de l'URSS pour l'UNESCO, qui remplace à Athènes M. Andropov. Il est lui-même remplacé, pour ses responsabilités concernant l'organisation internationale, par M. Mikhaïl Kapitsa, vice-ministre depuis 1982 et qui a été particulièrement chargé ces dernières années des relations avec la Chine et les pays d'Extrême-Orient. – *(AFP, Reuter.)*

DROIT D'ASILE

L'Europe, cœur large et porte étroite...

Vingt-cinq associations et organisations humanitaires (1) ont donné, le mercredi 29 janvier, à Paris, le coup d'envoi d'une campagne pour la défense du droit d'asile, qui doit se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 1986. Dans les autres pays d'Europe, d'autres associations se mobilisent, les Eglises s'engagent, allant parfois jusqu'à lancer de véritables campagnes de désobéissance civile. Et le dernier message de M. Poul Hartling, quittant, il y a quelques semaines, la direction du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), fut cet appel à l'Europe : « Accordez-leur le bénéfice du doute. »

Le droit à l'asile pour tout étranger menacé de persécution pour des raisons politiques, raciales ou religieuses dans son pays est l'un des aspects fondamentaux des droits de l'homme auxquels se réfèrent les vieilles démocraties occidentales. Or ce droit est aujourd'hui menacé.

Cela ne se fait pas en toute clarté : on hésite à aborder la question de front, on prend des mesures prétendument dissuasives, mais irrationnelles et souvent arbitraires, on conclut en catimini des « arrangements » avec les pays de transit, bref on garde un fond de mauvaises consciences.

Le problème des demandeurs d'asile est en effet paradoxal : non seulement c'est dans les pays qui *comptent parmi les plus riches du* monde qu'il est débattu de la façon la plus passionnelle, mais encore il *porte sur des chiffres qui, replacés* dans le contexte planétaire, paraissent dérisoires. L'Europe n'accueille en effet qu'une très faible part (de l'ordre de 5 %) des quelque dix millions de personnes qui fuient aujourd'hui les massacres et les persécutions (2). Même si elle contribue, par l'intermédiaire du HCR, à soulager un peu le sort de tous les autres, c'est au tiers-monde qu'incombe en l'espèce le principal fardeau. Alors que des Etats dramatiquement démunis doivent accueillir dans certains cas jusqu'à trois mille personnes par jour, que sont pour la Suède treize mille personnes par an, huit mille pour une Suisse qui ne connaît pas le chômage, que sont trois mille Tamouls aux Pays-Bas pour que ce pays se mette à crier à l'« *invasion* » ? Les opinions européennes et parfois les gouvernements ont développé récemment une espèce de paranoïa sur la question des réfugiés, devenue dans certains pays un problème de politique intérieure majeur, comme en Suisse, ou en tout cas important, comme en Suède, au Danemark ou en RFA.

Prospère et généreuse

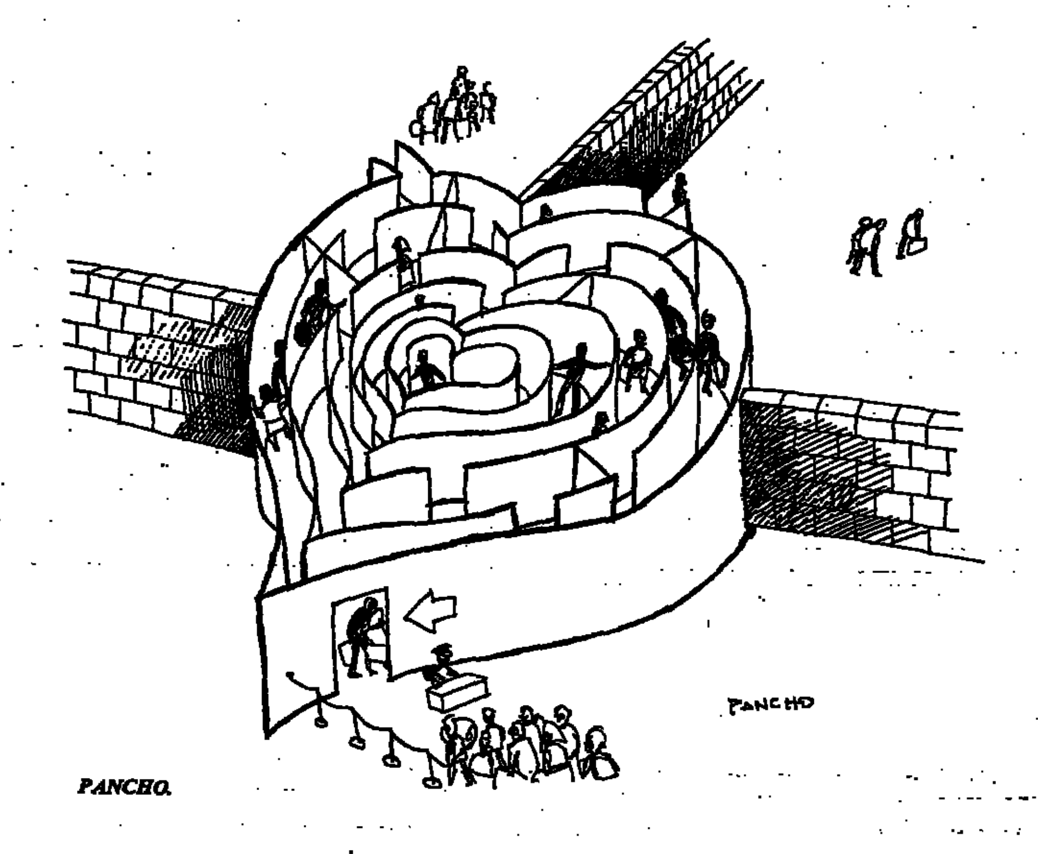
Les millions de personnes fuyant les régimes staliniens qui affluèrent à la fin de la seconde guerre mondiale dans une Europe occidentale exsangue ont posé moins de problèmes. C'est pour eux, et pour ceux qui voulaient échapper aux dictatures franquiste et salazariste, que fut élaborée, en 1951, la convention de Genève qui reste le texte de base (3). Elle interdisait le refoulement de personnes menacées dans leur pays en raison d'événements survenus en Europe avant 1951. En 1967, l'Occident prospère et généreux ajouta à ce texte un protocole qui supprimait ces deux *réserves* de lieu et de date : les portes étaient ouvertes aux persécutés du monde entier. La première mise à l'épreuve arriva en 1973, quand le coup d'Etat militaire à Santiago fit affluer les demandeurs d'asile chiliens, mais aussi argentins, uruguayens et autres qui avaient élu domicile dans le Chili de l'*Unité populaire et se* voyaient contraints à un deuxième exil. Ils furent accueillis sans problème *dans une Europe émue.*

Puis survinrent, à partir de 1975, les exodes massifs de Vietnamiens, de Cambodgiens, de Laotiens vers la Thaïlande. C'est alors que fut mise en œuvre, sous l'égide du HCR, la politique des quotas, c'est-à-dire l'octroi automatique du droit de résidence (sans la procédure normale d'examen du dossier) à un certain nombre de réfugiés fixés dans chaque pays hôte. L'Europe, bouleversée par l'écho des massacres et l'horrible aventure des « boat people », se montra encore une fois accueillante, en particulier la France.

Mais de cette zone, du reste de l'Asie, du Proche-Orient et de l'Afrique continuaient d'arriver des *migrants « hors quotas » fuyant* des pays où la violence bien souvent se mêle à la misère. Ce sont eux qui font problème aujourd'hui, parce qu'ils viennent de pays moins connus et sont plus « étrangers », parce que leur nombre augmente, même s'il reste au total de très loin inférieur à celui des travailleurs immigrés.

A partir de 1974, la plupart des pays européens ont très durement restreint leur politique d'immigration économique. Restait à celui qui fuit son pays, pour que l'Europe s'ouvre, à poser un pied à la frontière en prononçant le mot, magique comme un Sésame, de *« réfugié »*. Le demandeur d'asile est dès lors accueilli, très souvent pris en charge *matériellement, tandis que s'ouvre* une procédure d'examen de son dossier à l'issue de laquelle le statut de réfugié lui sera ou non accordé.

Les opinions européennes, très *souvent, ne font pas la* différence entre réfugiés, immigrés, travailleurs saisonniers, étudiants et autres étrangers. Les premiers, dans quelques pays, ont focalisé toutes les peurs, toutes les haines de la xénophobie ordinaire, pour des raisons diverses dont la principale est sûrement qu'en tant que demandeurs d'asile ils sont pris en charge sur le plan matériel aux frais du contribuable.



PANCHO.

Le cas des Tamouls

Il est frappant de voir à quel *point, dans différents pays*, les mêmes causes dérisoires entraînent les mêmes effets : là où les capacités des centres d'accueil étaient insuffisantes (au Danemark et en Suisse notamment), on a eu l'idée de loger provisoirement certains demandeurs d'asile dans des hôtels d'habitude fermés hors de la saison touristique. Tollé en Suisse, tollé au Danemark, le pays qui dispose d'une des législations les plus libérales en matière de réfugiés mais où des incidents d'une rare violence ont eu lieu ces derniers mois. A Stockholm, le leader du Parti conservateur affirmait récemment que les Suédois sont choqués *de voir des réfugiés profiter d'avantages sociaux « auxquels ils n'ont pas le droit eux-mêmes, et de voir leurs enfants transportés dans des limousines pour se rendre à des cours dans leur langue maternelle ».*

On croirait entendre les militants de l'Action nationale ou de Vigilance, deux mouvements xénophobes qui viennent de se tailler un franc succès lors de diverses élections en Suisse.

Le cas des Tamouls offre l'exemple de l'espèce de « traque », à laquelle se livre avec un bel ensemble l'Europe occidentale lorsqu'elle s'estime « envahie ». Il offre un bel exemple aussi de l'entêtement avec lequel une communauté s'obstine à frapper à une autre porte chaque fois que celle d'à côté se ferme, preuve que cette quête d'asile n'est pas pure dissimulation.

Première constatation : la Grande-Bretagne, oubliant qu'elle avait quelques liens historiques avec Ceylan, n'a rien voulu savoir et s'est complètement défaussée du problème sur ses voisins. Or, depuis la reprise des troubles dans l'île en 1977-1978, à chaque fois qu'un pays européen trouve une parade à l'arrivée des demandeurs d'asile tamouls, les statistiques s'emballent dans les pays voisins, la Suède étant curieusement la seule à ne pas connaître ce problème. La France, la première, a exige que les Sri-Lankais acheteurs d'un billet d'avion pour Paris soient munis d'un visa délivré par son ambassade à Colombo. Les Tamouls ont dès lors délaissé les vols directs *pour Paris et sont arrivés aux* frontières françaises par d'autres pays comme l'Espagne. Puis, en vertu d'un accord tacite ou en tout cas discret, tous les pays européens ont adopté ce système du visa obligatoire pour leurs vols en provenance de Colombo (y compris la Grande-Bretagne, ce qui est tout à fait exceptionnel s'agissant d'un pays du Commonwealth). Mais les Tamouls *ont continué d'arriver via Berlin-Est*, sur des vols d'Interflug. Après quoi, le train, ou tout simplement le métro pour Berlin-Ouest.

Alors l'Europe a envoyé des « missions » à Sri Lanka ; elle a soumis le problème à des tribunaux administratifs. Ils ont conclu que les Tamouls *en tant que* communauté n'avaient pas droit au statut de réfugié. Il a fallu que deux mille Tamouls quittent de leur propre initiative les Pays-Bas pour que La Haye renonce au programme de rapatriement qu'elle prévoyait de mettre en œuvre. Il a fallu que le HCR envoie une recommandation pour que la Suisse renonce à affréter ses charters pour Colombo.

L'art de refouler

Le nombre des demandeurs d'asile tamouls a cependant *été brutalement freiné* après que *la* République fédérale eut obtenu de la RDA, en juillet 1985, l'engagement de ne plus laisser transiter par Berlin-Est des Sri-Lankais non munis de visas occidentaux. L'aéroport de Schönefeld était ainsi bouclé à son tour. La Suède et le Danemark viennent d'obtenir, au terme d'une longue guerre d'usure, le même engagement de Berlin-Est pour les ressortissants de neuf pays (Bangladesh, Inde, Sri-Lanka, Irak, Iran, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie).

L'engagement pris par la RDA à l'égard de la RFA et des deux pays scandinaves (moyennent contreparties vraisemblablement) a fait chuter le nombre des arrivées pour les nationalités concernées. Mais il ne faut pas se leurrer : ils reviendront, par Moscou ou ailleurs, car on ne supprime pas un problème en tentant d'en supprimer les effets.

Les pays de l'Europe du Sud (*Yougoslavie mise à part*) n'ont pas à connaître du problème des réfugiés. Les autres pays ont leurs affi*nités, historiques* ou électives : Libanais, Polonais, ressortissants de ce qui fut l'Indochine bénéficient en France d'un traitement de faveur ; Iraniens, Afghans, ressortissants des pays de l'Est ont un droit presque automatique à l'asile en République fédérale ; la Suède affirme qu'elle ne fait pas de passe-droit et en donne pour preuve qu'elle est le seul pays européen à refouler des Polonais ; elle n'en accueille pas moins plus volontiers les victimes des dictatures sud-américaines que les réfugiés du Vietnam. Mais globalement le mouvement de fermeture est notable.

La méthode qui consiste à *rétablir* l'obligation de visa est en parfaite contradiction avec la convention de Genève, conçue en premier lieu pour ceux qui fuient clandestinement leur pays. D'autres pratiques se sont instaurées ou sont sur le point de l'être : soit qu'on laisse la police des frontières opérer un premier « tri », sans examen approfondi et sans possibilité de recours, soit que l'on rejette automatiquement la demande de tout réfugié ayant transité pendant un certain temps dans un pays tiers, comme le réclame une partie de la droite ouest-allemande. Cela s'accompagne souvent de refoulement dans le premier pays d'accueil, ce qui revient à renvoyer le problème à la Turquie ou au Pakistan, par exemple.

La République *fédérale* a *essayé* de mettre en place un système plus cohérent, dont l'objectif était de *décourager les « faux réfugiés »*, qu'on soupçonnait de venir seulement pour travailler. On leur a, depuis 1980, interdit de travailler pendant toute la durée de la procédure (parfois jusqu'à cinq ans), on leur a imposé un lieu de résidence obligatoire (le plus souvent dans des centres d'accueil) et l'interdiction de sortir d'un périmètre déterminé. Résultat : la RFA s'est fait réprimander par le HCR pour cet accueil par trop coercitif. Mais surtout, après une période creuse, le nombre des demandeurs d'asile a recommencé à grimper en RFA. Ce système est beaucoup plus coûteux mais pas plus dissuasif que la réglementation française, qui accepte les demandeurs d'asile sur le marché du travail et les assiste en cas de chômage. Partout le taux de rejet des demandes s'est élevé. L'Europe a accordé le statut de réfugié à cent trois mille personnes en 1984, contre *près de cent soixante* mille certaines années précédentes, ce qui correspond pour partie à une interprétation *plus* étroite de la notion de réfugié.

En fait, les seuls réfugiés qui posent un problème réel sont ceux qui viennent en nombre important et croissant, comme, par exemple, les Tamouls, ou les Iraniens en Scandinavie. Qu'ils soient « vrais » ou « faux » demandeurs d'asile selon que l'on se réfère à tel ou tel critère, leur exode est un phénomène que l'on ne peut enrayer. C'est pourquoi certains suggèrent qu'au moins on tente de mettre *sur pied pour eux* avec les pays voisins du leur, l'Inde pour les premiers, la Turquie pour les seconds *des programmes d'assistance*. Or les pays européens n'ont jusqu'à présent tenté de coordination que *sur le plan* policier. Une autre coordination est en train de se mettre en place au niveau européen : celle des organisations d'aide aux réfugiés, dont l'un des objectifs sera de promouvoir notamment l'interprétation la plus favorable du droit.

(1) Parmi les *vingt-cinq* premiers signataires de l'appel, citons le MRAP, France terre d'asile, la CIMADE, Amnesty International, le *GISTI*, le Syndicat de la magistrature...

(2) Il y a en Somalie, 1 réfugié pour 7 habitants, 1 pour 32 au Soudan, 1 pour 34 au Pakistan, par exemple.

(3) Aucun pays de l'Est n'a signé cette convention.

Cette page a été réalisée par **Danièle Rouard et Claire Tréan** avec nos correspondants en Europe : **H. de Bresson (Bonn), F. Cornu (Londres), A. Debove (Stockholm), J.-A. Fralon (Bruxelles), T. Maliniak (Madrid), R. Ter Steege (Amsterdam), I. Vichniac (Genève).**

Plus nombreux, de plus loin

Si les demandeurs d'asile posent problème aujourd'hui en Europe occidentale, c'est parce *qu'ils arrivent de plus loin et* à un rythme qui s'est très fortement accéléré depuis le début des *années 80.*

En Suède, on est passé d'une moyenne à peu près constante de 2 000 demandeurs par an à *13 000 en 1985. Au Danemark*, de 330 en 1983 à 4 300 en 1984 et à près de 7 000 l'année suivante.

En Suisse, l'augmentation s'est produite dès 1980. Le rythme annuel était d'environ 1 000 par an dans les années 70, il est d'environ 8 000 depuis 1983.

En *République fédérale*, la première pointe se situe en 1979 et 1980 (108 000) en raison essentiellement de la très forte augmentation du nombre des demandeurs d'asile turcs. Le mouvement a atteint plus de 60 000 en 1985.

Brusque augmentation en Belgique aussi (6 000 en 1985) et aux Pays-Bas où l'on passe de *2 600 en 1984 à 5 300 pour* les seuls six premiers mois de 1985 (en raison de l'arrivée de 3 500 Tamouls).

Si l'on rapporte le nombre de personnes ayant obtenu le statut de réfugié à la population, c'est le Danemark *qui* est le plus accueillant immédiatement, suivi par la Suisse, puis la RFA, la France et les Pays-Bas.

*Partout, l'origine des deman*deurs d'asile a changé. En République fédérale, à part *6 000 Polonais*, tous *prove*naient en 1985 de pays en voie de développement : Sri-Lankais (17 000), Iraniens, Turcs, Libanais, Indiens, Ghanéens, Pakistanais, Ethiopiens, Palestiniens, Afghans, Bengalis.

Même phénomène en Suisse, où les Tamouls et les Zaïrois arrivent en tête, *ainsi qu'en* Grande-Bretagne, où l'origine des réfugiés s'éloigne pour se calquer sur *les confins de l'ancien empire* devenu Commonwealth ou demeurant zone d'influence britannique (*Ghana, Ouganda*, Sri-Lanka, Irak, Iran). Même phénomène en Scandinavie avec en *tête désormais pour la Suède*, outre les Polonais, les Iraniens, les Libanais et les Palestiniens *venant du Liban*, les Tamouls pour le Danemark.

France : la « poubelle » et le dessus du panier

Tamoul = drogue ; Ghanéenne = prostitution ; Zaïrois = escroquerie ; l'idée du réfugié s'est enrichie ces derniers mois en France de quelques clichés, grâce à quelques faits divers tapageurs sur *fond de polémique autour de l'immigration.*

164 000 personnes résidaient en *France avec le statut de réfugié* au 1er janvier 1985, dont un bon tiers en provenance de pays européens. De nouveaux *demandeurs* arrivent au rythme de 20 000 par an environ : 48 % de ces demandes ont été satisfaites par l'*Office français pour les réfugiés et apatrides (OFPRA)* en 1984, contre un taux de 90 % il y a *dix ans.*

Il y a parmi les demandeurs des « *privilégiés* », auxquels la France accorde un traitement de faveur en raison des liens historiques qui l'attachent à leur pays d'origine : ils n'ont pas à passer par la longue procédure de la demande d'asile, et le marché du travail leur est immédiatement ouvert à leur arrivée. Les plus nombreux dans cette catégorie sont les réfugiés de l'ex-Indochine (92 000) qui entrent dans les « quotas » fixés avec le HCR. Certains réfugiés d'Amérique latine *bénéficient* en France du *même* traitement spécifique, ainsi que les Libanais depuis le début de la guerre et les Polonais. *La France réserve en* principe le même accueil aux Afghans et aux Iraniens : ce qui n'a pas empê*ché qu'un petit scandale* éclate l'été dernier lorsqu'une famille afghane fut rembarquée à Orly vers le Pakistan.

A côté des « privilégiés », il y a les « sans problème » : ceux qui viennent en petits effectifs de pays très variés et dont l'accueil en France est allé pour l'instant « sans histoires » ; *ainsi les Haïtiens (3000)*, les Egyptiens, les Ethiopiens, les Guinéens, pour ne citer qu'eux.

Restent ceux sur qui les polémiques se focalisent, en France comme dans les pays européens voisins, au premier rang desquels les Tamouls. Sur les 20 000 qui à ce jour sont venus frapper à la porte de l'OFPRA, un sur dix seulement a obtenu le statut de réfugié.

Voilà *qu'on* découvre que des Tamouls sont impliqués dans des affaires de fraude aux ASSEDIC (en cours d'instruction), *puis, pis encore*, dans un trafic d'héroïne qui servirait à financer la guérilla à Sri-Lanka. Voilà que l'on commence *à s'apercevoir* que des Chinois quittant Pékin, Hongkong ou Bangkok et espérant profiter de l'hospitalité *réservée aux* ressortissants de l'Asie du Sud-Est arrivent en France avec des passe*ports laotiens, cambodgiens ou vietnamiens.*

Abandon

Deux autres nationalités surtout sont aujourd'hui sur la sellette : les Zaïrois et les Ghanéens. Les premiers (trois mille *inscrits* à l'OFPRA au 1er janvier 1985) continuent d'arriver au rythme de 250 par mois environ, *bien que trois sur quatre se voient re*fuser le statut de réfugié. La réponse *réservée* aux demandeurs d'asile ghanéens est encore plus sévère : 95 % de rejets. La découverte d'une fraude zaïroise aux ASSEDIC il y a quelques années puis d'un réseau de prostitution de Ghanéennes dans le dix-huitième arrondissement de Paris a apporté des arguments aux adversaires du droit d'asile.

Il y eut une époque (*dans* les années 50) où trois cent mille personnes, c'est-à-dire près du double des effectifs actuels, *résidaient* en France avec le statut de réfugié. Après une période basse, le nombre des demandes a recommencé à s'accroître. Certaines soutiennent que l'OFPRA est devenue la « poubelle » de l'Office *national* de l'immigration (ONI), depuis que ce dernier est tombé en désuétude. Autrement dit, ceux qui n'ont plus leur chance comme immigrants économiques du fait des restrictions se reconvertiraient vers l'asile politique. Ce lien supposé de causalité est faux : les *Maghrébins, qui furent* le *plus massivement* touchés par les mesures de fermeture aux travailleurs étrangers, *sont pratiquement absents du registre* des demandeurs d'asile, de même que les émigrants traditionnels de *l'Afrique francophone*. En outre, le taux d'acceptation des demandes par l'OFPRA est en nette diminution — *35 % seulement* sur les dix premiers mois de 1985, et 90 % de rejet des pourvois par la commission des recours (1). Reste à savoir ce que deviennent ceux dont la demande n'a pas abouti. Les reconduire à une frontière, comme le prônent certains, c'est tout simplement se *défausser du problème sur un pays* voisin ; les renvoyer chez eux, c'est dans la plupart des cas (pour les Tamouls par exemple) les exposer à un risque.

Certains vont donc rejoindre les rangs des clandestins. Mais combien ? *« Beaucoup de ces gens*, dit *un avocat parisien qui suit les affaires* de demandes d'*asile, vivent dans une telle angoisse pendant l'examen de leur dossier qu'un jour ou l'autre ils abandonnent et repartent. »*

Une autre polémique enfin est venue se mêler à la question des réfugiés : la France serait devenue la terre d'asile des « terroristes ». Le gouvernement socialiste a rompu en septembre 1984 avec l'angélisme avec lequel il abordait précédemment cette question, en décidant d'extrader trois militants basques vers l'Espagne et d'en expulser quatre autres.

(1) La circulaire du premier ministre du 17 mai 1985 améliore en les sim*plifiant les* procédures à suivre par tout demandeur d'asile. Les préfectures n'ont plus désormais à opérer un tri préalable des demandes, *seuls sont com*pétents l'OFPRA et la Commission des recours, où siège un représentant du HCR.

Le candidat à l'asile doit se présenter en premier lieu à une préfecture, qui lui délivre une autorisation provisoire de séjour valable pour un mois. Pendant ce temps, il n'a pas accès au travail et a donc tout intérêt à se présenter au plus vite à l'OFPRA. Dès que sa *demande* est enregistrée par l'OFPRA, il a droit à une carte de séjour et de travail jusqu'à ce que l'on statue sur son dossier. L'examen de ce dossier dure en moyenne quatre mois, mais parfois beaucoup plus. Dans le cas de rejet de la demande par l'OFPRA, l'étranger peut introduire un pourvoi auprès de la Commission des recours. En cas de rejet définitif, il doit quitter le territoire dans un délai d'un mois, sous peine de poursuites judiciaires.

C'est pour la *sauvegarde de cette* législation et son amélioration dans la pratique que vingt-cinq organisations humanitaires ont lancé une campagne le 29 janvier (*le Monde* du 30 janvier). Les réponses (ou non-réponses) au questionnaire qu'elles ont adressé sur le sujet aux partis politiques français justifient en effet certaines inquiétudes pour l'avenir.

politique

L'INAUGURATION DE L'ÉCOLE NATIONALE DE LA PHOTOGRAPHIE

Les réflexions de M. Mitterrand entre deux poses



A Arles, M. Mitterrand s'est longuement prêté à une séance de pose organisée par les élèves. Tout sourire, il s'est ainsi installé dans un décor à la Peynet, calé au milieu d'un banc de jardin, entre Mme Georgina Dufoix en rose bonbon et M. Gaston Defferre, dont l'hilarité tenait à ce qu'il pensait – confia-t-il plus tard – à la chanson de Brassens : « *Les amoureux qui s'bécotent sur les bancs publics...* »

Photo P. Parrot-Sygma.

M. François Mitterrand a inauguré samedi 1er février à Arles, l'Ecole nationale de la photographie (*le Monde* daté 2-3 février). Plusieurs milliers de personnes lui ont réservé un accueil chaleureux, de la place des Arènes à l'école aux cris de « *Mitterrand président* » et « *On va gagner* ».

Le président de la République ne s'est pas départi une seconde de son sourire lorsqu'il a bavardé ensuite avec les journalistes devant lesquels il a ironisé sur les divisions de l'opposition, noté qu'il convient de changer de mode de scrutin « *de temps en temps* », dit sa certitude d'être président de la République encore pour deux ans et avoué qu'il n'avait pas prêté « *serment sur l'Evangile* » lorsqu'il a promis de ne pas intervenir pendant la campagne officielle des élections législatives. Voici quelques-unes des réflexions de M. Mitterrand, arbitrairement classées :

« Je me méfie de moi »

BADINTER : à propos de M. Robert Badinter qui, pour une raison inconnue, est absent des affiches électorales du gouvernement, M. Mitterrand note que M. Roland Dumas n'y est pas non plus et déclare : « *Chaque fois que j'en recontre un, je lui dis « Ah, mon pauvre ami ! »*

BARRE-CHIRAC-GISCARD : M. Mitterrand a « *beaucoup d'estime* » pour M. Barre. « *Je lui suis très reconnaissant* », assure-t-il à propos du comportement de l'ancien premier ministre pendant la campagne législative.

M. Chirac affirme que l'opposition est plus unie qu'il n'y paraît ? « *C'est à lui d'en faire la démonstration* », note M. Mitterrand.

M. Giscard d'Estaing veut rassembler « *deux Français sur trois* » ? M. Mitterrand remarque que ce thème correspond à la situation actuelle des chefs de file de l'opposition : « *C'est comme cela que ça se passe, à deux sur trois.* »

« *Chacun m'aide à sa façon*, ajoute-t-il. *Je n'ai pas observé qu'aucun d'entre eux m'ait vraiment compliqué la tâche.* »

CERTITUDE : « *La seule chose certaine dans les deux ans à venir, c'est que je serai président de la République. Ce qui est incertain, ce sont les autres. Moi, je serai là. Pour le reste, c'est le peuple français qui va décider.* »

COHABITATION : néant, encore néant (*le Monde* du 8 janvier).

CONSEILLERS : « *Dans un livre que j'ai lu, on dit que mes conseillers exercent trop d'influence. Vous ne pouvez pas savoir comme ils ont été heureux de lire cela ! Cela a été pour eux une de ces surprises !* »

ÉCHECS : « *Je ne suis pas un joueur et je déteste ça. Enfant, j'ai joué aux échecs, et à la coinchée au service militaire. Et ça m'a suffi, dès l'âge de vingt-cinq ans. J'ai toujours pensé que le temps est trop précieux. On a toujours quelque chose de mieux à faire. Mais je le suis peut-être* [joueur] *sur un autre plan.* »

ÉVANGILE : la promesse formulée naguère par M. Mitterrand selon laquelle il n'interviendra pas pendant la campagne officielle (à partir du 24 février), n'est pas « *un serment sur l'Evangile* ». « *Je n'interviendrai pas en dehors des limites prévues par la loi* », c'est-à-dire après la clôture de la campagne (le 14 mars). Intervenir, remarque-t-il, « *j'en ai parfaitement le droit, jusqu'à la clôture. Certainement pas au-delà des délais, ce serait illégal. Si le premier citoyen de France ne respecte pas la loi, alors qui la respectera ? Quand je prends le volant, c'est sûr que je me tiens à carreau. Et si j'allais attraper une contravention ? Je me méfie de moi.* »

MODE (de scrutin) : « *C'est très bien, le scrutin majoritaire. Je n'ai de religion pour aucun scrutin. Mon expérience me dit qu'il faut en changer de temps en temps. La première fois, il donne le meilleur. La deuxième fois, la malignité humaine s'en mêle. La troisième, ça devient franchement impossible. Le scrutin majoritaire reviendra un jour ou l'autre. Il faut éviter les habitudes. Si on y revient, il faudra s'y prendre à temps (pour redécouper les circonscriptions) et confier ce soin à une commission composée de gens qui apportent des garanties d'impartialité (...) Donnez-moi la fin du siècle et je vous ferai ça.* »

PARTI (socialiste) : « *Je ne suis pas intervenu dans les meetings du Parti socialiste. Le Parti socialiste est, paraît-il, venu dans mes réunions.* »

PÉTROLE : « *En 1985, le pétrole a coûté plus cher qu'en 1984, contrairement à ce qui a été dit. Les six premiers mois ont été extrêmement lourds. Malgré le pétrole on a amélioré la situation économique. Maintenant, le pétrole et le dollar se conjuguent pour nous donner un coup de main. Cette conjugaison facilitera la tâche du gouvernement. Les 2,5 % d'inflation en 1986 sont tout à fait réalisables. Ça peut être moins. Ça peut être 2 %. A la fin de l'année (le bénéfice sur le commerce extérieur) sera important. Si nous avions eu le pétrole de la Grande-Bretagne, nous aurions fait 150 milliards de bénéfices sur le commerce extérieur en 1985. (Après mars) ce sera plus facile si le gouvernement ne complique pas la vie des Français en faisant le contraire de ce qui a été fait si heureusement.* »

PRONOSTICS (électoraux) : « *Je ne fais jamais de pronostics. Les ministres peuvent en faire. Ils ne sont pas tenus en laisse* ».

RÉSERVÉ (domaine) : « *On ne devrait jamais parler de domaine réservé. Il n'y a pas de secteur réservé. Il ne doit pas y en avoir. J'y suis hostile. La Constitution répartit les compétences, c'est tout. Mais la Constitution n'est pas un chef-d'œuvre. Si le président de la République en prend davantage (de compétences), en désaccord avec le gouvernement, il commet une mauvaise action. S'il en prend davantage avec l'accord du gouvernement... Ce sont des accords amiables (...) Mon rôle politique sera différent, je n'exercerai pas la même influence selon le cas. Mais mes compétences ne sont pas variables (...) Les affaires extérieures sont étroitement liées avec la défense. Le président de la République, c'est l'homme qui a la décision fatale de la guerre atomique. On ne peut pas déterminer sans lui les données qui pourraient conduire à cette décision.* »

TROU : « *On ne va pas me cacher dans un trou* » lorsque la France devra être représentée dans les sommets internationaux, après les élections législatives.

Le RPR et l'UDF pris en tenaille

(Suite de la première page.)

Les analyses convergentes des instituts de sondage et des spécialistes des partis, selon lesquelles l'UDF et le RPR disposeront d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale s'ils recueillent au moins 43 % des suffrages, ont eu pour conséquence de cristalliser la campagne autour de trois points :

– L'UDF et le RPR s'efforcent de faire comprendre aux Français qu'ils représentent la seule force de gouvernement crédible. Qui d'autre, disent-ils, peut prétendre gouverner avec une majorité absolue à l'Assemblée nationale ?

– Le Parti socialiste, qui a renoncé par réalisme à caresser l'idée d'un gouvernement minoritaire (M. Jospin ne croit pas à l'hypothèse avancée par M. Billardon, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et par M. Chevènement), se bat pour faire tomber le RPR et l'UDF au-dessous du fameux seuil des 43 %.

– Les « petits » sont éliminés de ce débat. Il y a longtemps que le RPR et l'UDF affirment qu'ils gouverneront seuls, sans le Front national. Et les socialistes n'ont pas fait grand cas de l'« *inflexion* » du PC, qui, en s'attaquant à la droite plutôt qu'au PS, a changé de cible principale.

L'intervention du chef de l'Etat

Les données d'un affrontement entre grandes puissances (PS d'un côté, UDF-RPR de l'autre) ainsi posées, restait à apaiser l'angoisse des socialistes, et à ôter à la droite un grand plaisir : M. Mitterrand avait affirmé qu'il n'interviendrait pas pendant la durée de la campagne officielle, privant ainsi son camp de sa meilleure arme pendant trois semaines. Le chef de l'Etat en est revenu aux bons vieux principes de la dissuasion : il n'exclut pas d'appuyer sur le bouton à parole entre le 24 février et le 14 mars. M. Giscard d'Estaing l'a puissamment aidé à prendre ce virage en douceur lorsqu'il a reconnu à « L'heure de vérité » qu'il ne pourrait pas reprocher à son successeur d'agir comme lui-même en 1978 (1).

Si le brouillard de la campagne électorale se déchire en lambeaux, il n'en va pas de même pour la suite. M. Mitterrand ne veut toujours pas entendre parler du mot « cohabitation » et de l'hypothèse d'une victoire de l'opposition qui le sous-tend. On sait toutefois que :

– M. Barre ne voterait pas la confiance à un gouvernement de cohabitation. Mais on ignore s'il sera seul, ou si quelques-uns de ses amis (combien ?) le suivront jusqu'au bout de sa démarche.

– M. Mitterrand n'est guère enclin à « *négocier* », dans une telle hypothèse, avec son futur premier ministre, sur la répartition des rôles, idée suggérée par MM. Rocard et Chirac. Ce n'est pas son genre, dit-il, bien qu'une telle « *négociation* » ne soit pas interdite par la Constitution.

– Il n'y aura pas de « *domaine réservé* » au chef de l'Etat. Sur ce point, tout le monde est d'accord. Mais M. Mitterrand remarque tout de même que le responsable de la décision « *fatale* » (la guerre nucléaire) ne peut pas être absent de l'analyse des données internationales qui la sous-tendent. On ne le « *cachera pas dans un trou* » lors des sommets internationaux.

En fait, il semble bien que, en refusant la théorie inventée par M. Chaban-Delmas du « *secteur réservé* », M. Mitterrand veuille signifier que le président de la République est compétent bien au-delà de la diplomatie, dont il fait son affaire, comme en témoigne la préface du livre qu'il vient de publier. Tout appartient à son « domaine », qui n'a d'autre limite que la Constitution.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) M. Giscard d'Estaing était ainsi intervenu à la veille du premier tour de scrutin, alors que la campagne officielle était achevée. M. Mitterrand continue d'exclure d'intervenir de la sorte.

Une élection cantonale

CHARENTE-MARITIME : canton de Pons (1er tour)

Ins., 8 690 ; vot., 4 997 ; suff. ex., 4 837. – MM. Delapeyronnie, RPR, 3 092, RÉÉLU ; Mas, PS, 1 379 ; Mme Carmousse, PC, 366.

[M. Fernand Delapeyronnie, RPR, a été réélu dès le premier tour de cette élection partielle. Il a obtenu 63,92 % des suffrages exprimés. Il avait été élu conseiller général de ce canton au premier tour des élections cantonales de mars 1985, mais son élection avait été annulée par le tribunal administratif, qui avait constaté que le nombre d'enveloppes décomptées à l'issue du scrutin était supérieur de trente à celui du nombre des votants relevé sur les listes d'émargement. M. Delapeyronnie n'avait dépassé la barre des 50 % des exprimés que de quatre voix.

En mars 1985, les résultats avaient été les suivants :

Ins., 8 820 ; vot., 6 281 ; suff. ex., 5 993. – MM. Delapeyronnie, 3 001 ; Jaubert, ex-MRG, 2 224 ; Mme Carmousse, PC, 504 ; M. Briard, FN, 264.]

...te...

examen approfondi et sans possibilité de recours, soit que l'on rejette automatiquement la demande de tout réfugié ayant transité pendant un certain temps dans un pays tiers, comme le réclame une partie de la droite ouest-allemande. Cela s'accompagne souvent de refoulement dans le premier pays d'accueil, ce qui revient à renvoyer le problème à la Turquie ou au Pakistan par exemple.

La République fédérale a...

...aux, de plus loin

(en raison de l'arrivée de 3 500 Tamouls).

Si l'on rapporte le nombre de personnes ayant obtenu le statut de réfugié à la population, c'est le Danemark qui est le plus accueillant immédiatement suivi par la Suisse, puis la RFA, la France et les Pays-Bas.

Partout, l'origine des demandeurs d'asile a changé. En République fédérale, à part 6 000 Polonais, tous provenaient en 1985 de pays en voie de développement : Sri-Lankais (17 000), Iraniens, Turcs, Libanais, Indiens, Ghanéens, Pakistanais, Ethiopiens, Palestiniens, Afghans, Bengalis.

Même phénomène en Suisse où les Tamouls et les Zaïrois arrivent en tête, ainsi qu'en Grande-Bretagne, où l'origine des réfugiés s'éloigne pour se calquer sur les confins de l'ancien empire devenu Commonwealth ou demeurant zone d'influence britannique (Ghana, Ouganda, Sri-Lanka, Irak, Iran). Même phénomène en Scandinavie avec en tête désormais pour la Suède outre les Polonais, les Iraniens, les Libanais et les Palestiniens venant du Liban, les Tamouls pour le Danemark.

(1) Parmi les ... MRAP, ... France terre d'asile, ... Amnesty International, ... Syndicat de la magistrature.

(2) Il y a en Somalie ... habitants, 1 pour ... pour 34 au Pakistan, par exemple.

(3) Aucun pays de l'Est n'a signé cette convention.

Cette page a été réalisée par Danielle Rouard et Claire Tréan avec nos correspondants en Europe : H. de Bresson (Bonn), F. Cornu (Londres), A. Debove (Stockholm), J.-A. Fralon (Bruxelles), T. Maliniak (Madrid), R. Ter Steege (Amsterdam), I. Vichniac (Genève).

POLITIQUE

La réunion du comité central du PCF

« Rééquilibrer la gauche »

À la veille de la réunion du comité central de ce lundi 3 février, les dirigeants communistes ont confirmé l'inflexion du discours observé lors du passage de M. Georges Marchais à « L'heure de vérité », le 22 janvier. Prioritairement antisocialiste, la thématique électorale du PCF s'est recentrée sur des arguments plus fortement dirigés contre la droite. Le nouveau mot d'ordre est celui d'un *« rééquilibrage de la gauche »* au profit du PCF.

Au cours d'un meeting de soutien à la liste communiste du Pas-de-Calais qui rassemblait quelque 5 000 personnes — 10 000 selon les organisateurs — samedi à Lens, le secrétaire général du Parti communiste a affirmé : *« Vous ne pouvez permettre à la droite de revenir au pouvoir. Elle y a été pendant des années, elle a enfoncé le pays dans la crise. Ses dirigeants ont toujours été du côté des riches et des puissants. »* Devant un public attentif mais bruyant, qui a conspué les noms de M. Mitterrand, de M. Mauroy, des ministres socialistes — traités de *« fainéants »* — et de M. Le Pen, M. Marchais a dressé un très sévère bilan de la politique conduite depuis 1981 et a exhorté les communistes à *« mener une réflexion »* sur ce sujet, alors que, selon lui, *« la droite et le PS veulent les en empêcher par leur propagande »*.

Invité dimanche à un banquet de soutien à la liste communiste du Val-de-Marne, à Villeneuve-Saint-Georges, le dirigeant communiste a estimé que *« voter contre la droite, c'est voter à gauche pour une autre politique »*. *« C'est,* a-t-il poursuivi, *rééquilibrer la gauche dans le bon sens en ayant le souci de faire du Parti communiste une force qui compte plus qu'aujourd'hui. C'est voter pour le rassemblement des forces populaires. »* Qualifiant la droite de *« réactionnaire, autoritaire et antipopulaire »*, M. Marchais a également dénoncé le PS, dont *« la politique, désastreuse pour vous aujourd'hui, continuera demain avec la droite avec laquelle il a conclu une stratégie d'alliance »*.

M. Fiterman : le président « prend un risque »

Le même jour, M. Charles Fiterman était l'invité du « Grand Jury RTL-*Le Monde* ». L'ancien ministre des transports, tête de liste communiste dans le Rhône et *« candidat anti-Barre »*, a considéré que le président Mitterrand *« joue une partie de ping-pong politicien »* avec M. Barre. Pour le secrétaire du comité central, *« il y a une convergence entre le président de la République et M. Barre. Les propos qu'a tenus ce dernier récemment suscitent beaucoup de commentaires. Chacun voit bien qu'ils gênent M. Chirac et donnent des arguments au président de la République »*.

En outre, M. Fiterman a estimé que M. Mitterrand *« prend un risque »* en s'engageant dans la campagne aux côtés des socialistes et que ce *« n'est pas une bonne chose de mélanger les genres, pas une bonne chose que le président intervienne dans la campagne électorale au service d'un parti »*.

A son avis, *« il sera accolé au résultat du PS »*. Après avoir rappelé que *« les communistes sont les adversaires de la droite »* tout en critiquant vigoureusement la politique des socialistes, les programmes du PS et de l'opposition, qui *« sont cohabitables »*, et la campagne *« d'intoxication, campagne LSD »* conduite à travers les sondages, M. Fiterman a souligné : *« Nous n'identifions pas le PS et l'UDF-RPR »*, mais *« cela n'implique nullement qu'aujourd'hui on apporte son soutien à la poursuite de la politique actuelle. »*

M. Juquin dans une fédération « rénovatrice »

De notre envoyé spécial

Blénod. — Pour un beau plateau, c'était un beau plateau. Physique de rugbyman mais ancien coureur cycliste, le maire communiste de Blénod (Meurthe-et-Moselle), M. Michel Bertelle, avait mis les petits plats dans les grands, samedi 2 février. Les dames étaient allées chez les coiffeurs, les messieurs s'étaient mis sur leur trente et un et les gosses étaient à la fête pour l'inauguration de deux bâtiments culturels et sportifs de cette municipalité lorraine.

Le spectacle, ce n'était pas seulement la présence de l'éternel second, « Poupou » (Poulidor), de l'énigmatique chanteuse Sapho derrière ses lunettes noires, du groupe africain Touré Kunda, du footballeur Eric Martin, au physique de jeune premier tourmenté, ou de M. Aldo Platini, le papa de Michel, conseiller technique de l'AS Nancy-Lorraine. On n'était pas venus pour s'émerveiller de la qualification de l'équipe de foot de Blénod en seizièmes de finale de la Coupe de France. Les communistes de cette fédération *« rénovatrice »* de Meurthe-et-Moselle s'étaient déplacés pour entendre « autre chose », pour se « ressourcer » et penser pendant un après-midi que leur abattement n'était pas fondé.

Pour la première fois depuis le vingt-cinquième congrès du PCF en février 1985, une fédération avait osé inviter Pierre Juquin, *« mon ami »*, a dit M. le maire. MM. Favaro, secrétaire régional du PCF de Lorraine, et Amicabile, secrétaire fédéral, « évacué » du comité central lors du dernier congrès national, étaient également là. Tout comme Mme Colette Gœuriot, tête de liste communiste pour les législatives.

Devant quelques dizaines de militants et de sympathisants, l'ancien porte-parole du PCF a répondu aux inquiétudes. *« Je suis hanté, angoissé, par l'idée que le PC pourrait peut-être encore perdre du terrain aux prochaines élections. Je ne suis pas de ceux qui pensent,* a-t-il dit, *que cela ferait une thérapeutique de choc »* à l'intérieur du parti. Observateur, il a noté une inflexion du discours de la direction du PCF : *« Il me semble qu'une correction est en cours, ce dont je ne peux que me féliciter. Evidemment, cela pose un problème de crédibilité. »*

Un militant s'est enhardi en s'interrogeant sur les *« zigzags »* du parti. M. Juquin s'est enhardi lui aussi. *« Oui, il y a eu des zigzags. La crédibilité dépend de la continuité, de la fermeté de sa politique. Les zigzags ont toujours l'air opportunistes, électoralistes »*. Ils avaient vraiment l'air d'être frustrés de débat, ces militants. Comme si une immense attente de dialogue les avait envahis.

L'un d'entre eux a doucement haussé le ton : *« Ce débat, il aura lieu après les élections ou dans vingt ans ? » « Les communistes vont en décider eux-mêmes, ça dépend d'eux »*, a répondu M. Juquin, pour qui l'essentiel est d'abord de *« voter communiste »* aux législatives. *« Je ne me bats pas pour maintenir le PC à 11 %,* a-t-il souligné, *mais pour qu'il double »* ce score. Face à lui, les représentants de cet autre Parti communiste se sont pris à rêver. Un après-midi.

O.B.

JALONS ANECDOTIQUES DE L'HISTOIRE COMMUNISTE

Les almanachs de « l'Humanité »

Saviez-vous que le retour de la robe longue est *« une mode réactionnaire qui ne convient qu'aux femmes oisives »* ? Vous souveniez-vous que Joseph Staline fut *« le disciple génial du grand Lénine »* ?. Aviez-vous oublié que *« l'URSS est un pays comme on n'en voit même pas en rêve »* ? Quant à Jeanne d'Arc, vous ignoriez sans doute qu'elle eut droit une seconde fois au bûcher comme « terroriste » en 1947, avant d'être célébrée comme une héroïne nationale de la résistance au même titre que Danièle Casanova en... 1951.

Ces jalons anecdotiques de l'histoire communiste, Mme Marie-Claire Lavabre les a déterrés en feuilletant la collection des almanachs de *l'Humanité*. Chargée de recherches au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), elle a récemment présenté une communication sur la *« tradition communiste »* vue au travers du prisme des almanachs, à la Fondation nationale de science politique à Paris (1).

La robe longue rétrograde, c'était dans l'almanach de 1931 consacré à l'année précédente. Le Staline génial, c'était dans celui de 1939, et l'URSS, pays radieux, dans le cru de 1953. Il est vrai qu'il ne s'agissait que de la traduction française d'un conte russe pour enfants.

D'abord baptisé *Almanach bolchevique*, cette petite brochure éditée fin 1924 pour l'année 1925 devient l'année suivante *Almanach ouvrier et paysan*, reconnu officiellement par le PCF comme étant le premier d'une série de publications annuelles éditées par le parti. Cette *« publication familiale »* a pour but de *« soustraire* [ses lecteurs] *de l'emprise idéologique de l'almanach de la bourgeoisie »*. Déjà la concurrence. En 1935, la collaboration des journalistes de *l'Humanité* est explicite, en 1947, l'almanach est édité par *l'Humanité* et, en 1964, la mention *« ouvrier et paysan »* passe à la trappe.

En se plongeant dans la mémoire communiste pour tenter une *« reconstruction du passé »*, Mme Lavabre s'est plus particulièrement attachée à l'image de l'URSS (thème dominant jusqu'en 1956) et à l'écriture de l'histoire de France. Conclusion : *« Dans la mémoire historique, les acteurs du socialisme peuvent ne pas être modifiés mais c'est l'appréciation qu'on leur porte qui se modifie »*.

Si on trouve dans la collection des almanachs beaucoup de dessins, caricatures politiques ou photos *« sur les plaisirs des riches »* et ceux *« des pauvres »*, si, au détour de l'édition de 1929, on décèle dans un coin une *« réclame »* pour *« une consultation d'astrologie »*, l'Union soviétique est tout de même le thème dominant. A cet égard, le numéro de 1953 atteint un sommet. On y raconte l'histoire russe ou soviétique, Marcel Cachin y dénonce *« l'antisoviétisme »*, deux contes russes ravissent les enfants, la rubrique cinéma est encore soviétique, les athlètes soviétiques féminines y ont la vedette et on apprend *« comment capter Radio-Moscou »*. Avec en prime, pour les vainqueurs du concours de 1953 un livre intitulé *Lénine et Staline par l'image*. Si on ajoute à ce panégyrique que cette *« indispensable encyclopédie de la famille ouvrière réclamée par la grande masse des travailleurs des villes et des champs »* fait 350 pages à 400 pages bien tassées, on imagine à peine l'indigestion des lecteurs, qui sont, il est vrai, *« les soldats rouges de la révolution mondiale guidée par les soviets »*.

En 1956, revirement. La présentation devient plus claire, aérée, et les textes plus courts. Fin des années 50 et début des *« sixties »*, Louison Bobet, Charlie Chaplin et Jean-Paul Belmondo ont droit à la photo de couverture. Quant à la décennie 1976-1985, période pourtant riche dans l'histoire du PCF, il est inutile de chercher un quelconque point de vue critique dans les almanachs, il n'y en a aucun. La consigne, c'est la consigne : les almanachs expriment, avant tout, le dualisme du monde...

Et si, par hasard, au fond d'un grenier, vous avez l'édition de 1928, pensez à Mme Lavabre, c'est le seul qui manque à l'appel dans sa bibliothèque.

O.B.

(1) Mme Lavabre publiera en collaboration avec M. Peschansky, ingénieur-chercheur au CNRS, un article intitulé « Image de l'URSS diffusée par le PCF, soixante ans d'almanach » dans la *Revue des études slaves* (premier trimestre, 75 F), éditée par l'Institut du même nom, 9, rue Michelet, 75006, Paris. Tél. : (1) 43-26-50-89.

SOFRES-OPINION 1986

Les surprises de l'électorat de droite

Opinion publique 1986, qui paraît aux éditionds Gallimard, est le troisième volume d'une série annuelle rassemblant les principaux sondages de la SOFRES. Commentées et remises en perspective par des journalistes (Alain Duhamel, Serge July), des universitaires (Olivier Duhamel, Elisabeth Poirier, Marie-France Poirier), ces études — qui portent en fait sur l'année 1985 — permettent de mesurer les évolutions de la société française.

Elles instruisent également sur les attentes de l'électorat, avant les scrutins de mars. C'est pourquoi nous publions ci-dessous des extraits de l'analyse de M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques à la SOFRES.

« Sûr de sa victoire en mars 1986, que veut l'électorat de droite ? Vaincre les socialistes, bien sûr, mais est-il partisan d'une véritable « rupture avec le socialisme » ? Les années 70, après la mort du général de Gaulle, avaient vu la constitution d'un bloc conservateur par absorption du centrisme, le rétrécissement très zapide de sa base électorale — dès 1974, le rapport de forces entre la droite et la gauche se fixe à 50/50 — et la progression d'une idéologie dominante d'orientation social-démocrate. Pour certains, la gauche l'avait emporté dans les esprits bien avant de gagner dans les urnes, et la victoire de François Mitterrand en mai 1981 allait permettre par contrecoup un « retour aux sources », une restauration des « vraies valeurs » de la droite (...).

» Mais l'opposition est-elle unie, ses électeurs sont-ils des partisans déterminés du libéralisme, appellent-ils de leurs vœux « la révolution conservatrice » proclamée ici ou là ? (...)

Un électorat soudé face à la gauche, favorable à une politique libérale, adepte des thèmes sécuritaires... L'analyse, si elle devait se limiter à cela, ne surprendrait guère : les électeurs de droite seraient tout à fait conformes à l'idée que l'on s'en fait, y compris chez leurs dirigeants. Mais si l'on se penche sur ce que l'électeur de droite ne veut pas, l'analyse bouleverse bien davantage nos idées reçues.

Il en est ainsi du vocabulaire politique. Les mots du Panthéon de la gauche sont bien sûr rejetés, mais il est spectacalaire de constater que chez les sympathisants de l'UDF et du RPR la référence au mot « conservatisme » suscite presque aussi peu d'attraits que le « socialisme », et le terme d'« extrême droite », provoque, quant à lui, un très large rejet. Sont en revanche plébiscités les mots « droite » et « gaullisme », et le « centre » obtient un très bon score, y compris au RPR. On relèvera avec intérêt qu'à l'UDF, la « démocratie chrétienne » se porte bien et en tout cas beaucoup mieux que la référence au radicalisme.

Les sympathisants du Front national qui, jusqu'à présent, adoptaient des attitudes très voisines du RPR et de l'UDF s'en éloignent fortement. Leurs *références* idéologiques sont moins intenses — 56 % pour le premier terme cité au lieu de 75 % environ pour l'UDR et le RPR. Le mot « droite » vient certes en tête et le gaullisme n'est plus honni, mais chez les partisans de M. Le Pen, la référence à l'extrême droite vient en seconde position dans le palmarès idéologique.

Qu'en est-il aussi des deux critères majeurs qui constituent l'essence des droites conservatrices : la remise en cause de l'« égalitarisme » dans nos sociétés contemporaines et le retour à une certaine forme d'ordre moral ? O surprise, sur ces deux lignes de partage, les électeurs de droite se montrent très éloignés de l'esprit conservateur traditionnel.

UDF, RPR, Front national ne veulent en aucun cas de la suppression du SMIC, ils sont attachés au maintien du collège unique de la 6e à la 3e, ils refusent la disparition des diplômes nationaux dans l'enseignement supérieur, ils s'opposent, enfin, à la suppression de l'impôt sur la fortune. Malgré la tentation sécuritaire, les sympathisants de l'UDF et du RPR n'envisagent pas qu'il soit mis fin à l'attribution automatique de la nationalité française aux enfants d'étrangers. Refus, enfin, de l'ordre *moral* à *travers deux* exemples : les électeurs de droite ne veulent pas rétablir les tribunaux militaires ni remettre en cause l'IVG.

Sur tous ces points, les électorats de droite se montrent assez unis. Il est frappant de constater qu'au Front national, les sympathisants ne réclament pas la suppression de l'IVG et qu'ils sont en majorité favorables au maintien du SMIC. Quant aux électeurs du RPR, ils sont divisés, comme leurs dirigeants, sur l'avortement, mais ils refusent de mettre en cause l'attribution automatique de la nationalité française ou l'impôt sur la fortune. (...).

Les électeurs de l'opposition se prononcent certes pour une nouvelle politique économique, si elle favorise l'initiative individuelle et la déréglementation, mais ils la refusent tout aussi nettement si elle met en cause la protection sociale ou entraîne des opérations-vérité dans les services publics. Les électeurs UDF et RPR n'accepteraient pas la suppression des subventions de l'État aux entreprises publiques, ils ne souhaitent pas la suppression du contrôle des changes, ils refusent massivement la diminution de la durée des indemnités de chômage ou le développement d'un système d'assurances-volontaires pour garantir la protection sociale. Les électeurs de droite vont jusqu'à refuser la possibilité d'affecter une partie de leurs impôts à des fondations, des mouvements *religieux ou des partis* politiques. Décidément, la France de 1985 n'est pas l'Amérique de M. Reagan. »

* *SOFRES - Opinion publique 1986.* Gallimard éditeur, 110 F, 255 pages.

Plus à droite que M. Le Pen : le groupe Militant !

Qu'il est dur, quand on est d'extrême droite, de vouloir rivaliser avec le Front national ! Cela l'est encore plus lorsqu'on a délibérément choisi l'ingratitude de l'anonymat comme le fait depuis quatre ans le groupe Militant, sous le prétexte de défendre des *« valeurs essentielles abandonnées au profit de l'électoralisme »*.

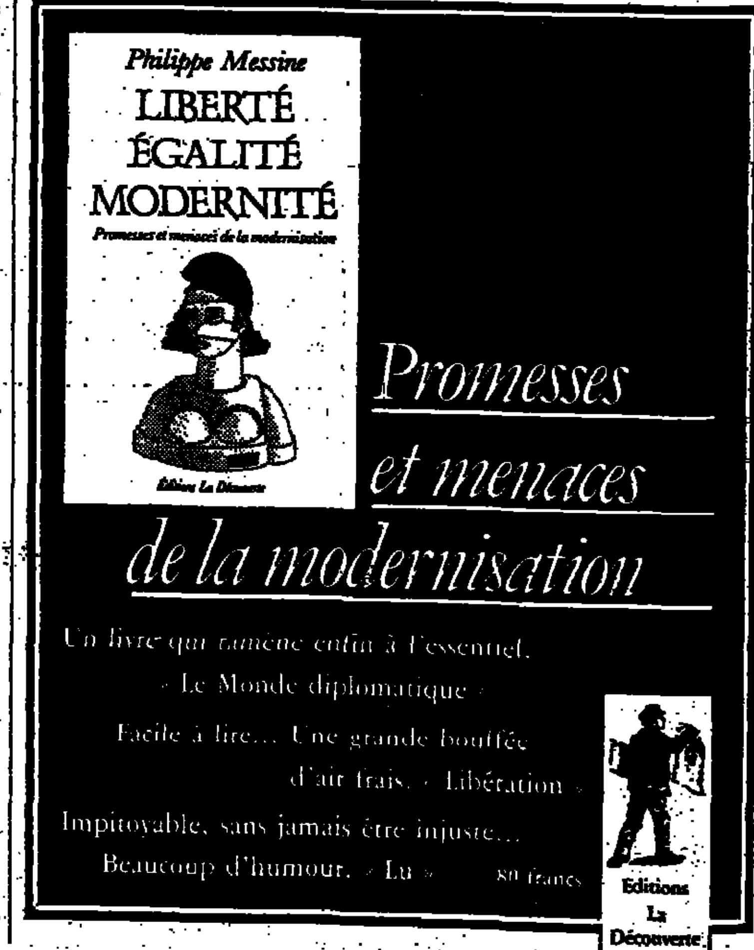
C'est donc dans la plus stricte intimité — à peine une quinzaine de membres — que cette formation *« nationaliste populaire »* s'est discrètement réunie la semaine dernière dans l'arrière-salle d'un restaurant parisien, afin de présenter ses « options nationalistes » et ses ambitions politiques pour 1986.

« On ne peut pas nous taxer d'arrivisme », explique M. Patrice Chabaille, le secrétaire général du groupe. *« Nous avons quitté le Front national au moment où nous savions qu'il allait percer. » « Aujourd'hui,* soulignent *MM. Pierre Pauty et Pierre Bousquet,* deux autres anciens du FN *« tout nous sépare du Front »*. Au premier rang des préoccupations de Militant, l'immigration. Selon ses animateurs, le Front national n'a pas la volonté de se donner *les moyens de la politique qu'il prône*. Au contraire, Militant, lui, se dit prêt à réclamer l'abrogation de la loi Pleven réprimant toute discrimination raciale : le groupe souhaiterait en outre obtenir le réexamen des naturalisations déjà accordées : *« On remonterait, disons, jusqu'à la guerre d'Algérie »*, suggère M. Pauty. Avec ses amis, il estime que ces mesures *« constituent la condition* sine qua non *pour juguler l'immigration et pour préserver les caractéristiques fondamentales de notre peuple »*. Car Militant ose le dire : il est pour la préservation biologique de la race européenne, qu'il ne conçoit naturellement que blanche et pure...

Suite logique de ces thèses, le groupe Militant réclame aussi l'abrogation de la loi sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, ainsi que l'annulation du texte réprimant l'apologie des crimes de collaboration, tout cela pour *« garantir la paix civile en France et la paix européenne, ainsi que la concorde entre tous »*.

Face à cela, le discours du Front national apparaît d'une grande modération. *« Jamais Le Pen ne dira ça,* tranche avec mépris un membre de Militant ; *il a un besoin inassouvi de respectabilité ; du coup, à ses côtés, il a des juifs, des Arabes... »* Suprême reproche adressé au chef du Front national par cette faction rivale : son goût immodéré pour les notables, dont il truffe ses listes. *« En général,* estime M. Pauty, *60 % des candidats du Front sont issus d'une couche sociale représentant 2 % de la population, c'est tout à fait anormal. »*

Les autres sujets de discorde ne manquent pas : l'éducation, la défense, la sécurité sociale, les grandes options économiques... C'est pourquoi le groupe Militant, opposé à cette droite qu'il considère comme *« bourgeoise et ultra-libérale »* et qui s'incarne, selon lui, dans le Front national, refusera de soutenir M. Le Pen aux élections législatives.

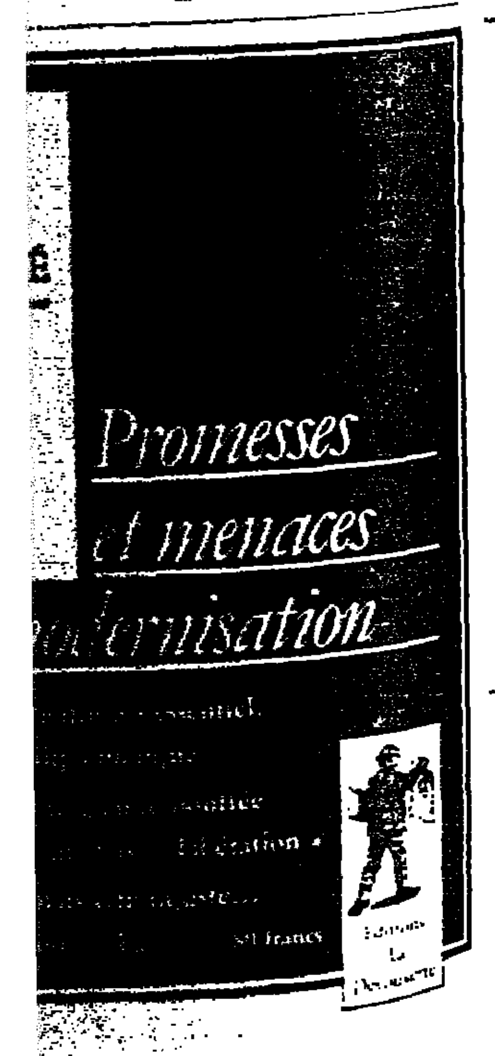


986

orat de droite

que M. Le Pen : ipe Militant !

t-il déjà arrivé ir votre journal eur spécial ?”



POLITIQUE

Propos et débats

M. Chirac : M. Mitterrand super-premier secrétaire

M. Jacques Chirac, venu soutenir à Evreux la liste RPR que conduit M. Jean-Louis Debré dans l'Eure, a déclaré : *« Les Français comprennent la diversité qui enrichit mais rejettent la division qui affaiblit. Ce n'est pas l'opinion du président de la République qui est importante mais celle des Français qui vont se prononcer. Nos adversaires ont intérêt à mettre en exergue ce qui peut diviser l'opposition. Ne prêtons pas le flanc par notre comportement à ces attaques qui pourraient être meurtrières. »*

M. Chirac a également évoqué le rôle de M. Mitterrand *« devenant super-premier secrétaire du PS, revêtu de l'habit un peu élimé de premier secrétaire ».*

M. Chalandon : que M. Barre se modère

M. Albin Chalandon, ancien ministre, qui conduit la liste RPR dans le Nord, a déclaré au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 2 février : *« Je regrette l'attitude de Raymond Barre. Je ne vois pas l'avantage qu'il a à s'en prendre aux partis de l'opposition et aux dirigeants de ces partis. C'est une attitude qui va à l'encontre de l'aspiration à l'union qui est actuellement à la base, d'autant qu'entre ses positions et celles des autres dirigeants de l'opposition il n'y a pas véritablement de désaccord. C'est dommage que Raymond Barre ait cette attitude. Il faudrait qu'il se modère un peu. S'il pense en termes de présidentielle, ce n'est pas un jeu innocent, mais dangereux pour l'opposition. Si des blessures s'ouvrent, elles peuvent ne pas se refermer. »*

A la question de savoir si M. Barre est un libéral, M. Chalandon a répondu : *« Il est ambigu. Comme premier ministre, il a libéré les prix industriels, mais en même temps son gouvernement a poursuivi une politique d'intervention dans les milieux industriels que je considère négative, et dont il faut avoir le courage de sortir. »*

M. Stirn : Charles X

M. Olivier Stirn, député non-inscrit du Calvados, chef de file de la liste socialiste dans la Manche, assure dans un communiqué : *« En diminuant les impôts des cent mille familles les plus riches, en permettant des licenciements sans contrôle et en remettant en cause le SMIC, la plate-forme UDF-RPR propose le programme le plus réactionnaire que les Français ont eu à juger depuis longtemps. Si Charles X l'avait connu, il ne l'aurait pas désavoué. »*

M. Gaudin : M. Mitterrand dans les meubles

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, tête de liste dans les Bouches-du-Rhône : *« Si M. François Mitterrand veut rester dans les meubles après le 16 mars, c'est son droit. L'essentiel, c'est qu'il ne soit plus dans les cœurs et que les Français lui signifient bien leur désaccord. »*

M. Millon : M. Barre-l'union

M. Charles Millon, député UDF de l'Ain, a déclaré au « Forum » de RMC dimanche 2 février : *« L'électorat sait choisir les hommes politiques qui défendront exactement l'intérêt de la France. M. Barre est le meilleur garant de l'union. C'est lui qui prend véritablement en charge l'intérêt de la France. Il représente le refus du compromis et de la compromission. François Mitterrand cherche à compromettre M. Barre, son principal adversaire. Il le présente comme un diviseur pour l'affaiblir. Mais M. Barre est celui qui synthétise le mieux l'opinion de toute l'opposition. »*

Mme Bouchardeau : un gouvernement de consensus

Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, se prononce, dans une interview diffusée par l'ACP (Agence centrale de presse) le dimanche 2 février, pour un *« gouvernement de consensus »* si le PS obtient plus de 30 % en mars prochain. Elle estime que, dans cette hypothèse, *« c'est la droite qui sera contrainte à la cohabitation »* et qu' *« il faudrait fabriquer un programme de gouvernement différent des plates-formes présentées durant la campagne électorale ».*

Mme Georgina Dufoix, MM. Michel Delebarre et Edgar Pisani sont les invités d'un colloque organisé le 4 février par les amis de Mme Bouchardeau, réunis dans le club Libre gauche.

LE FINANCEMENT DE « L'UNITÉ »

Une lettre de M. Estier

Répondant à la polémique qui se développe sur le financement de *l'Unité*, M. Estier, directeur de l'hebdomadaire du PS, nous écrit :

« Reprenant un article du Canard enchaîné *auquel je réponds par ailleurs dans le prochain numéro de cet hebdomadaire,* le Monde *daté samedi 1er février, sous le titre un peu rapide « Le financement de* l'Unité *mis en cause », a fait état des accusations portées par un industriel du Nord contre* l'Unité *« qu'il aurait dû financer à hauteur de plusieurs millions de francs ». L'information ainsi présentée est totalement inexacte. L'industriel en question, après avoir bénéficié dès avant 1981 d'une aide importante des pouvoirs publics, a de lui-même signé pour sa société, sans la moindre contrainte et sans qu'il s'agisse d'une quelconque contrepartie, plusieurs contrats de publicité, étalés sur trois années (1983 à 1985), contrats qui ont été établis en bonne et due forme et normalement exécutés, avec parution aux dates demandées comme le montrent les pièces justificatives dont je dispose.*

» L'intéressé avait d'autre part été proposé pour l'ordre national du Mérite, et la lettre de moi dont il fait état lui indique seulement que je me suis enquis auprès du ministre — ce qui est une démarche courante de la part d'un député — de savoir quel était l'état d'avancement de son dossier pour cette décoration, que je n'avais évidemment pas le pouvoir de lui faire attribuer et qu'il n'a d'ailleurs pas obtenue. »

AGRESSIONS CONTRE LES JOURNALISTES D'UN NOUVEAU QUOTIDIEN

Bataille de presse à Nouméa

Une semaine avant la parution, à Nouméa, d'un nouveau quotidien, *le Journal de Nouvelle-Calédonie*, prévue pour le 10 février, ses journalistes sont victimes de manœuvres d'intimidation. Samedi matin 1er février, le rédacteur en chef, M. Jean-Paul Besset, a été légèrement brûlé par de la soude caustique répandue sur les sièges de sa voiture, garée devant son domicile. Plus tard, samedi toujours, une secrétaire de rédaction utilisant le même véhicule a été poursuivie par un break Peugeot 505 où se trouvaient trois Européens.

Cherchant à provoquer un accident, ceux-ci ont poussé la voiture sur le bas-côté de la route, après avoir insulté sa conductrice en ces termes : *« Partez, sales communistes »*. M. Besset a porté plainte contre X... *Le Journal de Nouvelle-Calédonie*, financé par le groupe d'un riche homme d'affaires du territoire, M. Gaspard Ravel, se veut un *« vrai quotidien d'information »* face au seul journal du territoire, *les Nouvelles calédoniennes*.

De notre envoyé spécial

Nouméa. — M. Jean-Paul Besset annonce la couleur : *« Nous créons un quotidien parce qu'il n'y en a pas ici. La démocratie, surtout avec les problèmes aigus que connaît le territoire, ne peut fonctionner sans information. Or,* les Nouvelles calédoniennes, *c'est un journal d'opinion qui a une grille de lecture des événements forcément partiale. C'est un journal du passé. Nous, nous voulons construire l'avenir en faisant un pari sur l'intelligence des Calédoniens : ils doivent pouvoir se former un jugement à partir d'informations fiables, recoupées. »*

C'est clair : *le Journal de Nouvelle-Calédonie* ne veut pas être bon second. Face au monopole des *Nouvelles calédoniennes,* qui diffusent à 14 000 exemplaires, son rédacteur en chef engage une bataille pour la première place. Il garde son calme, malgré les menaces — aujourd'hui concrétisées — qui furent formulées dès le lendemain de son arrivée de métropole, en novembre dernier, par de mystérieux émissaires européens de « comités patriotiques » tout aussi mystérieux.

Avec son équipe de douze journalistes — recrutés, à trois exceptions près, sur place, — il voudrait que ce pays échappe aux peurs et aux rumeurs, accepte de regarder en face une réalité forcément contradictoire et pluraliste. Pari difficile, après les tensions de l'année 1985, mais qui cherche à refléter cette pause — provisoire ? — que vit aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie, avec l'accent mis sur le développement économique des régions. Patiemment, M. Besset l'a expliqué à tous les « décideurs » du territoire, des « grands chefs » des tribus aux dirigeants indépendantistes du FLNKS, en passant par les responsables — anti-indépendantistes — du RPCR de M. Jacques Lafleur, député RPR, ou encore les entrepreneurs qui jouent un rôle dans la vie de comptoir de Nouméa.

Un projet local

Il le fallait, car la rumeur, ici, on n'y échappe pas. Journaliste professionnel, ancien de *la Montagne* à Clermont-Ferrand et du *Matin de Paris*, M. Besset fut aussi, jusqu'à octobre dernier, l'un des membres du cabinet de M. Laurent Fabius, chargé des relations avec la presse. Missionnaire du journalisme sur ordre ? *« Non, c'est un choix personnel, professionnel et de conviction. Je ne suis pas l'envoyé spécial de Fabius, ce n'est ni un journal socialiste ni un quotidien électoral que nous allons faire. Au contraire, un journal populaire et de référence, ouvert à toutes les réalités calédoniennes et de la zone du Pacifique, tolérant et modéré, où l'information sera dissociée, très visiblement, du commentaire. »*

Ce plaidoyer acquiert quelque crédibilité quand l'on sait que ce projet est bien local et non métropolitain. Directeur de la publication, M. Jean-François Bijon, gérant de la Compagnie générale pour le développement économique du Pacifique sud (COGEDES), est, en effet, connu à Nouméa pour être de fait le chargé d'affaires de M. Gaspard Ravel, « Bill » pour les intimes. Personnage haut en couleur que M. Ravel, aventurier du Pacifique devenu rapidement l'un des hommes les plus fortunés du territoire après être venu, depuis Saint-Etienne, sans un sou vaillant, dans les années 50, faire son service militaire à Nouméa ! *« Transport maritime, hôtellerie, tourisme, immobilier... Bill fait des affaires, mais en étant réaliste : il sait que l'avenir du territoire est ici, dans la région, non à 20 000 kilomètres »*, résument ses amis.

Rien d'un aventurier politique donc, même si ses ennemis l'accusent — intérêt bien compris ? — de financer parfois en sous-main le FLNKS. En tout cas, *« Ravel, connais pas »* assure M. Besset, qui est seul maître à bord de sa rédaction. Quant à M. Bijon, un ancien cadre de Creusot-Loire arrivé à Nouméa après avoir été conseiller économique du ministre des finances de Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides), il assure avoir pris M. Besset *« car il était le meilleur parmi ceux que j'ai contactés ».*

Leur cible à tous deux : *les Nouvelles calédoniennes : « Il n'y a plus de journal régional ici à cause du virage partisan des* Nouvelles *»*, résume M. Bijon. De fait, *les Nouvelles* — où les journalistes ne signent pas et dont l'éditorial quotidien est anonymement paraphé l'« affreux Jojo » — ont violemment pris parti contre le FLNKS et, même, parfois, contre le RPCR jugé trop mou, lui préférant le « Front calédonien », classé à l'extrême droite. *« On est loyalistes, c'est tout,* rétorque leur rédacteur en chef, M. Edouard Ventrillon. *Quand j'ai créé* les Nouvelles, *j'ai dit que nous ne serions jamais à gauche. »*

« C'est une bonne chose, on va se mesurer », dit ce Calédonien depuis plusieurs générations de son concurrent. Un peu désabusé toutefois sur son équipe cependant : *« Si j'avais des vrais journalistes, expérimentés ! Moi, je ne prétends pas faire un journal intelligent. Je n'ai pas de message à délivrer à l'humanité. Le seul intérêt d'un journal, c'est d'empêcher les épluchures de coller au fond des poubelles. S'il y a* les Nouvelles *dans toutes les poubelles de Nouméa, je suis content. »*

En face, l'équipe du *Journal de Nouvelle-Calédonie* a d'ores et déjà brouillé les pistes. On y trouve aussi bien M. Walles Kotra, « le » journaliste mélanésien du territoire, ancien de l'école de Lille et de *RFO*, que l'on dit proche des indépendantistes, que M. Gérard Lacourège, ancien d'une éphémère publication d'extrême droite locale, *Corail*. *« C'est une aventure de presse comme en France on ne peut plus en faire »*, résume M. Besset.

EDWY PLENEL.

● *L'Union calédonienne veut participer aux élections.* — Le comité directeur de l'Union calédonienne (UC, principale composante du Front de libération nationale kanake et socialiste) s'est prononcé, le samedi 1er février, pour la participation du mouvement indépendantiste aux élections législatives. Cette décision a été acquise à la majorité des deux tiers des délégués de l'UC, réunis à la tribu de la Conception, près de Nouméa. Elle contredit ce qu'avait affirmé le président du FLNKS, M. Jean-Marie Djibaou, vice-président de l'UC, dans une interview publiée le 10 janvier par *la Croix* : *« Nous avons décidé de ne plus aller aux élections coloniales qui pérennisent des institutions coloniales »* (*le Monde* du 11 janvier). L'UC souhaite que le FLNKS, qui doit consacrer prochainement une convention à ce sujet, adopte une position unitaire. Mais le FULK, autre composante du FLNKS, s'est déjà prononcé contre la participation au scrutin. De toute façon, le député indépendantiste sortant, M. Roch Pidjot, âgé de soixante-dix-huit ans, membre de l'UC, ne se représentera pas.

AQUITAINE (I)

BORDEAUX
GIRONDE
DORDOGNE
LOT-ET-GAR.
LANDES
PYRÉNÉES-ATLANT.
Députés sortants :
Droite
Gauche

Une partie de tir à la corde

L'Aquitaine politique a toujours semblé écrasée par le poids de la Gironde et de Bordeaux, une « capitale » dont l'agglomération représente la moitié de la population du plus grand département de France. La Gironde abrite elle-même la moitié de la population régionale. Sur le plan économique, ces rapports de forces se retrouvent, même si l'on peut penser que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, en donnant une *ouverture à l'Aquitaine*, favorisera certaines mutations économiques et incitera à un plus grand dynamisme. Les élus ne s'y trompent pas, qui, dans leurs discours, accordent une large place au sujet, soupesant les chances et les risques d'une telle « aventure ». Nicole Pery, seule représentante de l'Assemblée européenne en Aquitaine, qui figure sur la liste régionale du Parti socialiste dans les Pyrénées-Atlantiques, ne manque pas, sur ce thème, de mener une campagne offensive. *« L'Aquitaine a plus à espérer qu'à redouter de l'Europe à douze, si nous n'adoptons pas une attitude frileuse »*, affirme-t-elle.

Politiquement, les Girondins pèsent si lourd qu'on les accuse volontiers d'être centralisateurs à l'extrême. Dans leur département, onze députés seront élus le 16 mars, contre trois dans les Landes et en Lot-et-Garonne, quatre en Dordogne et six dans les Pyrénées-Atlantiques. Et sur les quatre-vingt-trois conseillers régionaux, trente-quatre seront girondins. Ce rapport fait qu'en Aquitaine chaque problème se résout souvent par une sorte de partie de tir à la corde entre la Gironde d'un côté et les quatre autres départements réunis de l'autre. A ce poids s'ajoute l'incontestable prédominance du maire de Bordeaux. S'il a repris aux *socialistes* la présidence de la région, M. Jacques Chaban-Delmas n'a toutefois pas pu empêcher la formation, autour de Jean François-Poncet, ancien ministre, sénateur (Gauche dém.) de Lot-et-Garonne, d'une véritable force politique « centriste » bien décidée à rééquilibrer le jeu de l'opposition, quitte à en découdre avec le RPR, dont l'impérialisme a fini par apparaître comme décidément trop pesant.

Les socialistes, eux, du jour de leur défaite, ont déserté complètement la scène, bien que gauche et droite soient représentées à égalité au conseil régional. Les élections au suffrage universel bouleverseront ces rapports en faveur de l'opposition actuelle, qui a su, tant sur ses listes régionales que sur ses listes législatives, favoriser le renouvellement des hommes (dans les Pyrénées-Atlantiques, les Landes et en Lot-et-Garonne).

L'influence de la Gironde est cependant atténuée par les force centrifuges qui agitent actuellement le PS. Aucun véritable chef n'a pu s'y dégager, et les socialistes de Dordogne, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques suivent avec passion mais à distance une lutte au couteau qui ne peut que leur profiter en affaiblissant la Gironde.

Il reste pourtant un homme important en Aquitaine, dont nul ne sait quelle part exacte il prend aux événements actuels : il s'agit de François Mitterrand, qui possède une maison dans les Landes où il se retire chaque semaine, à Latché, comme Valéry Giscard d'Estaing allait naguère au fort de Brégançon. Celui-ci avait choisi les murs pour s'isoler, son successeur préfère la forêt. Nul ne sait si les arbres constituent un rempart *très sûr* contre le tumulte venu de la Gironde et des autres départements voisins. Et si ce bruit arrive jusqu'à Latché, François Mitterrand ne pourrait-il pas décider de s'en mêler pour ramener un peu de paix autour de sa maison ?

RÉGIONALES

Président du conseil régional : Jacques CHABAN-DELMAS (RPR)

Nombre de sièges à pourvoir : 83

DORDOGNE : 12
GIRONDE : 34
LANDES : 10
LOT-ET-GARONNE : 10
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : 17

LÉGISLATIVES

NOMBRE DE SIÈGES A POURVOIR

DORDOGNE : 4
GIRONDE : 11
LANDES : 3
LOT-ET-GARONNE : 3
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : 6

DÉPUTÉS SORTANTS

DORDOGNE

Christian Défarge (PS), suppléant de Roland Dumas, ministre des relations extérieures
Michel Suchod (PS)
Alain Bonnet (MRG)
Lucien Dutard (PC)

GIRONDE

Jean Valleix (RPR)
Jacques Chaban-Delmas (RPR)
Marcel Join (PS), suppléant de Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat chargée des affaires européennes
Pierre Garmendia (PS)
Raymond Julien (MRG)
Michel Sainte-Marie (PS)
Kléber Haye (PS)
Pierre Lagorce (PS)
Gilbert Mitterrand (PS)
Bernard Madrelle (PS)

LANDES

Roger Duroure (PS)
Jean-Pierre Pénicaut (PS)
Robert Cabé (PS), suppléant d'Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation

LOT-ET-GARONNE

Christian Laurissergues (PS)
Gérard Gouzes (PS)
Marcel Garrouste (PS)

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Georges Labazée (PS), suppléant d'André Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement
Henri Prat (PS)
Michel Inchauspé (RPR)
Jean-Pierre Destrade (PS)

Quand « Chaban » doit gérer l'« après-Chaban »...

De notre correspondant

Bordeaux. – A défaut d'être une terre de contrastes, la Gironde est une terre de clichés. Elle a un fleuve qui charrie tous les limons du quart sud-ouest de la France, les bons vins, la gastronomie, Mauriac entré au Panthéon des écrivains bordelais, et M. Jacques Chaban-Delmas, dont le nom est à lui seul un confluent. Parmi ces clichés, il en est de tenaces, comme celui, par exemple, du duc d'Aquitaine retiré dans ses terres.

Suivant la saison politique, il y vaquerait en toute liberté ou, au contraire, ne pourrait sortir qu'avec une extrême prudence de son donjon bordelais. *C'est ainsi que des chefs* de bande socialistes ont réussi quelque temps à occuper d'importantes positions à proximité du palais Rohan, la mairie de Bordeaux. M. Michel Sainte-Marie, maire de Mérignac, a présidé la communauté urbaine de Bordeaux de 1977 à 1983, tandis que M. André Labarrère, maire de Pau, puis M. Philippe Madrelle, président du conseil général de la Gironde, prenaient la direction de la région.

M. Jacques Chaban-Delmas a pourtant brisé l'image du vieux baron cachant sa misère dans l'unique belle pièce de son donjon, pour reprendre celle du conquérant. Ce fut d'abord la communauté urbaine *de Bordeaux en 1983, puis le département*, et enfin la région en mars de l'année dernière.

Les deux premières victoires furent acquises à la loyale sur le champ de bataille électoral, avec une opposition unie derrière la bannière de M. Jacques Chaban-Delmas. La région, elle, fut reconquise de façon plus subtile. M. Jacques Chaban-Delmas, en effet, a toujours préféré, dans l'arène politique, montrer son habileté à utiliser les faiblesses de l'adversaire, plutôt que de faire étalage de sa propre force. Avec lui, jamais combat ne s'est terminé par une mise à mort. Il a toujours su se ménager pour futur adversaire un *ennemi déjà vaincu qu'il avait* contribué lui-même à relever, plutôt que d'attendre un ennemi inconnu venu de n'importe où. MM. Michel Sainte-Marie et Philippe Madrelle, leaders pendant plus de dix ans du Parti socialiste girondin, sont les exemples vivants de cet art accompli de la corrida sans mise à mort.

Tout cela, le jeu subtil des équilibres entretenus par le maire de Bordeaux, mais aussi le respect, voire la fascination, qu'il inspirait à ses amis comme à certains socialistes, n'ont pas résisté au choc de la proportionnelle. On parlait jusqu'à présent des préparatifs de l'« après-Chaban ». C'en est fini du dernier des beaux clichés politiques aquitains. Le maire de Bordeaux doit, dès *maintenant, gérer l'« après-Chaban »*. Et pourtant, le prestige et le pouvoir de l'ancien premier ministre n'ont sans doute jamais *été aussi grands* : les Aquitains de tous bords croient à son étiquette de premier ministrable, son entourage est totalement convaincu, et cette thèse serait plutôt renforcée *par les socialistes* locaux.

La remise en cause du *statu quo* définitif de l'« après-Chaban » vient d'abord des partis de l'opposition. Jamais les relations entre le maire de Bordeaux et l'appareil chiraquien n'ont paru aussi idylliques. Il n'empêche que, cette fois, M. Jacques Chaban-Delmas a été beaucoup plus mal à l'aise pour imposer ses propres vues. La composition des listes régionales en témoigne. Il ne peut garder le contrôle de la situa*tion que grâce à un CNIP maintenu* artificiellement en vie depuis plusieurs années, singulièrement réveillé et « gonflé » pour l'occasion et qui pourrait bien s'avérer la clé du futur pouvoir, au département comme à la région, après le 16 mars.

Si M. Jacques Chaban-Delmas s'est d'abord servi du CNIP pour limiter les ambitions de l'UDF avec l'amicale compréhension du RPR, il devra utiliser à nouveau les armes en mars prochain. Mais, cette fois, pour maintenir tout le monde dans les rangs. C'est ainsi, par exemple, que sa liste régionale est composée de huit RPR, huit UDF et cinq CNIP, en position éligible. Il ne fait de doute pour personne en Gironde que *les membres du CNIP ainsi désignés* sont avant tout des fidèles du maire de Bordeaux et, pour la plupart, incapables de faire un pas en dehors de la voie qu'il leur a tracée.

Un PC new look

Le PC ne conteste pas son recul en Aquitaine : au premier tour *de la présidentielle de 1981*, M. Georges Marchais avait recueilli 224 000 voix (14,9 %), son parti tombant à 187 600 au premier tour des législatives de juin 1981 et enfin à 119 800 (11,10 %) au premier tour des européennes de 1984. C'est en Gironde que la chute (de 14 % à *9,8 %) a été la plus brutale*, et elle fut d'autant plus ressentie que l'électorat girondin est de loin le plus important. La réaction du PC fut immédiate : il a aussitôt entrepris une opération radicale de rajeunissement qui l'a amené à renouveler tous ses permanents en trois ans. La moyenne d'âge de la fédération du PC girondin n'atteint pas quarante ans. Cette opération est actuellement terminée, alors que rien n'a changé dans les autres départements. Le premier test aura lieu le 16 mars. On verra si le lifting girondin aura permis de retrouver les faveurs d'un électorat qui avait tendance à se détourner de plus en plus...

P. C.

Failles

Il se pourrait même que ce groupe se trouve renforcé d'un ou deux autres CNIP qui se sont glissés dans les listes du Front national, comme M. Marcel Vauthier, maire de Saint-Emilion. Solennellement exclu par le CNIP, il n'en continue pas moins à revendiquer cette étiquette, tout comme l'amitié et le soutien de MM. Philippe Malaud (président du CNIP) et Jacques Chaban-Delmas.

La pression du RPR sur le maire de Bordeaux n'en a pas moins été sensible dans la composition de la liste régionale, essentiellement urbaine, au point qu'un véritable vent de révolte souffle dans tout le nord de la Gironde, qui s'estime sous-représenté. Les élus de la rive droite protestent d'autant plus que *M. Jacques Chaban-Delmas* et les RPR avaient usé d'arguments géographiques pour imposer à l'UDF ses candidats aux législatives et se substituer à elle pour leur octroyer un rang.

Une autre série de contentieux sont apparus avec l'UDF. Ils montrent que le maire de Bordeaux a moins bien résisté que par le passé aux ambitions des uns et des autres. Le système Chaban a laissé apparaître quelques failles qui devraient se révéler beaucoup plus nettement dès le 17 mars. Il était évident lors de la présentation solennelle des listes d'opposition conduites par M. Jacques Chaban-Delmas que seul le sentiment – dominant à l'UDF mais aussi perceptible au RPR – d'avoir à partir pour la dernière fois sous une bannière unioniste aidait à surmonter un mécontentement quasi général.

Ces failles ne sont rien en regard des faiblesses manifestes du Parti socialiste. La désorganisation provoquée, en mars 1985, par la chute de M. Philippe Madrelle, du département et de la région, a été aggravée par les dissensions entre courants, particulièrement à l'intérieur du courant A. Trop occupés à la lutte *pour le contrôle de leur fédération*, les socialistes girondins sont bien loin de pouvoir mettre en avant des ambitions départementales ou régionales. A la fin janvier, leur liste *n'était toujours pas prête, et la* mêlée générale, au point qu'il fallut recourir plusieurs fois aux arbitrages parisiens.

MM. Michel Sainte-Marie et Gilbert Mitterrand ont tenté un coup de force sur la fédération girondine qui devait leur permettre, d'une part, de composer une liste régionale à leur convenance et, d'autre part, de renforcer leur autorité sur l'appareil, au détriment de Mme Catherine Lalumière. Une intervention du bureau exécutif national a annulé ces décisions obtenues par surprise. Les Girondins ont dû reprendre les négociations pour parvenir à des solutions conformes aux équilibres *définis* par le congrès de Toulouse.

Actuellement, Mme Catherine Lalumière bénéficie du soutien d'une partie du courant A, des rocardiens et du CERES.

Suspicions à l'extrême droite

Le Front national présentera partout des listes de rassemblement en Gironde. Cependant il risque de souffrir d'une concurrence lancée par le Front d'opposition nationale, né de la dissidence apparue l'été dernier. En Gironde, comme en d'autres départements français, les responsables du Front avaient opéré *une énergique « remise en ordre »* et prononcé quelques exclusions. Les exclus avaient rejoint le Front d'opposition nationale. Ils en sont toujours à chercher à présenter une liste. Leurs principaux griefs visent l'appareil du parti qu'ils accusent de n'être pas fidèle à Jean-Marie *Le Pen, et dont ils disent qu'il est* entièrement noyauté, en Gironde, par des anciens membres du RPR et du SAC, envoyés là par M. Chaban-Delmas. Pour le Front national, il ne fait aucun doute que cette dissidence n'est qu'une manœuvre voulue par le maire de Bordeaux, avec la complicité du PS.

P. C.

Les socialistes girondins n'ont toutefois pas encore demandé l'arbitrage du maire de Bordeaux, mais il se trouve des militants pour constater avec humour et fatalisme que c'est peut-être la *dernière solution* qui leur reste. Ne serait-ce pas, après tout, la meilleure façon de s'avancer sur la voie de la cohabitation ?

PIERRE CHERRUAU.

REPÈRES

DORDOGNE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 293 703 ; abst., 15,27 % ; suff. ex., 244 662. MARCHAIS, 50 028 (20,44) ; MITTERRAND, 63 830 (26,08) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 69 357 (28,34) ; GISCARD D'ESTAING, 51 049 (20,86) ; CHIRAC, 52 966 (21,64) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 59 385 (24,27).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 293 950 ; abst., 23,69 % ; suff. ex., 220 547 ; PC, 52 340 (23,73) ; PS-MRG, 84 246 (38,19) ; UDF-RPR, 81 723 (37,05).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 296 899 ; abst., 34,92 % ; suff. ex., 184 035 ; PC, 30 731 (16,69) ; PS, 42 355 (23,01) ; UDF-RPR, 74 877 (40,68) ; FN, 12 582 (6,83).

GIRONDE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 735 555 ; abst., 18,98 % ; suff. ex., 587 211. MARCHAIS, 82 611 (14,06) ; MITTERRAND, 195 121 (33,22) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 210 904 (35,91) ; GISCARD D'ESTAING, 137 160 (23,35) ; CHIRAC, 97 864 (16,66) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 119 106 (20,28).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 737 132 ; abst., 30,55 % ; suff. ex., 505 675. PC, 61 344 (12,13) ; PS-MRG, 239 183 (47,29) ; UDF-RPR, 195 448 (38,65).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 742 463 ; abst., 45,18 % ; suff. ex., 394 160. PC, 38 864 (9,85) ; PS, 104 483 (26,50) ; UDF-RPR, 165 996 (42,11) ; FN, 36 159 (9,17).

LANDES

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 219 366 ; abst., 15,16 % ; suff. ex., 183 197. MARCHAIS, 26 095 (14,24) ; *MITTERRAND, 62 326 (34,02) ; MITTERRAND + CRÉPEAU*, 65 421 (35,71) ; GISCARD D'ESTAING, 47 013 (25,66) ; CHIRAC, 30 748 (16,78) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 35 319 (19,27).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 219 717 ; abst., 23,76 % ; suff. ex., 165 043. PC, 19 424 (11,76) ; PS, 83 152 (50,38) ; UDF-RPR, 60 327 (36,55).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 225 567 ; abst., 36,47 % ; suff. ex., 137 460. PC, 15 607 (11,35) ; PS, 41 691 (30,32) ; UDF-RPR, 54 535 (39,67) ; FN, 9 793 (7,12).

LOT-ET-GARONNE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 214 999 ; abst., 16,41 % ; suff. ex., 176 586. MARCHAIS, 31 942 (18,08) ; MITTERRAND, 48 333 (27,37) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 52 621 (29,79) ; GISCARD D'ESTAING, 43 424 (24,59) ; CHIRAC, 30 945 (17,52) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 35 854 (20,30).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 215 307 ; abst., 26,39 % ; suff. ex., 155 824. PC, 29 524 (18,94) ; PS, 64 812 (41,59) ; UDF-RPR, 59 814 (38,38).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 218 466 ; abst., 38 % ; suff. ex., 128 925. PC, 17 105 (13,26) ; PS, 30 043 (23,30) ; UDF-RPR, 51 597 (40,02) ; FN, 12 467 (9,66).

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 389 806 ; abst., 18,25 % ; suff. ex., 314 746. MARCHAIS, 33 283 (10,57) ; MITTERRAND, 89 886 (28,55) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 95 476 (30,33) ; GISCARD D'ESTAING, 90 456 (28,73) ; CHIRAC, 65 365 (20,76) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 74 094 (23,54).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 391 765 ; abst., 26,72 % ; suff. ex. 283 533 ; PC, 25 074 (8,84) ; PS, 119 837 (42,26) ; UDF-RPR, 133 644 (47,13).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 399 143 ; abst., 39,49 % ; suff. ex., 233 697 ; PC, 17 481 (7,48) ; PS, 58 692 (25,11) ; UDF-RPR, 110 510 (47,28) ; FN, 18 916 (8,09).

UITAINE (I)

rde

le renouvellement des hommes (dans ...es-Atlantiques, les Landes et en Lot-...

...ence de la Gironde est cependant ...par les force centrifuges qui agitent ...ent le PS. Aucun véritable chef n'a ...erger, et les socialistes de Dordogne, ...et des Pyrénées-Atlantiques sui... ...passion mais à distance une lutte au ...ne peut que leur profiter en affai... ...Gironde.

...e pourtant un homme important en ..., dont nul ne sait quelle part exacte il ...x événements actuels : il s'agit de ...Mitterrand, qui possède une maison ...andes où il se retire chaque semaine, ..., comme Valéry Giscard d'Estaing ...ière au fort de Brégançon. Celui-ci ...ai les murs pour s'isoler, son succes... ...re la forêt. Nul ne sait si les arbres ...t un rempart très sûr contre le ...eux de la Gironde et des autres dépar... ...oisins. Et si ce bruit arrive jusqu'à ...rançois Mitterrand ne pourrait-il pas ...e s'en mêler pour ramener un peu de ...ur de sa maison ?

...s-Chaban »...

...par les dissensions entre courants, particulièrement à l'intérieur du courant A. Trop occupés à la lutte pour le contrôle de leur fédération, les socialistes girondins sont bien loin de pouvoir mettre en avant des ambitions départementales ou régionales. A la fin janvier, leur liste n'était toujours pas prête, et la mêlée générale, au point qu'il fallut recourir plusieurs fois aux arbitrages parisiens.

MM. Michel Sainte-Marie et Gilbert Mitterrand ont tenté un coup de force sur la fédération girondine qui devait leur permettre, d'une part, de composer une liste régionale à leur convenance et, d'autre part, de renforcer leur autorité sur l'appareil, au détriment de Mme Catherine Lalumière. Une intervention du bureau exécutif national a annulé ces décisions obtenues par surprise. Les Girondins ont dû reprendre les négociations pour parvenir à des solutions conformes aux équilibres définis par le congrès de Toulouse.

Actuellement, Mme Catherine Lalumière bénéficie du soutien d'une partie du courant A, des rocardiens et du CERES.

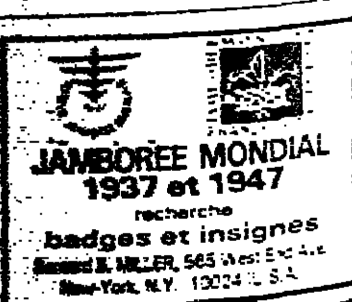
Suspicions à l'extrême droite

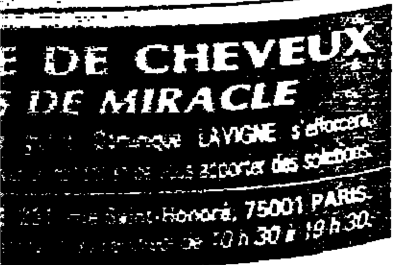
Le Front national présentera partout des listes de rassemblement en Gironde. Cependant ... risque de souffrir d'une concurrence lancée par le Front d'opposition nationale ...

P. C.

Les socialistes girondins n'... ... pas encore demandé l'arbitrage du maire de Bordeaux. ... se trouve des militants pour ... avec humour et fatalisme que c'est peut-être la dernière ... qui leur reste. Ne serait-ce ... après tout, la meilleure ... de s'avancer sur la voie de la ...tion ?

PIERRE CHERRUAU.





(Publicité)

"T'as voulu voir Paris, et on a vu Vesoul."

Jacques Brel

Tu as voulu l'emploi pour tous
et c'est le chômage qu'a augmenté.
Tu as voulu rouvrir les mines
c'est les bassins qu'on a fermés.
Tu étais contre le nucléaire
et c'est Greenpeace qu'on a coulé.
Tu étais contre l'École Libre
et les Français t'ont fait reculer.

Tu voulais un logement pour tous
y a plus un appart à louer.
Tu étais pour la prospérité
et on est tous endettés.
Le pouvoir d'achat devait augmenter
c'est les restau du cœur qu'on a créés.
T'as voulu le socialisme
t'as vu c'que ça a donné.



société

LE MAUVAIS TEMPS SUR L'EUROPE

En France, 84 000 foyers privés d'électricité dans les Pyrénées

Une grande partie de l'Europe est victime des intempéries qui s'abattent sous forme de neige, de pluies diluviennes et de bourrasques de vent. En Italie du Nord, au moins dix personnes ont péri dans des avalanches survenues dans le Trentin et le Haut-Adige. Plusieurs faubourgs de Rome sont sous les eaux et Venise a connu la plus haute marée depuis 1966. La basilique Saint-Marc est inondée et les festivités prévues pour le Carnaval sont menacées.

En Espagne, la neige paralyse une partie de la Catalogne. Elle a tué, en Autriche, des skieurs pris dans des avalanches et surpris des habitants du nord de l'Angleterre et du pays de Galles qui ont dû être secourus par hélicoptère.

Mais c'est en France, où le bilan est de neuf morts et un disparu, que la neige a fait le plus de victimes et de dégâts. Sur les trois cent mille foyers privés d'électricité dans l'Ardèche, le Gard, l'Aude, l'Ariège et les Pyrénées-Orientales, environ deux cent mille ont pu être raccordés au réseau pendant le week-end, grâce au concours de deux mille agents EDF, de dix-huit hélicoptères de l'armée et de la gendarmerie, et de nombreux engins à chenilles. Ce lundi matin, quatre-vingt-quatre mille foyers étaient toujours privés d'électricité dans les régions de Perpignan, Carcassonne, Saint-Girons, Pamiers, Pau et Bayonne, ainsi qu'autour de Nîmes et de Valence. Le plan ORSEC est maintenu dans quatre départements (Ardèche, Aude, Ariège et Pyrénées-Orientales).

La neige a recommencé à tomber sur la Lozère, le Gard et l'Ardèche, et elle menace une grande partie de la France, alors même que les services de la météorologie nationale *annoncent le retour du froid.*

La burle souffle sur l'Ardèche

De notre correspondant

Aubenas. — La neige est tombée dimanche 2 février, après deux jours d'accalmie, sur la Cévenne et le plateau ardéchois. 10 à 30 centimètres, selon l'altitude, sont venus s'ajouter à un manteau neigeux qui dépasse parfois 2 mètres d'épaisseur depuis la tempête du 29 janvier dernier. Le vent du nord — la burle — s'est levé et a favorisé la formation de congères. Les liaisons routières si durement acquises les jours précédents sont à nouveau interrompues.

La météorologie est pessimiste jusqu'à mercredi prochain. On espère cependant que pourront être conservées les remises en état du réseau électrique, que les équipes de l'EDF et d'entreprises privées ont obtenues en cinq jours de travaux extrêmement pénibles. Le dernier communiqué de la préfecture de l'Ardèche signalait que mille cinq cents à deux mille foyers étaient encore privés d'électricité, alors que cent vingt mille avaient été frappés. C'est la Cévenne — et particulièrement les arrière-pays des Vans, de Joyeuse et de Largentière — qui demeure la plus touchée.

Dans le cadre du plan ORSEC, toujours en vigueur, les gendarmes, les pompiers et l'armée, avec l'appui précieux des hélicoptères, assurent le ravitaillement des lieux éloignés et portent secours aux personnes isolées. On s'inquiétait dimanche soir pour l'ermite de la Croix-de-Fer — le Père Bartelo Lopez Luzardo, moine de l'abbaye de Notre-Dame-des-Neiges — âgé de soixante et onze ans. Son ermitage, recouvert de 1 mètre de neige, n'a pu encore être visité par les sauveteurs.

ANDRÉ GRIFFON.

Les bagues japonaises d'EDF

Régulièrement victime de *pluies givrantes* ou de neige collante, EDF a entrepris des recherches pour tenter d'y remédier. Il a fallu aller jusqu'au Japon, pays souvent victime de la neige collante, pour trouver — peut-être — un début de solution. Il s'agit de bagues en matière synthétique que l'on dispose à intervalles réguliers sur le câble afin de tronçonner d'éventuels manchons de neige ou de glace — qui peuvent peser jusqu'à 7 kilos au mètre linéaire.

La difficulté, c'est de repérer *les régions à risques,* afin d'en équiper prioritairement les lignes. Une étude a été entreprise avec l'aide du CNRS pour en définir les contours. Plusieurs centaines de kilomètres de lignes ont été équipés de ces bagues, mais le réseau EDF atteint le million de kilomètres, et leur efficacité reste à démontrer. Les techniciens d'EDF estiment que les bagues, *seules, ne suffisent pas et qu'il* faut leur adjoindre des contrepoids. Il s'agit de pièces en métal que l'on dispose sur les câbles pour les empêcher de vriller, et donc de tendre la ligne jusqu'à la rupture.

On peut s'étonner qu'EDF, sur ce point, *n'en soit qu'au stade* des recherches, alors que les intempéries frappent chaque année une région ou l'autre de l'Hexagone. Ainsi, la tempête de novembre 1982 en Auvergne, qui avait abattu six mille poteaux basse ou moyenne tension, soixante-dix pylônes haute tension et mis quarante postes hors service — privant six cent mille *foyers d'électricité, — a coûté à* EDF 340 millions de francs pour le dépannage et les réparations. *« Nous ne pouvons pas enterrer les lignes à haute tension,* dit-on à EDF, *car il faut passer du courant alternatif au continu, ce qui est beaucoup trop coûteux. »*

Pour la fédération CGT de l'énergie, qui tient congrès à Mulhouse jusqu'à vendredi, *« la tempête de neige n'aurait pas eu de telles conséquences si l'on n'avait pas réduit les dépenses d'entretien et les effectifs ».* A EDF, on fait observer que 1 milliard de francs est dépensé chaque année pour renouveler ou renforcer 15 000 kilomètres de lignes de moins de 20 000 volts. Mais l'on cherche toujours la parade contre la neige collante.

ROGER CANS.

L'AVENIR DES STATIONS SPATIALES HABITÉES

L'impatience des astronautes

A la base de Houston, la mort n'est pas une défaite. Si, pendant la cérémonie à la mémoire des victimes de Challenger, les femmes des astronautes pleuraient, eux-mêmes retenaient leurs larmes : ils *sont préparés depuis des années à* affronter le risque ; ils n'auraient, comme ils disent, que des peurs rétrospectives. Du sang-froid au départ, beaucoup d'entraînement, une puissante motivation, et rien ne pourrait plus les faire reculer. En tout cas pas les quatorze morts de l'espace.

A la base, où ils se sont retrouvés le soir de la cérémonie, *les épouses ont* d'ailleurs vite dominé leur émotion. Elles poussaient à continuer. Les enfants n'avaient pas, non plus, le moindre doute. Les pères étaient seulement inquiets : allait-on retarder leur voyage dans l'espace ? Des vols différés, c'est pour certains le risque de ne jamais partir. Claude Nicollier, le Suisse, attend depuis 1976 : il ne volera sûrement pas *cette année. Des astronautes* — on le craint — devront quitter Houston. *« Et on dira encore qu'ils ont eu la frousse ! »*

C'est qu'il faut attendre son tour. Dix ans d'espérance pour un vol programmé, retardé, peut-être annulé. Avec les Américains qui ont toujours priorité et les vétérans qui passent devant comme Young, cinquante-six ans, au palmarès époustouflant : vol sur la Lune, Gémini, premier vol de la navette Spacelab et, demain, la mise en *orbite du télescope spatial,* pendant que d'autres piaffent, rongés par l'inquiétude de vieillir au sol !

L'erreur impossible

A Paris, le lendemain, Patrick Baudry vient de quitter « la famille ». *« J'étais sûr que l'accident arriverait un jour... Mais, vous savez si on commence à se poser des questions... »* La grande boule de feu n'a pas impressionné le premier Français à avoir volé dans la navette. C'est la part du risque. Il l'accepte, tout est prévu, tout est contrôlé : Tout doit bien se passer.

« Mais ne vous arrive-t-il pas d'hésiter ? — Jamais. — Une erreur humaine est si vite arrivée... — Il ne peut y en avoir, il n'y en a jamais eu dans un vol spatial. Nous sommes entraînés à donner des réponses exactes pour des situations prévues. Et puis, on ne demande pas aux astronautes des choses impossibles »...

On comprend donc qu'il suffit d'avoir une confiance absolue dans la technique (ce qui est toujours plus difficile après *une catastrophe*). *« Mais,* reprend Patrick Baudry, *chaque fois qu'un lancement a lieu, c'est un miracle, un engin d'une telle complexité et qui fonctionne ! C'est ce qui en fait la beauté, d'ailleurs. — Mais, cette fois ? — Cette fois, c'était imprévisible... »*

Décidément, le danger n'intéresse pas Baudry. *« J'aime les Américains parce qu'ils ont une approche saine du risque. Ils se fixent des objectifs assez grandioses, assument le danger et, quand ça rate, au lieu de se remettre en question, ils vont encore de l'avant. »* Puis il ajoute, toujours sans la moindre appréhension apparente : *« Il n'y a pas de fiabilité à 100 %, c'est un argument d'ingénieur, de fabricant, pas d'utilisateur. Pour le pilote qui se tue, le risque est à 100 %, et, pour celui qui rentre à la base, la sécurité est à 100 %. Il faudrait des chiffres qui n'existent pas, avoir fait un grand nombre de vols spatiaux pour obtenir des statistiques. Ce n'est pas le cas, et les assureurs, qui le savent, n'assurent pas les astronautes. »*

Pour ces hommes qui ne se veulent pas hors du commun, la peur ne serait donc que trivialité. Au point que tout devient banal sinon normal. Aujourd'hui, il y a des vols *moins intéressants* que d'autres, les vols de trois jours par exemple sont trop courts, surtout pour les novices : ils n'ont le temps que d'être malades. Les grands vols, les premières, les rendez-vous sont au contraire passionnants. On se lasse donc de tout, et les astronautes en sont à choisir leur espace. Et sait-on que les navettes ne se ressemblent pas ? Il y en a qui vibrent, d'autres plus ou moins faciles à piloter...

A Houston, Patrick Baudry et ses amis les astronautes ont encore parlé de leur métier, de leur passion. Ils ont évoqué, bien sûr, les camarades disparus : *« Christa, on la connaissait mal, c'était une sympathique fille. Elle aurait pu avoir le mal de l'espace. Comment aurait-elle fait pour donner ses cours ? Judith, une maîtresse femme, Mike, le marin, Jarvis, le bon Jarvis, un civil, un type bien, pourtant... »* On les évoquait, mais à la manière du président Reagan, qui, disaient-ils, avait trouvé des mots si justes en leur faisant des promesses : *« On construira cette station spatiale, votre rêve, nous irons où vous auriez tant aimé aller. »*

CHRISTIAN COLOMBANI et J.-F. AUGEREAU.

Challenger

LA FISSURE D'UN PROPULSEUR SERAIT LA CAUSE DE L'EXPLOSION

Une fissure dans le propulseur d'appoint droit, d'où serait sortie une flamme qui, léchant le gros réservoir d'hydrogène liquide, aurait entraîné son explosion, tel est le scénario actuellement le plus probable de la catastrophe de Challenger. Les éléments à charge sont un film et des photographies qui montrent une flamme anormale sur le côté du propulseur. On aurait aussi enregistré une baisse de la poussée du propulseur dix secondes avant l'explosion, mais ce point n'est pas confirmé. Une faible baisse n'est d'ailleurs pas de nature à compromettre le vol.

La NASA ne s'estime pas encore en mesure d'affirmer que telle est bien la cause de l'explosion. Les propulseurs ont été détruits en vol peu après l'explosion, sur ordre transmis du sol, car l'un d'eux aurait menacé de retomber sur une zone habitée. Cette destruction ne facilite évidemment pas l'enquête.

Pour gagner du poids

Si la cause de l'explosion est bien celle qui vient d'être décrite, l'enquête portera ensuite sur les raisons de cette défaillance et sur l'absence d'indications transmises aux astronautes ou aux contrôleurs au sol, *indications qui auraient pu* permettre d'éviter la mort des astronautes. D'après certaines informations, le nombre des capteurs placés sur les propulseurs avait été récemment réduit pour gagner du poids, car ces derniers semblaient d'une fiabilité à toute épreuve. Il est clair que les astronautes ne se sont aperçus de rien, d'après leurs dernières paroles affirmant que tout *allait* bien, et aussi parce que le commandant de bord avait la possibilité de séparer en catastrophe l'orbiter des autres éléments, pour revenir se poser sur la piste de Cap Canaveral ou, si c'était impossible, de tenter un amerrissage de fortune. Or on a retrouvé le nez d'un des propulseurs, qui montre que leur système de largage n'a pas fonctionné.

Aucun incident n'était survenu au cours des nombreux essais, mais, lors d'un vol récent, un propulseur a donné des signes de faiblesse. Des changements ont été apportés à la fabrication. Sont-ils responsables ? *L'étude des photos semble montrer* que la flamme est au niveau d'un joint, et l'on peut donc imaginer que c'est une soudure qui a lâché.

Une fois la cause établie, il faudra prendre des mesures correctives, faire des essais... Les vols ne semblent pas près de reprendre, et les sources proches de la NASA qui suggèrent un nouveau vol dès la fin *de juin paraissent bien optimistes.*

IVAN PAPANINE, PIONNIER DE L'ARCTIQUE, EST MORT

L'académicien soviétique Ivan D. Papanine, pionnier de l'Arctique, est mort le 30 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-douze ans.

Ivan Papanine a dirigé de mai 1937 à février 1938 la première base soviétique Pôle Nord 1, installée sur des glaces dérivant dans l'océan Glacial Arctique. Au cours des deux cent soixante-quatorze jours de dérive furent faites des recherches d'hydrologie, de biologie, d'astronomie, de météorologie et de magnétisme terrestre.

Ivan Papanine avait été récupéré de justesse avec ses compagnons au large du Groenland alors que l'île de glace se désagrégeait.

Ivan Papanine fut responsable pendant la guerre, avec le grade de contre-amiral, de la grande voie maritime du nord que suivent les convois de Mourmansk à Vladivostok.

Pôle Nord 1 fut la première d'une longue série de stations soviétiques installées sur les glaces dérivantes. On en est actuellement à Pôle Nord 27. En mars prochain, Pôle Nord 28 devrait être installée.

UN NOUVEAU SATELLITE CHINOIS

La Chine a lancé samedi 1er février un satellite de télécommunications et de télévision, qui a été mis en orbite géostationnaire. Un premier lancement en orbite géostationnaire avait été effectué en avril 1984. Au total, la Chine a mis dix-huit satellites en orbite depuis 1970.

● *Deux cratères de Vénus baptisés par les Soviétiques.* — Les cartographes soviétiques vont donner le nom de Christa McAuliffe et de Judy Resnik, les deux femmes mortes dans l'explosion de Challenger, à des cratères de la planète Vénus. Les Soviétiques ont établi, à partir de 1975, une carte de la planète et donnent systématiquement aux cratères des noms de femmes, souvent des héroïnes de la révolution.

Cet hommage aux astronautes disparus n'empêche nullement les journaux soviétiques de continuer leurs attaques contre le programme américain de « guerre des étoiles » et d'affirmer que l'explosion de *Challenger pourrait* le remettre en cause.

ÉDUCATION

FACE AUX THÈSES « NÉO-LIBÉRALES »

Le SNESUP veut « redonner aux enseignants le sens du service public »

Les universités sont gagnées par une double fièvre électorale. Aux consultations internes qui — là du moins où les nouveaux statuts ont été adoptés — ont commencé pour former les divers conseils créés par la loi Savary, s'ajoutent les répercussions de la campagne pour les législatives. Celles-ci ont conduit l'opposition à reprendre les thèmes « néo libéraux » développés depuis un certain temps parmi de nombreux universitaires autour du thème de l'autonomie des établissements et de la création d'universités privées.

Dans ce contexte, le colloque qu'il a organisé à Paris, le 1er février, sur le thème *« enseignement supérieur : un enjeu, des choix »,* a permis au Syndicat national de l'enseignement supérieur, qui regroupe les différentes tendances de la gauche, de préciser ses positions, au terme d'une législature marquée par de nombreuses initiatives gouvernementales qui ont sensiblement modifié le paysage universitaire.

Entraîné dans ce mouvement général de réformes et de remises en cause d'idées naguère incontestées, le SNESUP a tenté de repérer plus nettement ce qui séparait le souhaitable, le tolérable et l'inacceptable. Sa position pourrait se résumer de la façon suivante : oui à l'extension et à la démocratisation de l'enseignement supérieur, à l'ouverture sur le monde extérieur, à la diversification des formations, à la réforme des premiers cycles ; non à tout ce qui risque de *renforcer la sélection* (augmentation des droits d'inscription, limitation d'accès au second cycle), l'élitisme (création des magistères et de laboratoires « d'excellence », limitation des habilitations de troisième cycle), la rivalité entre les établissements (mise en cause des diplômes nationaux), la privatisation (appel aux financements privés, développement d'activités commerciales).

Mais les évolutions sont si complexes que le distinguo entre le positif et le négatif, le bien et le mal, devient de plus en plus difficile à faire. Ainsi toute la dialectique syndicale est-elle nécessaire pour faire le partage entre la bonne autonomie (qui introduit souplesse et démocratie au sein du service public) et la mauvaise (qui transforme les universités en entreprises et les universitaires en hommes d'affaires) ; entre *la concurrence (néfaste),* la *« saine émulation »* (prônée par certains, mais qui pour d'autres n'est que la *« forme polie »* de la première) et la complémentarité (qui s'inscrit dans le cadre harmonieux de la carte universitaire) ; entre la professionalisation *« étroitement utilitariste »* et *« au service du patronat »,* qu'il faut proscrire, et celle — à encourager — qui tient compte de l'ensemble de la demande sociale ; entre l'évaluation technocratique, qui renforce le malthusianisme, et celle, démocratique, qui fait avancer la science...

« Des orientations détestables »

Confronté à toutes ces contradic*tions,* le syndicat a une tâche d'autant plus difficile qu'il doit combattre sur plusieurs fronts : ceux de l'opinion, séduite par les thèses libérales développées par des universitaires célèbres — parfois de gauche — ayant accès aux médias et à l'édition ; du gouvernement, qui vient de prendre une série de mesures aux *« orientations détestables »* ; du milieu universitaire lui-même enfin, dont les comportements élitistes sont souvent peu compatibles avec une conception démocratique et ouverte de l'enseignement supérieur.

Partagé entre le désir de s'adapter aux évolutions nécessaires et la défense sourcilleuse du secteur public, le SNESUP est à la recherche d'une *« attitude offensive »* qui lui permette de répondre à l'*« idéologie dominante »* et de *« redonner aux enseignants le sens du service public ».* Les insuffisances de ce dernier *« dépendent de l'Etat, mais aussi en partie du fonctionnement interne des universités et des universitaires eux-mêmes, c'est-à-dire de nous,* a déclaré l'un des rapporteurs. *Les freins à l'innovation et à l'expérimentation donnent une impression de sclérose qui favorise les attaques ».* Comment être novateur sans brader le service public ? Comment concilier la double mission de l'enseignement supérieur d'accueillir la masse et de former les cadres et les chercheurs de demain ? Ces interrogations étaient au cœur du colloque. On ne peut pas dire que les réponses soient encore très claires...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

M. ALAIN LOTTIN PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ LILLE-III

M. Alain Lottin, historien, a été élu, le 31 janvier, président de l'université des sciences humaines, lettres et arts de Lille (Lille-III). Il succède à M. Jean Celereytte. M. Lottin, qui était notamment soutenu par Force ouvrière, a été élu à une forte majorité, devançant largement l'autre candidat, M. Jean-Pierre Guillerm, qui avait l'appui du SNE-SUP.

[Né le 1er janvier 1935 à Saint-Martin-lez-Boulogne (Pas-de-Calais), issu d'une famille ouvrière, M. Alain Lottin est directeur du centre d'histoire de la région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le nord de la France. Sa thèse de doctorat d'Etat portait sur « Lille, citadelle de la Contre-Réforme, 1598-1668 ».]

sports

RUGBY

LA VICTOIRE DE LA FRANCE SUR L'IRLANDE (29 à 9)

Ballon vole !

Après la victoire de la France sur l'Irlande (29 à 9) et celle du Pays de Galles sur l'Ecosse (22 à 15), seule l'Angleterre, exempte samedi 1er février, peut encore espérer réaliser le grand chelem dans le Tournoi des cinq nations 1986. A l'exception de l'Irlande, battue pour son premier match, toutes les équipes se retrouvent à égalité au classement avec une victoire chacune.

France-Irlande, donc. Et non *Irlande-France, comme on aurait* pu le croire, plongés qu'on était dans les limbes hivernales, dans un Parc des princes noyé de *brumes océanes et de bières* épaisses. Il neigeait et pleuvait sur la France ce samedi de février, et l'on était partis, quasi résignés, à *la rencontre d'un rugby de gri*saille. Le rugby qu'on sait pouvoir être de pierreries mais qu'on attendait, ce jour-là, camouflé *sous un manteau de froidure et de* pluie.

Un rugby de notre temps, en somme, où l'on ne sait à quel saint français et encore moins à quel dieu britannique se vouer. On avait vu la défaite de Murrayfield. On avait découvert à cette occasion la profonde tristesse qui peut résulter d'un arbitrage obsessionnel. Pis encore, on venait d'apprendre que la mêlée tricolore avait étrangement souffert, deux jours plus tôt, devant les enfants de troupe du bataillon de Joinville. Là-dessus arrivait l'Irlande avec son cortège de fureur, son célèbre esprit de combat et sa victoire de l'an dernier. Diables verts et saltimbanques tricolores : l'énigme était complète. Elle devait le rester longtemps. Le temps d'un purgatoire.

L'histoire ne retiendra de cette partie qu'une image, celle d'un essai, qu'on sait déjà être de légende. Et, d'une certaine manière, ce sera justice. Une telle action collective mérite, parce qu'elle exprime la quintessence même du jeu, d'entrer au panthéon du rugby. C'est sûr, on repassera longtemps sur les magnétoscopes de demain les sublimes minutes de cette fin de match, cet interminable échange français qui redonna vie à un sport qu'on croyait en perdition. On analysera tous les paramètres. On interrogera les témoins. On cherchera sans doute aussi à reproduire l'événement. Ce sera en pure perte. Car ce qui s'est passé ce samedi de février, vingt-cinq minutes après 16 heures, au Parc des princes, est vraisemblablement unique, et on ne dissèque pas le sublime.

Pour tout dire, on avait sur place senti poindre le miracle. Non certes le produit d'une quel*conque faculté divinatoire, mais* quelque chose comme un pressentiment, une forte impression inéluctable. Parce qu'il était clair *qu'on ne pourrait en rester là, à* cet échange habituel de niveau international. Il y avait trop d'énergie dépensée de part et d'*autre et, dans le même temps*, trop de génie inexprimé du côté français. On attendait donc, avec une sorte de conviction, celle d'être en transit pour l'apothéose, d'être en route pour l'extase. Cela ne fut pas immédiat.

Chaud devant

Car il avait fallu en somme régler la machine, apprendre au plus vite à perdre ce complexe né quinze jours plus tôt à Murrayfied. Pour les Irlandais, les prolégomènes se résumèrent à l'apprentissage de l'*évidence*, à savoir que, *fighting spirit* ou pas, ils ne pourraient longtemps faire illusion devant un quinze tricolore capable de s'exprimer.

Tout cela prit un peu plus d'une mi-temps. Le temps pour le jeune Eric Champ – 1,96 m, 96 kilos, un visage d'ange et une classe qui frise l'insolence – de prendre ses marques. Le temps encore pour Pierre Chadebech, joli taureau briviste, de gommer quelques maladresses et surtout pour Serge Blanco de sortir d'un mauvais rêve. Le temps, en fait, nécessaire à la mêlée française pour enfoncer, user, puis humilier le huit irlandais. Et, à voir les hommes de Daniel Dubroca régulièrement plier ceux du teigneux Ciaran Fitzgerald, on savait au fond que, sauf coup du sort, la victoire ne pouvait être que française. Car le rugby – on ne le sait que pour l'oublier – commence devant. Non pas que ce sport se borne à glorifier l'affrontement musculaire de seize hommes plus lourds que la moyenne, mais parce qu'il faut en passer par ce bras de fer unanime et collectif avant de bâtir et de lutter au grand jour.

Le rugby, samedi, a commencé devant et en est sorti grandi. Aussi ce fut un joli clin d'œil que cet essai en fin de partie de Philippe Marocco, qui donna le signal à l'embrasement général. *« On jouait une touche. Je reçois la balle, je vois un boulevard. Je marque, poussé par Dubroca »*, racontera-t-il plus tard. Plus modeste que Marocco, vous mourez...

Mais avant, dira-t-on ? Cela avait commencé de manière classique par une course poursuite, la France prenant lentement, d'abord, puis de plus en plus vite, le large. Le temps alors ne passait pas vite. Après quelques chandelles irlandaises, la nuit tombant, on alluma le parc.

En début de seconde mi-temps, on était à 9-6 quand le match faillit basculer avec le génial opportunisme de Berbizier. Il ne bascula pas. On revoit quelques images. Blanco passant une pénalité des 50 mètres, Blanco remontant une balle sur 50 mètres, traversant sans mal la vague irlandaise. Blanco blessé. Un coup de rein de Laporte.

A 16 h 10, l'équipe de France ne joue plus que contre elle-même. Le taureau va mourir. Un déclic ? « *Non*, racontera Laporte, *on a attendu d'être hors de portée des fusils. Après, cela a été la folie.* » Après ? On ne racontera pas. On se souvient d'un Garuet déguisé en trois-quarts sous les poteaux irlandais. Et puis le délire. Vingt-huit passes, dira-t-on. Vingt-huit passes pour vingt-neuf points et quelques clichés : le mouvement perpétuel, le rugby réinventé.

Faibles mots, faibles chiffres. Que dire de la folie ? Racontera-t-on l'extase ? Deux longues minutes sans raison et sans mémoire. Un Parc des princes debout, hurlant à tout rompre. Une balle encore chaude et des joueurs allongés, morts, fumants, sur la pelouse humide. Des joueurs déjà dépassés par leur propre création et des images déjà indélébiles.

C'était fini, il fallut rentrer. Quel autre sport que le rugby peut, à ce point, être vécu, porté et chanté par un stade ? On rencontrera plus tard, dans la buée des vestiaires, des Français hébétés de plaisir autant que de fatigue, des joueurs encore ivres, ignorant jusqu'au score de leur propre partie. En sortant, bien tard, de ce Parc des princes, on aurait juré qu'il faisait grand soleil sur Paris.

JEAN-YVES NAU.

NATATION

Le tsar repart en guerre

Disputé vendredi 31 janvier, samedi 1er et dimanche 2 février à la piscine de Boulogne-Billancourt, le treizième meeting international de la Fédération française de natation a permis la chute de plusieurs performances françaises (MPF) en bassin de 25 mètres. Outre Karyn Faure (MPF sur 800 mètres nage libre en 8 mn 36 s 31/100), la Parisienne Sophie Kamoun a amélioré deux jours de suite son record du 100 mètres nage libre (56 s 34/100, puis 56 s 23/100). Le Toulousain Bruno Gutzeit, espoir du quatre nages, a battu le record du 200 mètres papillon en 2 mn 1 s 25/100, après avoir égalé celui du 100 mètres en 55 s 32/100. Mais, en réalisant dès le premier jour 1 mn 46 s 23/100 au 200 mètres nage libre, soit la seconde performance mondiale de tous les temps, derrière Michael Gross, Stephan Caron a éclipsé les autres performances françaises. Son duel, le week-end prochain à Bonn, avec Michael Gross, pourrait marquer une nouvelle étape dans la progression constante du champion d'Europe du 100 mètres, pénalisé par l'absence d'opposants sérieux lors de ses dernières sorties.

Absent des Jeux olympiques à Los Angeles en 1984 pour cause de boycottage, absent des championnats d'Europe à Sofia en 1985 à la suite d'une subite et énigmatique maladie, Vladimir Salnikov ne tente-t-il pas un impossible retour en 1986 ? *« Je ne sais pas si cette saison je vais pouvoir m'attaquer à des records, notamment reprendre celui du 400 mètres à l'Allemand de l'Ouest Michael Gross. Pour le moment, mes buts sont plus modestes : me rapprocher de mes meilleurs résultats »*, confiait le tsar du demi-fond mondial avant de se jeter à l'eau dans le bassin de Boulogne-Billancourt.

Passation de pouvoir

Derrière un sourire impénétrable, le champion soviétique doit aujourd'hui s'interroger sur son avenir international. Vainqueur d'un 1 500 mètres sans opposition dans un temps très éloigné de son record du monde, Salnikov a été nettement battu sur 400 mètres par le jeune Allemand de l'Est Uwe Dassler.

La plupart des spécialistes ne croient pas à son retour au plus haut niveau. Avec la franchise peu diplomatique de ses dix-huit ans, Uwe Dassler confirme le sentiment général : à vingt-cinq ans, après avoir dominé aussi longtemps la spécialité, on ne se remet pas d'un arrêt de plusieurs mois. Le nouveau prodige est-allemand du demi-fond avait profité de l'absence du Soviétique à Sofia l'été dernier pour s'emparer des deux couronnes européennes sur 400 et 1 500 mètres. Il n'entend pas rétrocéder la moindre parcelle de sa gloire nouvelle. *« Le point fort de ma saison hivernale*, prévient-il, *sera le match URSS-RDA les 1er et 2 mars prochain à Leningrad »*. Dans la ville de Vladimir Salnikov, l'affrontement entre les deux champions pourrait bien ressembler à une passation de pouvoir définitive.

Déjà, au début de 1984, le double champion olympique de Moscou, alors détenteur de tous les records *du monde du 400 au 1 500 mètres*, avait laissé entendre qu'il prendrait sa retraite après les Jeux olympiques. Il commençait déjà à être saturé par ses *20 à 25 kilomètres* d'entraînement quotidien. Pourquoi s'entêter deux ans plus tard, alors que son nom est encore gravé sur les tablettes mondiales, ses 14 mn 54 s 76/100 sur 1 500 mètres constituant une barrière aussi fabuleuse que les 8,90 mètres de Bob Beamon au saut en longueur.

Sans doute a-t-il été poussé à reprendre du service par les responsables de la natation soviétique confrontés à une étonnante absence de relève. Présentés il y a un an comme les successeurs de Vladimir Salnikov, des nageurs tels Sviatoslav Semenov, Alexandre Bazanov ou Edouard Petrov ont sombré en 1985.

A moins que le champion soviétique, privé d'un second titre olympique pour des raisons politiques qu'il approuve, ait encore faim de victoires. Auquel cas, délaissant le chronomètre, il aurait choisi d'axer sa saison sur quelques courses seulement. Comme la Coupe d'Europe, en décembre dernier aux Pays-Bas, où, explique-t-il, *« j'avais un objectif : vaincre à tout prix »*, et où il a vaincu. Le mystère Salnikov de ce début d'année sera de toute façon éclairci au mois d'août à Madrid, pour les championnats du monde.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

BOXE

La troisième chance de Montero

Deux fois challenger des poids mouche contre le Mexicain Barnal pour la WBC (World Boxing Council) en 1984 et l'Argentin Laciar pour la WBA (World Boxing Association) en 1985, Antoine Montero devrait avoir une troisième chance dans la catégorie supérieure des coqs contre l'Australien Jeff Fenech, sous l'égide de l'IBF (International Boxing Federation), troisième organisme régissant la boxe professionnelle.

C'est la récompense du courage qu'a toujours affiché le Savoyard. Sur le ring, dimanche 2 février, il en a encore fait étalage face au Colombien Francisco Alvarez. Ce pugiliste sud-américain très longiligne s'est avéré dangereux en corps-à-corps car il décochait des séries de crochets courts très durs avec une rapidité de bras peu commune. Cela constituait d'ailleurs un piège pour Montero qui, se laissant trop souvent emporter par son tempérament, a été tenté par la bagarre au lieu de rester à mi-distance.

Le protégé de Marc Braillon, le PDG de RMO qui lui assure désormais un salaire, est néanmoins parvenu à garder assez de forces pour ajouter quelques séries droite-gauche aux huitième et dixième rounds qui ébranlèrent le Colombien et lui donnèrent la victoire. Le Savoyard est, encore une fois, parvenu à combler ses lacunes techniques par un surcroît d'énergie. Il a déjà pu constater à ses dépens que cela ne suffit pas pour gagner un titre mondial. – **A.G.**

FOOTBALL

Claude Bez : pression sur la presse

La prétention de M. Claude Bez, président des Girondins de Bordeaux, d'interdire, samedi 1er février, l'accès du stade municipal de Bordeaux aux journalistes de l'AFP et de l'Equipe *a soulevé une vague d'indignation dans la presse et dans le monde du football. C'est pour ne pas avoir diffusé* in extenso *un communiqué du tout-puissant président lors de sa polémique avec M. Bernard Tapie que les journalistes se sont retrouvés à la porte du stade.* « Un lieu privé, puisque loué à la municipalité par les Girondins », *fait-on remarquer au club pour justifier l'exclusion de certains journalistes, bien qu'ils aient été porteurs d'une carte fédérale donnant* « accès aux matches organisés par la Fédération française de football ».

Energiquement condamné par les syndicats de journalistes, ce nouveau coup d'éclat du président Bez plonge les instances fédérales dans l'embarras. « Il a eu tort de refuser l'accès du stade aux détenteurs d'une carte fédérale », *a indiqué M. Fournet-Fayard, président de la FFF, en rappelant les accords* « pas forcément écrits » *liant la Fédération et l'Union syndicale des journalistes sportifs.* « C'est vrai que cet homme est excessif, *a-t-il ajouté*, mais il faut reconnaître que, la plupart du temps, il y a quelque chose derrière. » *Le 9 mars 1985, M. Claude Bez avait déjà interdit l'entrée de « son » stade à Antenne 2 et FR 3.*

SPORTS

SKI NORDIQUE

Les désordres du fond

Les championnats de France de ski de fond se sont disputés à La Clusaz (Haute-Savoie) du 30 janvier au 2 février. Contrairement aux habitudes dans cette série d'épreuves, aucun athlète n'a franchement dominé. On a assisté à un partage des titres. Chez les hommes, le Dauphinois Dominique Locatelli s'est imposé sur la distance de 15 kilomètres, avant de se faire battre par le Vosgien Philippe Poirot, sur 30 kilomètres. Chez les femmes, la Vosgienne Christine Claude s'est adjugée les 5 kilomètres et la Jurassienne Gabrielle Frasse-Sombet les 10 kilomètres. Cette situation porte en quelque sorte témoignage de la confusion qui règne actuellement dans le ski de fond français.

De notre envoyé spécial

La Clusaz. – Tout est compliqué cette saison. Depuis que le pas de patineur (technique transformant la physionomie traditionnelle du ski de fond) a fait son apparition, les règles ont évolué. Deux types d'épreuves existent. C'est ainsi qu'à La Clusaz le 15 kilomètres messieurs a été couru en toute liberté de gestes, alors que sur 30 kilomètres les concurrents n'ont pas eu le droit d'utiliser le pas de patineur.

Dans ce dernier cas, les fondeurs sont restés dans les traces imprimées dans la neige, alors que dans le précédent ils pouvaient glisser à la manière de patineurs de vitesse sur une surface lissée.

Plus à l'aise en technique traditionnelle, le Vosgien Philippe Poirot, pourtant membre de l'équipe de France, n'a pas jugé utile de se déplacer le premier jour pour la course des 15 km. Il préférait se réserver pour celle des 30 km, qu'il devait d'ailleurs remporter aisément dimanche matin à l'ombre de la chaîne des Aravis.

Fronde

Dominique Locatelli n'a pas apprécié ce succès. Il a jugé le comportement de Philippe Poirot un peu cavalier : *« En tant que titulaire de l'équipe de France, je trouve indispensable d'assurer une présence complète dans les championnats nationaux. C'est en tout cas une tradition dans notre discipline. Je considère comme anormal qu'il l'ait rompue. »*

Ces propos de fin de quatre journées d'efforts ne sont que gentillesses comparés à ceux entendus au bord des pistes. La crise du fond français avait éclaté à la faveur de l'étape de coupe du monde disputée le 11 janvier à La Bresse, dans les Vosges (*le Monde* du 13 janvier). Elle n'a fait qu'empirer depuis.

La confusion est grande chez les opposants, dont les opinions et les intérêts, fortement teintés de régionalisme, divergent. Depuis cinq ans, les têtes tombent. La question est maintenant de savoir si le tour de Jean-Paul Pierrat n'est pas venu. Figure historique du ski de fond, le Vosgien avait abandonné la compétition en 1982 après avoir tissé un palmarès inégalé en France avec une victoire à la Vasaloppet et la conquête d'une médaille de bronze aux championnats du monde de Lahti (Finlande) au cours de la même année 1978. Il opéra ensuite un détour par l'industrie en occupant un rôle de conseiller technique au service d'un fabricant de skis, avant de regagner la fédération où il est aujourd'hui directeur des équipes nationales.

Son auréole ne l'empêche pas de se retrouver dans une situation *inconfortable*, à la façon de Pierre Larre, balayé en 1981 de la fonction de directeur technique national à la suite d'une fronde aussi confusément motivée qu'actuellement. Ironie de l'histoire, Jean-Paul Pierrat en personne avait dressé les barricades à l'époque. Il peut mesurer désormais à ses dépens les difficultés liées à cette responsabilité.

Tombera-t-il, lui aussi ? La réponse viendra à la mi-mars, lorsque s'achèvera le circuit de coupe du monde. Il lui paraît en tout cas pratiquement exclu de pouvoir remettre de l'ordre dans la maison et, comme les appuis lui manquent, l'ombre d'une démission plane au-dessus de ses projets. En attendant de faire son choix, il va se préoccuper de régler les affaires courantes de l'équipage de France évoluant à vau-l'eau sur la scène internationale.

Une réunion des sommités du ski de fond français, le 1er février à La Clusaz, s'est terminée sur la décision d'écarter l'entraîneur Dominique Grava – victime expiatoire de la crise – et d'inciter Jean-Paul Pierrat à suivre les réalités de l'équipe de France sur le terrain et non plus en tant que gestionnaire et pourvoyeur d'idées. Histoire de calmer le jeu, il a accepté cette modification de sa mission initiale.

« Je ne suis pas en sursis. Je déciderai moi-même de mon sort, confie-t-il. *Qu'on sache en tout cas que je n'y laisserai pas ma chemise ».*

LLIBERT TARRAGO.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

FRANCE-RDA-BENELUX
(A Liévin)

Dans le match masculin, les Allemands de l'Est ont remporté six épreuves, contre quatre aux Français (Caristan sur 110 mètres haies, Collet au saut à la perche, Tonnelier au 800 mètres et Quentrec sur 200 mètres) et deux pour les représentants du Benelux. Les neuf épreuves féminines ont été gagnées par les Allemandes de l'Est.

● **Match masculin.** – RDA bat France 71 points à 60 ; France bat Benelux 79 points à 53.

● **Match féminin.** – RDA bat France 70 points à 29 ; France bat Bénélux, 63,5 points à 34,5.

MEILLEURE PERFORMANCE MONDIALE

L'Américain Joe Dial a amélioré de 2 centimètres la meilleure performance mondiale de saut à la perche en salle, qui appartenait à son compatriote Billy Olson, en franchissant 5,91 mètres, le 1er février à Columbia (Missouri).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt et unième journée)

*Racing b. Caen	92-87
*Monaco b. Vichy	95-88
Limoges b. *Le Mans	99-90
*Villeurbanne b. Stade français	101-82
*Avignon b. Antibes	86-72
Orthez b. *Challans	89-83

Classement. – 1. Villeurbanne, 38 pts ; 2. Orthez, 36 ; 3. Monaco, 35 ; 4. Limoges, 34 ; 5. Antibes, 33, etc.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-huitième journée)

Nantes b. *Le Havre	1-0
*Nice b. Monaco	1-0
*Auxerre b. Bastia	2-0
*Brest b. Lens	2-0
*Toulouse b. Strasbourg	3-0
*Lille b. Metz	1-0
*Bordeaux et Sochaux	1-1
*Laval b. Rennes	1-0
Toulon b. *Marseille	3-2
*Nancy b. Paris-SG	1-0

Classement. – 1. Paris-SG, 44 pts ; 2. Nantes, 38 ; 3. Bordeaux, 37 ; 4. Auxerre, 31 ; 5. Monaco et Lens, 30, etc.

Deuxième division
(Vingt-cinquième journée)

GROUPE A

*Tours et Saint-Etienne	0-0
*Montpellier et Red Star	0-0
*Alès b. Istres	1-0
*Gueugnon b. Montceau	2-0
*Grenoble et Sète	1-1
*Béziers b. Cannes	2-1
*Chaumont b. Nîmes	2-1
*Lyon et Martigues	0-0

(Le Puy-Thonon reporté.)

Classement. – 1. Saint-Etienne, 35 pts ; 2. Alès, 34 ; 3. Sète, 31 ; 4. Lyon, 30 ; 5. Montpellier, 29, etc.

GROUPE B

Dunkerque b. *Lorient	1-0
*Guingamp et Besançon	2-2
Reims b. *Valenciennes	2-1
*Caen et Niort	1-1
Quimper b. *Angers	4-0
*Abbeville b. Orléans	1-0
*Mulhouse b. Beauvais	4-1

(Sedan-Limoges reporté ; mardi : RC Paris-Rouen.)

Classement. – 1. RC Paris (24 matches), 40 pts ; 2. Guingamp, 39 ; 3. Mulhouse, 36 ; 4. Caen, 30 ; 5. Reims, 28, etc.

Patinage artistique

CHAMPIONNAT D'EUROPE
(A Copenhague)

● **Danse.** – 1. Bestemianova-Andrei Bukin (URSS), 2,4 ; 2. Klimova-Sergei Pnomarenlo (URSS), 3,6 ; 3. Annenko-Genrikh Stretenski (URSS).

Ski alpin

COUPE DU MONDE

● **Slalom masculin** *(à Wengen).* – 1. Petrovic (You.), 1 mn 31 s 14 ; 2. Bouvet (Fra.), à 20 centièmes ; 3. Krizaj (You.), *à 1 s 62 ; (...) 8. Gaidet* (Fr.), à 3 s 49, etc.

● **Première descente féminine** *(à Crans-Montana).* – 1. Graham (Can.), 1 mn 30 80 ; 2. Oertli (Sui.), à 27 centièmes ; 3. Gutensohn (Aut.), à 78 centièmes, etc.

● **Deuxième descente.** – 1. Gutensohn (Aust.), 1 mn 27 s 64 ; 2. Walliser (Sui.), à 72 centièmes ; 3. Haas (Sui.), à 91 centièmes, etc.

Ski artistique

CHAMPIONNAT DU MONDE
(A Tignes)

BOSSE

● **Messieurs.** – 1. Eric Berthon (Fr.) ; 2. Detch Moser (Sui.) ; 3. Martti Kellokumbu (Fin.), etc.

● **Dames.** – 1. Marie-Jo Tiampo (E-U) ; 2. Haley Wolff (E-U) ; 3. Sylvia Mertiandi (It.), etc.

Tennis

TOURNOI DE PHILADELPHIE
(375 000 dollars)

● **Demi-finales.** – Tim Mayotte (E-U) b. Noah (Fr.), 6-1, 2-6, 6-4 ; Lendl (Tch.) b. Gilbert (E-U), 7-5, 4-6, 6-2.

● **Finale.** – Lendl a gagné la finale par forfait de Mayotte, victime d'une élongation d'un muscle à l'estomac.

POLICE

A UNE FORTE MAJORITÉ (59,90 %)

La création d'une police municipale est souhaitée par la population de L'Isle-Adam

La population de L'Isle-Adam a approuvé par 59,90 % des suffrages exprimés la création d'une police municipale (1 648 « oui » contre 1 127 « non »). Elle répondait à l'invitation de son maire, M. Michel Poniatowski, député *européen, ancien ministre de l'intérieur*, qui l'avait appelée à participer à une consultation publique étalée sur deux jours, vendredi 31 janvier et samedi 1er février. M. Michel Poniatowski entendait ainsi dénoncer le *« manque de moyens de la police nationale »* alors qu'il réclame, *« depuis longtemps » dit-il, un commissariat en* remplacement du poste de police devenu insuffisant. La municipalité avait adressé une lettre à chaque électeur – six mille cinq cent huit, dont trois cents commerçants ne résidant pas à L'Isle-Adam et propriétaires de résidences secondaires. Le maire a précisé au *moment de* la lecture des résultats qu'il mettra son projet à exécution uniquement si l'installation d'un commissariat lui est refusée.

Tout en s'estimant satisfait du taux de participation *« pour une consultation libre de ce type » – « 42,99 % contre près de 30 % dans les 2e et 3e arrondissement de Paris il y a quelques semaines », –* M. Michel Poniatowski a expliqué qu'il n'était lui-même *« pas très chaud pour une telle opération mais, devant l'insistance de la population, je n'ai pas pu faire autrement ».*

A l'origine de cette décision, deux conseils municipaux de juillet et décembre 1985 et deux réunions publiques d'information sur le thème de l'insécurité. Selon le maire de la ville, le nombre des délits – cambriolages, vols à l'arraché, à la roulotte, hold-up – est passé de 408 en 1978 à 2 000 en 1985. La moitié d'entre eux seraient dus à la drogue. Et parmi les autres raisons à cette insécurité : *« le laxisme foncier de l'Etat, et la délinquance de Paris qui s'expatrie ».* On peut y ajouter, *toujours selon M. Poniatowski*, la faiblesse des effectifs de police. La ville de L'Isle-Adam relève, pour son secteur urbanisé, du commissariat de Persan-Beaumont – à trente minutes de là – qui doit gérer une circonscription de trente-six mille habitants. L'Isle-Adam, dix mille habitants, ne possède *donc qu'un poste de police qui* comptait, à sa création, en 1975, dix gardiens et un inspecteur divisionnaire.

Aujourd'hui, malgré l'augmentation de la population, il abrite trois policiers le jour et un la nuit. *« Pour une communauté tranquille comme celle de L'Isle-Adam, cette délinquance est une secousse psychologique. »* Il faut dire qu'à dominante résidentielle, cette ville des bords de l'Oise ne connaît ni grands ensembles, ni conflit avec des travailleurs immigrés. Au fil des ans, les propriétaires de résidences secondaires ont fini par s'y installer définitivement. Sa situation, à proximité d'une forêt, en fait un lieu de promenade idéal. Des privilèges que les Adamois voudraient bien conserver.

Le 17 mars prochain

D'où ce projet de police municipale, qui serait non armée, assermentée, dirigée par un gendarme ou un policier à la retraite et qui compterait dix membres dont trois maîtres-chiens, deux cyclomoteurs, une voiture reliée au poste central et la possibilité pour les commerçants de s'équiper – moyennant 3 000 F – d'un système d'alarme également relié au poste.

Mais, campagne électorale oblige, il n'est pas question pour l'instant de créer cette police qui coûterait aux contribuables 1 250 000 F, soit une augmentation des impôts de 8 %. M. Michel Poniatowski a déjà annoncé que, fort des résultats de la consultation, il se rendrait, le 17 mars prochain, chez le « nouveau ministre de l'intérieur » pour lui demander l'installation d'un commissariat. En cas de refus, il se verrait contraint de mettre sur pied sa police municipale. *« Il y a une grande défaillance de l'Etat,* accuse l'ancien ministre. *Je n'exploite pas l'insécurité car elle existe et si l'Etat défaille, c'est aux municipalités de prendre leurs responsabilités. Pour ma part, ce sera avec regret car il en résultera une augmentation des charges et des impôts. »*

Les bonnes vieilles méthodes

M. Pierre Aveline, conseiller municipal socialiste, favorable également à la consultation, préférerait, toutefois, voir s'instaurer une réelle prévention plutôt qu'une police municipale *« dont le coût est trop élevé ».* Quant au commissariat, *« sa demande n'a jamais été soumise au conseil municipal »,* a-t-il précisé.

A la question de savoir s'il préparait là son retour sur la scène politique à quelques semaines des élections, et dans ce domaine de la police qu'il connaît bien, M. Michel Poniasowski a déclaré qu'il ne souhaitait pas être le futur ministre de l'intérieur. Mais il en a tracé le portrait : *« Il faut quelqu'un qui ait connaissance de la police, du ministère de l'intérieur et qui ait la capacité de redonner confiance à un ministère découragé. Vous avez des policiers, des préfets, des CRS découragés. »* Et de rappeler les bonnes vieilles méthodes : opérations coups de poing, vérification d'identité, expulsion des immigrés condamnés. Il est à noter que, après les deux arrondissements de Paris dont les maires sont UDF – MM. Alain Dumait et Jacques Dominati, – c'est encore une *municipalité UDF qui, un peu de temps,* envisage la création d'une police municipale. Alors que certains dirigeants RPR, comme MM. Jacques Chirac ou Michel Giraud, sénateur et président du conseil régional d'Ile-de-France, se déclarent opposés à une telle police, l'UDF n'est-elle pas tentée, aujourd'hui, de prendre le pas sur son allié en matière de sécurité ?

Toujours est-il que la population adamoise s'est déplacée. Ce qui pourrait donner des idées à d'autres communes. Vendredi 31 janvier, jour de marché, ce sont surtout les personnes âgées qui sont allées voter. Samedi, à 17 heures, heure de fermeture du bureau de vote, il y avait encore une file d'une trentaine de personnes. *« Ils ont regardé le match de rugby avant de venir »,* confiait un conseiller municipal. Les bulletin étaient jaunes pour le « oui », orange pour le « non ». Quant aux enveloppes, elles étaient frappées au sceau de la préfecture du Val-d'Oise et datées du 20 janvier 1977... Un résidu des élections municipales.

JACQUELINE MEILLON.

FAITS DIVERS

A MANTES-LA-JOLIE

Diarry (douze ans) avait succombé aux coups donnés par sa mère

La mère de Diarry Sahko, une fillette âgée de douze ans, décédée le 23 janvier à Mantes-la-Jolie (Yvelines) des suites de coups reçus (*le Monde* du 25 janvier), a été inculpée de *« coups et blessures par ascendant sur enfant mineur de moins de quinze ans ayant entraîné la mort sans intention de la donner »* et écrouée à la prison de Fleury-Mérogis.

Mme Dieynaba Sahko, trente et un ans, d'origine sénégalaise, mère de quatre autres enfants âgés de deux à dix ans, aide-soignante dans une clinique de Mantes-la-Jolie, a été en outre inculpée de *« menaces de mort sous condition »* par M. Guy Ripoll, juge d'instruction. Son mari, Mamadou Sahko, trente-cinq ans, employé dans une entreprise de ventilation industrielle d'Aubergenville, a été inculpé de *« destruction de preuves » et « menaces de mort sous condition ».* Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

C'est le témoignage d'une fillette qui jouait avec Diarry au moment des faits qui a permis aux enquêteurs de confondre la mère. Celle-ci avait violemment frappé Diarry – issue d'un premier lit – parce qu'elle avait arraché avec son amie un bout de moquette dans l'appartement. Après avoir mis à la porte la fillette et l'avoir menacée de mort si elle parlait, la mère avait inventé une mise en scène en déclarant à la police et aux journalistes que sa fille avait été violentée par deux inconnus qu'elle avait surpris chez elle en rentrant à son domicile.

● *Suicide d'un prévenu à la prison de la Santé.* – Edmond Samba, un prévenu congolais âgé de vingt-sept ans, s'est donné la mort en se pendant dans les locaux du centre médico-psychologique de la prison de la Santé à Paris. Placé *en détention* provisoire, le 4 juillet 1985, ce jeune Africain avait été incarcéré pour « falsification de chèques et documents administratifs ».

Arrestation de l'un des gangsters en fuite après le hold-up de la rue du Docteur-Blanche

L'un des malfaiteurs en fuite après le hold-up sanglant de la rue du Docteur-Blanche à Paris (16e), le 14 janvier, au cours duquel un policier et un gangster avaient été tués, a été arrêté vendredi puis inculpé, dimanche 2 février, par M. Claude Grellier, juge d'instruction, et écroué.

Serge Hernout, un chauffeur-livreur de trente-sept ans, a été interpellé vendredi par les enquêteurs devant son domicile, à Bagnolet. Il est accusé d'être l'un des deux gangsters qui, après le hold-up, se sont précipités dans une voiture de police et ont pris deux policiers en otage jusqu'à Neuilly (Hauts-de-Seine). Profitant d'un incident de circulation, les deux policiers s'étaient échappés, mais les deux malfaiteurs leur avaient tiré dessus.

Serge Hernout affirme qu'il n'a jamais été mêlé au hold-up, mais l'inspecteur Patrick Ulmer, qui avait été pris en otage, l'a formellement reconnu.

● *Meurtre d'un Maghrébin dans le Val-d'Oise.* – Youssef Lharbi, un ouvrier de trente ans d'origine maghrébine, a été tué d'un coup de fusil, dimanche matin 2 février, à Sannois (Val-d'Oise) à la suite d'une rixe dans un café.

La victime, touchée en pleine poitrine devant le café restaurant « L'Avenir », avait auparavant participé à une bagarre au cours de laquelle la serveuse du café avait été sérieusement blessée.

Cinq personnes ont été placées en garde à vue au commissariat d'Argenteuil : le gérant du café, son frère, le père et les deux frères de la victime.

● *Arrestation du meurtrier d'une retraitée.* – Le meurtrier de Mlle Paulette Egron, soixante ans, professeur de mathématiques en retraite, tuée d'une trentaine de coups de couteau vendredi soir 31 janvier, à son domicile à Riom (Puy-de-Dôme), a avoué son crime dimanche après-midi, mais il se refusait à donner les raisons de son acte. Il devait être présenté, lundi 3 février, à un juge d'instruction. Il *s'agit d'un jeune chômeur de vingt-*deux ans, Pascal Dematrons, fils d'une ancienne voisine de la victime, qui, sans être familier de Mlle Egron, était connu d'elle. Il était arrivé de Biarritz il y a une dizaine de jours pour chercher du travail.

TERRORISME

DANS LES BOUCHES-DU-RHONE

Deux attentats à l'explosif sont revendiqués par le FLNC

Deux attentats à l'explosif ont été commis simultanément, samedi 1er février vers 23 h 45, l'un contre le palais de justice de Marseille, l'autre contre l'annexe d'un commissariat de police à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Ces deux explosions n'ont pas fait de victime, mais quelques dégâts matériels. A Marseille, sur les lieux de l'attentat, ont été découverts des tracts signés de l'ex-FLNC. Dimanche, un correspondant anonyme se réclamant de cette organisation clandestine a transmis par téléphone au bureau de l'AFP à Marseille un communiqué signé de l'ex-FLNC.

Ce dernier a revendiqué les deux attentats et s'explique en ces termes : *« Il faut que cesse la détention arbitraire de Félix Tomasi, otage de la police depuis trois ans. »* Félix Tomasi avait été écroué en 1983 pour sa participation présumée à l'attaque, en février 1982, du camp de repos de la Légion de Sorbo-Occagnano (sud de Bastia), au cours de laquelle un légionnaire avait été tué et un autre blessé. Félix Tomasi, détenu à Bordeaux, a été transféré, dans la matinée du dimanche 2 février, à la prison marseillaise des Baumettes.

Enfin, en Corse même, dimanche vers 4 heures du matin, un attentant à l'explosif a provoqué de légers dégâts à la recette des impôts de Calvi.

HANDICAPÉS

Les sourds manifestent

Une manifestation réunissant plusieurs milliers de sourds a eu lieu samedi 1er février à Paris, pour soutenir la proposition de loi pour la reconnaissance de la Langue des signes française (LSF) déposée le 24 juin par M. Georges Hage, député (PC) du Nord. La LSF est cette « langue » par signe des mains, codifiée au dix-huitième siècle par l'abbé de l'Epée qui a connu un grand développement pendant la première moitié du dix-neuvième siècle avant d'être interdite dans les écoles de sourds. En France actuellement un million de personnes âgées de moins de soixante-cinq ans entendent mal ou pas du tout et, au-delà de soixante-cinq ans, une personne sur trois souffre de troubles auditifs.

EURODISNEYLAND

M. Michel Giraud (RPR) : « Il faut créer un établissement public spécifique »

Devant l'Association des journalistes de l'Ile-de-France, M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, a déclaré, le vendredi 31 janvier, que le projet Eurodisneyland à Marne-la-Vallée relevait *« de l'intérêt national »* et qu'il rencontrait *« son total consensus ».*

Le président de la région a précisé que le groupe des avocats de l'Etat, de la région et du département de Seine-et-Marne se réunissait sans désemparer pour mettre au point, avec les Américains, le contrat définitif et que les groupes d'experts travaillaient dans un bon esprit de coopération.

« Mais il y a un problème, a-t-il ajouté. *L'Etat voudrait que les compétences de l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée, qui existe aujourd'hui, soient élargies et qu'il soit donc l'interlocuteur des Américains. Or, nous – région et département de Seine-et-Marne, – nous estimons qu'il faut créer un établissement public spécifique. Les maires du secteur concerné ont une opinion semblable. Nous avons écrit au premier ministre dans ce sens. Va-t-il passer outre ? ».*

culture

CINÉMA

JACK, LE DOCTEUR ET LE VAMPIRE

Les décors du mystère

Après le Festival d'Avoriaz, les films fantastiques se bousculent sur les écrans. C'est la confrontation du classique, du rétro, de la légende mise au goût de la mode. Conclusion : rien n'est plus moral que les histoires épouvantables.

Intolérante, puritaine, traînant à sa suite l'ombre sulfureuse de la perversité, la morale victorienne a fait naître une littérature d'angoisse et de mystère, des phénomènes de peur collective en forme de monstres, dont se nourrit encore et toujours le cinéma. On ne compte plus les Jack qui éventrent les prostituées dans le brouillard nocturne de Whitechapel. Et revient le mystère, avec la reprise de *Jack l'éventreur*, de Robert Baker (1958), noir et blanc, décors de studio qui posent un paysage abstrait, enfermé, envahi de fumigènes.

Le héros positif est un journaliste américain. Il n'a donc pas eu à subir les effets de l'éducation victorienne et n'est pas sensible à la paranoïa ambiante. Il noue une idylle avec une jeune Anglaise anticonformiste. Elle travaille, sort avec qui lui plaît, emmène l'Américain dans un beuglant. Manifestement, elle n'étrangle pas sa taille dans un corset. Poursuivie par l'éventreur, elle est évidemment sauvée. En revanche, car en 1958 aussi la morale veut que toute pécheresse soit punie, aucune *prostituée, même celle qui, repentie* vit pauvre mais honnête, n'échappe à l'homme au bistouri. On sait que Jack est chirurgien. Suspense, lequel ? L'oncle de l'héroïne, le grand patron ?

Tout homme de science est suspect à la morale victorienne. Ces hommes qui veulent connaître le secret de la vie, qui sans peur ni respect considèrent le corps comme un objet d'étude, offensent Dieu. Les médecins anatomistes ont juste droit aux cadavres des condamnés à mort – qui de toute façon brûlent en enfer. Ce n'est pas suffisant pour Thomas Rock, le héros du film de Freddie Francis, *le Docteur et les Assassins*, médecin, professeur d'avant-garde. On reconnaît son talent, on réprouve son ambition, ses manières brusques, et sa femme qui pour l'aider dessine des hommes nus. De plus, il fréquente les bas-fonds, où les clochards lui livrent des cadavres clandestinement déterrés. Il rencontre deux hommes vraiment sauvages, qui finissent par trouver plus rentable de tuer eux-mêmes. Leur dix-septième victime, une vieille ivrognesse, résiste, se débat. Ils s'en débarrassent dans les égouts. Son cadavre est découvert, les assassins sont arrêtés...

Les personnages sont réels, plus réels que Jack l'éventreur, puisqu'on les a identifiés. Moins mystérieux, ils sont moins légendaires. Mais leur histoire a inspiré des chansons, une pièce de théâtre, *quelques films*, dont celui de Robert Wise, *les Récupérateurs de cadavres*, avec Boris Karloff. Dylan Thomas s'en est inspiré pour un scénario qui n'a jamais été tourné de son vivant, et dont Freddie Francis a tiré son film, en couleurs et toujours en décors de studio : ils ne visent pas le réalisme *mais installent un climat à la Dickens*, pour une cour des miracles crapuleuse et truculente, peuplée de cloportes bouffis de bière, prêts à tuer pour une chope, de vieilles putains fardées, de filles prêtes à se vendre pour quelques sous.

L'imagerie d'opérette fait ressortir la *réalité d'une misère sordide*. Le film impose de façon linéaire mais précise le contraste entre deux univers sans ouverture, sans soleil ni ciel : l'univers moite, brouillon, cruel de ces marginaux confinés dans une promiscuité crasseuse, en définitive chaleureuse, et celui de la bonne société, protégée par des fenêtre opaques, de lourdes portes, figée dans ses baleines et ses cols durs. Les péripéties s'enchaînent sans imprévu. C'est le décor qui raconte l'histoire, ce sont les comédiens qui lui donnent son épaisseur – Twiggy, Timothy Dalton, le médecin, et surtout, Jonathan Pryce, l'assassin. Deux destins, deux caractères parallèles braqués sur une ambition dévoreuse qui les ronge, les mène au-delà du bien et du mal, mais pas jusqu'à la folie autodestructrice. Ils savent utiliser les faiblesses des autres ; grâce à leur intelligence, à leur cynisme pragmatique, ils parviennent à se sauvegarder. De son personnage monstrueux, Jonathan Pryce fait un monstre shakespearien, fiévreux, malade d'être prisonnier d'un monde trop petit pour lui.

Le Docteur et les Assassins a été présenté à Avoriaz (sans recevoir de prix) en même temps que *Fright Night*, de Tom Holland, histoire de vampire mise au goût du jour avec une ironie à semelles de plomb. Le titre français, *Vampire, vous avez dit vampire*, n'est pas bon mais donne le ton. Histoire et personnages sont classiques. Un adolescent spielbergien rêvasse devant sa télévision où passe une émission d'épouvante ringarde, animée par une ex-vedette – Roddy Mac Dowell, qui en fait des tonnes. Il remarque les agissements bizarres de son nouveau voisin – Chris Sarandon, le gigolo d'Al Pacino dans *Un après-midi de chien*, le Remington Steele du feuilleton, le futur James Bond... Ce garçon ambigu vit avec un homme, mordille les dames au cou, se métamorphose en monstre gluant en pleine discothèque. Il n'y a pas de quoi s'évanouir ni oublier les dents de Christopher Lee dans son château en ruine de Transylvanie.

COLETTE GODARD.

★ *Jack l'éventreur*, voir les reprises.

★ *Le Docteur et les Assassins ; Vampire, vous avez dit vampire*, voir les films nouveaux.

PHOTO

ARNAUD CLAASS

Le voyage immobile

Intrinsèquement, la photographie n'est pas pour Arnaud Claass une pratique autobiographique. Mais si l'on sait qu'il a quitté Paris voici trois ans, pour se fixer en Arles, où il enseigne à l'Ecole nationale de photographie, qu'il est marié et père depuis dix mois d'un petit garçon nommé Alexandre, on appréciera d'autant mieux les quarante-cinq tirages, *fruits de son exil provençal*, que présente dans un bel appartement tout blanc, aux tonalités new-yorkaises, la galerie Michèle-Chomette.

Délaissant l'approche plus conceptuelle de ses travaux antérieurs, la double série des *Paysages miniatures* et *Paysages minutieux*, où s'exprimait une lecture affinée de la nature, Arnaud Claass a visiblement trouvé dans le Midi un équilibre, une plénitude, un sens de l'harmonie.

L'exposition s'ouvre sur un portrait de son épouse endormie, qui, comme dans un tableau de Magritte, invite le visiteur à un étrange voyage sentimental dans l'imaginaire, vrillé par des éclairs d'angoisse, des visions de meurtre et de cauchemar qui traduisent des pulsions inconscientes.

Comme le suggère l'abondance des chevaux décapités par le cadre, l'érection des troncs d'arbre, le bouillonnement des torrents ou l'*ensevelissement d'une femme* que couvrent les vagues, ne laissant plus émerger que le faciès embaumé d'un vieillard, ce n'est pas de la réalité mais du rêve que naît la poésie.

Et, de fait, prenant pour principe « l'image que l'on rêve a plus de présence que celle que l'on voit », Arnaud Claass n'enregistre pas le réel. Il l'imagine, l'effleure, le dévoile. Des nuages, un château en ruine, des feuillages, des arbres et des chevaux, des gerbes d'écume, assurent la continuité du voyage.

Jouant des accidents de la lumière, de la volatilisation des formes que suggère l'écran de fumée qui s'échappe d'un tapis de feuilles mortes, Arnaud Claass n'impose rien dans le regard qu'il pose sur les choses. Et il y a presque du Escher dans sa façon de saisir en plongée un homme qui marche derrière son ombre et dévale un escalier qu'il pourrait aussi bien remonter.

A ses yeux, la réalité n'existe que par ricochets, comme un amalgame de sensations, d'énigmes. *Les photographies se succèdent comme les pages d'un livre et, par la récurrence de certains thèmes qui s'enlacent, créent une magie analogue à celle des romans de Claude Simon « où les éléments éclatés, dissociés, se regroupent selon le foisonnant et rigoureux désordre de la mémoire ».*



Dans son souci de rendre l'invisible palpable, Arnaud Claass n'omet pas de se mettre à l'écoute de la vie. Il fait voir l'émotion que lui inspire un lit défait, le claquement d'un drap qui flotte, il l'inscrit, lumineuse et tranquille, dans la beauté d'une étreinte, dans le corps en repos de Laura et, bien sûr, dans l'émerveillement que procure la naissance d'un enfant.

Menée par un accrochage souple et bien rythmé, chacune de ses images s'emboîte à sa juste place comme les mots dans une phrase bien écrite. En adoptant une démarche d'auteur, Arnaud Claass confirme que la photographie n'est pas uniquement pour lui un moyen d'expression personnel. En développant son pouvoir narratif, il l'utilise aussi comme cet art littéraire par excellence qu'elle peut être.

PATRICK ROEGIERS.

★ Arnaud Claass « Photographies récentes, 1982-1985 », galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris 75003, *jusqu'au 8 février*.

NOTES

MUSIC-HALL

Le Dejazet redevient un music-hall

Avec son piano et ses bandes magnétiques, sa manière inimitable *de réinventer les murmures et les fracas, de se raconter et de parler* de nous-mêmes avec ses débordements de mots et de cris, Léo Ferré a inauguré, samedi 1er février, une salle de music-hall boulevard du Temple : le Dejazet. Dernier théâtre survivant de l'époque du boulevard du Crime – côté pair, juste en face, il y avait les Funambules où Deburau et Frédérick Lemaître firent leurs débuts, – le Dejazet sommeillait ces dernirères années. Rénové, la salle réaménagée, les peintures refaites, il reprend sa vocation première puisque, au milieu du siècle dernier, sous le nom des Folies Meyer, il présentait des spectacles de chansons.

Léo Ferré n'est venu au Dejazet que pour deux concerts. A partir du 4 février, Patrick Font et Philippe Val refont un spectacle ensemble sur le thème de la cohabitation. Après, viendront à l'affiche Paco Ibanez, le Cuartet, Cedron, Henri Tachan.

C. F.

★ 41, boulevard du Temple, 20 h 30.

ROCK

Minimal Compact au Rex Club

Il était une fois trois Israéliens en mal d'action : poète, Samy Birnbach traduit en hébreu les écrivains américains de la *beat generation*, chanteur, il forme le premier groupe punk (?) israélien ; Berry Sakharof rode sa guitare dans des formations éphémères ; Malka Spigel est bassiste parce qu'il a une basse. A Tel-Aviv, la scène rock est réduite à sa plus simple expression, la leur. L'avenir est ailleurs. A Amsterdam, par exemple, où ils s'intallent en 1980. Le batteur hollandais Max Franken les rejoint. Artisan actif et fouineur du rock en Belgique, le producteur Marc Hollander les rencontre et leur fait enregistrer un mini-album sur son label.

Minimal Compact est né, mélange d'anglais, d'hébreu et de yiddish, mixage de raideurs industrielles et de sinuosités orientales. Expérimental en surface, mélodieux en profondeur. Singulier. Sur l'axe Bruxelles-Amsterdam, le son glacé et distant de la *cold-wave* (les guitares crispées, les synthétiseurs morbides, le ton détaché de la voix) rencontre les thèmes répétitifs, les rythmes hypnotiques et les senteurs des mélopées orientales. Toujours sur Crammed Discs, distribué en France par Barclay, Minimal Compact s'est étoffé sur un nouvel album *(Raging Souls)* d'un guitariste en la personne de Rami Fortis.

A. W.

★ Ce lundi 3 février à 20 h 30 au Rex Club. Discographie : *Raging Souls* (Barclay, 827720-1).

MUSIQUE

L'OPÉRA DE LODZ A LYON

Les clés du « Manoir hanté »

Stanislaw Moniuszko (1819-1872) n'est guère connu en France que de quelques érudits, spécialistes ou non de la musique polonaise, des Toulousains qui se souviennent des représentations de *Halka*, son opéra le plus célèbre, sur la scène du Capitole en 1957, et des touristes mélomanes qui ont profité du séjour à Varsovie, à Poznan ou à Cracovie pour découvrir des ouvrages qu'on ne peut guère attendre ailleurs.

D'une production assez abondante (trois cents mélodies, une dizaine d'ouvrages lyriques, trois ballets, un requiem et de la musique de chambre), deux œuvres se détachent, qu'on vient de voir à Lyon : *Halka* (1858), premier opéra marquant de Moniuszko, et le *Manoir hanté* (1865), que l'on s'accorde généralement à considérer comme son chef-d'œuvre. L'un est un drame, mettant en scène une jeune paysanne séduite puis abandonnée par un noble, et qui s'achève par le suicide de l'héroïne, tandis que la menace d'une révolte gronde parmi les montagnards ; l'autre est une comédie, mais aussi, pour qui sait lire entre les lignes, un prétexte à exhalter le patriotisme des Polonais à une époque où leur pays n'avait plus d'existence autonome : l'insurrection de 1863 venait d'être noyée dans le sang, et l'ouvrage a connu un succès si inquiétant que la censure arrêta sa carrière au bout de trois représentations.

C'est l'histoire de deux frères qui décident de ne jamais prendre femme afin d'être toujours prêts à partir défendre leur pays. Cela ne fait pas l'affaire de leur tante qui prétend les marier aux filles du trésorier ; lorsqu'elle apprend qu'ils *doivent rendre visite à un vieil ami* de leur père, la bonne dame essaie vainement de les en dissuader en leur rappelant la légende du manoir hanté... par deux demoiselles. Les deux sœurs décident de jouer les fantômes pour éprouver le courage des jeunes gens, qui tombent rapidement sous le charme et oublient leur serment. Tout se termine selon leurs vœux après un rebondissement dû à la malveillance d'un galant éconduit qui partage avec la tante le goût pour les manières et les habits étrangers. Là réside en fait le ressort principal de l'ouvrage. D'autres clés cachées sont dévoilées dans le numéro 83 de *l'Avant-Scène* de l'Opéra.

C'est à l'initiative de France-Pologne, du consulat polonais et de la direction de l'Opéra de Lyon que la troupe de l'Opéra de Lodz est venue présenter ces deux œuvres à Lyon. En échange, l'Opéra de Lyon ira jouer *Pelléas et Mélisande* à Lodz, en novembre 1986. S'il est vrai, comme on nous le dit, que cet ouvrage n'a encore jamais été représenté sur une scène polonaise, on peut imaginer l'étonnement des mélomanes devant la lecture si peu conventionnelle qu'on leur en proposera. La surprise n'était pas moins grande de retrouver dans la production du *Manoir hanté* toutes les conventions dont nos metteurs en scène et nos directeurs se méfient tant – c'est ainsi qu'on jouait naguère *les Cloches de Corneville*. Ironie mise à part, la partition du *Manoir hanté* ressemble fort à celles du répertoire d'opéra-comique dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle : musique vive, spirituelle, intelligente, bien écrite pour les voix, qui ne retarde pas l'action pour attirer l'attention sur ses qualités, et remplit exactement le but qu'elle se propose.

Il en faudrait plus pour crier au chef-d'œuvre méconnu et réclamer son inscription au répertoire de nos théâtres, dont les directeurs dédaignent précisément tout ce qui participe de cette esthétique. Une bonne partie du public, assurément, ne demanderait pas mieux, mais comme on sait, la question n'est pas là... De même, sans aller jusqu'à louer le conformisme de la mise en scène, l'occasion était bonne de constater la validité de procédés anciens et à peu près universels.

L'ensemble de la distribution, d'une bonne tenue avec quelques faiblesses dans les rôles secondaires, n'offre pas d'élément exceptionnel ; on a parfois l'impression qu'une longue familiarité avec cet ouvrage – qui ne quitte guère le répertoire – supplée à un véritable travail de mise en place. Mais on doit juger une œuvre et des interprètes à leur faculté de soutenir l'attention et de faire croître l'intérêt. C'est la grande force du spectacle. On pourra en juger bientôt, puisque France-Musique l'a enregistré pour le diffuser ultérieurement et qu'il sera publié en disques par Rodolphe Production.

GÉRARD CONDÉ.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ELVIRE-JOUVET 40, Athénée, salle L.-Jouvet (47-42-67-27), 18 h 30.
LE MENTEUR, Comédie-Française, (42-96-10-20), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : spectacle de ballets : Un jour ou deux/Washington Square.

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), à 20 h 30 : le Menteur.

BEAUBOURG (42-77-12-33) : Débats-Rencontres : 21 h : Rilke et Trieste ; Cinéma-Vidéo : nouveaux films BPI : 17 h 30, Lettre à M. Petrucciani, de F. Cassenti ; 16 h, Plus ou moins homme : Vercors, de F. Buyens ; 19 h, Les maronites entre fleur et fusil ; Les Hassidim, de P. Callebaut, N. Nacy ; Vidéo/Musique : 16 h, Maria Callas, de G. Seligman ; 19 h, The Weavers, de J. Brown ; Cinéma : 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma italien, 1905-1945. Série de films muets (programmes aux banques d'accueil). *Salle Garance* (42-78-37-29), *Concerts* : 20 h 30 : Le groupe vocal de France.

Les autres salles

☞ ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Deux sur la balançoire.

ATHÉNÉE (47-42-67-27). Salle Ch.-Bérard 18 h 30 : Elvire Jouvet 40.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : Jeff ; 22 h 15 : Kamikaze.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) I. 18 h : Métamorphoses ; 21 h 45 : Arsène et Cléopâtre. — II. 19 h : Pardon, M'sieur Prévert ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballybeg. — Petite Salle, 21 h 30 : A fleur de peau.

☞ MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : De doux dingues.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93) 21 h : Nuit d'ivresse.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), I : *20 h 30 : l'Ecume des jours. — II :* 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02) 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Aviateurs.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : Au suivant ; 23 h : banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikaze de l'Oncle Sam ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

La danse

THÉATRE-18 (42-26-47-47), 22 h : Vols tardifs.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.

CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théâtre (45-89-38-69), 20 h 30 : S. Alaoui.

L'ÉCUME (45-42-71-16), 20 h 30 : Chansons bien nuit.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Libertango.

ZENITH (45-04-50-30), 20 h 30 : Lily Passion.

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : R. Matta.

BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : Cornbread Band.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Royal Tencopators.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 3 février

MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : M. Lemieux.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : M. Attenoux.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), à 21 h 30 : Blue Big Band.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : M.-A. Martin, H. Labarrière, P. Buchman.

LA PINTE (43-26-26-15), J.-N. Couchet Trio.

REX CLUB (42-36-83-93), Minimal Compact.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : B. Wilon, Ph. Petit Quartet.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-47-77), 20 h 30 : Orchestre national de jazz.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)
17 h, Tartuffe, de F.-W. Murnau (intertitres esp.) ; 19 h, La cinémathèque créatrice présente : Carte blanche à Rose Lowder.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

PARNASSIENS, 14e (43-35-21-21). V.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08), h. sp. ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16), h. sp. ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) h. sp. ; Montparnos, 14e (43-27-52-37), h. sp. ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-86), h. sp.

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

BANANA'S BOULEVARD (Fr.) : Paramount-City, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31).

BILLY ZE KICK (Fr.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LA CAGE AUX FOLLES No 3 (Fr.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

LE CAVIAR ROUGE (Fr.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

CHORUS LINE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 5e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). — V.f. Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-26-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

CUORE (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LA DERNIÈRE LICORNE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85), h. sp. ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

DROLE DE MISSIONNAIRE (Brit., v.o.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Images, 18e (45-22-47-94).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

L'EXÉCUTRICE (Fr.) (**) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34). — V.f. : *Bergère, 9e (47-70-77-58).*

LES GOONIES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; *PLM Saint-Jacques, 14e* (45-89-68-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) UGC - Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (43-27-84-50).

HAREM (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

HAUT LES FLINGUES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *Montparnasse Pathé, 14e* (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet-Racine, 6e (43-26-19-68) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; *14 Juillet-Bastille, 11e* (43-57-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (46-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; *Paramount Galaxie, 13e* (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

INVASION (A., v.o.) (*) : Rex, 2e (42-36-83-93).

LA JEUNE FILLE ET L'ENFER (Fr.) (*) : Paramount-Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount-City, 8e (45-62-45-76).

KALIDOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

LES LOUPS ENTRE EUX (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Gaîté-Boulevard, 9e (42-33-67-06) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

LUNE DE MIEL (Fr.) : Gaîté-Boulevard, 2e (42-33-67-06).

LE MEDECIN DE GAFIRE (Malien-Nigérien, v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

*MORT SUR LE GRIL (A., v.o.) : Ciné-*Beaubourg, 3e (42-72-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), h. sp.

LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS *(Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).*

ORIANE (franco-vénézuélien, v.o.) : Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

OURAGAN SUR L'EAU PLATE (Brit., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (Youg., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA PARTIE DE CHASSE (Brit., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82).

PEUR BLEUE (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PLENTY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

PROFS (Fr.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Bergère, 9e (47-70-77-58).

RAMBO II (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40).

RAN (Jap., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (43-59-31-97).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Capri, 2e (45-08-11-69).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

ROCKY IV (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

ROUGE BAISER (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra (ex-Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

SILVERADO (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Le *Maillot*, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (42-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE SOULIER DE SATIN (Franco-Portugais, v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04), h. sp.

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SUBWAY (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e *(42-33-56-70) ; Studio de la Contrescarpe*, 5e (43-25-78-37) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

TARGET (A., v.o.) : Colisée, 8e (43-59-29-46) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaîté Boulevard, 9e (42-33-67-06).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).

TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE VOYAGE A PAIMPOL (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

ZAPPA (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

AMOR DE PERDICAO (Port, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40), mer., ven., dim. et mar.

LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CARMEN (Saura) (v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60) ; Reflet La Fayette, 9e (48-74-97-27).

CLÉO DE 5 A 7 (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; UGC Convention, 15e (42-67-63-42) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

LES COPAINS D'ABORD (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

DÉLIVRANCE (A.) (*) : Studio Galande (H. sp.), 5e (43-54-72-71).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DON QUICHOTTE (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

DRAGÉES AU POIVRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

LE FLEUVE SAUVAGE (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40), jeu., sam. et lun.

GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES HOMMES DE LA MER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

IVAN LE TERRIBLE (Sov., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) (h. sp.).

JACK L'ÉVENTREUR (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

JOHNNY GUITARE (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MADEMOISELLE JULIE (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) (h. sp.).

POLICE (Fr.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) (h. sp.).

LE PROCÈS (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Reflet La Fayette, 9e (48-74-97-27).

48 HEURES (A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 15e (45-27-77-55).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

THE MAJOR, THE MINOR (A.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES VISITEURS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Lincoln, 8e (43-58-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ZORBA LE GREC (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES FILMS NOUVEAUX

AMERICAN WARRIOR, film américain de Sam Furstenberg (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount-City (45-62-45-76) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

LES AVENTURES DE BUCAROO BANZAI DANS LA HUITIÈME DIMENSION, film américain de W. D. Richter (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Paramount Mercury, 8e (45-62-75-90) ; (v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91).

LE DOCTEUR ET LES ASSASSINS (*), film américain de Freddie Francis (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Publicis Champs Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; (v.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LA GALETTE DU ROI, film français de Jean-Michel Ribes : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SECRET HONOR, film américain de Robert Altman (v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; 14 Juillet Montparnasse, 6e (43-26-58-00) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-59-41).

TUTTI FRUTTI, film américain de Michael Dinner (v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; (v.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VAMPIRE, VOUS AVEZ DIT VAMPIRE ?, film américain de Tom Holland (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Georges-V, 8e (45-62-41-46) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Chevaliers du troisième millénaire

Des mégalos, des Zorro ou des Tintin ? Plutôt des chevaliers modernes, taraudés par le goût de la réussite, passionnés et convaincus d'être les artisans de la France *du troisième millénaire*. Ils ont en commun l'esprit de décision, l'imagination, la ténacité et un culot à toute épreuve. Qui sont donc ces nouveaux héros de *notre temps ? Les créateurs* d'entreprises.

Régulièrement, la presse rapporte quelques-unes de ces aventures. Celles qui ont bien réussi. Mais ils sont douze mille à apparaître, chaque année, sur le marché. De l'envers de leur succès, de leur expérience, de leurs motivations *ou de leurs comportements*, on ne parle guère.

La série de cinq émissions que propose, avec « les Battants » (sur TF 1), l'unité de programme documentaire de Jean-Emile Jeannesson, explore les ombres et les lumières qui règnent sur ce monde de défricheurs d'entreprises, finalement mal connu du grand public. Résultat : un feuilleton sous forme de dix portraits (deux par *séquence*), d'hommes et de femmes venus d'horizons très divers, parfois très jeunes, que tracent, chacun à sa manière, six réalisateurs (Gérard Follin, Jean-Claude Guidicelli – ils en ont signé trois chacun, – Marie-Hélène Rebois, Lise Deramond, Marianne Gosset et Patrick Volson).

A partir d'une minutieuse enquête (menée par Loly Clerc), quatre critères ont été retenus *pour choisir entre plusieurs* milliers de créateurs : la performance, l'implication humaine, la solidarité et l'attachement à une région, enfin la capacité à lancer des idées pratiques et novatrices. Exemple : l'ITMI (Industrie et technologie de la machine intelligente), une entreprise créée par une équipe d'universitaires de Grenoble, qui est peut-être la seule au monde capable de fabriquer *« tous les éléments du puzzle »* qui mène au robot intelligent. Ou encore, l'agence de publicité BDDP dont le développement est foudroyant : son chiffre d'affaires a quintuplé en moins de deux ans d'existence ; ou la montée de l'industrie culturelle avec la naissance du *« Passage Méjan »* en Arles. Bref, l'optimisme est de rigueur (mais aussi le réalisme). Pourquoi ne pas essayer ? Il n'y a pas que le premier pas qui coûte. *Cher parfois...*

ANITA RIND.

★ « Les Battants », TF 1, mardi 4 février (22 h 10), mercredi 5 (21 h 40), mardi 11 (22 h 10), mercredi 12 (21 h 40) et mardi 18 (21 h 45).

Lundi 3 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Tout feu, tout flamme.
Film français de Jean-Paul Rappeneau (1981), avec I. Adjani, Y. Montand, A. Souchon, J.-L. Bideau.
Relations père-fille, version comédie français, rocambolesque et de bon aloi. Lui est toujours absent, et quand il revient, c'est pour des projets aussi louches que catastrophiques. Comme il n'y a plus de mère, c'est elle le chef de famille. Jolie fille et femme de tête, Pauline s'énerve, mais tout inconscient qu'il est, papa a beaucoup de charme.

22 h 15 Etoiles et toiles.
Emission de F. Mitterrand et M. Jouando.
Au sommaire : *Un spécial Marilyn Monroe (un document inédit sur les circonstances étranges de la mort de l'illustre star). Une femme solitaire, tuée par son immense succès.*

23 h 30 Journal.

23 h 45 C'est à lire.

23 h 55 RFE.
Quand l'entreprise fait du cinéma.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : Ellis Island, les portes de l'espoir.
D'après F. Mustard Stewart, réal. J. London (dernier épisode).
1916 : L'irrésistible ascension de nos deux compères Jake Rubin et Marco Santorelli. Le premier est devenu un compositeur célèbre ; le deuxième se lance dans la politique en épousant la fille d'un sénateur. Mais la réussite matérielle – on le sait – n'est pas synonyme de bonheur !...

22 h 20 Documentaire : Vienne, la dernière valse,
de D. Toussaint et J.-L. Fournier, avec la participation du Centre Pompidou.
Evocation de la Vienne de Sissi, des valses de Strauss, troublée par la révolution artistique symbolisée par Schoenberg et l'évolution des mœurs analysée par Freud.

23 h 10 Journal.

23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Corps de mon ennemi.
Film français d'Henri Verneuil (1976), avec Jean-Paul Belmondo, Marie-France Pisier, Bernard Blier.
Belmondo arrivera-t-il à démasquer le chef des trafiquants qui l'ont naguère fait inculper pour deux meurtres qu'il n'avait pas commis ? Le téléspectateur aura-t-il envie d'aller jusqu'au bout du film pour savoir comment il finit ?

22 h 35 Journal.

23 h Boîte aux lettres.
Magazine littéraire de Jérôme Garcin.
L'animateur est reçu chez Pierre Desproges pour parler de sa vie, de son œuvre, commenter des documents d'archives, des extraits de l'émission « Le petit rapporteur » et des reportages dans lesquels Odile Grand et Jacques Martin parlent de l'humour. On ne risque pas de s'ennuyer en la compagnie décapante de Desproges !

0 h Prélude à la nuit.
Cinq danses hongroises du XVIII[e] siècle, de F. Farkas, par le Quintette à vent de Lille.

0 h 10 Espace 3.

FR 3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

16 h 5, Cycle aventure : **la Rivière sans retour**, film de O. Preminger ; 17 h 50, Actualités de jadis : semaine du 8 juin 1953 ; 18 h, Sports magazine ; 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Feuilleton : Opération condor.

CANAL PLUS

20 h 35, **Fais gaffe à la gaffe**, film de P. Boujenah ; 22 h, Etoiles et buts ; 22 h 15, Athlétisme : France-RDA-Benelux ; 23 h 15, Basket américain ; 0 h 45, **Hôtesses intimes**, film de M. Baudricourt ; 2 h 10, Série : Anarchistes, grâce à Dieu.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « La Pièce du Scirocco », de J.-L. Rivière, spectacle enregistré au Théâtre de la Bastille...

21 h 30 Latitudes : traditions populaires en Italie.

22 h 30 La nuit sur un plateau : Serge July, rédacteur de « *Libération* ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : œuvres originales en première audition de Jeanneau, Emler, Badault, Chautemps, Hervé, Solal, Kuhn et Evans, par l'Orchestre national de jazz, dir. F. Jeanneau, avec F. Chassagnite, E. Mula, M. Delakian, D. Leloup, Y. Robert...

23 h Les soirées de France-Musique : Radio-France et l'année de l'Inde ; à 0 h 30, folklore allemand.

Mardi 4 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : Commissaire Moulin.
Les Brebis égarées, de C. Boissol, scénario adaptation P. Andréota. Avec Y. Rénier, J.-M. Farcy, M. Baumgartner... (redif.).
Alors que le commissaire Moulin pensait que « la nuit était bien calme », sept attentats à l'explosif retentissent...

22 h 10 Série : les Battants
Lire notre article.

23 h 5 Journal.

23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Cinéma : la Chèvre.
Film français de Francis Veber (1981). Avec P. Richard, G. Depardieu, M. Robin, C. Charbitt.
Le meilleur tandem comique de ces dernières années, Depardieu en détective carré face à Pierre Richard, désastre ambulant. Comme Francis Veber est un excellent scénariste, la maladresse et la fragilité triomphent sur la force et la raison, sans que la mécanique du rire grippe sur la caricature. Et, en sus, du suspense, du sentiment.

22 h Débat : pour réfléchir et rêver, pour rire et pleurer, le cinéma.
F. Veber, S. Audran, Y. Boisset, P. Richard, A. Poiré (producteur), R. Chirat (historien), P. Billard et J.-C. Brialy parlent de l'évolution du cinéma, de l'influence cinéma-télévision, etc.

23 h 15 Journal.

23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 La dernière séance.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
A 20 h 40 actualités des années 50 ; à 22 h 20 Publicité des années 50 ; à 22 h 25 Tom et Jerry ; à 22 h 35 Tex Avery ; à 22 h 45 Attraction. Les films seront présentés par Alain Souchon.

20 h 45 Premier film : le Rendez-vous de Hongkong.
Film américain d'Edward Dmytryk (1955), avec C. Gable, S. Hayward, G. Barry, M. Rennie.
Son mari photographe ayant disparu en Chine, Susan Hayward se rend à Hongkong et Clark Gable, un importateur qui a beaucoup de relations, l'aide dans ses recherches. Primaire mais bien rythmé, un film d'aventures très « couleur locale ».

22 h 50 Journal.

23 h 15 Deuxième film : Sur la Riviera.
Film américain de Walter Lang (1950), avec D. Kaye, G. Tierney, C. Calvet, Dalio.
Un fantaisiste américain est le sosie d'un industriel français doté de problèmes financiers et surtout d'une ravissante épouse. Le genre de film qu'on trouve bien creux à la sortie, mais qui se bonifie en vieillissant.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 40, Cabou Cadin (et à 11 h 30 et 17 h 20) ; 8 h 30, Lili, petit à petit ; 9 h, **Juge et hors la loi**, film de J. Huston ; 10 h 45, Série : anarchistes, grâce à Dieu ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h, **l'Exécuteur**, film de M. Lucidi ; 15 h 40, **Rouge gorge**, film de P. Zucca ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 35, **Canicule**, film d'Y. Boisset ; 22 h 25, **Marche à l'ombre**, film de M. Blanc ; 23 h 45, **Qu'est-il arrivé à Baby Jane ?**, film de R. Aldrich ; 1 h 55, Série : Mike Hammer.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.

21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson française et étrangère.

22 h 30 Nuits magnétiques.

0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné à la Sainte-Chapelle à Paris le *5 octobre*) : *Lieder des IX[e] et XIV[e] siècles*, « Symphoniae » de Bingen, « Nun alrest lebe ich mir werde » de Vogelweide, « Maria, Mutter unde maget » de Fegfeuer, mélodie du XII[e] siècle, par l'Ensemble Sequentia, avec B. Thornton et B. Bagby, chant et vielle à roue, M. Tindemans, vièle à archet, et E. Mentzel, chant.

22 h Les soirées de France-Musique : cycle acousmatique ; à 23 h 5, archives, les chefs d'orchestre français.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 3 FÉVRIER

– Un débat, sur le thème « Les jeunes et la politique », réunit *MM. Michel Barnier*, député (RPR) de Savoie, et *Bertrand Delanoë*, député (PS) de Paris, sur Europe 1, à 18 h 15.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 03-02-86 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 04-02-86 DÉBUT DE MATINÉE

▼ Averse
/// Pluie
✱ Neige
≡ Brouillard
~ Verglas
dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 3 février à 0 heure et le mardi 4 février à minuit.

La zone dépressionnaire d'altitude va se déplacer vers le golfe de Gascogne en se comblant légèrement ; les régions méditerranéennes resteront soumises à un flux de sud-est perturbé.

Mardi matin, un temps clair ou peu nuageux sera observé de la Manche au Nord-Est, où quelques bancs de brouillard givrants se formeront.

Plus au sud, les nuages, abondants, ne seront plus accompagnés de précipitations significatives, excepté sur le Sud-Est ; des Cévennes au Roussillon, les précipitations seront encore abondantes au cours de la nuit et la matinée de mardi ; il pourra neiger à basse altitude.

Au cours de la journée, les éclaircies s'étendront à la moitié nord du pays, tandis que pluie ou neige se produiront à basse altitude du Roussillon à la vallée du Rhône, au sud des Alpes et à la Corse.

Le vent d'est, faible en général, soufflera assez fort près de la Méditerranée, modérément près de la Manche.

Les températures, négatives le matin sur le Nord-Est, atteindront l'après-midi 0 à 6 degrés du Nord-Est au Sud-Ouest, 8 à 11 degrés près de la Méditerranée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 2 février, le second le minimum dans la nuit du 2 février au 3 février) : Ajaccio, 12 et 3 degrés ; Biarritz, 7 et 4 ; Bordeaux, 1 et 0 ; Bréhat, 6 et 4 ; Brest, 5 et 4 ; Cannes, 10 et 6 ; Cherbourg, 5 et 3 ; Clermont-Ferrand, 1 et 0 ; Dijon, 1 et – 1 ; Dinard, 5 et 3 ; Embrun, 5 et – 1 ; Grenoble-St-M.-H., 6 et – 1 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 6 et 1 ; La Rochelle, 3 et 1 ; Lille, 4 et 1 ; Limoges, 1 et 0 ; Lorient, 5 et 3 ; Lyon, 1 et – 1 ; Marseille-Marignane, 10 et 6 ; Nancy, 2 et – 1 ; Nantes, 5 et 1 ; Nice, 10 et 6 ; Paris-Montsouris, 4 et 3 ; Paris-Orly, 4 et 2 ; Pau, 5 et 3 ; Perpignan, 7 et 1 ; Rennes, 4 et 2 ; Rouen, 3 et 2 ; Saint-Etienne, 4 et 0 ; Strasbourg, 2 et – 2 ; Toulouse, 4 et 3 ; Tours, 1 et 0.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 7 ; Genève, 2 et 1 ; Lisbonne, 12 et 6 ; Londres, 4 et 0 ; Madrid, 8 et 2 ; Rome, 14 et 7 ; Stockholm, – 1 et – 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

COLLOQUE

VIVRE SA MORT. – L'Association Vivre sa mort organise les 7 et 8 février à la Maison des associations internationale de Bruxelles, *40, rue Washington, un colloque* sur le thème « L'approche palliative dans les traitements des cancers ». Le but de cette session est d'informer les soignants, mais aussi le grand public, sur l'importance des « soins terminaux » lorsque tout espoir de guérison est abandonné. Une traduction simultanée français/anglais sera assurée.

★ **Renseignements : M[me] Anne-Marie Palonzie, 42, rue Mignot-Delstanche, 1060 Bruxelles. Tél. : (02) 345-77-33.**

DOSSIER

ÇA MORD ? – *Les décrets pris fin* décembre 1985 apportent diverses modifications à la loi sur la pêche votée en 1984 et entrée en application le 1[er] janvier 1985, et donc aux habitudes des pêcheurs. C'est ainsi qu'il leur sera interdit de vendre les produits de leur pêche, que la carte de pêche devient obligatoire, que des sanctions seront prises contre les pollueurs, etc. Le numéro 34 du *Pêcheur de France* (février 1986) présente un dossier complet sur la nouvelle réglementation (qui ne concerne pas moins de quatre millions de Français...).

★ ***Le Pêcheur de France*, 15 F, chez tous les marchands de journaux, ou au 21, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75550 Paris Cedex 11.**

FESTIVAL

PLEINS JEUX SUR LA CROISETTE. – Cannes accueillera du 7 au 16 février 1986 le premier Festival international des jeux, à l'initiative de la direction générale du tourisme, de la CLE (Confédération des loisirs de l'esprit) en association avec les fédérations des six principales disciplines : bridge, échecs, dames, scrabble, tarots et go. Durant ces dix jours, joueurs amateurs et professionnels participeront à de nombreux tournois dotés de prix importants.

* **Renseignements Service de presse, Annie Schneider, 21, rue du Cirque, 75008 Paris. Tél. : 42-66-10-34.**

VACANCES

UN PEU DE SOLEIL SUR LA NEIGE. – *L'association CEP Neige et* Soleil propose aux enfants et aux adolescents divers séjours durant les vacances de février ou de *Pâques. Un exemple parmi* d'autres : hébergement dans des chalets à Sardières, petit village typique près de Modane au pied du Parc national de la Vanoise. Encadrement assuré par des animateurs spécialisés.

★ **CEP Neige et Soleil, 7, rue des Vaubris, 28200 Châteaudun. Tél. : 37-45-16-84.**

VIE PRATIQUE

BÉBÉ-CONSEIL. – Service téléphonique assuré par l'association Inter-Parents, Bébé-conseil répond à des questions de tous ordres : grossesse, accouchement, soins au bébé, adresses de crèches ou de nourrices, mais aussi problèmes juridiques et psychologiques. Il suffit d'appeler le 43-48-28-28, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures (sauf le jeudi matin).

FRANCOPHONIE

Le cadeau royal du Canada à la création francophone

Le ministre canadien chargé de la culture, M. Benoît Bouchard, et le secrétaire perpétuel de l'Académie française, M. Maurice Druon, ont annoncé, *vendredi 31 janvier*, chacun dans son pays, au cours d'une conférence de presse tenue « conjointement » grâce aux télécommunications, *que le Canada fait* don à l'Académie française d'une somme de 2 millions de francs dont le revenu annuel (environ 200 000 *francs) servira* à doter, en principe dès cette année, un Grand Prix de la francophonie, à charge pour les « habits verts » de désigner le lauréat.

Le prix récompensera « *une contribution éminente à l'illustration du français en tant que véhicule d'un humanisme moderne et multiethnique* » et pourra aller à tout habitant de la planète créant en français. Seront prises en particulière considération « *les contributions assurant présence et renouvellement du français dans les techniques, l'informatique et la science* ».

L'ouverture d'esprit manifestée par le don canadien n'a apparemment pas fait encore école dans la vie interne du quai Conti, puisque Maurice Druon a catégoriquement démenti que l'Académie puisse, comme le bruit en courait ces temps-ci, s'ouvrir enfin à des francophones non français (Léopold Senghor, Sénégalais, fut ministre français). Une commission de la francophonie a toutefois été créée sous la coupole ce mois-ci, mais elle ne sera composée que d'académiciens.

En revanche, l'Académie accomplira, le 20 février, un geste qu'elle n'a consenti que dix fois en trois cent cinquante ans : elle recevra « *dans le huis clos de sa séance* », mais solennellement, on s'en doute, le chef du gouvernement canadien, M. Brian Mulroney, fastueux donateur et, ce qui ne gâte rien, parfait francophone.

J.-P. P.-H.

PARIS EN VISITES

MARDI 4 FÉVRIER

« Le Palais du Luxembourg et le Sénat », 20, rue de Tournon.

« De la haute galanterie à la basse finance du quartier Breda », 14 h 30, métro Pigalle (V. de Langlade).

« Ascension dans la tour de Jean sans Peur », 14 h 45, métro Etienne-Marcel (lampes de poche), (M. Benassat).

« Exposition féerie asiatique » (marionnettes et ombres chinoises), *15 heures, Louvre des Antiquaires*, place du Palais-Royal, entrée (Approche de l'Art).

« Chez un restaurateur de cristal », 15 heures, 36, quai du Louvre.

« Les templiers et le quartier du Temple », 14 h 30, métro Temple (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra et les fastes de la vie mondaine au XIX[e] siècle », 13 h 30, entrée (M. Pohyer).

« La Conciergerie, du palais des rois à la prison révolutionnaire », 14 h 30, 1, quai du Louvre (E. Romann).

« Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (M. Ragueneau).

« La France romantique et réaliste » (peinture et sculpture), 14 h 30, Petit Palais, tél. M[me] Ben Salem 47-42-03-47.

« Hôtels du Marais (sud), place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« Les Hôtels du quartier du Temple », 14 h 30, sortie métro Temple (G. Botteau).

CONFÉRENCES

MARDI 4 FÉVRIER

21 *bis*, rue Notre-Dame-des-Victoires, 20 h 30, « Ivan le Terrible et Boris Godounov ».

36, rue Bergère, 19 h 30, « Faut-il cultiver la mémoire ? ».

Palais de l'Institut, 3, rue Mazarine, salle Pierre-Hugot, 14 h 30, « La comète de Halley : observations au sol et dans l'espace ».

Salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 14 h 30, « La vallée des Reines : découvertes archéologiques passées et actuelles ».

17 heures, « Cycle découverte de l'Asie : le Ladakh, le Tibet indien, terre des dieux et terre des hommes ».

APLI, 33, place Maubert, 20 heures, « *les grandes fouilles urbaines de Paris à* l'heure actuelle ».

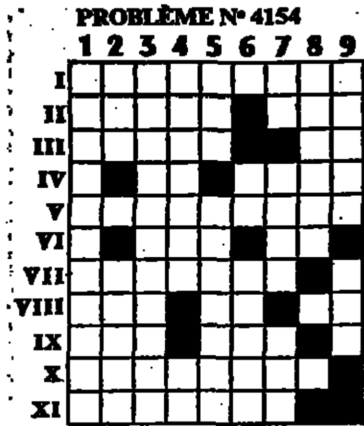
Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30, « Présenta*tion de la pensée de Paul Diel : la* science des motifs et la psychanalyse », (Jeanine Solotareff).

5, rue Largillière, « Trésors de la civilisation chinoise : les 6 000 guerriers, tombeaux de la dynastie des Hans », suite du cycle.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4154



HORIZONTALEMENT

I. C'est l'homme de la situation. — *II. Légume ou viande. Occupait des gens déjà occupés.* — III. Affection. Personnel. — IV. Pronom. Fut le lot d'Héraclès mais pas sa bonne étoile. — V. Connaissent donc un moment d'exaltation. — VI. Refuge. Souvenirs de guerre. — VII. Ce qu'on peut dire d'un cel blanc. — VIII. Personnalité de premier plan. Petite cuvette. Descendu dans une poche. — IX. Fait souvent une arrivée éblouissante. Sous-sol. — X. Peuvent inspirer les poètes quand ce ne sont pas des vers... vaseux. — XI. Peut apporter beaucoup de choses.

VERTICALEMENT

1. Une opération qu'on voit d'un mauvais œil. — 2. La Fête des rois. Apprécier sans priser pour autant. — 3. Une femme qui rêve à sa belle. — 4. Sert la galette en tranches. Conjonction. — 5. Un étranger. Grande simplicité. — 6. Ne vieillit pas ou «prend» de la bouteille. Sur un plateau des Pays-Bas. — 7. Préposition. Affluent de la Seine. C'est une question de vie ou de mort. — 8. Ne manquent pas d'intérêt. — 9. Se font en un acte ou en une réplique. Mauvaise humeur.

Solution du problème n° 4153

Horizontalement

I. Pisciculteur. An. — II. Aleurode. Otarie. — III. Rôti. Ricanement. — IV. Et. Saints. Rose. — V. Si. Aéra. Une. — VI. Sein. In. Serre. — VII. Ermite. Cal. Uvée. — VIII. Peu. Dé. Efrit. — IX. Serran. *Site. Soc.* — *X. Epie.* Io. Tua. — XI. Sem. Yaourt. Tech. — XII. Iéna. Reine. Ho !. — XIII. Truelle. Gorget. — XIV. Erotomane. Roue. — XV. Os. Naturiste. Ré.

Verticalement

1. Paresseuses. — 2. Ilotier. Epeires. — 3. Set. Imprimeur. — 4. Cuisinière. Néon. — 5. Ir. Tua. Yalta. — 6. Coriace. Nia. Lot. — 7. Udine. Oô. Emu. — 8. Lectrices. Ur. Ar. — 9. Asana. Ivre. Ni. — 10. Eon. Let. Tiges. — 11. Utérus. Fer. Nô. — 12. Ramoneur. Terre. — 13. Réserviste. Go. — 14. Aine. Retoucheur. — 15. Net. Lee. Cahotée.

GUY BROUTY.

JEU GAGNANT N° 24 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2				Equipe 1	Equipe 2	
1	MARSEILLE	TOULON	1 N X		9	LAVAL	RENNES	X N 2
2	TOULOUSE	STRASBOURG	X N 2		10	LE HAVRE	NANTES	1 N X
3	NICE	MONACO	X N 2		11	TOURS	ST-ÉTIENNE	1 X 2
4	LILLE	METZ	X N 2		12	BÉZIERS	CANNES	1 X 2
5	AUXERRE	BASTIA	X N 2		13	MONTPELLIER	RED-STAR	1 X 2
6	NANCY	PARIS-S.G.	X N 2		14	SEDAN	LIMOGES	1 X 2
7	BREST	LENS	X N 2		15	LORIENT	DUNKERQUE	1 N X
8	BORDEAUX	SOCHAUX	1 X 2		16	VALENCIENNES	REIMS	1 N X

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Vendredi 31 Janv. 1986 : 1 6 8 9 10 12 13

LOTO SPORTIF N° 25 LISTE OFFICIELLE

VALIDATION DES BULLETINS Mercredi 5 et Jeudi 6 Février

	Equipe 1	Equipe 2				Equipe 1	Equipe 2	
1	RENNES	MARSEILLE	1 N 2		9	METZ	LAVAL	1 N 2
2	STRASBOURG	AUXERRE	1 N 2		10	PARIS-S.G.	LE HAVRE	1 N 2
3	SOCHAUX	NICE	1 N 2		11	NIMES	GRENOBLE	1 N 2
4	TOULON	BREST	1 N 2		12	GUEUGNON	CHAUMONT	1 N 2
5	LENS	NANCY	1 N 2		13	ISTRES	TOURS	1 N 2
6	BASTIA	TOULOUSE	1 N 2		14	DUNKERQUE	GUINGAMP	1 N 2
7	MONACO	LILLE	1 N 2		15	BEAUVAIS	LORIENT	1 N 2
8	NANTES	BORDEAUX	1 N 2		16	ROUEN	LIMOGES	1 N 2

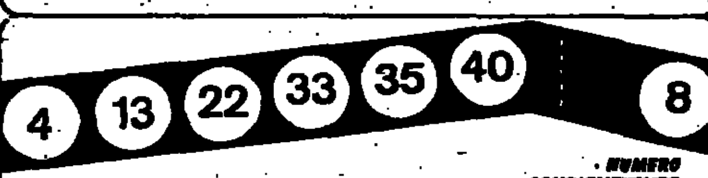
1 à 8 FOOTBALL 1re Division 9 à 16 FOOTBALL 2e Division

TIRAGE des "7 Numéros de la chance" Vendredi 7 Février 1986 à 20 h 30

NATIONAL LOTO N° 5



TIRAGE DU SAMEDI 1er FEVRIER 1986



PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 5 FEVRIER 1986 ET SAMEDI 8 FEVRIER 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	11	734 085,00 F
5 BONS N° + complémentaire	63	59 810,00 F
5 BONS N°	3 355	3 530,00 F
4 BONS N°	143 844	80,00 F
3 BONS N°	2 015 191	8,00 F

BONUS DU SAMEDI 182 974

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 8,00 F X 2 = 16,00 F

N'OUBLIEZ PAS : LA SEMAINE PROCHAINE UNE SUPER CAGNOTTE LE MERCREDI UNE SUPER CAGNOTTE LE SAMEDI

LES 2 SUPER-CAGNOTTES DE FEVRIER

TOURISME

LES RENDEZ-VOUS DU SMTV

Le onzième Salon mondial du tourisme et des voyages se tiendra du 7 au 16 février au CNIT-Paris-la Défense, conjointement aux cinquièmes Thermalies et au quinzième Forum de l'aventure. Les journées professionnelles, réservées aux détenteurs d'une carte d'entrée spéciale, se tiendront le vendredi 7 février (de 11 heures à 20 heures) et le samedi 8 février (de 9 heures à 20 heures). Cinq réunions-débats sont inscrites au programme. Vendredi, la vente par téléphone, les styles de vie des consommateurs de voyages et la « grande pagaille des tarifs aériens » (débat organisé par l'Association professionnelle des journalistes de tourisme) ; samedi, *comment* utiliser les associations professionnelles existantes et l'évolution du tourisme d'affaires.

Ouvert au public à partir de dimanche, le SMTV proposera cinq nouveaux rendez-vous, de 10 heures à 12 h 30, dans la salle de cinéma du CNIT (niveau I) : lundi 10, le tourisme de l'âge d'or ; mardi 11, tonus et santé ; mercredi 12, tourisme et jeunesse ; jeudi 13, tourisme et environnement, et, vendredi 14, voyage et aventure.

CONNAISSANCE DE LA CHRÉTIENTÉ D'ORIENT

Le deuxième cycle de conférences, organisée par le Centre d'études et de recherches de l'Orient chrétien sur le thème : « Connaissance de la chrétienté orientale », se déroulera à la salle Médicis du Sénat, 12, rue de Vaugirard, Paris 75006 : 12 février, 18 heures : « Les Assyro-Chaldéens », par Joseph Yacoub de l'Université catholique de Lyon ; 18 février, 18 heures : « L'apport chrétien oriental à la pensée arabo-islamique », par le Père Khalil Samir, de l'Institut oriental de Rome ; 25 février, 18 heures : « L'art chrétien d'Orient » (avec projections), par Richard Chahine, éditeur d'art libanais ; 5 mars, 18 heures : « Les Eglises syriaques », par le père Irénée Dalmais, O.P.

CEROC BP, 761-75-123, Paris 03. Tél. : (1) 42-72-69-22.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 2 février :

UN DÉCRET

● N° 86-150 du 30 janvier 1986 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1er janvier 1986 et à compter du 1er juillet 1986 et portant modification des taux de calcul des allocations familiales des familles nombreuses et de l'allocation parentale d'éducation au 1er janvier 1986.

UN ARRÊTÉ

● Du 12 janvier 1986 fixant la forme et le contenu des demandes d'autorisation d'introduire, dans les eaux visées à l'article 413 du code rural, des poissons, des crustacés et des grenouilles appartenant à des espèces qui n'y sont pas représentées.

● *Augmentation du prix du pain.* — Le prix de la baguette a augmenté de 5 centimes, samedi 1er février, et passe ainsi à 2,70 F en région parisienne et à 2,60 F en province a annoncé, samedi, le secrétariat d'Etat chargé du budget et de la consommation. La flûte de 200 grammes et les pains de 400 et 500 grammes augmentent également de 5 centimes. Pour les autres pains, la hausse est au maximum de 1,5 %, ajoute le secrétariat.

Les prix de la pâtisserie et la viennoiserie doivent par contre rester stables jusqu'au 30 juin 1986, y compris les six produits de consommation les plus courante (croissants au beurre et ordinaire, pain au chocolat, pain au raisin, éclair et mille-feuille).

VIE PRATIQUE

BÉBÉ-CONSEIL. — Service téléphonique assuré par l'association Inter-Parents, Bébé-conseil répond à des questions de tous ordres : grossesse, accouchement, soins au bébé, adresses de crèches ou de nourrices, mais aussi problèmes juridiques et psychologiques. Il suffit d'appeler le 43-48-28-28, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures (sauf le jeudi matin).

VACANCES

UN PEU DE SOLEIL SUR LA NEIGE. — L'association CEP Neige et Soleil propose aux enfants et aux adolescents divers séjours durant les vacances de février ou de Pâques. Un exemple parmi d'autres : hébergement dans des chalets à Sardières, petit village typique près de Modane au pied du Parc national de la Vanoise. Encadrement assuré par des animateurs spécialisés.

★ CEP Neige et Soleil, 7, rue des Vaubris, 28200 Châteaudun. Tél. : 37-45-16-84.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Astrid et Michel BARTHELEMY ont la joie d'annoncer la naissance de

Aurore,

le 26 janvier 1986.

46, rue de la République, 78600 Maisons-Laffitte.

Mariages

— Colette LAROYE et Yves DUBOIS

sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré à Paris, le 30 janvier 1986.

10, rue Léchuse, 75017 Paris.
32, rue du Fer-à-Moulin, 75005 Paris.

Décès

— Mme Sonia Abela,
M. et Mme Paul Abela
et leur fils, Jérôme,
Mme Fernand Abela,
M. et Mme Michel Prud'homme-Abela
et leurs enfants, Benjamin et Mélanie,
M. Pierre Abela,
M. Marc Abela,
Et les familles Abela, Arcache et Bahri,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et tante,

Mme Ferdinand J. ABELA,
née Charlotte Bahri,

survenu le 31 janvier 1986, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La messe des obsèques sera célébrée le mercredi 5 février, à 14 heures, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, place de la Porte-Saint-Cloud, à Paris-16e, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Cloud (92).

Ni fleurs ni couronnes.

Des offrandes pourront être faites aux Petites Sœurs des pauvres, 23, rue de Varize, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Je suis la résurrection et la vie, Celui qui croit en moi, fût-il mort, vivra. »

(Jean 11-25.)

104, rue Michel-Ange, 75016 Paris.
6, résidence Lenôtre, 78120 Rambouillet.

— Levallois-Perret. Paris.

Mme Jacques Barcet,
Frantz, Michaël, Stéphanie Barcet,
ses enfants,
Mme Henri Barcet,
sa mère,
M. Michel Barcet,
Ses parents et alliés,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Jacques BARCET,
directeur général de la société Crait,

survenu le 30 janvier 1986, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 février, à 15 h 45, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, 77, place du Docteur-Félix-Lobligeois, à Paris-17e.

On se réunira à l'église.

L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

— Levallois-Perret.

Le conseil d'administration,
Les cadres,
Le personnel de la société Crait,

ont la douleur de faire part du décès de leur directeur général,

M. Jacques BARCET,

survenu le 30 janvier 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 février, à 15 h 45, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, 77, place du Docteur-Félix-Lobligeois, à Paris-17e.

On se réunira à l'église.

L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

7, rue Bellanger, 92300 Levallois-Perret.

— La famille Ben Barka

a la douleur de faire part à tous ses amis, du décès de

Abdelkader BEN BARKA,

le 30 janvier 1986.

Rue Mernissa-Souissi, Rabat (Maroc).

— Mme Maurice de Botton,
son épouse,
M. et Mme Jean-Claude Picard,
M. et Mme Jacques Lewinter,
M. et Mme Daniel de Botton,
ses enfants,
David, Myriam, Elisabeth, France, Thomas, Raphaël, Scarlett,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice de BOTTON,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 2 février 1986, à l'âge de soixante-quinze ans, en son domicile, 35, rue Saint-James, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Les obsèques auront lieu le mardi 4 février.

On se réunira, à 15 h 30, à la porte principale du cimetière parisien de Pantin.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Alexis Beau,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Paul-Louis Chalon,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme François Chalon
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Claude Chalon,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Maurice Chalon
et leur fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul CHALON,
née Marie-Thérèse Maison,

survenu le 31 janvier 1986, dans sa *quatre-vingt-septième année.*

Le service religieux sera célébré le mardi 4 février, à 8 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, suivi de l'inhumation, à 15 heures, à Gye-sur-Seine (Aube).

3, rue de la Santé, 75013 Paris.

— Michèle et Yves Prats
et leurs enfants,
Nicole et Philippe Preaux,
Frédéric, Pierre Lionel-Duval,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère et sœur,

Suzanne DUPONT,
dite « Lionelle »,
ancienne élève de l'Ecole nationale des beaux-arts,
ancienne directrice des Ateliers d'arts appliqués malgaches,

survenu le 30 janvier 1986 à Marseille, en sa soixante-douzième année.

L'inhumation aura lieu à Aix-en-Provence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Blaque, chemin de la Blaque, 13091 Aix-en-Provence.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le décès, après une pénible maladie, de

Jacqueline LEVY MORELLE,
artiste graveur,

survenu à Paris, le 27 janvier 1986, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques ont été célébrées le 31 janvier, dans l'intimité, en l'église Saint-Merri, à Paris.

De la part des familles Levy Morelle, Rapoport et [illegible].

26, rue Blanche, 1050 Bruxelles.

— Asnières. Blida.

M. Robert Soussen
et Mme, née Claudine Sraer
et leurs enfants,
M. Claude Soussen
et Mme, née Marlène Benichou
et leurs enfants,
M. Georges Soussen
et Mme, née Janine Jacob
et leur fils,
Mlle Mady Soussen,
M. Albert Serfati,
Les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Charles SOUSSEN,
née Clotilde Serfati,

survenu le 2 février 1986, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 4 février, à 10 h 45, au cimetière ancien d'Asnières, rue du Ménil.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

2, rue Georges-Janin, 92600 Asnières.

— M. et Mme Fernand Arrighi
et leur fille, Françoise,
M. et Mme Michel Serres
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Huberte THERISSE-MAILLAUT,
ancienne directrice de l'hôtel Jules-César,

survenu à Arles, le 25 janvier 1986.

La défunte ayant fait don de son corps à la faculté de médecine de Marseille, il n'y a pas eu d'obsèques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Erratum

— *Dans l'avis de décès de leur chère*

Renée BENSADOUN,

la famille a omis de mentionner l'adresse :
56, avenue de Stalingrad,
92160 Antony.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors de son très grand deuil, la famille de

François-Xavier BAGNOUD

remercie sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à sa douloureuse épreuve, par leur présence, leurs messages ou leurs envois de fleurs.

Elle les prie de trouver ici l'expression de sa profonde reconnaissance.

— Mme Claude Chauvin,
ses enfants,
sa famille,
dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux messages de sympathie et condoléances émues après le décès de

Claude CHAUVIN,

expriment leurs remerciements et leurs sentiments de profonde gratitude.

Versailles.

— La famille du

Père François DELTOMBE,

décédé le mercredi 22 janvier 1986, exprime à toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie l'expression de leur gratitude.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Mlle Yvette Goudouneik a obtenu la mention très bien pour la thèse de doctorat d'Etat « Opus Sectile dans l'Adriatique Nord », qu'elle a soutenue le 17 janvier à l'université Paris-I, Archéologie.

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

Le Monde — L'UNIVERS DE LA GESTION — Le Monde



Groupe international en quête de l'Adjoint de son Secrétaire Général

Etre leader sur un marché international, avoir une excellente image boursière, entreprendre et améliorer chaque jour davantage, exigent de trouver de nouveaux talents : ceux qui demain seront à des postes clefs.

Qui êtes-vous exactement ?
Un Groupe français devenu le premier mondial dans sa spécialité ; nous employons 12 000 personnes et réalisons un Chiffres d'Affaires de 5 Milliards de F.

Qui recherchez-vous aujourd'hui ?
Un cadre confirmé dont l'expérience d'au moins 5 ans se situe en milieu industriel. Il est très à l'aise dans les négociations de haut niveau, il sait rédiger, il a une parfaite maîtrise de l'anglais. S'il connaît les milieux boursiers, c'est un plus.

Quel sera son rôle dans le Groupe ?
Très proche de l'équipe de Direction Générale, sa mission recouvre quatre activités :
- la préparation de négociations d'affaires,
- les relations extérieures avec les organismes publics ou privés (ministères, administrations, C.O.B....),
- les études approfondies de dossiers juridiques et fiscaux,
- *la rédaction du rapport annuel.*

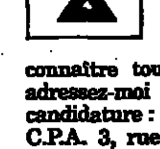
Quels seront vos critères de choix ?
Sa formation : HEC, ESSEC, IEP Paris, ENA *ou tout autre diplôme de grande* école sera sa carte de visite. Son expérience, son ouverture d'esprit, son goût des affaires.

Comment l'entreprise voit-elle l'évolution de ce collaborateur ?
Homme de confiance de l'équipe de Direction Générale il prendra une part de plus en plus active aux négociations du Groupe et au développement de son image boursière. Il saura détecter les opportunités d'achat d'entreprises en harmonie avec la politique de la Maison.

En résumé, il s'agit d'un poste basé à Paris, en relation étroite avec l'équipe de Direction Générale et plus particulièrement avec le Directeur Financier. La personnalité choisie aura l'envergure pour accéder à moyen terme à des fonctions diversifiées de Secrétariat Général. Vous prévoyez un salaire de l'ordre de 350 000 F par an.

E. GIACCHETTI





Si ce poste répond à votre souci d'évolution, si vous souhaitez en connaître toutes les facettes, adressez-moi votre dossier de candidature : Edith Giacchetti, C.P.A. 3, rue de Liège 75009 Paris

ANNE PERNU CONSEIL

MEMBRE DE SYNTEC



Des fous de l'Innovation Technologique

- Dans le monde un CA de plus de 2,5 Milliards de $
  Plus de 30.000 personnes.
- En France un CA de plus 520 Millions de Francs - 520 personnes.
  5.000 systèmes installés.
- Une croissance de 40% ces dernières années.

Pour renforcer notre **Équipe Administrative et Financière,** nous recherchons un

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION *HF*

Reportant au Responsable Financier du S.A.V.

- vous développerez à partir d'un système informatique des outils de gestion adaptés à l'activité du service après-vente.
- vous assurerez *le suivi* et *exploiterez les ratios* de gestion spécifiques à cette activité.
- vous prendrez en charge la production des états financiers internes du service.

Ce poste, à fort potentiel, s'adresse à un candidat de formation ESC, Dauphine ou équivalent, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans une société internationale ou en cabinet d'audit.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable, ainsi qu'une ouverture sur l'informatique.

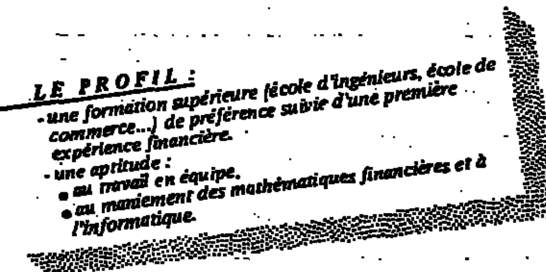
Merci d'adresser votre dossier de candidature à Catherine BEYSSAC - Service du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

bleu

PARIS

ATTACHÉ DE DIRECTION

TRESORERIE


LE PROFIL :
- *une formation supérieure (école d'ingénieurs, école de commerce...) de préférence suivie d'une première expérience financière.*
- *une aptitude :*
  - *au travail en équipe.*
  - *au maniement des mathématiques financières et à l'informatique.*

Nous sommes une SOCIETE FINANCIERE SPECIALISEE en pleine expansion.

En liaison directe avec le Directeur Général et la Trésorerie, votre mission consistera à :
- concevoir et mettre en place de nouveaux produits,
- participer à la diminution des coûts de refinancement,
- mesurer la rentabilité des actions menées sur les différents marchés de capitaux,
- participer à l'adaptation de nouveaux outils de gestion financière (MATIF, échanges de taux...).

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre candidature avec c.v., photo et prétentions sous réf. 1623 à AXIAL Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transm.

Etablissement Financier de 1er plan recherche pour son service d'Etudes à PARIS.

CHARGE(E) D'ETUDES FINANCIERES

Adjoint au Responsable du suivi des ressources et des emplois de l'Etablissement il sera plus particulièrement chargé :
- de la mise en place des nouveaux outils de prévision et de suivi des équilibres financiers de l'établissement
- de la conception et de la mise en œuvre d'instruments de mesure des risques de liquidité et de taux
- de la mise en œuvre et de l'amélioration des outils de simulation existants
- de l'étude de dossiers ponctuels nécessitant de fréquents contacts avec les Directions internes de l'Etablissement et avec certains organismes financiers.

Titulaire d'un diplômé de GRANDE ECOLE DE COMMERCE (HEC - ESSEC - SUP DE CO PARIS), éventuellement doublé d'une formation complémentaire en Finance et Comptabilité (DECS - IAE - Sciences PO Eco-Fi...). Il aura acquis une expérience de 2 à 4 ans dans un Etablissement Financier et possèdera une bonne pratique de l'informatique.

Adresser dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, prétentions et photo) sous référence 1717 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PARIS

Directeur Financier

Cette société (CA 300 MF, 600 personnes), récemment achetée par le leader européen dans son domaine, vient de réussir sa réorganisation en mettant en place une nouvelle stratégie commerciale, une politique marketing ambitieuse, des outils de production modernes, une usine pilote, le tout bénéficiant d'une informatisation sur mesure.

Pour assurer et coordonner efficacement de cévéloppement, le P.D.G. recherche son Directeur Financier.
Membre du Comité de Direction, le Directeur Financier anime et supervise le service comptable et informatique (24 personnes).
Il sera plus particulièrement chargé de l'organisation administrative, financière et informatique, de la gestion financière et du contrôle de gestion.

Ce poste très stimulant s'adresse à un excellent professionnel de la fonction, possédant l'expérience informatique et financière nécessaire, motivé par les systèmes d'informations et l'organisation en général.
Compte tenu des relations avec la maison-mère, il est impératif d'être bilingue français/anglais ou français/allemand.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel, sous réf. NLB 51002M à TEG, 113 rue de l'Université - 75007 Paris.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

Grove coles France

Nous sommes la filiale française (C.A. : 70 millions de F.) d'un groupe américain leader mondial en matériels de levage.
Notre croissance est soutenue et nos prévisions, pour le futur, très favorables.
Nous recherchons notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Assisté d'un chef comptable et de deux collaborateurs, il sera responsable de la comptabilité générale, informatisée sur IBM 36, du reporting à la société mère, des budgets, de la trésorerie et de l'informatique.
L'homme recherché, diplômé de l'enseignement supérieur (minimum DECS), a quelques années d'expérience, soit comme AUDITEUR dans un grand cabinet international, soit dans une fonction similaire acquise dans une PME. La connaissance de l'anglais est indispensable.
Le poste est situé à 30 minutes au Nord Ouest de Paris.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 601 103 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC — BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK

Moët-Hennessy

recherche

JEUNE

juriste droit des sociétés

HF

Rattaché directement au Responsable du Service Juridique, il sera chargé du suivi juridique des Sociétés françaises du Groupe – préparation des Conseils et Assemblées Générales, formalités, Consultations en Droit des Sociétés. A terme, son activité de Conseil pourra être élargie au domaine du Droit des Affaires (Marques, Droit de la Distribution...).

Ce poste conviendrait à un JEUNE DIPLÔMÉ en DROIT des AFFAIRES (DEA, DESS, MAITRISE) possédant une première expérience acquise en entreprise, dans une Banque ou dans un Cabinet de Conseil. Il implique des qualités certaines de rigueur et de méthode ainsi que la connaissance de l'anglais. La rémunération est motivante et évolutive. Le lieu de travail est proche de l'Etoile.

Les dossiers de candidature – sous réf. 3152 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune cadre comptable, avis aux bonnes idées !

Filiale d'un des plus importants groupes financiers d'Europe dans le domaine de l'épargne, des placements et de la retraite, nous recherchons un **jeune cadre comptable** possédant le DECS (+ Ecole Supérieure de Gestion) complété d'une première expérience de comptabilité générale en entreprise.

Vous animerez une petite équipe et prendrez en charge la comptabilité de sociétés d'assurances. Gestionnaire rigoureux, vous possédez un esprit vif et curieux que nous saurons satisfaire en vous offrant de nouvelles responsabilités au sein de structures souples (250 personnes) dont le CA est en constant progrès.

Pour investir dans un groupe performant, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence 2041 à

SOURCES — 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

Le Monde — L'UNIVERS DE LA GESTION — Le Monde

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

Message à un passionné d'Informatique

Jeune Adjoint au Contrôleur de Gestion Usine

Améliorer l'organisation informatique usine, développer la communication en proposant des outils de gestion adaptés, assurer l'interface entre les différents services de l'usine et le sous-traitant informatique, faire évoluer le système, tout en assistant le Contrôleur de Gestion dans l'élaboration des budgets, les prix de revient, l'analyse des écarts. telles sont les missions qui vous seront confiées par cette société très performante dans son domaine.

A 25 ans environ, vous êtes diplômé d'études supérieures de gestion option informatique. Vous possédez déjà une première expérience acquise dans le contrôle de gestion **mais aussi un goût inné pour l'informatique** *comme utilisateur. Ces atouts vous permettront de* réussir dans la fonction que nous vous proposons. Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand sera appréciée. Le poste est situé à Laval au sein d'une usine pilote.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et *salaire actuel en précisant la référence* NLB 51102M à TEG, 113, rue de l'Université - 75007 Paris

The Executive Group (France) Management

DESSEIN



Cadre Comptable

Responsable Comptabilité Générale

Important Groupe d'Assurances

recherche pour prendre en charge le Service comptabilité générale, un Cadre d'une quarantaine d'années qui joigne à une formation supérieure (DECS ou équivalent) une solide expérience professionnelle au cours de laquelle il aura prouvé sa fiabilité, son dynamisme et son sens des responsabilités.

Directement rattaché au Secrétaire Général, il encadrera et animera une équipe de *15 personnes. Situation* intéressante et évolutive pour candidat qualifié et motivé. **Poste à Paris.**

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération *actuelle* sous réf. *1838* à LTA 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

SOCIÉTÉ RÉGIONALE DE FINANCEMENT

Recherche pour faire face à son développement :

CHEF COMPTABLE

Limoges

Pour ce poste de responsabilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité bancaire (DECS apprécié), ayant au moins 3 ans d'expérience dans un service comptable.

L'ampleur du Groupe nationalement reconnu, et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur et dynamique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 24/1559 B2, à :

EGOR MIDI-PYRENEES
Le Sully, 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Groupe chimique international

La Filiale Commerciale Française (plus d'un milliard de F de C.A.) d'un puissant Groupe Chimique International recherche son

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il aura la responsabilité de la mise en place de cette fonction. *Il* assurera notamment la préparation et le suivi des budgets des ventes et des stocks ainsi que l'analyse des informations issues de la comptabilité analytique.
Le candidat recherché a une formation supérieure de très bon niveau, et possède une expérience de 3 années dans une activité similaire.
Une assez bonne connaissance de l'anglais est indispensable.
Une pratique d'application en micro-informatique est appréciée.

Merci de nous adresser C.V., *photo récente et rémunération* actuelle s/référence 601 100 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK

ASSOCIATION GESTIONNAIRE de foyers d'hébergement pour travailleurs immigrés, recherche pour ses foyers des

GESTIONNAIRES

ayant le sens du contact. Gestion informatisée

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable.

Envoyer CV détaillé, lettre ma*nuscrite et photo ainsi que pré*tentions, sous réf. 4141 M à ADEF Service du personnel 16, rue du Plâtre, 75004 Paris.

GROUPE GESTION PRIVÉE

(implanté à l'étranger) cherche le/la responsable de sa filiale parisienne à créer

- 28/38 ans min. 3 ans d'expér. dans une banque, agent de change, etc.
- Fonctions : marketing, conseils de gestion et supervision du fonctionnement de la filiale.
- Carrière passionnante pour un esprit entreprenant, soutien du groupe.

Env. CV + photo à Havas Monac 136-140, av. Charles-de-Gaulle sous réf. 7500 MC discrétion assurée.

Nous prions les lecteurs répondant aux « *ANNONCES DOMICILIÉES* » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Groupe de Commerce International cherche

Directeur Financier

pour ses activités françaises basées à Paris.

De formation supérieure vous êtes de niveau expertise comptable ou équivalent (C.A., C.P.A.)

Vous avez acquis une solide expérience dans une fonction de gestion financière de préférence dans une environnement de commerce international. Vous avez la pratique des systèmes informatisés.

Ce poste implique un haut degré d'initiative et la capacité de communiquer avec des interlocuteurs de tous niveaux.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser une lettre de candidature et C.V. sous réf. 861 à J.W. Moffatt, 47, rue de Chaillot, 75116 PARIS.

Auditeur financier

Dans le cadre du développement de sa structure, une importante société basée dans le Sud-Est crée la fonction d'Auditeur Financier.

Rapportant au Président, il interviendra dans le cadre de l'activité de la compagnie et de ses filiales.

Il aura en charge le contrôle et assurera le montage de financements à l'étranger.

Cette fonction conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur : HEC - ESSEC - ESC, option finance comptabilité, ayant une formation d'Audit en Cabinet complétée par une expérience financière acquise au sein d'une entreprise ou d'une banque internationale.

Merci de nous envoyer votre dossier pour une première rencontre sous référence 435.

CURRICULUM



CURSUS CONSEIL
16. rue de la Paix 75002 Paris.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Jeunes ESC finances - compta... « l'autre développement »...

Nous sommes une jeune filiale (350 MF, 300 pers.) d'un Groupe leader de L'AGRO-ALIMENTAIRE. *Notre développement* actuel s'appuie sur un concept UNIQUE AU MONDE et une stratégie Marketing performante. Notre Directeur Général attendait le moment opportun pour créer le poste de

Directeur administratif et financier

250 000 F +

sachant qu'une organisation interne efficiente, outre le fait d'étayer ce qui a été construit, permet d'aller plus loin... Tout est à faire !... Concevoir, gérer, automatiser les flux comptables et financiers, assurer un reporting efficace à la Direction Finan*cière du Groupe, bref mettre en place des outils de gestion simples, souples et efficaces, à partir de nos points de vente.* Vous êtes actuellement numéro deux ? Qu'à cela ne tienne... Nous aimons ceux qui acceptent les challenges et savent « retrousser leurs manches »...

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous référence V/DAF/LM.

MEDIA BA

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Passion et rigueur pour un DG.

350 000 +

Une PME à fort potentiel, un concept original dans la profession du nettoyage industriel : allier le savoir-faire de spécialistes traditionnels aux techniques et équipements les plus modernes. Des points de vente, intégrés ou franchisés, alimentent une usine automatisée permettant de traiter à coûts très compétitifs les pièces délicates (cuirs, daims, tapis, plumes) ou plus ordinaires. Les clients : le grand public et, en sous-traitance, les pressings indépendants.

La société, créée en 1984 et localisée à Paris proche banlieue Ouest, est en phase de croissance rapide. Il faut poursuivre le développement en *région parisienne, puis piloter l'expansion au plan national et international.* L'aspect technique est parfaitement maîtrisé par un jeune professionnel de 30 ans qui s'est formé auprès des meilleurs spécialistes mondiaux, notamment aux Etats-Unis. Reste à bâtir et faire évoluer des structures souples et efficaces, orienter la stratégie commerciale, animer, contrôler et... faire grossir la dernière ligne du bilan.

Nous voulons un DG capable de diriger et d'entreprendre avec passion. Pragmatique et rigoureux, il a les pieds sur terre et le goût des affaires, c'est un gagneur qui sait mobiliser les énergies. Une compétence indiscutable : formation supérieure, connaissances pratiques en comptabilité et trésorerie, expérience de gestion d'un centre de profit idéalement dans le cadre d'une *société de services.* A vous d'argumenter votre candidature auprès des consultants de SIRCA, 64 rue la Boétie, 75008 Paris sous référence 492 570 M. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

Sirca

Membre de Syntec

BIAO AFRIBANK





Inspection Générale

L'inspection est la voie privilégiée d'accès aux postes de responsabilité élevée. L'importance et l'extension de son réseau *(250 agences dans 20 pays,* 8000 collaborateurs) amènent le Groupe BIAO à rechercher :

- Un inspecteur Cl. VII chargé de l'audit des filiales étrangères.
- *Un inspecteur Cl. V, VI affecté au contrôle de son réseau* métropolitain.
- Un Cadre Cl. VI, VII chargé d'évaluer la qualité des engagements des diverses entités du Groupe.

Ces postes, basés à PARIS, requièrent une grande mobilité et débouchent à moyen terme sur des affectations dans le réseau international.

Adresser lettre détaillée indiquant le poste souhaité + C.V. sous référence 786
au Département du Personnel et Relations Humaines,
BIAO - 9, Avenue de Messine - 75008 PARIS

Groupe régional bancaire
Directeur général

Institution financière de premier plan, nous formons sur tout le territoire une organisation privée à structures régionales *et locales décentralisées. Le Directeur Général* d'un *Groupe du Sud-Est* prépare sa succession.

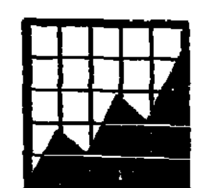
Il s'agit d'un ensemble représentant plus de 40 guichets établis sur 3 départements qui s'intéresse aux comptes personnels, commerçants, artisans, PME, PMI. Son développement depuis 15 ans est considérable et il emploie 300 personnes.

L'homme qui peut prendre la responsabilité d'un tel ensemble (2 Mards de dépôts, 100 000 clients) est un professionnel *confirmé* de la Banque. *Diplômes* (type ESC, IEP, CESB), expérience (de l'ensemble des services bancaires et de l'établissement du plan marketing) pratique (de l'animation d'une équipe importante et compétente) le préparent à assumer des fonctions qui comportent au premier chef l'ouverture aux autres, l'habileté dans les relations et la maturité professionnelle.

Merci, nous ayant lu, d'avoir envie d'aller plus loin. SEFOP *nous connait bien,* c'est notre Conseil et ce sera le vôtre quand vous lui aurez adressé votre dossier sous réf. DGR 213 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur général

Un groupe international de réputation mondiale recherche le directeur général de sa filiale française située en proche banlieue ouest de Paris et spécialisée dans l'électronique médicale (assemblage et commercialisation). Placé sous l'autorité immédiate d'un directeur du groupe basé à l'étranger, il assumera avec l'aide d'une petite équipe de direction, l'ensemble des responsabilités que suppose une société regroupant 35 personnes et réalisant environ 25 millions de francs de chiffre d'affaires. Ce poste s'adresse à un cadre supérieur âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial (ou justifiant d'un niveau équivalent) et maîtrisant bien l'anglais (langue du groupe). Il doit également avoir assumé la responsabilité d'un centre de profit distribuant ses produits au travers d'un réseau de distributeurs spécialisés. Avoir eu des relations avec le corps médical et être familiarisé avec l'électronique constitueraient des atouts supplémentaires. Composée d'une partie fixe et d'un intéressement, la rémunération annuelle de départ sera fonction des compétences présentées et assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9128M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur commercial

Rennes

Promotion immobilière - En position dominante dans sa région, cet organisme qui se consacre à la construction de logements (lotissements, commerces, bureaux...) en accession à la propriété (P.A.P.) recherche son directeur commercial. Membre de l'équipe de direction, il sera placé sous l'autorité du directeur général et aura pour mission d'élaborer une stratégie marketing adaptée à son marché et d'assurer la commercialisation des programmes ainsi définis, avec l'aide d'une équipe composée de 12 personnes. Basé à Rennes, ce poste s'adresse à un cadre commercial âgé de 32 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type *ESC ou équivalent*) et doté d'une réelle aptitude à devenir gestionnaire d'entreprise. Il doit impérativement justifier d'une expérience de direction commerciale (5 ans au moins) dans une société de promotion immobilière relevant, si possible, du secteur privé, qui lui ait permis de définir et commercialiser des programmes collectifs ou individuels, d'animer un réseau de vente et d'approfondir les techniques de communication. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 400.000 francs et sera assortie d'un intéressement. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R 9131M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Gérant de la Société EVERLAX, leader sur le marché européen du fauteuil de relaxation, j'ai une forte expérience de la V.P.C. à la tête d'une entreprise jeune, ambitieuse, structurée et très performante.

Je recherche le

DIRECTEUR DE NOTRE FILIALE ALLEMANDE A AIX-LA-CHAPELLE

- Nationalité : française ou allemande.
- 30/35 ans.
- Formation supérieure type E.S.C. ou équivalent.
- Parfaitement bilingue.
- Maîtrisant les différents aspects commerciaux et administratifs liés à ce type de fonction.
- Lieu de travail : Aix-la-Chapelle.
- Responsable du budget publicitaire de V.P.C. décidé avec la Direction Générale.
- Responsable de l'ouverture de magasins sur la R.F.A.
- Ce poste ouvre des perspectives intéressantes à court terme pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo, prétentions à Paul GOISET, EVERLAX, C.E. 2702, 91027 EVRY Cedex.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Virgin

VIRGIN FRANCE

Société phonographique
(*disques, musicassettes, vidéogrammes*)
en pleine expansion
recherche

jeune responsable service juridique

H/F

Vous serez responsable de l'ensemble de l'activité juridique de notre société sous la supervision de notre Directeur Administratif et Financier. Vous assurerez notamment l'élaboration, la rédaction et le suivi de l'ensemble de nos contrats d'enregistrement avec nos artistes.

Nous souhaitons rencontrer des candidats(e) titulaires d'une maîtrise en droit, disposant de réelles capacités rédactionnelles, d'un excellent esprit d'analyse et capables d'initiative et d'autonomie dans leur fonction. Une première expérience de 2 à 3 ans dans le service juridique d'une entreprise internationale de communication est exigée. Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable. Une connaissance et une première expérience des problèmes de la propriété artistique seraient appréciées.

Vous travaillerez à Paris dans une ambiance de travail décontractée mais efficace. Ce poste pourrait évoluer vers un poste de secrétaire général pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 86-02 à **VIRGIN FRANCE** 61, rue de Belleville 75019 Paris.

Directeur d'entrepôts frigorifiques

Littoral nord - Cette société spécialisée dans l'entreposage frigorifique, connaît une bonne activité. Avec un volume de 100.000 m³ elle occupe une place de premier plan sur son marché. Elle recherche un directeur pour prendre en charge la responsabilité globale de la gestion et de l'expansion de la société. Il se verra confier la gestion des entrepôts de stockage, l'administration générale, ainsi que les prévisions financières à court et moyen terme. Il lui appartiendra par ailleurs d'orienter son action sur le développement commercial et de faire valoir les atouts de la société auprès d'une clientèle nationale et internationale. Ce poste de haut niveau ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure (école de commerce ou de gestion), ayant déjà occupé une fonction de direction d'une petite unité, si possible dans le domaine du froid. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. La rémunération proposée, motivante dès le départ, sera fonction des compétences offertes. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4792M



19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

AMNESTY INTERNATIONAL

recrute

DIRECTEUR DES ÉDITIONS (H./F.)

L'association crée à Paris une structure pour développer ses publications destinées à la France et aux associations des pays francophones (Europe, Afrique et Canada) et recherche celui ou celle qui en prendra LA DIRECTION.

La première étape consistera à traduire, éditer et diffuser des ouvrages et documents d'information d'origine anglo-saxonne.

Ce poste suppose :

- Une parfaite maîtrise de la langue anglaise ;
- La pratique de l'édition (écrite et audiovisuelle) ;
- Une expérience d'animation d'équipe et de gestion.

La rémunération prévue est de l'ordre de 160 000 F annuels (les ressources d'AI proviennent des seules cotisations de ses membres et des dons des sympathisants).

Prière de manifester votre intérêt
en écrivant à Denyse BOYER,
A.E.F.A.I., 22, rue de Dunkerque, 75010 PARIS.

Importante Société (800 pers.) dans le domaine de l'électronique recherche son

Directeur des services logistiques

pour une ville importante du centre de la France.

Homme de rigueur et de méthode, il sera responsable, sous l'autorité du Directeur Général, de la qualité du service aux clients (délais et livraisons) et devra, tout en maîtrisant les coûts, assurer l'organisation, la gestion et l'animation de 25 personnes réunissant les fonctions suivantes : • contrôle de production (ordonnancement, lancement), • les approvisionnements, • *les achats (+ - 200 MF)*, • *la gestion des stocks*, • *la gestion des commandes*, • les expéditions et les livraisons France et Export (40 % du CA).

De formation INGENIEUR ou SUP de CO gestion, les candidats, âgés de 35 ans minimum, devront avoir une excellente pratique de l'ANGLAIS et de bonnes notions d'ALLEMAND ainsi que maîtriser l'utilisation de l'outil informatique de gestion et avoir une expérience de management en milieu *industriel d'au moins* 5 ans.

La rémunération sera négociée en fonction du profil et de l'expérience du candidat retenu.

Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser votre C.V. + photo + salaire actuel, sous la référence **LM/980S**, à Bernard G. ALLEN au

CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

Les candidatures seront traitées confidentiellement et les candidats sélectionnés seront convoqués rapidement à Paris.

MEDIA PA

SOCIÉTÉ DE LIBRAIRIES – PAPETERIES – PRESSE (SLPP)

recrute futur

DIRECTEUR DE MAGASIN

(Homme ou femme)

Ce poste conviendrait à un cadre de plus de 28 ans, mobile, de formation supérieure, possédant une bonne culture générale, et ayant impérativement une expérience de 3 ans dans la gestion d'une LIBRAIRIE.

Ce candidat dynamique devra être capable d'assurer la Direction d'un magasin en *PROVINCE*, après un stage de formation.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à SLPP 13, rue du Mail, 75002 PARIS.

VOLVO FRANCE S.A.
recherche pour sa
Division Automobiles

CONSEILLER DE GESTION ITINERANT

Jeune cadre de formation supérieure (école de commerce ou de gestion), *son choix d'une option Finance Comptabilité a été complété par une* expérience professionnelle de 2 ou 3 ans dans ce domaine.

Sa mission consistera à aider nos concessionnaires dans le développement croissant de leur activité. Il apportera un soutien dans la mise en place de tableau de bord, prévision de trésorerie, analyse de bilan et CEG...

Adressez votre candidature avec lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. CG/VL à VOLVO FRANCE SA - Direction du Personnel 49, *avenue d'Iéna* 75116 PARIS.

VOLVO

AXIAL publicité

CONSEIL EN BREVETS BRUXELLES

recherche

DIRECTEUR

Ingénieur ou juriste, mandataire européen, il est trilingue et possède une excellente expérience de la propriété industrielle.

Adresser votre dossier de candidature
(C.V., photo, prétentions) ss n° 314.828 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e
Confidentialité assurée.

Casino

CA consolidé pour le Groupe : 34,5 milliards, recrute pour son siège social à Saint-Etienne.

CADRE COMPTABLE

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Maîtrise...), spécialisé en comptabilité (DECS...), vous avez une première expérience en entreprise ou en cabinet, à la rigueur débutant avec de très bons stages.

Vous avez aussi de la personnalité, des capacités d'organisation et des aptitudes réelles pour diriger un groupe de travail.

Nous vous proposons de prendre d'abord la responsabilité d'une section comptable (30 personnes) puis d'évoluer en fonction de vos résultats et de votre compétence vers des postes de plus grande importance dans notre Groupe, dans les services centraux ou dans l'une de nos filiales.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. PM, à Casino, Service Gestion des Ressources Humaines, 24 rue de la Montat, 42008 Saint-Etienne Cédex 2.

Il y a plus d'un avenir au Casino

média system

Directeur des relations humaines

A proximité de Strasbourg, nous employons 550 personnes très qualifiées et la haute technologie est notre créneau. Nous entrons aujourd'hui dans la catégorie des « entreprises du troisième type », *c'est dire l'importance que nous accordons au poste proposé*. Dans environ un an, notre actuel responsable fera valoir ses droits à la retraite et l'homme que nous recherchons le remplacera.

Vous êtes à la fois homme de communication et rigoureux, vous voulez travailler différemment et en étroite collaboration avec notre Direction Générale. Votre formation supérieure a été complétée par cinq ans au moins d'expérience dans une fonction similaire. Vous êtes la personne que nous souhaitons rencontrer.

Ecrivez-nous vos motivations, en joignant un C.V. détaillé et une photo sous réf. 70205/M à notre conseil qui vous garantit son entière discrétion.

Staff Consultants
32, Allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS
Implantée dans le Sud-Ouest,
leader international dans sa spécialité, recherche son



Il sera responsable :

- du développement et de l'amélioration de la gamme
- de l'organisation du travail (15 personnes)

Les atouts essentiels pour réussir dans ce challenge, sont :

- une formation d'ingénieur mécanique (A.M. Centrale) de préférence, complétée par une spécialisation électronique
- la pratique des études et du développement industriel des ensembles mécaniques fortement automatisés
- une nature créative
- une sensibilité à l'aspect économique
- une pratique courante de l'anglais

Adresser lettre manuscrite + CV + photo, sous ref 267 à P.A. service, 20, rue Margaux, 33000 Bordeaux qui transmettra.





emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Audit International

Notre client est une banque d'affaires internationale implantée à Paris, Londres, New York et Nassau. Elle agit dans une gamme diversifiée d'activités telles que: crédits directs ou syndiqués à court, moyen et long terme à des clients publics et privés, financement de négoce en matières premières; avec une participation active dans les marchés des obligations, des euronotes, des fonds communs de placement et des opérations de trésorerie et de change.

Le poste à pourvoir viendrait renforcer l'équipe d'audit pour le Groupe comme assistant direct de *l'auditeur principal. Ce poste, basé* à Paris, nécessitera des déplacements assez fréquents dans les autres centres.

Le candidat idéal possédera un diplôme d'expert-comptable ou équivalent, avec une bonne *expérience de l'audit anglo-saxon* dans le domaine des opérations bancaires internationales acquise dans une banque internationale ou dans un cabinet d'expertise comptable. Une excellente connaissance de l'anglais parlé et écrit est indispensable.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser *curriculum vitae, avec photo*, salaire et prétentions à **Christopher Evans, Jonathan Wren International Ltd, 170 Bishopsgate, London EC2M 4LX. Tel: 01-623 1266.**



Jonathan Wren International Ltd

Banking Consultants

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Gabon

AFRICA N° 1, la première radio panafricaine, est une société franco-gabonaise (SOFIRAD pour la partie française) qui a son siège social à Libreville : cette radio couvre *l'ensemble de l'Afrique francophone.*

Ses ressources sont des ressources commerciales d'origine publicitaires principalement.

En prise directe avec la direction générale, ce Directeur a pour principale mission la Gestion Administrative et Financière de l'entreprise qui comprend environ 100 personnes. Le poste est basé à Libreville et quelques déplacements sont à prévoir.

Agé d'environ 40 ans, le candidat est, si possible, de formation supérieure.
Une expérience de plusieurs années dans un poste similaire est requise. La connaissance de l'informatique est nécessaire. Qualités requises : généraliste plus que spécialiste, autonome, fiable ; il sait prendre du recul.

Les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur : il bénéficie des principaux avantages liés au statut d'Assistant Technique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 20/358 B à :

EGOR S.A. 8 rue de Berri 75008 PARIS

EGOR MIDI PYRENEES Le Sully, 1, Place Occitane 31072 TOULOUSE CEDEX

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

SOCIETE D'IMPORTANCE NATIONALE
bien positionnée sur un marché en développement et sûr recherche pour sa filiale du MALI

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DECS, SUP de CO option *comptabilité - contrôle de gestion ou équivalent)* et votre expérience d'au moins 5 années des problèmes administratifs, comptables et de personnel - de préférence sur DES GRANDS CHANTIERS - doit vous permettre de prendre en charge tous les problèmes autres que techniques de cette filiale.

Sous l'autorité du Directeur local et en étroite liaison avec les services centraux de PARIS, vous aurez pour missions principales : • le suivi et le contrôle de la comptabilité • l'établissement des situations et des déclarations périodiques • la gestion du personnel dont 500 à 600 journaliers • la connaissance et la pratique de l'informatique décentralisée et conversationnelle sont indispensables.
Connaissance de l'AFRIQUE indispensable.

Statut cadre, avantages de l'expatriation (logement, personnel...).
Résidence : BAMAKO.
Disponibilité pour une mutation ultérieure dans d'autres pays souhaitée.

Adresser votre candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions s/référence 1920 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui trans.

CONTESSE



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

directeur usine

PRET-A-PORTER

GRANDE VILLE OUEST 300.000 F +

Notre société a une réputation internationale, une gestion saine et dégage des bénéfices.

Nos produits, positionnés haut de gamme et constamment en évolution, nécessitent des hommes de production à l'esprit novateur, capables de dynamiser l'évolution du personnel.

Si vous avez 35 ans environ - une formation INGENIEUR (ENSAIT - ENSIT Mulhouse - ITR - ESIV) - une expérience de gestionnaire de production ou d'homme de méthodes acquise dans l'habillement - et un tempérament d'animateur,

nous vous demandons d'écrire sous référence 4150-M en vous garantissant toute discrétion, à I.C.A. 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

A.E.D.E.S.

ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA SANTÉ

Recrute pour projets P.V.D. particulièrement Afrique

ÉCONOMISTES MÉDECINS AGRONOMES SOCIOLOGUES

3 ans d'expérience souhaitée

Env. C.V., photo + lettre candid. à A.E.D.E.S. *B.P. : 14 Koekelberg 1* 1020 Bruxelles.

Cabinet audit international recherche pour DOUALA

Auditeur confirmé

(3 à 5 ans)

Nationalité camerounaise

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 164 G à Gérard Pont 15, rue du Louvre 75001 Paris.

nervet pont conseil

PREMIERE ENTREPRISE D'ELECTRICITE installée au CAMEROUN, à capitaux français, CA 120 millions FF 550 personnes, dont 27 expatriées. RECHERCHE POUR DOUALA

UN INGÉNIEUR-ELECTRICIEN

diplômé, pour prendre en charge dès *juin-juillet 1986*, son suivi technico-ccial en bâtiment T.P.

Industriel et énergie M.T. 10 années d'expérience souhaitées et de préférence marié avec enfants. L'anglais écrit et parlé sera un atout supplémentaire. Conditions financières intéressantes. Ecr. av. CV et prét. avant le 20 février 86 pour entretien éventuel fin février 86.

N° 3638 DECO PUBLICITE 10, square du Var 75020 PARIS qui transmettra.

Avocat à Copenhague rech. bonne pour ménage simple à Charlottenlund (6-8 km hors de Copenhague). Chambre à douche et poste de télévision. Gages très favorables. Volontiers connaissance de l'anglais. Adr. à Advokat Peter Fugmann, 3, Kvaesthusgade, 1003 Copenhague K, Denemark.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

Contact-téléphone (1) 42 61 82 81

Cadre gestion des ressources humaines H/F

190.000 F +

A 100 km au nord de Paris, un établissement financier à compétence régionale disposant de plus de 200 sièges et agences et employant un millier de personnes - structure décentralisée d'un grand réseau national - recrute un cadre confirmé pour la gestion des ressources humaines.

SA MISSION : • assister les établissements de la région dans l'élaboration et l'évolution des structures correspondant à leur plan de développement, • leur apporter l'appui technique nécessaire à la définition des emplois, au recrutement et à l'établissement de plans de gestion prévisionnelle du personnel et des carrières, • assurer la coordination entre les établissements sur ces différents problèmes, • assurer la gestion interne du personnel de la société régionale.

Ce poste est placé sous la responsabilité hiérarchique du directeur des ressources humaines.

Diplômé(e) d'études supérieures, vous avez une expérience confirmée (3 à 5 ans *minimum*) de la gestion du personnel en entreprise ou en qualité de conseil.

Les qualités personnelles requises *sont* : la rigueur du jugement appuyé sur l'expérience pratique, le goût des *contacts* humains et l'adaptabilité aux évolutions des organisations.

Appelez "Contact-téléphone" au *(1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi)* pour des informations complémentaires ou adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 9219 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Votre candidature conservera un caractère strictement confidentiel.

Pour bureau d'études mécaniques

Importante société de construction mécanique recherche

Ingénieurs mécaniciens concepteurs

chargés dans un premier temps de suivre l'évolution des techniques d'usinage et de construction, de proposer de nouvelles solutions et de conseiller les clients.

FORMATION : Ecole d'Ingénieurs Mécaniciens.

EXPERIENCE : 3 à 5 ans en bureau d'études, de préférence dans un secteur proche de la machine-outil.

Connaissance en calculs de structures par éléments finis, ou expérience CAO souhaitée.

Postes à pourvoir dans la région Rhône-Alpes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 134/LM, à MEDIA P.A. RHONE-ALPES - 72, av. Jean-Jaurès - 69007 LYON, qui transmettra.

MEDIA PA

VILLAGE VACANCES SUD BRETAGNE

RECHERCHE

ANIMATEUR

3 MARS — 15 NOVEMBRE

Ce poste nécessite une grande disponibilité et une bonne connaissance de l'organisation, pratique d'un instrument de musique, organisation et participation aux spectacles organisés par le centre, réalisations d'affiches.

Env. C.V. détaillé et prét.
Ecrire sous le n° 314 897 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES recherche

COLLABORATEUR

Niveau DECS ou plus, lieu de travail NEVERS

Ecrire sous le n° 8 216 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

Etablissement aéronautique région Auvergne recherche pour bureau d'études un ingénieur généraliste G.E., ENSI débutant ou ayant quelques années d'expérience. Envoyer C.V. à HAVAS 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX qui transmettra.

SOCIÉTÉ MUTUALISTE recherche pour son centre de vacances : CHATEAU DE GRANES près de CAUSSADE (82)

MAITRE OU MAITRESSE DE MAISON

Ecrire avec c.v. (photo souhait.) *et prétentions financières* à : M.N.D.G.I. 3, place des Victoires 75098 PARIS CEDEX 08.

ÉPICENTRE Boutique de Gestion recrute

ASSISTANT DE GESTION

4, rue Claude-Massé, 17000 LA ROCHELLE.

april

RENAULT AUTOMATION MERLIN GERIN et CIE recherche pour CASTRES (Sud-Ouest)

AGENT ADMINISTRATIF

De formation DUT Commerce International-

Ce poste situé au service après-vente a un caractère très marqué vers le règlement des litiges. L'orientation de l'entreprise vers les pays européens exige des connaissances en procédures douanières ainsi que la pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand.

Une grande disponibilité est demandée pour effectuer des déplacements vers les établissements et les filiales.

Expérience d'environ 2 ans exigée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 88 M à APRIL - Mme LE GUET - B.P. 73 - 81103 CASTRES.

CONTESSE

Jeunes ingénieurs débutants

A FORT POTENTIEL

Choisissez l'entreprise qui vous offrira le 1er emploi le plus évolutif !

La filiale d'un groupe de 112 000 salariés, située en bordure Atlantique, renforce sa position de leader européen en recrutant plusieurs généralistes à dominante MECANIQUE (X, AM, CENTRALE ou équivalent) ou ELECTRONIQUE (SUPELEC, ENSEEIHT,...).

Ils intégreront un établissement moderne de 2 000 personnes fabricant des biens d'équipement grand public et ils se verront confier, au sein d'unités autonomes à taille humaine, de réelles responsabilités en METHODES, QUALITE, SERVICES GENERAUX ou RECHERCHE-DEVELOPPEMENT.

L'expansion étant basée sur l'innovation, les technologies avancées, le management participatif et la réactique, nous attendons des candidats créatifs, impliqués, *mobilisateurs, productifs, bref* très convaincus de leur avenir dans cette entreprise d'avenir.

Merci de préciser vos motivations en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo à notre Conseil.

Michel AUBRY 1 et 3, Place de la Vendée 85000 LA ROCHE-S-YON

MEDIA PA

ALSTHOM

DIVISION MATÉRIELS FERROVIAIRES

recherche pour son unité d'études et de production de matériels électroniques complexes, situés à Villeurbanne (500 personnes dont 100 ingénieurs)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

SUPÉLEC ou TÉLÉCOM

pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes de haute fiabilité.

Notre activité nécessite des déplacements parfois *importants, en France ou à l'étranger.*

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à : ALSTHOM, Service du Personnel, 11-13, avenue du Bel-Air, *69627 VILLEURBANNE CEDEX.*

UNION CARBIDE FRANCE

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES RESPONSABLE DE PROJETS

Après une formation d'ingénieur Mécanicien, vous désirez concevoir et réaliser les projets d'investissements d'une unité de production de 400 personnes située en SAVOIE à *proximité* **d'ALBERTVILLE**

L'anglais écrit et parlé est indispensable et vous êtes familiarisé avec les techniques de commandes et régulations par servomécanismes et automates programmables.

Merci d'adresser lettre et candidature, CV et photo à : UNION CARBIDE FRANCE Boîte Postale 3 - LA LECHERE - 73260 AIGUEBLANCHE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieur Entretien et Travaux Neufs

dans les montagnes savoyardes

Nous en quelques chiffres
Nous sommes l'un des grands producteurs mondiaux de métaux spéciaux. Notre CA est de 180 MF dont 1/3 à l'export.
Nous employons 250 personnes, notre budget E/TN est de 23 MF par an pour une équipe de 80 professionnels.

Vous en quelques mots
Ingénieur diplômé (génie chimique) d'au moins 28 ans, vous maîtrisez l'ensemble des paramètres *technico-économiques de la fonction* : gestion du budget, des hommes et... des problèmes techniques.

Votre avenir en quelques lignes
Avec l'ensemble des parties concernées, vous prenez en charge les études, l'installation, les essais et la mise en route des installations pilotes ou industrielles, gérez et contrôlez votre budget et animez votre équipe. Bien-sûr, vous parlez anglais.
Ah ! *un mot encore* : notre maison mère aussi est réputée dans le monde entier.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 413 M à notre Conseil : Alain LEROUX.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

CRICERAM



INGENIEUR EN GENIE CHIMIQUE

VENEZ DEVELOPPER LES PRODUITS DU XXIème SIECLE, PRES DE GRENOBLE

Affaire industrielle de pointe, à taille humaine, *filiale à 100% de Pechiney* **(département céramiques, branche métaux et matériaux nouveaux)**, nous développons des produits techniques «haut de gamme» - poudre de zircone et d'alumine, *monocristaux de synthèse... - que nous exportons à près de 100%* dans le monde entier (Europe, USA, Japon...).

Notre créneau : les produits et les marchés de demain. Aussi nous faut-il sans cesse mener des recherches et être les premiers à passer du laboratoire à l'échelle industrielle.

Ingénieur en Génie Chimique (ECP, Mines, INSA, Nancy, Toulouse...), vous avez aujourd'hui 3 ans d'expérience dans votre spécialité et avez étudié, réalisé et fait tourner des pilotes et des équipements industriels, de préférence pour des produits «pointus».

Collaborateur direct de notre Directeur de Recherches, vous menez les études, la réalisation et le lancement en production des équipements nécessaires à l'élaboration de nos produits nouveaux, du pilote à l'installation industrielle et gérez les budgets et moyens correspondants.

Vous êtes un homme d'études mais aussi de terrain, un réalisateur apte à diriger une équipe et à obtenir des résultats.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 439 à notre Conseil : Alain LEROUX

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Pourquoi aller au Japon découvrir ce qui existe en Bourgogne

INGENIEURS AM

ou équivalent

Groupe industriel de réputation internationale (4500 personnes, 1,7 MMF de CA), nous produisons en très grandes séries des articles destinés à une clientèle difficile qu'il nous a fallu séduire et fidéliser.

Notre outil de production, que nous développons nous-mêmes, est surtout fait de machines automatiques intégrant mécanique de précision, électronique, informatique...

Ingénieur diplômé d'au moins 30 ans, vous avez la maîtrise de l'étude et de la réalisation d'équipements de production automatiques sophistiqués.

A la tête de votre équipe technique, vous êtes le moteur du développement de notre nouvelle génération de machines, très axée productique. Vous déterminez les choix technologiques, dirigez, coordonnez et contrôlez l'activité des intervenants (BE, proto, mise au point, fabrication...) internes et externes, faites avancer les projets en conciliant les divers points de vue aux objectifs à atteindre.

Vous parlez peut-être allemand ou anglais.

Merci d'adresser votre *dossier sous réf. 432* à notre Conseil : Alain LEROUX

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.



Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Crédit Mutuel

AUVERGNE–BOURBONNAIS

Dans le cadre de son expansion et pour faire face à son développement, recherche

ATTACHÉS (ES) COMMERCIAUX (LES)

- Riches d'une première expérience dans le même secteur d'activité, vous avez une *connaissance confirmée* des techniques bancaires.
- Votre sens commercial, votre goût des contacts, votre capacité d'écoute n'ont d'égal que votre souci de convaincre.
- Vous souhaitez donc intégrer une *équipe dynamique dans une banque en pleine expansion* où votre efficacité et vos performances constitueront les clés de votre avenir.

DIRECTEURS DE CAISSES LOCALES

- Votre rôle sera d'étudier, de proposer *et de réaliser* le plan de développement de la caisse locale dont vous aurez la responsabilité, de la gérer, de l'organiser et d'être l'animateur du personnel qui la compose.
- Pour cela, outre vos diplômes professionnels et votre *formation* supérieure, grâce à une expérience de plusieurs années, vous avez acquis une connaissance parfaite des techniques bancaires, administratives et comptables.

Rejoignez-nous !

Adressez C.V. + lettre manuscrite + photo
au **CRÉDIT MUTUEL** – 67, bd Lafayette, 63000 Clermont-Ferrand.



LE GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE LYON, L'UN DES MEILLEURS CENTRES EUROPEENS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN GESTION, RECRUTE DES :

PROFESSEURS CONSULTANTS

- *comptabilité gestion*
- *management des hommes*
- *stratégie d'entreprise*
- *affaires internationales*

LEUR MISSION EST DE :

- Concevoir et animer des enseignements auprès d'étudiants et de cadres français ou étrangers,
- encadrer des stagiaires et des jeunes chercheurs dans des travaux et enquêtes sur le terrain,
- intervenir comme consultant en entreprise et/ou publier des travaux dans leur domaine.

Les postes proposés sont à 4 jours/semaine, et compatibles avec une certaine activité de conseil à titre personnel.

groupe
école supérieure
de commerce de lyon

Ils s'adressent à des hommes ou des femmes :

- Diplômés d'enseignement supérieur (le poste «management des hommes» suppose une formation en sciences humaines),
- disposant d'une expérience pédagogique réelle,
- ayant exercé dans leur spécialité une activité professionnelle en entreprise ou cabinet pendant plusieurs années,
- ayant une bonne connaissance de l'anglais.

Votre contact : Lucie COTTIN - GROUPE E.S.C. LYON - 23, avenue Guy de Collongue - B.P. 174 - 69132 Ecully cedex.

Tél. 78 33 81 22

MEDIA PA

---

metrix

ANNECY *Haute-Savoie*

Une des toutes premières Sociétés de l'Instrumentation de mesure, en pleine expansion et à forte vocation internationale double son potentiel de Recherche et Développement et offre une réelle opportunité de carrière pour des

Ingénieurs électroniciens de haut niveau (H ou F)

confirmés ou débutants avec quelques années d'expérience

Certes l'expérience acquise dans le domaine de l'électronique professionnelle nous intéresse en premier lieu, mais la qualité humaine et professionnelle, le potentiel, l'enthousiasme et la créativité de nos futurs collaborateurs comptent aussi beaucoup pour nous.

Les candidats retenus se verront confier l'étude et le développement de nouveaux produits, selon leur expérience ou centres d'intérêts, partiellement ou entièrement, mettant en œuvre les *techniques suivantes* :

- amplification haute fréquence à large bande
- conversion analogique numérique rapide
- conversion analogique numérique à très bas niveau et haute résolution
- programmation en assembleur et langages évolués (systèmes d'exploitation et applications)
- *microélectronique*
- méthode de fabrication, procédés (CMS, circuits imprimés par CAO, insertion automatique, etc...)
- *conception mécanique* par CAO

Pour des candidats exceptionnels, nous offrons une carrière exceptionnelle, vers des fonctions d'expert technique, de marketing ou de management.
La connaissance de l'anglais et/ou l'allemand est nécessaire.
En plus d'un environnement dynamique et hautement professionnel au sein de l'entreprise, notre région offre un cadre de vie unique (ski, voile, tennis, équitation, golf, etc...).

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, photo, rémunération actuelle) à :
Michel CARRIER – ITT METRIX - B.P. 30 - F 74010 ANNECY Cedex
Chaque candidature sera traitée avec la plus grande confidentialité

ITT Instruments. ITT

GROUPE BANCAIRE

recherche pour son Agence de

NANTES

1 CHARGE DE CLIENTELE *HF*

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB, CESB), et avoir une expérience de l'action commerciale et *des études de crédit de 3 à 5 ans.*

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe *et de développer ses clientèles (Coopératives, Groupements d'En*treprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à *N. 5088*
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

DESSEIN



viande
SOCOPA

(5 000 salariés, 12 milliards de F. *de CA) leader des transformateurs* de viande recherche pour son unité de **CHERRE (Sarthe)**

UN AGENT DE MAITRISE UN CADRE

de production débutants

Les candidats devront justifier d'une formation supérieure (BTS-Agro) et être désireux d'évoluer vers l'encadrement d'ateliers de production (boucherie - conditionnement).
*Leur intégration débutera par un stage d'un an dans les différents sec*teurs de l'entreprise.
De réelles possibilités d'évolution seront offertes aux éléments de valeur.
Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1673, en précisant la nature du poste à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opera 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

OFFRES D'EMPLOIS

LA VILLE DE SCEAUX

(HAUTS-DE-SEINE – *18 500* HABITANTS)
recherche pour son
service des relations publiques
et de la communication

UN(E) COLLABORATEUR (TRICE)

Chargé(e), pour l'essentiel de son activité, d'assurer la réalisation du Bulletin Municipal d'Information :

rédaction ou mise au point d'articles, secrétariat de rédaction, commande d'illustrations, maquette, suivi de la fabrication et de la diffusion.

L'emploi requiert une réelle aptitude à la rédaction dans les domaines les plus variés, des capacités d'organisation, une grande minutie et le goût du travail soigné.

Une formation « communication » et une expérience en ce domaine sont vivement souhaitées. A défaut, une bonne formation littéraire associée aux qualités précitées serait appréciée (formation complémentaire assurée).

Le poste comporte une particularité : les relations avec les élus municipaux que l'on ne peut rencontrer qu'en soirée *ou pendant le week-end exigent une grande disponibilité* dans le cadre d'un système de récupération adapté.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à M. le Maire de Sceaux
Hôtel de Ville – 92331 SCEAUX Cedex.

Le Département de la Seine-Saint-Denis
recrute
pour son Centre de Documentation

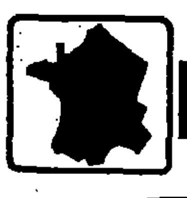
UN (E) DOCUMENTALISTE

chargé(e) de la documentation générale

UN (E) DOCUMENTALISTE

chargé(e) de la documentation destinée aux services sociaux décentralisés.

Adresser candidature et curriculum vitae à
M. le Président du Conseil général
de la Seine-Saint-Denis,
Hôtel du Département,
124, rue Carnot, 93009 Bobigny Cedex.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune ingénieur mécanicien

epb

Cette entreprise de la région de Strasbourg fabrique un programme complet d'équipements pour machines-outils à commandes numériques, centres d'usinage et ateliers flexibles. La qualité des solutions techniques proposées à ses clients en fait depuis quelques années le leader sur le marché français. Dans le cadre de son expansion, elle recherche un jeune ingénieur de bureau d'études et de développement, qui, tout en s'informant en permanence sur les évolutions techniques, continuera par sa créativité à enrichir la gamme d'attachements et de porte-outils. Nous recherchons un jeune ingénieur diplômé (ENSI, AM ou équivalent) ayant choisi une orientation «mécanique» et ouvert à l'électronique. Une expérience de quelques années dans une entreprise faisant appel à des techniques d'usinage sophistiquées nous paraît indispensable. L'anglais est souhaité. L'évolution de l'entreprise et sa dimension humaine font de ce poste une opportunité intéressante. Le salaire sera motivant. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6353M



3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

ENERTEC INSTRUMENTS

Division du Groupe SCHLUMBERGER, l'Etablissement de Saint-Etienne, recherche dans le cadre de l'optimisation de ses moyens informatiques et de ses systèmes de gestion :

Un assistant contrôle de gestion

Formation Supérieure + DECS

Un assistant gestion de production

Formation Ingénieur Grandes Ecoles

Ces deux personnes ayant 2 à 3 ans d'expérience, seront chargées avec l'appui des responsables des services interessés, d'une part d'analyser des points particuliers dans les domaines de la gestion de production et des stocks et d'autre part de proposer et de mettre en œuvre des améliorations des systèmes et des outils actuels.

Ces postes permettront d'évoluer très rapidement vers des fonctions opérationnelles au sein de la Division ou du Groupe SCHLUMBERGER, pour l'un des candidats dans les domaines du Contrôle de Gestion et pour l'autre dans ceux de la Production.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Christian RIOS, Service du Personnel, 5 rue Daguerre
42030 SAINT-ETIENNE cedex 2.

ENERTEC
Schlumberger

MÉDIA PA

GROUPE BANCAIRE

dans le cadre de son expansion
recherche pour son agence de

NANCY

1 CHARGE DE CLIENTELE *HF*

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB) et avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5089
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

ingénieur de production

MARSEILLE

RESPONSABLE D'UN ATELIER DE 200 PERSONNES

Vous avez environ 28 ans, une formation de type **A.M., ICAM, INSA**. 2 ans d'expérience industrielle ont confirmé votre goût du terrain et vos capacités d'animation. Vous avez acquis quelques compétences en gestion et utilisé la *micro informatique*. Société performante dans l'Agro-alimentaire, nous vous offrons de prendre dans l'un de nos établissements situé à MARSEILLE la responsabilité technique et humaine d'un atelier fonctionnant *en semi-continu. Vous contribuerez à l'élaboration et* à la réalisation du programme d'investissements prévu. Ultérieurement votre champ de responsabilités pourra s'étendre à d'autres ateliers. Les candidatures, lettre manuscrite, C.V., *photo précisant le niveau de rémunération actuelle, sous référence* 2413-M seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et J. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AVENUE D'ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Jeunes ingénieurs... valorisez votre première expérience

Dans la chimie lourde, nous sommes parmi ceux qui comptent. Notre structure de *PMI (plus de 3 000 personnes*, 12 usines) permet à chacun de s'exprimer pleinement et d'être reconnu.

Pour trois de nos usines, nous recherchons les Adjoints des Responsables d'Entretien, sachant que dans une production à feu continu l'entretien est primordial et ouvre de réelles perspectives d'évolution de carrière. *L'un de ces postes* concerne, plus précisément, la partie Electricité-Régulation.

Nos équipements, objets d'investissements permanents, associent les technologies traditionnelles et modernes (automation, régulation...).

Ces postes peuvent intéresser de jeunes ingénieurs généralistes de haut niveau (AM...) bénéficiant d'une première expérience leur ayant permis d'acquérir de bonnes connaissances industrielles et désireux, aujourd'hui, de prendre des responsabilités techniques et humaines valorisantes.

Les postes proposés se situent dans le Sud-Ouest (2) et en Normandie.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser votre dossier sous référence JI 212 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE KIS

Société de renom international (2,5 milliards de CA en 1984), leader incontesté dans son domaine, nous connaissons, grâce à nos nouvelles divisions, une croissance sans précédent.
Nos filiales réparties dans le monde entier nécessitant un service d'audit de qualité, nous recherchons des

AUDITEURS CONFIRMÉS

De formation supérieure (HEC, Sup. de Co, ESSEC, DECS), vous bénéficiez de quelques années d'expérience en cabinets d'audit internationaux.
Votre excellente maîtrise de l'anglais facilitera vos déplacements à l'étranger (50 % de votre temps).
Une profonde motivation vous permettra, après quelques années d'audit, d'évoluer vers des postes opérationnels (Contrôleurs de Gestion, Directeurs Financiers ou Directeurs de Filiales) dans nos différentes sociétés du groupe.
Ces postes sont basés à Grenoble, ville en plein essor, à quelques kilomètres des pistes de ski et des montagnes.
Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé et photo, sous réf. AUD M, à Kis France, Monsieur RONIN, 21 avenue du Général de *Gaulle, 38100 Grenoble.*

média-system



ingénieur expérimenté projets / travaux neufs

UNISABI, premier fabricant français d'aliments préparés pour animaux familiers.

UNISABI, société française d'un groupe international (MARC Inc.) est le leader sur son marché avec ses marques CANIGOU, PAL, FROLIC, WHISKAS, LOYAL, BREKKIES, KITEKAT et RON-RON.

UNISABI, ce sont 1 000 personnes, 3 usines récentes aux installations de production performantes, 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, une croissance annuelle soutenue, un volume à l'export de 28%.

Dans le cadre du développement de notre usine de fabrication de produits secs, située à La Chapelle Vendomoise (proximité de Blois, Loir-et-Cher), nous recherchons un(e) Ingénieur Projets confirmé(e) pour faire partie d'une équipe performante (Travaux Neufs, Entretien, Méthodes) animée par un Responsable Technique.

En liaison avec l'ensemble des services de l'usine (Production, Maintenance, Organisation Industrielle), il (elle) assurera la réalisation de projets à partir de l'étude (conception, planification, suivi financier) jusqu'à la mise en service.

De formation supérieure, (Ecole d'Ingénieurs technique ou alimentaire, Arts et Métiers, H.E.I., E.N.S.B.A.N.A.) les candidats(es) devront disposer d'une expérience acquise lors de réalisations et mises en route d'installations (3 à 5 ans) dans une industrie, agro-alimentaire de préférence.

Ils (elles) auront le goût du travail en équipe. Ils (elles) sauront écouter et convaincre dans une entreprise où la communication est directe et facile et qui privilégie l'imagination, l'initiative et l'innovation.

De larges possibilités d'évolution existent, tant dans le domaine industriel, que dans d'autres départements de l'entreprise.

Le salaire annuel ne sera pas inférieur à 200 000 F, et sera supérieur pour les candidats(es) dont la valeur, les compétences le justifieront.



Ecrivez-nous (C.V. et photo)
UNISABI S.A.
Service du Personnel
BP Nº 2
41330 La Chapelle Vendomoise.



CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 43 96 10 05

OFFRES D'EMPLOIS

SIEMENS

Siemens Data un constructeur européen accepte le combat

Nous sommes la filiale d'un des premiers groupes mondiaux, et du premier constructeur européen en informatique, bureautique et impression laser.

La forte augmentation de notre chiffre d'affaires en 1985 notamment pour les progiciels de composition de textes (COSY-DIACOS) nous conduit à renforcer notre équipe technico-commerciale.

Nous recherchons

Un Ingénieur Technico-commercial de très haut niveau

pour notre secteur d'activités Industries Graphiques.

Agé de 35 ans minimum, il aura une longue expérience sur matériels SIEMENS, IBM, BULL ou DEC dans la composition de textes. De solides connaissances dans l'utilisation des bases de données, du télé-traitement et de la bureautique sont nécessaires.

Il prendra en compte de nouveaux projets associant les **ordinateurs universels de la série SIEMENS 7500 et les nouveaux micro-ordinateurs SIEMENS TC-MX2** pour la saisie, la correction et la composition de textes pour la presse et les imprimeries.

Lieu de travail : ST-DENIS, Tour PLEYEL.
De nombreux déplacements en province sont à prévoir.
Langues étrangères : anglais exigé, allemand souhaité.

Veuillez transmettre votre candidature avec C.V. et prétentions, sous réf. 1443/M à :

Siemens S.A.
Département du Personnel
BP 122 - 93204 ST-DENIS CEDEX 01

Siemens Data l'avenir informatique est aussi européen



Jeunes managers commerciaux

Lille, Rouen, Paris

Nous sommes une Compagnie d'Assurances appartenant à un *Groupe important présent* dans le monde entier et nous avons la volonté d'accroître notre part de marché.

Nous recherchons :

7 jeunes diplômés.

- Vous justifiez d'une formation supérieure de commerce,
- vous vous sentez créatifs,
- vous souhaitez participer à un challenge de développement,

alors, adressez vite C.V. et lettre man. s/réf. 4848 M à notre Conseil



impact développement

26 Rue Brunel, 75017 PARIS

Publival — MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

PEUGEOT S.A.

recherche
pour les services centraux
de la DIRECTION FINANCIERE

CADRES COMPTABLES

Au sein du service de consolidation, ils participent à l'élaboration des comptes consolidés du groupe.

Profil souhaité :
Ecoles supérieures de commerce ou DECS.

Débutant ou expérience un à deux ans.

Connaissance des principes comptables anglo-saxons appréciée.

Ces postes sont basés à PARIS.
L'importance du groupe permet d'envisager toute évolution de carrière.

Les candidatures sont à adresser à

PEUGEOT S.A. – Gestion du personnel
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS

RES D'EMPLOIS

Siemens Data
un constructeur européen accepte le combat

Siemens Data
l'avenir informatique
est aussi européen



Jeunes managers commerciaux
Lille, Rouen, Paris

Nous recherchons : 7 jeunes diplômés.



26 Rue Brunel, 75017 PARIS

PEUGEOT S.A.
recherche pour les services centraux de la DIRECTION FINANCIÈRE

CADRES COMPTABLES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LE DICTIONNAIRE PERMANENT
DROIT DES AFFAIRES
recherche

SECRETAIRE GENERAL DE REDACTION

Pour animer et coordonner sous l'autorité du Directeur Rédacteur en Chef les divers services de Rédaction, tant intérieurs qu'extérieurs.

Ce poste doté de réelles responsabilités, exige outre une formation supérieure, une excellente culture juridique, une expérience du droit commercial et des sociétés acquise dans une entreprise importante ou dans un cabinet de conseil.

Le(la) candidat(e) retenu(e), âgé(e) de 35 ans minimum aura une aptitude et un goût certain pour l'information et la rédaction.

La rémunération sera fonction des compétences exigées. *Le poste est à pourvoir à Paris.*

Une lettre manuscrite, et un C.V. très complet seront adressés à la Direction du Personnel des Editions Législatives et Administratives 19, rue Peclet, 75015 Paris.

CONTESSE

Contrôleur de gestion
bon niveau et évolutif

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE, renommée et solidement implantée, recherche le Contrôleur de gestion d'une de ses filiales dont le CA est de 170 millions.

Rattaché au Directeur Général de cette unité, il aura la responsabilité du contrôle de gestion, ainsi que de la comptabilité générale et analytique.
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école de commerce, ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise en entreprise ou dans un grand cabinet d'audit, disposant de bonnes connaissances en informatique.
Ses qualités de gestionnaire, son dynamisme, son esprit d'initiative, devraient lui permettre d'accéder à des responsabilités de direction financière et administrative.

Poste : Saint-Etienne.

Ecrire sous réf. SE 341 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4. rue Massenet 75116 Paris



PUBLIPANEL

Diriger un centre de profits
le dynamisme de la PME, la puissance d'un groupe

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE DE PRODUITS INDUSTRIELS rattachée à un grand Groupe, recherche le Directeur d'un de ses centres de profits.

Il dirigera une unité performante, dont le CA actuel est de 120 millions, en assumant les responsabilités complètes d'un chef d'entreprise :
- il s'engagera sur des objectifs, des budgets et des marges,
- il assurera le développement de son unité et sa gestion financière, sociale et administrative.

Ce poste conviendrait à un candidat, Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, ayant environ 15 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà dirigé, avec succès, une PME ou une unité autonome à dominante commerciale, dans le secteur des produits industriels.
Il aura les qualités d'un gestionnaire rigoureux, d'un animateur dynamique et d'un commerçant avisé.

Poste : *ville universitaire vallée de la Loire.*
Ordre de grandeur de rémunération : 350.000 F. +

Ecrire sous réf. UG 343 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4. rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

Dauphine, ESC, Sciences Po.

ARTHUR LOYD
IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Notre Société en fort développement, recherche

2 COLLABORATEURS de HAUT NIVEAU

Hommes de terrain, ils devront avoir de réelles aptitudes commerciales.

PROFILS :
- un candidat ayant acquis une expérience confirmée dans le domaine de l'Immobilier d'Entreprise. Il sera *plus particulièrement chargé de la commercialisation* de terrains et de locaux industriels auprès des principaux groupes de la région parisienne.
- *un candidat ayant acquis une première expérience* commerciale. Il aura en charge la commercialisation de programmes de bureaux.

Rémunérations motivantes, liées aux résultats, pouvant comporter fixe et intéressement.
Perspectives d'association.

Adresser votre dossier de candidature (avec photo et lettre manuscrite) à Axial (réf. 1469) 27, rue Taitbout 75009 Paris. Discrétion assurée.

CÔTE D'AZUR - TRAVAUX PUBLICS
Adjoint chef service matériel

UNE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS RENOMMÉE ET SOLIDEMENT IMPLANTÉE recherche l'Adjoint du Chef de Service Matériel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou école équivalente, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le matériel TP, capable :
- d'assumer, sur le plan technique et économique, la maintenance d'un parc de matériel important (entretien préventif et dépannage),
- d'animer les ateliers de mécanique, chaudronnerie, électricité (effectif 80 personnes).

La réussite dans ce poste implique de bonnes compétences techniques alliées à des qualités d'organisateur et d'animateur et à un sens aigu de la gestion.
Elle suppose également le goût du "terrain" et une très forte motivation.

Ecrire sous réf. XJ 346 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4. rue Massenet 75116 Paris



PUBLIPANEL

CADRE FINANCIER
assistance et contrôle filiales

Le groupe de la



(C.A. consolidé 13 milliards de francs) recherche *pour sa* **Direction Financière un Cadre Financier de fort potentiel.**

Sa mission :
Plus particulièrement chargé d'un groupe de filiales, son rôle sera celui d'un conseiller et d'un animateur. Il devra, auprès de ces sociétés :
- assurer le contrôle financier permanent,
- les assister au niveau de l'organisation comptable, de l'arrêté des bilans, de l'établissement des plans et budgets,
- effectuer des études économiques et financières en vue d'acquisitions ou de rapprochements de sociétés.

Son profil :
HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po ou équivalent (DECS apprécié), il devra disposer d'une première expérience réussie de 3 à 5 ans lui ayant permis d'acquérir de solides connaissances en comptabilité et en gestion d'entreprise.

La pratique de l'anglais courant est indispensable.
Le poste est à Paris et offre des perspectives d'évolution de carrière au sein des filiales (France et étranger).
Une rémunération motivante pour candidat de valeur et performant.

Ecrire sous réf. YK 347 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4. rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

FIDAL
fiduciaire juridique et fiscale de france
recherche

CONSEIL FISCAL
CONFIRME HF
Expérience Internationale

- Références activité dans Cabinet de Conseil, Banques, ou Grands Groupes.
- Capacité à embrasser l'ensemble des données juridiques et financières.
- Belle situation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
Madame LECLERC - FIDAL PARIS
2 Bis rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET.

BANQUE PRIVÉE en pleine expansion (Paris-8e)
recherche pour son service **BOURSE ÉTRANGÈRE**

GRADÉ(E) CLASSE III/IV

ayant une expérience confirmée et approfondie dans le secteur des valeurs mobilières étrangères ; la pratique de l'anglais est exigée.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. et prétentions sous la *référence* 350 A.P.C. INTERNATIONAL, 98, rue de la Victoire, 75009 Paris qui transmettra.

Responsable
électricité - automatismes - régulation

Assurer la fiabilité et l'optimisation des installations d'une nouvelle usine.

La filiale d'un des premiers groupes français dans sa branche recherche un Responsable Electricité - Automatismes - Régulation pour son usine située dans le midi de la France, particulièrement performante, maintenant sa phase de démarrage achevée, grâce à la mise en œuvre de techniques avancées.

Spécialiste des technologies de pointe de l'unité, il garantira avec son service (10 personnes) l'exploitation efficace et la fiabilité des installations par :
- une assistance technique aux opérationnels de l'entretien,
- un développement et un suivi des méthodes et programmes de maintenance,
- la direction d'études et de réalisations nécessaires aux améliorations des matériels.

De formation ingénieur automaticien, il aura renforcé et diversifié ses compétences (électricité de puissance, électronique, régulation) grâce à une expérience industrielle d'environ 10 ans.
Ses motivations techniques, son sens de l'organisation et de la gestion, sa disponibilité, ses qualités relationnelles lui permettront de s'affirmer dans une responsabilité large et vivante.

Ecrire sous réf. DK 352 AM
Annie SANTAMARIA
11, rue Calvé, 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap

PUBLIPANEL

Jeunes ECP, Mines, AM
Un début de carrière formateur en usine

Plâtres Lafarge

(CA 1,2 milliard, 1.300 personnes) importante branche de Lafarge Coppée et représentant un ensemble industriel de douze usines très automatisées.

Nous recherchons un **Ingénieur de fort potentiel,** dynamique et réalisateur, qui, intégré à l'une des usines et rattaché au Directeur de celle-ci, sera formé en vue de se voir confier à terme des responsabilités opérationnelles.
Ce poste comporte de nombreux aspects relationnels et permet de connaître *l'ensemble des activités d'une unité* à taille humaine (140 personnes).
Les perspectives d'évolution sont réelles dans les différentes branches du Groupe.
Une connaissance de l'anglais, une familiarisation avec l'informatique ainsi qu'une *mobilité géographique sont nécessaires.*

Premier poste : ville de province.

Ecrire sous réf. YN 318 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4. rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
Filiale d'un Groupe International
recherche pour
SON SIEGE DE LYON

ATTACHE DE CLIENTELE PRIVEE H/F

Mission :
recherche et développement d'une clientèle de particuliers de haut niveau.

Profil :
tempérament commercial - Homme de terrain - capacité au travail en équipe.

Qualification :
- formation supérieure.
- plusieurs années d'expérience réussie dans la fonction,
- très bonne connaissance de tous les services aux particuliers (collecte, prêts, valeurs mobilières),
- connaissance langue anglaise.

Une rémunération attractive est assurée - évolution de carrière dans le cadre d'un réseau national.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 1718
à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.66



recherche pour ***SECONDER*** son directeur d'agence à ***LILLE***

un cadre de très bon niveau
CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES
H/F

Ce collaborateur aura pour mission le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Le poste qui comporte la recherche d'une clientèle nouvelle de bon niveau et l'entretien d'une clientèle déjà existante nécesite :
- une formation supérieure ou équivalente,
- des connaissances professionnelles approfondies acquises grâce à une expérience de 5 ans dans des fonctions similaires,
- un grand dynamisme commercial et une excellente présentation.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Banque N.S.M. à l'attention de M. Alain FOURNIER **sous pli confidentiel,** 22, rue du Molinel, BP 311, 59026 LILLE Cedex.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.66

Chef de publicité
H.F.
Communication sociale d'entreprises
PARIS

Cette jeune agence appartient à un grand groupe de communication.
Elle conçoit et réalise des actions de communication (annonces ponctuelles de recrutement, communication institutionnelle, communication interne) développées au travers des média-presse, édition, audiovisuel...
Elle recherche un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, commercial ou littéraire, ayant 1 à 2 ans d'expérience sur ce marché ou celui de la publicité commerciale
Le rôle qui lui sera confié dans la relation agence-entreprises, est primordial.
Il s'adapte aux clientèles, écoute et propose des solutions répondant à des objectifs de développement de Relations Humaines et d'image.
Les perspectives d'évolution au sein de l'agence ou dans le groupe sont très ouvertes.

Note sur le poste adressée à tout candidat présélectionné.

Merci d'adresser dossier de candidature et rémunération actuelle, sous référence 302 P
39, rue Etienne Marcel
75001 PARIS.
Confidentialité assurée.

FRANCE MARKETING
CONSEILS EN MARKETING
PARIS MARSEILLE LYON TOULOUSE BORDEAUX TOURS RENNES LILLE DIJON NANCY NICE LA RÉUNION

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Objectifs : QUALITE et CROISSANCE

Le marché de l'INFORMATIQUE et de la BUREAUTIQUE DISTRIBUEES connaît un très fort développement : son taux de croissance double tous les 3 ans

Dans ce secteur très porteur BULL TRANSAC *s'impose comme leader européen.*

1986 apporte ses nouveaux produits

***Nous recherchons, pour étoffer notre* stratégie de MARKETING INDUSTRIEL des :**

Ingénieurs Grandes Ecoles Expérimentés H/F

Nous leur proposons, **deux opportunités Product Planning** pour nos produits **terminaux** ou **Concentrateurs.**

Votre connaissance du marché et *des Standards Informatiques* vous met très au fait de l'état de l'Art.

A la fois, **fin stratège et partenaire de dialogue,** vous assurez une **coordination opérationnelle** de l'ensemble des développements menant à la commercialisation de nos produits.
Votre domaine de compétences s'étend de l'élaboration **d'argumentaires de vente** face à la concurrence, jusqu'à **l'apport de solutions** concrètes et complémentaires au niveau du **MARKETING MIX.**

Votre **expérience industrielle,** notamment dans le **secteur informatique,** vous permet de répondre aux exigences de **l'un** de ces postes.

Vous avez de plus **une bonne maîtrise de l'anglais.**

Un créneau qui vous intéresse ? C'est sans doute pour vous le moment de nous rejoindre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 302IGEE à Michèle Corbineau,
BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.



FILIALE DU GROUPE PECHINEY

recherche
POUR LA DIRECTION MARKETING ET DÉVELOPPEMENT PRODUITS
(PARIS-LA DÉFENSE)

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE (GRANDES ÉCOLES)

- Contacts avec les utilisateurs des ferro-alliages produits par la Société et ses filiales, pour les conseiller dans l'utilisation de ses produits et anticiper leurs besoins.
- Relations avec les Usines, le Centre de Recherche et les commerçants.
- Fréquents déplacements France et étranger.

Expérience « Recherche » dans la profession.
Expérience pratique Atelier Fabrication.
Anglais indispensable.
Autres langues appréciées.

Envoyer curriculum vitae et photo sous nº 314.851 M,
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.



J.C Decaux recherche un Juriste d'entreprise.

Nous attendons un professionnel confirmé possédant :
- *une formation juridique supérieure, de préférence spécialiste du Droit Public ;*
- une expérience réussie dans une Direction Juridique d'Entreprise de préférence prestataire des collectivités publiques ;
- une grande capacité de travail ;
- une grande disponibilité (capable de prendre des initiatives) ;
- une bonne aptitude à s'intégrer sous la responsabilité du Directeur Administratif à une équipe jeune et dynamique.

Vous aurez à intervenir dans de nombreux aspects de la vie de l'entreprise :
- *en assurant tous les rapports avec les interlocuteurs décisionnaires des collectivités locales depuis la rédaction des contrats* en passant par leur négociation, jusqu'à leur conclusion,
- en traitant tous les problèmes juridiques liés à l'entreprise.

Vous avez entre 35 et 40 ans.
Vous avez de préférence une connaissance de l'anglais et de l'allemand.
Vous êtes un homme de caractère et de rigueur.
Vous êtes un homme de contact et de persuasion.
Poste basé à Plaisir (Yvelines).
Si vous êtes intéressé par ce challenge, adressez votre CV, photo et prétentions, à Maurice MATON, Directeur du Personnel, BP 11, 78373 Plaisir Cédex.



LEADER EUROPEEN DU MOBILIER URBAIN

GRAPHITEL S.A.

Notre entreprise est appelée à devenir un des leaders dans le domaine des arts graphiques. Ses premiers produits démontrent qu'elle sait *allier les hautes technologies* et les performances à une économie attendue par le marché.

Les partenaires internationaux de la société lui assurent l'exact positionnement dans son *métier et une capacité de croissance exceptionnelle.*

Nous recherchons, pour assurer la responsabilité de projets :

1 INGÉNIEUR MICROLOGICIEL
(Réf. DT 861)

- Connaissance des processeurs de la famille Intel ;
- Pratique de MS-DOS, des langages ASM, C et/ou PL-M/86 ;
- Expérience dans la conception de micrologiciels pour périphériques graphiques ;
- Capable de prendre en charge un projet de l'écriture des spécifications de définition jusqu'à la réalisation et au test dans le cadre d'une petite équipe d'ingénieurs de haut niveau.

Le poste est à pourvoir à Stasbourg ou à Paris.

1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN D'ÉTUDES CONFIRMÉ
(Réf. DT 862)

- Conception de systèmes mécaniques et électromécaniques ;
- Pratique de la mécanique de précision, de la micromécanique et de l'optique ;
- Expérience souhaitée dans le domaine des périphériques graphiques (imprimantes, traceurs) ;
- Habitude des relations avec un environnement de production ;
- Sensible aux contraintes du design industriel et familier des méthodes d'analyse de la valeur.

Le poste est à pourvoir à Strasbourg.

Ces postes ne peuvent convenir qu'à des candidats dynamiques, curieux de nature, ouverts au dialogue. Nous attachons une importance particulière à ces aspects, afin d'entretenir au sein de notre entreprise une ambiance sympathique.

Envoyer le C.V., lettre de candidature et prétentions à l'attention de M. Michel BONGARD, Directeur Général,
GRAPHITEL S.A. - 18, quai Zorn, 67000 STRASBOURG
ou à M. Marc BLOC, Directeur Technique,
GRAPHITEL S.A. - 50, rue de la Justice, 75020 PARIS.

Nous souhaitons intégrer dans le Département de Physique de notre Centre de Recherche de Romainville (93) un

Biophysicien

pour prendre en charge un laboratoire de Biophysique qui contribue à l'étude structurale de macromolécules.
Ce laboratoire aura éventuellement à isoler et purifier des protéines, acides nucléiques, phospholipides, glycoprotéines *ou des fragments de ces molécules provenant des autres laboratoires du centre de recherche.*
Son activité principale sera l'étude physico-chimique de ces substances en relation étroite avec les techniques de spectroscopie (Dichroisme circulaire, RMN, Masse) : phénomènes de dénaturation et renaturation, détermination de séquences; études cinétiques, études structurales (en relation éventuellement avec le service de modélisation moléculaire sur ordinateur).

La formation requise est du niveau du Doctorat ès Sciences ou de troisième cycle en Chimie, Biochimie ou Biophysique.
La connaissance et une grande pratique des méthodes de séparation sont absolument nécessaires (chromatographie, *électrophorèse, contre-courant et partage* de phase, dialyse, etc...), ainsi que celles des techniques de base de la Biochimie qui accompagnent les purifications de macromolécules (mise en œuvre de réactions chimiques, enzymatiques, de dosages, etc...).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., rémunération actuelle) sous référence 102 M à la Direction du Développement et de la Gestion des Cadres - 35 Boulevard des Invalides - 75007 PARIS.



CURRICULUM



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

situé à RUEIL MALMAISON (92)
recherche pour sa Direction du Budget

CADRE DE GESTION

2 ans d'expérience

Formation : Ecoles Supérieures de Commerce ou de Gestion, maîtrise Sciences de Gestion.
Il aura pour mission :
- de participer à l'élaboration du budget de plusieurs directions techniques
- de veiller au suivi des dépenses.

Qualités essentielles souhaitées : rigueur, sens du contact.
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 1668 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Photothèque et Documentation de demain...

Groupe International de Presse et de Communication, nous nous donnons les moyens de développer notre Service « Photothèque et Documentation », car il est le noyau même de notre activité.

Chef de projets informatiques

Venez poursuivre le developpement de notre informatisation. Vous aurez l'occasion d'étudier et de mettre en place des projets originaux et de pointe : vidéodisque et banque de données multimédias...

Votre activité *s'exercera* dans un environnement dynamique, « trépidant » et exigeant : celui des journalistes et des documentalistes. Vous serez rattaché à notre Département Informatique, *qui travaille sur* IBM 3083 - MVS/JES3 et TSO/SPF. *Vous serez étroitement* associé à la vie de l'utilisateur et ferez équipe avec le Chef du Service Photothèque et Documentation.

La trentaine, vous êtes un informaticien de bon niveau. Très polyvalent, vous avez autant de goût à concevoir des projets originaux, qu'à les réaliser... en prenant en compte la réalité d'une exploitation souvent contraignante. Une expérience des projets documentaires est évidemment un atout.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence S/CP/LM, à notre Conseil, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM — Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA B4

KLÖCKNER INA

Installations Industrielles
Groupe Européen
Exportateur d'ensembles industriels

recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES EXPÉRIMENTÉ
(réf. 430)

Ingénieur confirmé, génie civil ou construction mécanique, 5 ans d'expérience *professionnelle dans les marchés d'outre-mer,* parlant anglais et/ou allemand, libre pour déplacements de courte et moyenne durée.
Le candidat aura une réelle expérience dans la négociation des contrats internationaux.

JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES
(réf. 310)

Grande École. Génie Chimique ou construction mécanique, 2 à 3 ans d'expérience dans l'industrie. Libre pour déplacements à l'étranger. Anglais et allemand indispensables.
Le candidat suivra un stage de formation d'ingénieur d'affaires dans notre société-*mère en Allemagne pendant 2 ans* dans le domaine des installations industrielles. Ensuite, intégration dans une des sociétés du groupe, en France ou dans un autre pays d'Europe.

INGÉNIEUR ACHAT ET COORDINATION
(réf. 500)

Ingénieur ou technicien supérieur, génie chimique ou construction mécanique, agé de 30 ans minimum, expérience en installations *industrielles,* côté ingénierie ou ensemblier.
Le candidat parlant anglais et allemand sera Adjoint du Directeur de Projet, chargé du lancement des appels d'offres sur le marché français et international, de l'évaluation des offres, de l'établissement des offres techniques, du suivi des commandes avec déplacements en France et à l'Étranger.

Merci d'envoyer C V., photo récente et prétentions à :
KLOCKNER INA Installations Industrielles
31, rue Marbeuf - 75008 PARIS



RHÔNE·POULENC

recherche
pour les activités chimiques de ses Divisions à vocations internationales.

CHIMIE DE BASE, MINERALE FINE ET SPECIALITES CHIMIQUES

ingénieurs

CENTRALE, MINES, ARTS et METIERS...

Il leur sera confié des postes techniques de **BUREAUX D'ETUDES, TRAVAUX NEUFS, MAINTENANCE**, dans des secteurs de hautes technologies. Les niveaux de responsabilités de ces postes seront fonction de l'expérience et du profil des candidats, confirmés ou *débutants*.

Les Divisions chimiques de *RHONE-POULENC*, en forte progression en C.A. et en résultats, poursuivent une politique active de développement industriel (nouvelles installations, optimisation des procédés, nouveaux produits...) en France et à l'Etranger. Elles offrent de *réelles opportunités de carrières internationales à des candidats à fort potentiel, autonomes*, pouvant prendre rapidement des responsabilités.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence **M18 B** à notre Conseil :
ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

DISTRIBUTION

Diriger et développer le centre de formation de la profession

UN ORGANISME PROFESSIONNEL AU PLAN NATIONAL
recherche le Responsable de son Centre de Formation.

Cet organisme est géré comme un centre de profits et implique de la part de son Directeur une responsabilité globale : pédagogique, commerciale, gestion et animation d'une équipe.

Sa mission impliquera :

- d'intensifier les relations avec la clientèle, détecter et analyser les besoins, concevoir les nouvelles orientations de développement,
- de développer la commercialisation des produits existants, de concevoir de nouveaux outils pédagogiques et d'en assurer la diffusion,
- d'animer son équipe de consultants et dans certains cas d'intervenir personnellement (animation de groupes, cercles de qualité).

Son profil :
De formation supérieure, il devra disposer d'une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la formation acquise au sein d'un organisme performant ou d'une *entreprise du secteur industriel de produits de grande consommation (il est indispensable qu'il ait eu l'opportunité de connaître la grande distribution, soit dans le cadre de son activité de formation, soit dans un poste opérationnel impliquant une approche formation).*

Ce responsable alliant le sens de la communication au dynamisme commercial prendra la direction d'un centre déjà implanté et reconnu auquel il contribuera à donner un fort développement.
Rémunération comportant une part d'intéressement aux résultats de gestion.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. EL 353 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

PUBLIPANEL

Crédit National



recherche
pour son **DEPARTEMENT DES ETUDES ET DU CONSEIL AUX ENTREPRISES**

ECONOMISTE SECTORIEL

Responsable de la construction automobile, aérospatiale, et navale.

Il devra parvenir à une excellente connaissance du secteur sur les plans économique, financier et technique, afin d'analyser son évolution récente et en dégager les perspectives.
Pour répondre aux besoins internes du CREDIT NATIONAL ou permettre à celui-ci de jouer son rôle de prestataire envers les entreprises, il sera amené à rédiger aussi bien des notes de synthèse rapides que des études *approfondies*.
Il possédera :

- un diplôme d'école d'ingénieur, de commerce ou de Sciences Po et *une formation en sciences économiques*,
- de préférence quelques années d'expérience acquises soit dans le domaine des études économiques, soit dans le secteur de la construction *automobile, aérospatiale, ou navale*,
- de bonnes capacités de rédaction, le sens de la rigueur et le goût des contacts.

La rémunération sera fonction de la qualification du candidat.

Prière d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prét. au
CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales,
45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris.

CONTESSE

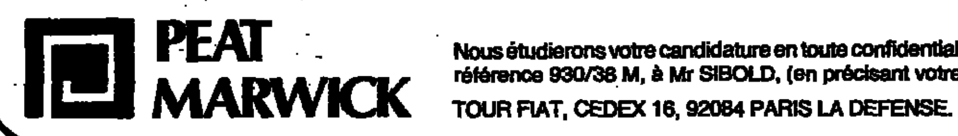
Conseil en management stratégies et systèmes

Notre activité de Conseil en Management connaît un fort développement. Pour compléter nos équipes, nous recherchons de jeunes consultants capables de mener à bien nos missions dans des secteurs très diversifiés.

A 28 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur) vous avez une expérience professionnelle de 3 à 5 ans acquise dans la Banque, une Entreprise Industrielle ou un Cabinet Conseil. Vous avez donc exercé des responsabilités opérationnelles dans une fonction de finance, de gestion ou de gestion de production et êtes familiarisé(e) avec les systèmes d'information.

Vous êtes attiré(e) par le métier de Conseil. Il vous permet d'approfondir et de diversifier vos compétences, en collaboration avec des professionnels de disciplines variées, sur des missions à haut niveau d'intervention : définition et mise en œuvre des stratégies, conception et pilotage *des projets*.

Dans ce cadre, notre firme de réputation internationale vous offre de réelles perspectives d'évolution.



Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'écrire, sous la référence 930/38 M, à Mr SIBOLD, (en précisant votre niveau de rémunération).
TOUR FIAT, CEDEX 16, 92084 PARIS LA DEFENSE.

SOURCES

ANDERSON JACOBSON

Filiale française d'un Groupe Américain.
Spécialiste en matériel de transmission et de commutation de données, offre à :

ingénieurs commerciaux télécom

l'opportunité de rejoindre une équipe de gagneurs et de participer au développement de ses activités en France dans le domaine des matériels de réseaux.

Il est demandé :

- une expérience prouvée d'au moins 2 ans dans la commercialisation de Modems, Multiplexeurs, Commutateurs de données,
- un goût certain de la vente de produits de haute technicité,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Il est proposé :

- une rémunération très motivante fonction des résultats,
- une voiture de fonction,
- une ambiance de travail dynamique.

Envoyer c.v. détaillé et prétentions sous référence 1627 à
ANDERSON JACOBSON S.A. - 86, av. Lénine - 94250 Gentilly.

adjoint de direction générale HF

UNE OFFRE POUR



INTER-TITRES RESTAURANT, filiale du Groupe des Banques Populaires, fait partie des cinq premières sociétés françaises spécialisées dans l'émission de titres-restaurant.

Vous entrez dans une PME très compétitive dont le mode de gestion s'apparente à celui d'une grande entreprise. Vous assistez le Directeur Général à *Paris dans l'ensemble de ses activités. En faisant appel à des conseils exté*rieurs si nécessaire, vous êtes plus particulièrement chargé de l'étude des questions juridiques, de la préparation des décisions et de leur mise en œuvre en matière de *marketing et, surtout, d'organisation. Dans ce dernier domaine, votre action porte,* dans l'immédiat, sur la centralisation de l'informatique ainsi que sur la recherche des solutions à proposer aux clients.

Vous êtes âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé d'une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) et vous bénéficiez d'une première expérience en organisation *acquise en tant que Consultant ou Cadre de Direction dans une* PME.

Nous vous *remercions d'écrire, sous la référence M/175.01-A, à notre* Conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

CHEQUE DE TABLE

SERTI SELECTION - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.

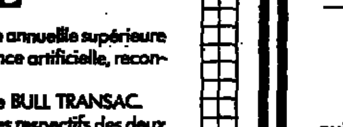
SERTI SELECTION

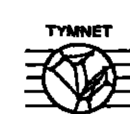
MEDIA PA

Paris Banlieue Ouest

RESPONSABLE MÉTHODES ET LOGISTIQUE

BULL MICRAL (250 personnes, plus d'un milliard de CA, croissance annuelle supérieure à 50 %) développe des produits micro-informatiques en intelligence artificielle, reconnaissance vocale, graphique, réseaux, télécom...
Ces produits sont industrialisés et fabriqués par la Société mère BULL TRANSAC.
Animant votre équipe, et en étroite collaboration avec les services respectifs des deux *sociétés*, vous menez toute action permettant l'industrialisation et la production des produits BULL MICRAL : dossiers de fabrication, prototypes, méthodes et outils, conceptuels (CAO, DAO) et de tests, flow chart de fabrication et de test, etc.
Ingénieur diplômé (ESE, AM, ESIEE, ENSI) à 30 ans, vous avez une expérience probante de l'encadrement d'une équipe méthodes ou industrialisation acquise en électrotechnique ou électronique. L'anglais est indispensable.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M5/1276 N, à notre Conseil :
EGOR TECHNOLOGIES, Département Informatique, 19, rue de Berri, 75008 PARIS.





Produits réseaux du futur...
... Anticiper, formaliser, convaincre

MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS, 12 000 personnes dont 250 en France, 6e société mondiale de services informatiques, 1 milliard de $ de chiffre d'affaires, est sur la trajectoire qui la conduira à devenir, à l'horizon 90, un des principaux fournisseurs mondiaux de systèmes d'information. Pour y parvenir, nous recherchons des

New market managers *

qui viendront rejoindre l'équipe marketing du business management network systems et qui prendront la responsabilité d'un segment de marché.

Vous définirez, créerez et ferez la promotion de produits/applications à intégrer dans l'offre TYMNET. Vous avez une formation supérieure de haut niveau. Vous possédez l'anglais parlé et écrit. Vous avez une culture télécom et une ouverture d'esprit vers les nouvelles technologies. *Votre première expérience vous a donné des idées sur le management et la stratégie dans le monde des télécommunications.* Le poste est situé à Saint-Cloud.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo), sous la référence L/MCT/LM, à notre Conseil, *Philippe BLANC, qui vous garantit toute discrétion.*

* Chefs de marchés produits nouveaux.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Objectifs : Qualité et Croissance.

Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.

***Bull Transac s'impose comme* leader européen dans ce secteur très porteur.**

Pour relever le défi de demain nous accueillons de nouveaux

Ingénieurs Grandes Ecoles expérimentés

H-F

Votre vocation :

promouvoir et communiquer

dans l'un des domaines suivants :
- ***télécommunications et réseaux***
- **périphériques d'impression**
- **applications bureautiques**

Votre mission :
- être la référence technique des nouveaux produits,
- réaliser la communication et la promotion technique de ces produits :
  - en créant les premières formations
  - en concevant l'aspect didactique de la documentation
  - en développant les outils de décentralisation de la formation (vidéo et logiciels)

Vos «clients» :
- les ingénieurs technico-commerciaux,
- les ingénieurs ou techniciens de maintenance,
- les formateurs des écoles du Groupe.

Votre profil :

vous êtes ouvert aux contacts, motivé par une démarche journalistique à l'intérieur de l'entreprise auprès des équipes de conception.
Une bonne pratique de l'anglais parlé est indispensable.

Adressez votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. IGE/302 à Michèle Corbineau, Bull Transac, 91343 MASSY CEDEX.



Jure et Facto

Nous sommes un important organisme professionnel regroupant plus de *15 000 entreprises de la région champenoise.* Nous attachons une grande importance à notre rôle de conseil auprès de nos adhérents. Le développement de notre service juridique nous conduit à intégrer un

COLLABORATEUR JURIDIQUE

Sa mission de conseil s'exercera dans les domaines du droit des affaires, de la fiscalité, de la gestion de patrimoine, en relation directe avec nos adhérents et dans le cadre d'études à la demande de notre Direction. Il sera amené à organiser et à animer des sessions de formation sur des thèmes particuliers.
Juriste de formation (droit privé, des affaires ou fiscal) ou ayant acquis une spécialisation dans ces domaines, il dispose de plusieurs années d'expérience, de préférence en Cabinet.
Doté d'excellentes qualités relationnelles, il allie son professionnalisme à *un sens de l'écoute et de la disponibilité.*

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 601 097 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris



Notre Groupe (85 filiales - 5.600 personnes) poursuit activement son développement et étoffe son service AUDIT avec un

AUDITEUR INTERNE

chargé plus spécialement des filiales de production pour lesquelles vous assurerez le contrôle de gestion et le contrôle de la fiabilité des états financiers. Vous conseillerez et assisterez également les services administratifs de ces filiales en matière comptable, fiscale et juridique, domaines que vous maîtrisez parfaitement grâce à un DECS, complété de plusieurs certificats supérieurs et d'une expérience, d'au moins 4 ans, en entreprise ou en cabinet.
Vous avez le goût des déplacements et du travail en équipe.
Adresser C.V. (préciser rémunération actuelle à :
PINAULT S.A. - 6, Avenue Marceau - 75008 PARIS

bleu



DÉPARTEMENT AUTOMATION

ingénieur confirmé, soyez responsable d'affaires

Nous sommes, avec 7200 personnes et un C.A. de 2,8 milliards de francs, l'une des trois premières entreprises françaises d'installations électriques. Notre département réalise, dans un esprit d'ensemblier, des systèmes d'automatisation de toutes natures.

A vous, en pleine responsabilité, de concevoir les systèmes répondant aux besoins de nos clients, d'acheter les matériels, de réaliser les logiciels, de conduire l'intégration et les essais.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis en trois ou quatre ans minimum une expérience d'automaticien, en particulier sur des matériels VAX, et voulez devenir le patron de vos affaires.

Notre consultant, J. TALLIEU,
vous remercie de lui écrire (réf. 4767 LM),
à **"Carrières de l'Informatique"**.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale de la société ALSTHOM, groupe industriel de dimension internationale, nous cherchons, en région lyonnaise,

un ingénieur des ventes.

Vous vendez notre savoir-faire pour des opérations d'automatisation de la production, en évaluant, auprès de nos clients, la faisabilité technique et économique de leurs projets.

A partir du cahier des charges, notre bureau d'études propose des solutions que vous négociez. Au cours de nos réalisations, vous restez l'interlocuteur commercial de nos clients.

Ingénieur diplômé, vous avez réussi, à 30 ans, des négociations commerciales dans la vente de systèmes industriels aux entreprises de matériels électroniques. Homme de conseil, rigoureux et ouvert à la fois, venez développer votre carrière dans un groupe de renom.

Notre consultante, Mme Marie-Noëlle REGAD, vous remercie de lui écrire (réf. 1136 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC



L'un des 5 premiers mondiaux de la chimie : 80.000 personnes sur 5 continents.
11 divisions européennes : 8.000 personnes dans 10 pays.
Une Société française près de Rambouillet : 1.000 personnes.
Un chiffre d'affaires de 800 millions de Francs en 1984.
Des TECHNOLOGIES DE POINTE dans des secteurs variés de la chimie industrielle et de la transformation des matières plastiques.
Des produits leaders sur le marché de l'EMBALLAGE ALIMENTAIRE.

Vous êtes :

JEUNE INGENIEUR DIPLOME

25-30 ans ayant de réelles capacités à communiquer tant en Français qu'en Anglais à tous les niveaux de la Hiérarchie

Votre double objectif :

ANIMER UNE EQUIPE dont la préoccupation constante est la **QUALITE des PRODUITS**
VOUS INTEGRER dans une équipe **PRODUCTION et PROCESS/DEVELOPPEMENT**

...et si, en plus, vous avez des connaissances de l'outil informatique et une formation scientifique (physique/chimie)

...alors, envoyez sans tarder votre dossier de candidature sous la *référence* MO/601 à :
Edith BLATTMANN - GRACE Sàrl - B.P. 10 - 28230 EPERNON

Organisation et Publicité

Ingénieurs

Grandes Ecoles scientifiques
(Centrale, Mines, Arts et Métiers, etc.)

Nous sommes une Société Multinationale du Groupe SAINT-GOBAIN et nous avons besoin de jeunes Ingénieurs débutants ou de petite expérience pour devenir notre élite de demain.
Intégré à la Direction Technique, en liaison avec les services de production des Etablissements de la Société et de ses filiales en France et à l'étranger, vous serez chargé, dans le domaine de la métallurgie, de proposer des organisations et des modes opératoires afin *d'améliorer la productivité* et le prix de revient des unités de production. L'anglais est souhaité.
Par la suite, la Société vous offre de larges possibilités d'accès à des postes à responsabilités, en fonction de vos goûts, de vos aptitudes.
Merci de nous envoyer *lettre manuscrite,* C.V., sous référence 41002 M, à Madame Claude FAVEREAU.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

ARCOREM

---

cegos

Consultant et Formateur

« hommes et structures »

Notre Département **CEGOS Culture et Profession** *est spécialisé dans l'assistance aux entreprises pour la mise en place de* nouveaux modes d'organisation. Son souci constant est de développer la participation des salariés dans la conduite de projets de développement et de restructuration des activités de l'entreprise.

30 ans, Ingénieur d'une Grande Ecole (Centrale, Mines, Arts et Métiers,...), vous avez compris, durant votre première expérience de fabrication ou d'organisation, l'importance d'une gestion éducative des ressources humaines pour la bonne insertion des nouvelles technologies.

Votre mission : intervenir en conseil chez nos clients et animer des séminaires de réflexion ou de formation en vue d'améliorer les performances à court et à long termes. Vous désirez développer votre autonomie et votre esprit d'initiative au sein d'une équipe qui vous fera partager son expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 2066/M à A. HELLEGOUARC'H Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cedex.

CURRICULUM

JEUNES INGENIEURS A.M., VALORISEZ VOS COMPETENCES DANS UNE ENTREPRISE PERFORMANTE.



mportante entreprise de distribution (4 milliards de F. de CA-5000 personnes), nous recherchons **DEUX JEUNES INGENIEURS A.M.** à qui nous confierons deux postes vivants et évolutifs.
Outre votre première expéience en entreprise ou en cabinet de conseils, vos *aptitudes à dialoguer,* à vous adapter rapidement et votre volonté de réussir seront pour nous déterminantes.
Alors, si vous désirez en savoir plus sur nos choix de carrières...

Adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) à Média-System (réf. 5291) 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

média-system



JMA EUROPE S.A.
FILIALE DE JMA JAPON

recherche

2 CONSULTANTS EN FACTORY AUTOMATION

FORMATION :
Ingénieur type Arts et métiers, INSA, spécialisation en Automation nécessaire

EXPÉRIENCE :
5 ans dans l'industrie de transformation.

FONCTION A JMA :
Participer à la conception et mise en place de systèmes de production flexibles et automatisés.

CONDITIONS GÉNÉRALES :
Pratique d'une langue étrangère souhaitée. Nécessité de déplacements courts mais fréquents en France et en Europe. Formation en France et au Japon.

Envoyer CV à JMA EUROPE S.A.
80, avenue de la Grande-Armée,
75017 Paris, à l'attention de Mme FEAT.

FABRICANT POMPES SPECIALES INDUSTRIELLES *recherche pour son service* **EXPORTATION** en développement

TECHNICO - COMMERCIAL

- Niveau technique BTS Mécanique - Hydraulique bilingue anglais, notions d'allemand appréciées
- pour correspondance commerciale, devis, suivi des affaires, rédaction de notices, connaissance de l'administration des ventes.
- poste sédentaire basé à PARIS.
- disponible rapidement.

Envoyer candidature manuscrite avec CV et références, sous nº 0116, à HYPERBOLE, 86, rue de Richelieu 75002 Paris.

IMPORTANTE MAISON D'EDITION

recherche

MAQUETTISTE CONFIRME(E)

pour Ouvrages Scolaires

Conception et mise en page.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 1864 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui trans.

CONTESSE

Cette entreprise se place, en Europe, parmi les 3 plus avancées dans son secteur de haute technologie. Son rayon d'action et de notoriété s'étend au monde entier.

Un plan ambitieux de développement qui mène de l'après-vente au service à la clientèle.

Relevez ce challenge, imposez votre savoir-faire et votre créativité dans un secteur en pleine mutation où vous pourrez occuper l'un des 4 nouveaux postes **marketing des services.**

Chef de produits services après-vente

Réf. 72080/M

A partir d'un bilan des différents concepts et produits mis en œuvre dans les réseaux et filiales, *vous serez chargé de concevoir les services qui assureront* croissance et profitabilité à ce secteur réalisant actuellement 800 millions de chiffre d'affaires. De formation Grande Ecole de Gestion et/ou *d'ingénieurs, vous avez une solide expérience du Marketing (des "services")* en technologie avancée (bureautique, informatique, instrumentation-mesures, aéronautique, etc.) et une bonne pratique de l'anglais. La création *de ce poste peut être, pour vous,* l'occasion d'exprimer et de réaliser vos idées et votre dynamisme.

Responsable des communications

Réf. 72082/M

Chargé d'établir et d'animer le programme de communication interne de la Division Après-Vente : de créer tous supports nécessaires à la promotion des Ventes Services, ainsi qu'à l'information réciproque des différents réseaux et *filiales. De formation supérieure Marketing/Communication*, vous avez une solide expérience professionnelle en entreprise ou agence de publicité/Marketing industriel. Anglais impératif, allemand souhaité.

Responsable de zone après-vente

Réf. 72083/M

Chargé de suivre les marchés étrangers, de sensibiliser et former aux produits *et techniques de commercialisation les équipes de collaborateurs des réseaux* Après-vente ; de concevoir et réaliser des actions d'animation ponctuelles dont vous contrôlerez périodiquement l'application ; d'assurer une assistance à la gestion de *l'activité après-vente. Votre action portera sur les pays anglo-saxons*, Europe et Amérique du Nord. Le poste nécessite une très bonne connaissance de l'anglais et, si possible, de l'allemand ; une grande disponibilité ; une expérience confirmée de la promotion des ventes de produits techniques et services à la clientèle, de la gestion d'un réseau après-vente.

Analyste de marché

Réf. 72081/M

Chargé de piloter les études de marché nécessaires à l'activité APRES-VENTE ; d'actualiser une base de données et assurer son exploitation, en vue d'aider les filiales et réseaux dans leurs décisions de politique Marketing services. *Pour un diplômé ENSAE*, Ecole de Gestion, ayant une première expérience - ou particulièrement sensibilisé - en Marketing quantitatif et en informatique.

Adressez lettre man. et C.V. détaillé sous la référence choisie à Jean-Paul LEMASSON,
Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX en indiquant votre rémunération actuelle.

sélé CEGOS

Publival

Membre de SYNTEC

PRODUITS DE LUXE

Assistant ZONE EXPORT

200.000 F +

Une entreprenante et dynamique PME de services, distribuant des produits de haut de gamme, recherche le futur responsable de ses activités à l'exportation. Pour cela, elle crée dans un premier temps le poste d'assistant zone export. *Sous l'autorité du Directeur Général, son rôle* est de prospecter et de promouvoir à l'étranger des lignes de produits déjà distribués en France (Alimentaire, *Maroquinerie, Mode ...). Ce poste, qui nécessite une grande mobilité, conviendrait à un cadre âgé* d'au moins 27 ans, de formation supérieure commerciale et ayant acquis une expérience significative dans le domaine de la distribution de produits de luxe à l'export. Le bilinguisme anglais-français est impératif. Le poste est basé à Paris.

Adresser lettre man., C.V. détaillé et rémunération souhaitée sous réf. 5023/M à J.P. MENASSIER Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Publival

Membre de SYNTEC

INTERTECHNIQUE

AÉRONAUTIQUE - ESPACE

recherche :

Pour sa *division systèmes militaires et transmissions* :

– INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (RÉF. M/SM-3)

(SUPELEC, ISEN, INSA, ISEP, ou autre école avec option électronique/automatique) afin de participer au développement de son activité systèmes optroniques.

Ces ingénieurs, débutants ou jeunes confirmés, participeront à la conception, à *l'étude, au développement* et à *la mise au point* d'équipements intégrés (matériel et logiciel) dans les domaines : électronique, électromécanique, opto-électronique, *micro-informatique temps réel*.

Les intéressés travailleront quelques mois à PLAISIR pour être ultérieurement intégrés à l'établissement des ULIS (91).

Pour sa Direction Qualité, à PLAISIR :

– INGÉNIEUR CONFIRMÉ (RÉF. M 3/DQ-103)

Pour mettre en place et prendre en charge la fonction assurance qualité du logiciel.

Cet ingénieur, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, a 5 ans d'expérience en développement de logiciels et doit être attiré par les relations humaines.

Des connaissances en logiciel temps réel appliqué aux microprocesseurs seraient appréciées.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B. P. nº 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

Objectifs : Qualité et Croissance

Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.

Bull Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur.

Relevez le défi de demain et rejoignez nos centres de compétences.

Chef de Projet H-F

Dans le cadre d'un contrat de recherche européen (**Programme Esprit**), nous vous *proposons de diriger une équipe de Recherche et Développement pour la réalisation de* logiciels bureautiques dans un environnement de stations multi-fenêtres sous UNIX (document multi-mode).

De formation scientifique et technique Grande Ecole, ce Responsable Projet doit avoir la maîtrise du développement logiciels et l'habitude des contacts à différents niveaux, en France comme à l'étranger (Angleterre, Allemagne, Italie).

Nous lui demandons, en outre, de posséder une bonne maîtrise de l'Anglais.

Adressez dès maintenant votre dossier de candidature sous réf. *CP/8601*, à Michèle Corbineau, Bull Transac, 7 rue Ampère, 91343 MASSY CEDEX.

Bull

Droit social : JURISTE CONSEIL.

Il aura pour mission	de conseiller et informer les banques du réseau dans les domaines du droit du travail, du droit syndical et du droit *de la sécurité sociale.*
Il prendra ce poste	dans l'un des services spécialisés de la Chambre Syndicale des Banques Populaires en relation avec tous les établissements du réseau.
Il répondra au profil	de juriste titulaire de deux DEA (Droit Social et Droit Civil) avec une expérience significative dans un poste similaire, mais intéressé, en priorité, par la résolution de questions pratiques.

Veuillez faire parvenir lettre manuscrite, C.V. photo en mentionnant votre rémunération actuelle à Catherine VAYNE sous référence JC
Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

Banque Populaire

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

Gérer l'emploi...
...Dans un contexte de forte évolution technologique

Centre industriel de la Branche de la Métallurgie (plus de 1.000 personnes) et membre d'un Groupe français de premier plan, notre activité, dans un secteur d'avenir, se développe grâce à la recherche permanente de progrès technologiques et à l'évolution de la qualification de notre personnel.

Accompagner cette évolution et conduire les mutations sur l'emploi qui en résultent, telle est la mission principale de notre

RESPONSABLE EMPLOI

Chargé des recrutements dans des spécialités techniques de pointe, vous mènerez également les actions de reconversion (formation, mutations, aide au départ) en liaison avec le responsable Formation.

Vous exercerez, par ailleurs, la responsabilité générale de la Gestion de l'Emploi dans le Centre (Contrats de travail, stagiaires, intérims, suivi des effectifs...).

Âgé de 30 ans au moins, une expérience industrielle de plusieurs années, en contact direct avec le terrain (de préférence dans la Fonction Personnel) vous a donné une connaissance approfondie des métiers et des familles d'emploi. Familiarisé avec l'organisation d'un grand groupe industriel, vous saurez intégrer et tirer profit du réseau de responsables d'emploi de la Société.

Tenace, imaginatif et diplomate, vous saurez répondre au challenge que nous vous proposons et évoluer à terme vers des responsabilités élargies au sein d'un Groupe aux dimensions internationales.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 90743/LM, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Objectifs : Qualité et Croissance

Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.

Bull Transac, leader européen, s'impose dans ce secteur très porteur.

Nous recherchons plusieurs

Ingénieurs Logiciel H-F

Grande Ecole — Option Informatique

Votre expérience du développement (3 à 5 ans) dans le domaine des logiciels de base (système d'exploitation, transactionnels) ou des Télécommunications, (BSC, SNA, DSA, ISO) nous intéresse.

Nous vous confierons la responsabilité de développement de nouveaux produits de grande diffusion - matériels basés sur les Microprocesseurs **Intel 8086** et **Motorola 68000**.

Les candidats motivés et souhaitant acquérir une référence de premier plan dans un environnement dynamique et en expansion peuvent nous adresser dès maintenant leur dossier de candidature. A terme nous leur proposerons une évolution vers des fonctions d'animation ou d'encadrement technique d'ingénieurs.

Ecrire en précisant la réf. IL/8601 à Michèle Corbineau, Bull Transac, 7 rue Ampère, 91343 MASSY CEDEX.

Bull

Développez nos ventes en Europe et en Amérique du Nord...

Société de service internationale, nous recherchons pour notre siège un(e)

CHEF DE MARCHE

Rattaché(e) à la Direction Internationale des Ventes et du Marketing, vous négocierez des contrats avec d'importantes sociétés multinationales afin de développer nos ventes en Europe et en Amérique du Nord.

- Faire les recherches nécessaires afin d'évaluer le potentiel des sociétés sélectionnées,
- Identifier leurs besoins,... et proposer des actions spécifiques,
- Négocier les contrats *en temps voulu* avec les directions générales des Services Achats de ces sociétés, en collaboration avec les Directions Ventes et Marketing du pays où se trouve leur siège (USA et CANADA compris),
- Coordonner la mise en application des contrats dans tous les pays où sont situés les filiales de ces sociétés,
- Participer à la formation des vendeurs intervenant dans ces différent pays afin d'améliorer leurs techniques de négociation,

telles seront vos principales missions.

Homme ou Femme de formation supérieure, vous possédez nécessairement une première expérience dans un domaine similaire.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, car des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Une bonne connaissance de l'allemand serait un plus.

Nous offrons une rémunération attrayante. Les possibilités d'évolution sont réelles pour un(e) candidat(e) de valeur.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Média System (réf. 5230) 2, rue de la Tour-des-Dames 75009 PARIS, qui transmettra.

média-system

Jeunes responsables de centres de profits

Spécialiste de l'ASSISTANCE JURIDIQUE, cette Société à taille humaine en forte expansion suit une politique de décentralisation (14 implantations régionales) qui se développe par la création de nouveaux centres de profits dont la direction sera confiée à des

Diplômés de l'enseignement commercial supérieur *HF*

Leur personnalité vigoureuse tournée vers l'action leur permettra d'assumer une large mission impliquant commercialisation de produits sûrs et modernes de protection et d'assistance juridique de l'individu et de l'entreprise auprès de professionnels dont ils sauront devenir les authentiques partenaires, mise en place des moyens décentralisés garantissant à la clientèle une assistance individualisée, innovation en imaginant services, produits nouveaux et axes de diversification.

Responsable *de leur CA, de leur budget, de la mise en œuvre* de la politique commerciale dans leur région, ils s'attacheront à optimiser l'efficacité et les performances de la structure dont ils s'entoureront pour faire face au développement de l'activité qu'ils généreront.

L'autonomie, la polyvalence, les réelles opportunités d'évolution liées à ce poste en font un lieu de travail privilégié et un tremplin *exceptionnel* pour un **JEUNE GENERALISTE type SUP de CO, SCIENCES ECO ou DROIT** voulant s'affirmer sur un marché prometteur, au sein d'une société réputée pour la qualité de ses produits, son sens du service et le dynamisme de ses équipes.

Les postes à pourvoir concernent **PARIS, CLERMONT-FERRAND, NANCY, NANTES et ROUEN.**

Ecrire au **CABINET GATTER**, 32 rue Barrème 69006 LYON, **sous réf. 018M** en indiquant la zone géographique choisie.

Cabinet Gatier

SOVCOR

SOVCOR S.A. représente en France la division électronique de CORNING GLASS WORKS, *leader sur le marché des verres spéciaux.*

Notre unité du Vésinet (78), 180 personnes (Production, Commercial, Gestion) recherche son

Chef du personnel

Vous rendrez compte au Directeur Général de la société *et votre responsabilité s'étendra principalement :*

- aux relations collectives du travail,
- à l'administration du personnel,
- à la formation,
- à la supervision des services généraux.

Agé de 30 ans minimum, vous êtes un professionnel de la fonction Personnel, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Droit, Sciences-Po...). Votre capacité d'initiatives, *votre autonomie et votre rigueur vous permettent d'accéder* aujourd'hui à des responsabilités globales.

Nous vous proposons de vous familiariser avec les méthodes de travail d'un grand groupe international et d'évoluer ultérieurement dans le cadre des différentes sociétés du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à SOVCOR S.A., Direction du Personnel, 11 Chemin de Ronde, 78110 Le Vésinet.

média-system

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE REGION PARISIENNE.

recherche pour son Chef des Services Comptables et Financiers

PROCHE COLLABORATEUR

D.E.C.S. complet exigé
Diplômé Grande Ecole ou Université apprécié.

250.000 F

Le candidat recherché devra être capable de diriger et d'organiser le travail de plusieurs équipes, au sein des services comptables et financiers de la Société.

Il possèdera des connaissances en fiscalité internationale et participera à la conception et à l'amélioration du logiciel comptable existant.

Il assumera la gestion journalière de la section informatique de la Comptabilité.

Des déplacements périodiques sont à prévoir pour la mise en place des comptabilités étrangères.

Une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans un poste équivalent est exigée.

Anglais indispensable.

Possibilité d'évolution à terme pour un candidat de valeur.

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite + C.V., sous référence 82532 à MS JONCTION 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Jonction

Pour développer son *activité de conseil* dans les domaines de l'administration et des collectivités locales

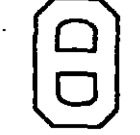
BOSSARD CONSULTANTS

recrute

Fonctionnaires de haut niveau attirés par le Conseil

ou

Consultants confirmés attirés par les collectivités locales et les administrations



Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à Jacques DURANTON
BOSSARD CONSULTANTS
12, rue JEAN-JAURÈS - 92807 PUTEAUX



Importante société de services, réputée pour sa compétence et sa polyvalence dans la MAITRISE DES RISQUES TECHNIQUES, recherche

SPECIALISTE APPAREILS DE LEVAGE

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

Intégré dans notre Direction Technique, il sera chargé de participer à l'évolution de nos prestations et de conseiller les responsables opérationnels dans la résolution de leurs problèmes techniques.

Pour réussir dans cette fonction, il devra pouvoir analyser des textes et rédiger des procédures internes, avoir le sens du contact et des aptitudes pour la formation des hommes.

Adresser votre candidature à CEP - Direction Technique 34, rue Rennequin 75017 Paris.

CONTESSE

Assistant vidéo

Profil : vous êtes titulaire d'un diplôme de concepteur-réalisateur en vidéo de niveau bac + 2, 3. Vous avez 25 ans minimum et une bonne connaissance du marché, des matériels et des techniques de l'audiovisuel.

Mission : vous serez principalement chargé(e) de la conception de documents filmés de formation et *d'information sous la forme de reportage, de démonstration ou de fiction. Vous réaliserez les scénarios,* vous dirigerez une équipe de prises de vue et vous serez responsable du montage final des documents.

Le poste se situera à Vilgénis (Massy) dans le centre d'instruction d'Air France.

La rémunération annuelle brute de départ sera de 106 700 F.

Adressez avant le 22.02.86 un CV détaillé et une lettre manuscrite à Madame Renée Livet -Air France - sélection maîtrise Orly Sud 114, 94396 Orly aérogare Cédex.



média-system

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Le Président d'un Groupe International de Produits de Luxe recherche son



Collaborateur Direct

Vous êtes :

● d'un haut niveau de formation (Grande Ecole de Commerce ou d'ingénieur, Doctorat, MBA...), ● âgé de 30 ans environ, ● fort d'une première expérience comme Cadre Administratif en Entreprise ou comme Consultant en Cabinet d'Organisation ou d'Audit, ● *parfaitement bilingue français-anglais* (la connaissance de l'allemand serait un plus).

La mission que nous vous proposons :

● prendre en charge les missions de toutes natures que vous confiera le Président : *analyse des problèmes, recherche et évaluation de solutions concrètes,* mise en oeuvre et suivi des décisions sur le terrain.

Le niveau du poste exige des qualités intellectuelles et humaines de tout premier plan.

Adressez votre dossier de candidature : CV, lettre manuscrite, photo récente (retournée) sous réf. CL1601 à Catherine LASRY. **CNPG Conseil, 105 Av. Victor Hugo - 75116 PARIS.**

CNPG CONSEIL

DESSEIN

La Société CECA S.A., leader international dans le domaine de la chimie de spécialités, recherche :

Analyste de gestion

pour participer à la conception et à la réalisation d'un projet de type gestion et pour en assumer ensuite la responsabilité sur du matériel BULL DPS 7 - GCOS 7.

Il sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un MIAGE, aura **obligatoirement** 2 à 5 ans d'expérience acquise dans un poste identique et possèdera une bonne connaissance du matériel BULL DPS 7 - GCOS 7 ainsi que du Cobol.

Ce poste est basé dans la région parisienne.

Prière envoyer lettre + C.V. et prétentions à **CECA S.A.** - 11, av. Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.



CHIMIE DE SPECIALITES

MEDIA BA

CHEF DES SERVICES FINANCIERS

ALSACE 280 000 ±

LA FILIALE ITT SEMICONDUCTEURS FRANCE

recherche pour son usine performante **(+ 400 pers.) à COLMAR son chef des services financiers.**

Rattaché au Directeur Financier du Groupe il dirige les services de comptabilité analytique, générale, contrôle de gestion, en assure leur organisation, la fiabilité des résultats, le respect des délais et le reporting.

Il anime son équipe (une dizaine *de personnes) en coordonne* les travaux dans une ambiance active et agréable.

Ce poste convient à un cadre de bonne formation, ayant au minimum 35 ans, pratiquant couramment l'ANGLAIS avec une solide expérience de la comptabilité analytique et du CONTROLE DE GESTION.

Bonnes perspectives d'évolution *dans le Groupe.*

Si vous vous sentez concerné et pour en savoir plus, nous vous remercions d'adresser votre C.V. detaillé, ainsi que votre niveau de rémunération, sous la réf. 4181/LM, à notre Conseil

managing — 40, rue du Tivoli 67000 STRASBOURG

MEDIA BA

ETABLISSEMENT DE FORMATION CONTINUE EDUCATION NATIONALE de la banlieue Sud, cherche pour étendre ses activités en micro-informatique

FORMATEURS

Ayant bonne expér. prof. dans l'utilisation des logiciels de gestion sur compatible PC. Rémunération en rapport. *Appeler le :* Lundi, mercredi, jeudi au 46-84-12-66.

CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL PARIS (Droit des sociétés) recherche

COLLABORATEUR

Ayant au minimum 3 à 5 ans d'expérience dans un cabinet

Ecrire SOCOGES 104, bd Haussmann, 75008 Paris

CABINET EXPERTISES ASSURANCES INCENDIE, RISQUES DIVERS recherche

COLLABORATEUR

Niveau universitaire. *Formation* bâtiment et notions droit. Bonne culture générale. Déplacements en rég. parisienne.

Ecrire avec réf. et prétentions au Cabinet Yves TRAVERS 32, av. Gaston-Lecousin 78700 Conflans-Ste-Honorine.

Centrale de services financiers PRIVÉE 10 ans d'expér. ociale *rech. pour* son expansion des hmes ou fmes EFFICACES Tél. Paris-Sud 46-60-52-52. Paris-Ouest 45-00-24-03.

Recherchons URGENT

PROF. DE PHYSIQUE

pour 2e cycle : seconde et première. Tél. pour RV 69-40-70-03

L'Association centre d'accueil et aide aux toxicomanes des Hauts-de-Seine recherche

1 DIRECTEUR (TRICE)

pour diriger et coordonner les activités de sa structure d'accueil et de son atelier de formation (production menuiserie). Formation et exp. dans le secteur socio-éducatif souhaitée.

Env. CV au 9, av. Beauséjour 92500 Rueil-Malmaison.

Nous cherchons un vendeur indépendant pour export pour la France. Tél. : 19/32 32-38-09-79

Sté quartier Saint-Lazare recherche

COMPTABLE QUALIFIÉ (E)

BTS ou équivalent exigé pour poste de TRÉSORIER (gestion sur informatique) Libre de suite. *Rémunération : 115.000 F/an* Ecrire avec CV, photo et prét. à SOCIMAT 79, r. de Miromesnil 75008 PARIS.

ORGANISME DE FORMATION spécialisé, en expansion, rech.

ANIMATEURS

PROFESSIONNELS (PLEIN TEMPS et VACATAIRES) diplômés grande école ou maîtrise psycho-sociale, minimum 5 ans de pratique pédagogique avec l'entreprise, dans les domaines suivants : relation humaine, expression, commercial, gestion du personnel, management et qualité totale. Ambiance de travail confraternelle. Rémunération selon qualifications. Veuillez adresser CV, prétentions et photo à Mme MALLAT 66, rue La Fayette 75009 PARIS.

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE recherche

INGÉNIEUR LOGICIEL

connais. SNA PLM 80.86 et assembleur. Libre de suite. Tél. pour RV 47-84-74-52

OFFRES D'EMPLOIS

Direction des Affaires Internationales

de l'une des premières Banques Parisiennes recherche des

Chargés de mission sur l'étranger.

Si vous avez :
- une formation supérieure ;
- au moins cinq années d'expérience bancaire ;
- le sens commercial ;
- le goût des contacts humains ;
- la pratique courante de l'anglais et d'une autre langue ;
- la possibilité de voyager fréquemment à l'étranger.

Nous vous demanderons d'assurer :
- l'analyse des risques sur les pays de la zone qui vous sera confiée ;
- le conseil et l'assistance à la clientèle ;
- les relations avec les banques, bureaux de représentation, organismes et sociétés de la zone considérée.

Prière d'envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae sous référence 4949 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, qui transmettra.

DESSEIN

Important Groupe de BTP recherche

Attaché Direction Financière HF

Agé de 27 à 33 ans environ, vous avez une formation Grande Ecole de Commerce complétée de préférence par un **DECS ou Droit** ainsi qu'une première expérience dans un des domaines suivants : **audit, banque ou secteur financier BTP.**

Dans le cadre de la gestion financière du Groupe, vous participerez plus particulièrement :
- à l'étude, à la négociation et au suivi des prises de participations intervenant en conséquence de la politique de diversification et de développement.
- à la fonction ingénierie financière et relations avec les banques.

Pour ce poste basé à Paris, l'anglais est nécessaire et la rémunération ouverte sera fonction de la formation et de l'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, sous réf. 3778, à *Média-System*, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris qui transmettra.

COTEBA INTERNATIONAL

a acquis une réputation de leader dans la gestion de projets Bâtiment, mais aussi dans les secteurs Industriel, Informatique et Bancaire.

Notre C.A. *est en progression constante.*

Notre réputation nous amène à contracter avec les plus grandes *Sociétés Nationales et Internationales.*

Nous avons crée un nouveau métier et avons mis en place une méthodologie et des outils de management de projets les plus performants du marché.

Devant le développement de notre activité dans le secteur « Grands Projets de Bâtiment », nous recherchons un

DIRECTEUR DE PROJETS
diplômé d'une Grande Ecole

Bilingue anglais.

Vous occupez actuellement un poste de Direction à grandes responsabilités.

Vous avez une expérience confirmée de l'étude et de la réalisation de grandes opérations en T.C.E.

Après une formation interne, vous accèderez à un poste de commandement, d'initiatives et de responsabilités, avec un *plan de carrière* très intéressant.

Vous adressez votre lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous double enveloppe avec la mention «confidentiel» à COTEBA INTERNATIONAL, Direction générale, 92-98, bd Victor Hugo, 92115 CLICHY.

---

secrétaires

secrétaire de direction *bilingue*

Notre société de services est la filiale d'un grand groupe. Notre structure est légère, notre expansion importante sur le marché national et, bientôt, international. Vous assistez le Directeur Général à Paris dans :
- la préparation et la gestion des dossiers qui concernent, en particulier, le Directoire et le Conseil de Surveillance ;
- l'organisation des réunions et des séminaires ;
- la rédaction des rapports et des comptes rendus avec utilisation du traitement de texte ;
- *les relations avec les clients français et étrangers ainsi qu'avec l'ensemble des collaborateurs et des actionnaires ;*
- *le suivi des études statistiques.*

Vous êtes âgée de 30 ans minimum, titulaire d'un diplôme d'études supérieures et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience confirmée de Secrétaire de Direction. Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/175.01/B, à notre Conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
49, avenue de l'Opéra
75002 PARIS

SERTI SELECTION

MEDIA BA

---

formation professionnelle

Demandeurs d'emploi

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose un stage *gratuit et rémunéré* de huit mois

Informatique et contrôle de gestion

participants : Bac + 3 minimum – 21 ans et +
Connaissances de base en comptabilité générale
Cette formation vous apportera une compétence double en informatique et gestion
Début du stage : 17 mars 1986 – recrutement immédiat
Renseignements : ☎ 47.66.84.22 – poste 25

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS

Demandeurs d'emploi

IBIA vous propose DEUX STAGES :

Responsable de projets informatisation et formation
participants : niveau bac + 4 (25 ans et +) - *Durée 7 mois*
Début du stage : 3 mars 1986 - recrutement immédiat

Moniteur/trice en micro-informatique
participants : niveau bac + 2 exigé (21 ans et +) - *Durée 7 mois*
(gratuit et rémunéré)
Début du stage : 17 mars 1986 - recrutement immédiat
Renseignements : ☎ 47.66.84.22 poste 25

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé-formation

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
vous propose un cycle *de formation* de sept mois en :

Management avancé

participants : *études supérieures ou expérience professionnelle*
Cette formation vous apportera :
- une réactualisation et un élargissement de vos connaissances en gestion
- une approche intégrée des problèmes humains dans le management participatif
- un entraînement à l'expression et à la négociation

Le stage débute le 17 février 1986 – Recrutement immédiat

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS – Françoise VOLPI ☎ 47.66.84.22

Demandeurs d'emploi

ADIP vous propose *DEUX STAGES* :

Responsables technico-commerciaux en micro-informatique
participants : niveau bac + 2 (21 ans et +) - *Durée 7 mois*
Début du stage : 24 février 1986 - recrutement immédiat
Renseignements : ☎ 47.66.84.22 poste 25

Assistantes de gestion en informatique
participants : niveau bac à bac + 2 (21 ans et +) - *Durée 7 mois*
Début du stage : 10 mars 1986 - recrutement immédiat
(gratuit et rémunéré)
Renseignements : ☎ 47.66.84.22 poste 22

LANGUES VIVANTES ADELE

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS
(1 A 4 SEMAINES)
9 H-13 H
SPÉCIAL INTENSIFS HIVER 86
3/10 - 17 FÉVRIER
– ANGLAIS COURANT
– ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »

1, rue de la Pépinière, 75008 Paris.
Face gare Saint-Lazare. - Tél. : 45-22-51-18.

ENSEMBLE CONSTRUISONS L'AVENIR !

DEVENEZ
ANALYSTE PROGRAMMEUR

STAGE sur IBM 38 & périphéries

NIVEAU REQUIS : BAC GESTION SCIENTIFIQUE OU ÉQUIVALENT

Meilleure garantie : notre image de marque auprès des employeurs

Un exceptionnel parc disponible pour la formation + *70% de pratique. Durée +* 742 h. Crédit étudiant. Assistance au placement sous réserve de réussite (12/20) et de mobilité géographique.

PARIS/NANTES : IBM 38
LYON/LILLE : IBM 34 + COMPLÉMENT 38

INSTITUT EUROPEEN INFORMATIQUE
65, rue de Turbigo - 75003 Paris - Tél. 16 (1) 42.74.33.28

LE DÉPARTEMENT SINEGE DE L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose à des cadres expérimentés (H-F) en évolution professionnelle un stage de perfectionnement

MÉTHODES DE MANAGEMENT
INNOVER ET NÉGOCIER

Durée : 12 semaines + 4 semaines optionnelles *en entreprise.*
Date de début : lundi 7 avril 1986. Lieu : Lyon.
Pour information sur le programme, les conditions de participation et les modalités de prise en charge, contacter : Marie-Renée ROLLET ou Michel ALLAFORT, 78-42-29-53.

INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT (IGM)
55, montée de Choulans, 69323 Lyon.

DEMANDES D'EMPLOIS

DOCUMENTALISTE
J.F. 25 ans en poste dans un laboratoire pharmaceutique. Maîtrise Anglais et Documentation. Bonne expérience informatique. Rech. travail plein temps ds *autres secteurs d'activités.* Tél. répondeur : 42-38-29-46.

Directeur établ. médico-social enfance, adolescence, rech. poste organisme recherche et étude dans secteur psycho-*socio économique, sanitaire* et sociale implantée de préf. Paris ouest ou banlieue ouest.
Ecrire sous le n° 314 898 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

J.H. 28 a., nat. hollandaise, dipl. grde école des Mines, 5 a. exp. secteur minier exploration, production, éco., gestion. parlant couramment fr., angl., holl., all., ch. poste intéressant.
Ecrire sous le n° 314 842
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

J.-F. cadre de IMPTE BQUE D'AFF., mait. droit aff. et *DESS Assurances, bonne* connais. opérat. bancaires et actuel. applic. *informatique* et cptable titres Bourses intégrant *DEMAT., rech. par préf.* de service études et organisation emploi évolutif.
Ecrire sous le n° 314 890 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

J.F. ch. emploi PSYCHOLOGUE entreprise *Paris/Province.*
Téléphone : 43-07-06-11.

Vous cherchez
Votre collaboratrice, 33 ans, maîtrise gestion, sciences po., expérience polyvalente : marketing, gestion commercial, anglais, secrétariat.
Etudie ttes propositions.
Ecrire sous le n° 3 445
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

Jeune femme CAP comptabilité recherche emploi
SECRÉTAIRE COMPTABLE
Banlieue est (Chelles-Lagny) ou proche gare de l'Est.
Ecrire sous le n° 6 856
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

Jeune femme, 21 ans, très dynamique, et sérieuse, un esprit sociable, recherche un *emploi en tant qu'esthéticienne* vendeuse. Tél. le soir : 42-03-01-49. Mme S. Meyun.

DIRECTEUR DU PERSONNEL
H. 36 a., ch. emploi temps partiel (gest., réorganisation, recrut., relation sociale...).
Ecrire sous le n° 3527
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentat. (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) BP 291-09 PARIS CEDEX 09

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 16) BP 402 – 09 PARIS CEDEX 09.

travail à domicile

Artisane effectue tous travx de *traitement de texte et* dactylographie. Tél. 34-61-14-22.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Me LOUVRE, immeuble ancien, ravalé, 5e, asc., 120 m², living + 4 chbres, gd calme, soleil. Poss. séparation, 2 appts. 2.000.000 F. 45-48-26-25, 43-26-73-14.

6e arrdt

Vavin, 100 m². 47-03-32-44.
VUE IMPECCABLE, ASC.

7e arrdt

INVALIDES — 260 m²
Et. élev. asc. 47-03-32-44.

DUROC 40 m², 2 P.
Cuis. bains, 4e ét. sans asc. GARBI – 45-67-22-88.

20e arrdt

GAMBETTA PRÈS PLACE STYLE MAISON ATELIER + 2 chbres, 2 bains, 62 m² refait neuf. 45-44-53-90.

94 Val-de-Marne

NOGENT-SUR-MARNE
IMM. DE GRAND LUXE
TRÈS BEAU 101 m², box.
DEMICHELI
48-73-50-22/48-73-47-71.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS *préfère RIVE GAUCHE* avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire
48-73-20-67 même le soir

ORPI
1re force de vente à PARIS recherche tous appartements RÉALISATION RAPIDE
ORPI — 43-36-17-36

JEAN FEUILLADE
54, av. de la Motte-Picquet
Paris 15e – T. : 46-66-00-75.
Recherche pour clients sérieux APPTS à partir de *100 m² dans 15e et 7e arrdts.*

OFFICES SERVICE
CONSEIL IMMOBILIER
91, av. Kléber, 75116 Paris, recherche appts de tout type *à vendre ou à louer, Paris et* proche banlieue.
Tél. : 47-56-04-27.

maisons de campagne

Particulier VENDS
Vallée de la Dordogne
Maison de campagne tt conft. Nombreuses dépendances avec terrain clos et arboré.
400 mètres rivière.
Tél. : 46-63-16-30
ou (16) 55-28-05-89.

propriétés

PERREUX-PARC
Très belle ppté s/1.300 m² terrain planté, récept. 75 m² + 6 chbres, 2 bains + s. d'eau + logement serv., gar. 3 voitures.
DEMICHELI
48-73-50-22 - 48-73-47-71.

viagers

F. CRUZ - 42-66-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e
Conseil 48 ans d'expérience. Px rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS – recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales.
TÉL. : 45-62-78-99

Région parisienne

Pour sociétés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES (1) 48-89-89-66 – 42-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. *LOYERS GARANTIS* par Stés ou Ambassades. 45-26-18-95.

immobilier information

Informations sur différents logts à louer, du studio au 6 p., de 2.000 F à 10.000 F, également échanges possibles (ainsi que loi 48).
Nous *ne sommes* ni agence ni marchand de listes, mais une association, loi 1901, sans but lucratif. Ecrire APPEL 75, *7, r. Ste-Anne, 75001 Paris.*

bureaux

Locations

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex
Location burx. Ttes démarches *pour constitution de sociétés.*
ACTE - 43-59-77-55

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

BUREAUX D'AFFAIRES ou Domiciliation avec service BUSINESS BURO
Téléphone : (1) 43-46-00-55.

VOTRE SIEGE A PARIS 17e domiciliation RM – RC SARL constitution *sté 47-63-47-14.*

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
Bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +.

fonds de commerce

Ventes

RESTAURANT GASTRONOMIQUE de renommée nationale dans immeuble classé, empl. 1er *Ordre dans ville* 500 000 hab., très gros. CA. mat. neuf. Sup. logt. cause familiale. Aff. en SA. A saisir. Px : *6 000 000 F*
G. HANOT
Tél. : (16) 35-62-12-74.

COMMUNICATION

UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN-PIERRE HOSS, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE RMC

La nécessaire diversification de la « radio du soleil »

Monaco. – *« Vous verrez ! Les saltimbanques de la radio ne feront qu'une bouchée du gentil technocrate... »* Une bouchée ? Quelle prétention ! Et quelle erreur ! Rarement, à Radio-Monte-Carlo, cohabitation entre saltimbanques et technocrate aura donné cette impression d'harmonie et d'efficacité. Les premiers ont révisé leur jugement sur l'énarque discret et courtois qui leur était tombé du ciel il y a un peu plus d'un an, tandis que le second, M. Jean-Pierre Hoss, ancien chef du service juridique et technique de l'information, apprenait peu à peu ce qu'était la radio. RMC l'ensoleillée reprenait son allant au fur et à mesure que redécollaient les sondages, et la station monégasque a retrouvé, entre Paris et Monaco, un moral de vainqueur. M. Jean-Pierre Hoss, directeur général de la station, trace ici le portrait d'une radio qui rêve de conquérir le Nord avec un cœur qui bat au sud.

De notre envoyé spécial

« L'événement radio du printemps sera l'arrivée de vos programmes sur la bande FM.

– Le principe est acquis, mais les modalités d'application ne sont pas simples à régler. Deux fréquences ont été dégagées, que quatre radios vont devoir se répartir en fonction de la géographie. Il a donc été décidé de conserver le *statu quo* actuel, Europe 1 et RTL émettant dans les villes situées au nord de la ligne Bordeaux-Lyon, RMC et Sud-Radio au sud.

– Et que se passera-t-il dans les villes-frontières comme Bordeaux, Lyon ou Grenoble ?

– La situation y est délicate. Chacune des radios y a des exigences, et je souhaite que les pouvoirs publics trouvent rapidement une solution technique. La question de Grenoble est cependant différente. La ville fait traditionnellement partie de la zone RMC, et, si Europe et RTL y avaient débarqué par voie de FM, il n'y aurait eu alors aucune raison pour que l'on nous interdise Paris.

– Vous étiez prêts à ouvrir les ports de la Méditerranée à Europe et RTL en contrepartie de votre présence sur Paris. Ne risquiez-vous pas pourtant de perdre ce qui était traditionnellement votre fief ?

– Nous connaissions les risques. Mais nous avions beaucoup plus à gagner en arrosant désormais le nord de la France qu'en nous limitant à notre zone traditionnelle. Quelles raisons aurions-nous de redouter la concurrence ? Nos scores d'audience laissent à penser au contraire que nous serions dans le trio de tête.

– Quitte à perdre l'image de « radio du soleil » ?

– Jamais ? C'est elle notre force. Elle, notre identité. Même au nord, nous resterions la « radio du sud », la radio qui prolonge les vacances... ou qui les anticipe. En fait, la situation évoluera forcément sous la double pression de la technologie et de la concurrence ; chacune des grandes radios sera, un jour, présente au-delà de sa zone actuelle.

– Combien de villes vont donc pouvoir écouter RMC en FM ?

– Une demi-douzaine au départ. Il faudra procéder par étapes, car il reste encore quelques obstacles : le problème des villes frontalières, celui des fréquences occupées actuellement par des squatters et celui des délais exigés par TDF pour prendre en charge notre diffusion en FM.

– La loi vous autorise cependant d'autres initiatives sur la modulation de fréquence.

– Oui. Nous réfléchissons sur l'opportunité de créer une seconde ligne de produits. La loi nous permet en effet de contrôler jusqu'à trois radios locales et d'être présents dans d'autres stations dans lesquelles nous n'aurions pas d'influence déterminante. Notre stratégie n'est pas encore arrêtée, même si l'accord passé avec Fréquence libre (103,1 MHz) nous permet de diffuser sur Paris une partie de nos programmes.

– N'est-il pas de la vocation de RMC de créer d'autres produits FM ?

– Sans doute, mais ce n'est pas facile, car la FM est devenue un média spécifique. Il faut y trouver un créneau – celui de la chanson française correspondrait assez bien à notre image – et connaître parfaitement le marché de la publicité locale, ce qui, si nous nous décidons à agir, nous conduirait à chercher des partenaires.

– Que pensez-vous de la volonté du président de la République de privatiser les postes périphériques ?

– C'est une décision qui a sa cohérence. RMC ne fonctionne-t-elle pas déjà comme une société privée de type commercial, qui ne peut compter pour vivre que sur les ressources de la publicité ? Je n'ai cependant connaissance d'aucune démarche concrète permettant de réaliser ce projet dans un bref délai. La nature des actionnaires de RMC – l'Etat français et l'Etat monégasque – ne facilite pas la démarche, et l'on peut se demander aussi ce que deviendraient les filiales non rentables de RMC.

– La privatisation ne mettrait-elle pas la station à l'abri des soubresauts de la vie politique ?

– En matière d'information, le rôle de l'Etat est avant tout d'assurer le respect du pluralisme. Je ne suis pas sûr que des actionnaires privés soient plus attentifs à ces missions d'intérêt général. Peut-être, en revanche, seraient-ils moins sensibles aux résultats des élections ou à des considérations politiques pour choisir les responsables de la station.

– Un magazine vous citait, l'autre jour, parmi les cent premières têtes que couperait l'opposition si elle revenait au pouvoir.

– Je l'ai lu en effet, avec une pointe d'amusement. J'ai la chance d'être fonctionnaire et d'avoir un filet qui s'appelle le Conseil d'Etat. Ce statut m'évite le souci du court terme et me permet d'agir sereinement en songeant à l'avenir de l'entreprise.

– Un avenir qui passe par la télévision ?

– Bien sûr. RMC se doit d'être présente dans la première chaîne de télévision commerciale qui aura des chances de réussir son implantation sur le marché publicitaire. Les prévisions montrent que la télévision va capter une part importante de ce marché ; il est donc normal qu'une radio comme la nôtre, qui risque de souffrir de cette arrivée, soit partie prenante du projet.

– A quelle hauteur du capital de la cinquième chaîne se situera la participation de RMC ?

– A la hauteur de 5 %. Mais il ne sera pas question d'être un *« sleeping partner »* et de nous limiter à cet apport financier. Nous souhaitons une collaboration de média à média et proposerons la fourniture de programmes. Cela ne nous empêchera pas de proposer à la « 6 » ou à d'autres chaînes différentes prestations de services.

– Vous aviez déjà TMC.

– Oui, c'est un actionnariat difficile qui a beaucoup pesé sur nos finances. Mais l'arrivée des nouvelles chaînes et l'entrée prochaine de nouveaux actionnaires dans son capital vont lui permettre de prendre un nouveau départ. En plus de son réseau et de son audience en augmentation, TMC possède une image et une identité qu'il faudra conserver.

– Comment voyez-vous l'avenir de RMC ?

– La radio ondes longues continuera d'être l'activité principale de notre station. Mais là-dessus doivent, désormais, se greffer d'autres fonctions (télévision, télématique, édition, etc.). L'entreprise aura su prendre son virage si, d'ici deux à trois ans, la part du chiffre d'affaires radio a baissé sensiblement au profit de ressources provenant de sa diversification. »

Propos recueillis par
ANNICK COJEAN.

Radios locales privées

STUDIO 16, L'INITIATIVE D'UN DIOCÈSE

(De notre correspondant.)

Nancy. – Le diocèse de Nancy vient de mettre en place un studio de production d'émissions radiophoniques à destination des radios locales privées qui le désireront. *« La création d'un studio de radio nous apparaissait trop onéreuse, et, contrairement à Radio-Notre-Dame, qui couvre tout Paris, nous n'aurions pu arroser le département de Meurthe-et-Moselle avec un seul émetteur »*, explique Mgr Jean Bernard, évêque de Nancy, président de la commission de l'opinion publique et des moyens de communication sociale de l'épiscopat de France.

D'où le choix de ce studio d'enregistrement et de production baptisé Studio 16, par allusion phonétique et humoristique au diocèse. Studio 16, pour le moment, s'est fixé pour principal objectif de produire des émissions hebdomadaires d'actualité dans cinq rubriques bien définies : « Vie économique et sociale », « Lycée et université », « Enfance et jeunesse », « Retraite et préretraite » et « Actualité religieuse ».

Hormis ce dernier thème bien ciblé, les animateurs bénévoles, dont un journaliste professionnel, Michel Nivoix, entendent parler de leurs sujets sous l'angle de la réflexion chrétienne, mais sans référence dogmatique systématique sur l'antenne. Les cassettes de Studio 16 seront fournies gratuitement aux demandeurs, à charge pour eux de les diffuser. *« La mission des chrétiens dans les médias est très importante, en raison non seulement de la prodigieuse expansion des médias, mais de ce que l'Eglise est avant tout communication »*, a conclu Mgr Jean Bernard.

J.-L. B.

LA CRISE DANS LA PRESSE BRITANNIQUE

M. Rupert Murdoch en passe de gagner

De notre correspondant

Londres. – M. Rupert Murdoch a-t-il gagné son pari ? Il est apparemment en bonne voie de réussir. Mais il rencontre de sérieuses et coûteuses résistances. Pour la deuxième semaine consécutive, le *Times* et le *Sun* continuent d'être imprimés hors de Fleet Street, sans le concours des ouvriers du Livre et de leurs syndicats. La « révolution » de Fleet Street, tant attendue depuis des années, est sans doute bien entamée (*le Monde* des 25 décembre et 28 janvier).

Lundi 3 février, comme chaque jour, une délégation des 5000 ouvriers licenciés par M. Murdoch ont manifesté devant la nouvelle usine de Wapping, à l'est de Londres. Mais, dans cette unité ultra-moderne, transformée en camp retranché et entourée de barbelés, la production du *Times* et du *Sun* ne s'en est pas moins poursuivie. Avec de grosses difficultés toutefois. Depuis que le groupe News International a fermé du jour au lendemain ses imprimeries de Fleet Street, les installations de Wapping et de Glasgow (pour la diffusion en Ecosse et dans le nord du pays) fonctionnent à leur capacité maximale.

M. Murdoch se montre très discret sur les chiffres, mais on estime généralement à 3 millions d'exemplaires le tirage des deux hebdomadaires du groupe, le *Sunday Times* et *News of the World*, qui ont pu être fabriqués dimanche, soit près de la moitié du tirage global de ces deux titres avant le conflit (*6,3 millions d'exemplaires*). A Manchester, par solidarité avec leurs camarades londoniens, les ouvriers de l'imprimerie du groupe Express, sous contrat avec News International, ont bloqué complètement la sortie des deux journaux du dimanche de M. Murdoch dans les Midlands. Le déficit se serait élevé à près de 500 000 journaux. A Wapping, dans la nuit de samedi à dimanche, le piquet de grève organisé par les deux grands syndicats du Livre, SOGAT et NGA, n'avait jamais été aussi important : cinq cents personnes étaient présentes et l'on a revu des scènes parfois violentes, rappelant les affrontements de la longue grève des mineurs en 1984-1985. Seize manifestants ont été arrêtés par la police.

Les syndicats traditionnels de la presse ne sont donc pas sans arme face à M. Murdoch, même si celui-ci, jusqu'à présent, a prouvé, pour la première fois, qu'il était possible de se passer d'eux, en faisant appel – avec des effectifs réduits – à une autre organisation : le syndicat des électriciens et électroniciens (EETPU). La production des quatre titres de News International reste limitée, subit de gros retards et la distribution demeure très problématique. Ne pouvant compter sur les Messageries de la presse et le chemin de fer, ou la solidarité avec SOGAT et NGA joue également, M. Murdoch a dû organiser son propre réseau et, pour cela, avoir recours aux services d'une compagnie de transport routier, TNT (qu'il contrôle), mais ce système revient très cher et n'est pas sûr. Beaucoup de points de vente, à Londres et en province, ne sont pas desservis du tout, ou ne le sont pas à temps.

D'autre part, au sein de la confédération générale des syndicats britanniques, le TUC, les dirigeants de l'EETPU sont très isolés, comme l'a montré une réunion récente de l'état-major du TUC. Tout indique que l'EETPU sera, cette semaine, sommé de cesser de collaborer avec M. Murdoch. En cas de refus, qui paraît très probable, cette organisation devrait être suspendue et vraisemblablement expulsée lors du prochain congrès du TUC en septembre. Cependant, les leaders de l'EETPU ne manifestent aucune intention de faire marche arrière et sont prêts à courir le risque. M. Murdoch a marqué d'autres points. L'ensemble des quatre rédactions a accepté le transfert de Fleet Street à Wapping ; seuls une vingtaine de journalistes refusent encore, mais M. Murdoch est intraitable. Un des contestataires, rédacteur au *Sun*, a déjà été licencié ; de leur côté, les chauffeurs de l'entreprise TNT ont ignoré la demande de boycottage formulée par le Syndicat des transports.

Déjà, d'autres propriétaires de journaux indiquent qu'ils sont prêts à suivre l'exemple du patron de News International. Ces derniers jours, les directions des groupes du *Daily Telegraph* et du *Daily Express* ont laissé entendre que des plans de réduction du personnel d'imprimerie étaient aussi à l'étude. Jusqu'à 2 500 suppressions d'emplois seraient envisagées à *l'Express*.

FRANCIS CORNU.

L'immunité parlementaire de M. Hersant

LA CHAMBRE D'ACCUSATION CONFIRME UNE ORDONNANCE DU JUGE GRELLIER

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par Mme Huguette Bacro, a confirmé, vendredi 31 janvier, l'ordonnance du 12 juillet 1985 de M. Claude Grellier, juge d'instruction, par laquelle celui-ci rejetait l'exception d'immunité parlementaire de M. Hersant, élu à l'Assemblée européenne.

M. Hersant avait été inculpé le 29 novembre 1978 pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse, à la suite de la plainte de quatre syndicats de journalistes. Il avait fait valoir que son élection au Parlement européen, le 19 juin 1984, le faisait bénéficier de l'immunité parlementaire. M. Claude Grellier, arguant de l'antériorité des faits et des poursuites, avait rejeté la demande de M. Hersant. Me Albert Benatar, avocat de ce dernier, a immédiatement fait savoir que M. Robert Hersant allait se pourvoir en cassation.

● *Stéphane Denis quitte « le Quotidien de Paris ».* – Stéphane Denis, qui était rédacteur en chef et éditorialiste au *Quotidien de Paris*, a quitté ce journal *« pour convenances personnelles et en plein accord avec le directeur, Philippe Tesson »*. Agé de trente-six ans, auteur de deux romans et d'un ouvrage politique (*la Chute de la maison Giscard*, Lattès), Stéphane Denis était entré au *Quotidien* en avril 1980, après quatre années passées dans divers cabinets ministériels, jusqu'en 1978.

La CLT obtiendrait un canal sur TDF 1

Les négociations ont repris entre le gouvernement luxembourgeois et le gouvernement français. Une délégation du ministère des relations extérieures a rencontré jeudi 30 janvier des responsables du gouvernement du Grand-Duché afin de *« faire l'inventaire des problèmes qui se sont posés depuis la signature de la déclaration franco-luxembourgeoise du 26 octobre 1984 »*. Cet accord prévoyait notamment le principe de l'attribution de deux des canaux du satellite TDF 1 à la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT). Depuis, MM. Seydoux et Berlusconi d'une part et M. Maxwell, le magnat de la presse britannique, d'autre part, se sont vu attribuer chacun un canal du satellite.

Toutefois, hormis la rencontre entre responsables des deux gouvernements, une autre réunion, cette fois-ci entre la direction de la CLT et les responsables français de TDF, a eu lieu vendredi 31 janvier. Ils ont étudié dans quelle mesure un nouvel accord pourrait être trouvé qui ferait bénéficier la CLT d'un canal sur le satellite français de télévision. Les experts français ont fait savoir que la CLT pourrait bénéficier du dernier canal disponible sur TDF I et à des conditions identiques à celles accordées à la « 5 ». Selon les observateurs, cela consisterait surtout en une sérieuse révision à la baisse du tarif de location sur ce satellite.

Pour M. Jacques Santer, premier ministre luxembourgeois, *« la balle est maintenant dans le camp de la CLT. A elle de voir comment il sera encore possible d'exploiter un seul canal sur TDF 1 au lieu de deux »*. Si le gouvernement du Grand-Duché est d'accord pour que la CLT poursuive son développement sur la France, ce ne sera *« pas à n'importe quelles conditions »*, surtout *« si ce développement avec la France ne recouvre pas également les intérêts du Luxembourg »*.

La France ayant, selon M. Jacques Santer, rompu unilatéralement ses engagements (la CLT ne pouvant plus bénéficier de l'exclusivité de la publicité), le Grand-Duché n'est plus lié par la clause de « non-concurrence » figurant dans l'accord du 26 octobre 1984 et autorisera ainsi la publicité sur le futur satellite luxembourgeois GDL. En outre, la reprise des négociations entre la France et le Grand-Duché n'interrompt pas le recours devant le Conseil d'Etat introduit par le gouvernement luxembourgeois, après la rupture des engagements pris. Mais la date où le Conseil d'Etat statuera est encore indéterminée (*le Monde* du 24 janvier). Selon une source bien informée, la décision du *Conseil d'Etat ne serait pas prise* avant les élections du 16 mars.

Le BLIC signe un accord avec la « 6 »

Les professionnels du cinéma, réunis au sein du BLIC (Bureau de liaison des industries cinématographiques), ont signé, le vendredi 31 janvier, un accord avec les responsables de la « 6 », la future chaîne musicale.

Le BLIC se déclare *« satisfait »* que le cahier des charges de la « 6 » comporte les mêmes règles que le service public pour les délais de diffusion, les quotas et la limitation du nombre de films (cent cinquante par an) imposés à la nouvelle chaîne.

Aux termes de l'accord, les responsables de la « 6 » se sont engagés à appliquer les règles du service public pour la grille de diffusion des films. Ainsi, la « 6 » ne diffusera pas de films longs métrages le mercredi soir, le vendredi soir (sauf les films « ciné-club » après 22 h 30), le samedi toute la journée et le dimanche avant 20 h 30. D'autre part, les responsables de la « 6 » ont précisé qu'ils *« comptaient faire appel aux prestations des entreprises françaises des industries techniques du cinéma »*.

Après cette entente, M. Jérôme Seydoux, PDG de la « 5 », a déclaré qu'il *« était prêt à négocier »* avec le BLIC, soulignant que cela *« était de l'intérêt de tout le monde »*.



...TANNIQUE

...sse de gagner

...it un canal sur TDF 1

Le BLIC signe un accord avec la « 6 »



Le Monde

ECONOMIE

La contre-attaque des constructeurs automobiles américains

LE paysage automobile change à toute allure, et encore plus aux Etats-Unis, premier marché mondial, qu'ailleurs. L'année qui vient de s'écouler a été une suite d'attaques et de contre-attaques menées outre-Atlantique dans une conjoncture exceptionnelle. Records de vente (plus de 11 millions de voitures) et de production (8,2 millions de voitures) confondus, 1985 efface les années noires de la récession qui ravagèrent Detroit, capitale américaine de l'automobile.

Toutefois, en un décennie, les constructeurs américains — General Motors, Ford, Chrysler, American Motors — ont encaissé deux chocs pétroliers et une concurrence japonaise qui leur a fait découvrir leur manque de compétitivité. Ils ont relevé le défi, mais l'avenir n'est pas pour autant acquis. Les assaillants n'ont pas cessé de se faire plus nombreux et plus offensifs.

Avec la fin des restrictions, le 31 mars 1985, sur leurs importations, les Japonais ont fait déferler sur le continent américain 2,3 millions de voitures (contre 1,8 million précédemment) et se disent prêts, dès la fin du premier trimestre de 1986, à ne plus se restreindre du tout. Cela ne les empêche pas de « japoniser » de plus en plus l'industrie américaine, pour parer à toute réaction protectionniste.

Tandis que Honda devient le quatrième constructeur américain, derrière les « trois grands » — General Motors, Ford, Chrysler — supplantant pour la première fois American Motors, filiale à 46 % de Renault, les projets d'implantation japonais se multiplient aux Etats-Unis, comme au Canada, prolongement « naturel » pour les firmes de Detroit.

Mitsubishi choisit l'Illinois. Toyota annonce, à vingt-quatre heures d'intervalle, son site américain dans le Kentucky, et son site canadien dans l'Ontario. Honda décide le doublement de son usine dans l'Ontario, dont le démarrage est prévu pour 1987... A la fin de la décennie, les capacités de production dont disposeront les Japonais en Amérique du Nord dépasseront le million et demi d'unités.

Tout le problème est de savoir si ces productions locales se substitueront, partiellement ou non, aux importations. D'autant que les Japonais ne sont plus les seuls assaillants agressifs. Les Sud-Coréens ont décidé d'imiter leur frère ennemi asiatique. Hyundai a testé, avec succès, le marché canadien (80 000 voitures vendues en 1985) et se risque dès le début de cette année aux Etats-Unis avec sa Pony Excel à 5 000 dollars. Il a, lui aussi, annoncé un projet d'implantation au Canada.

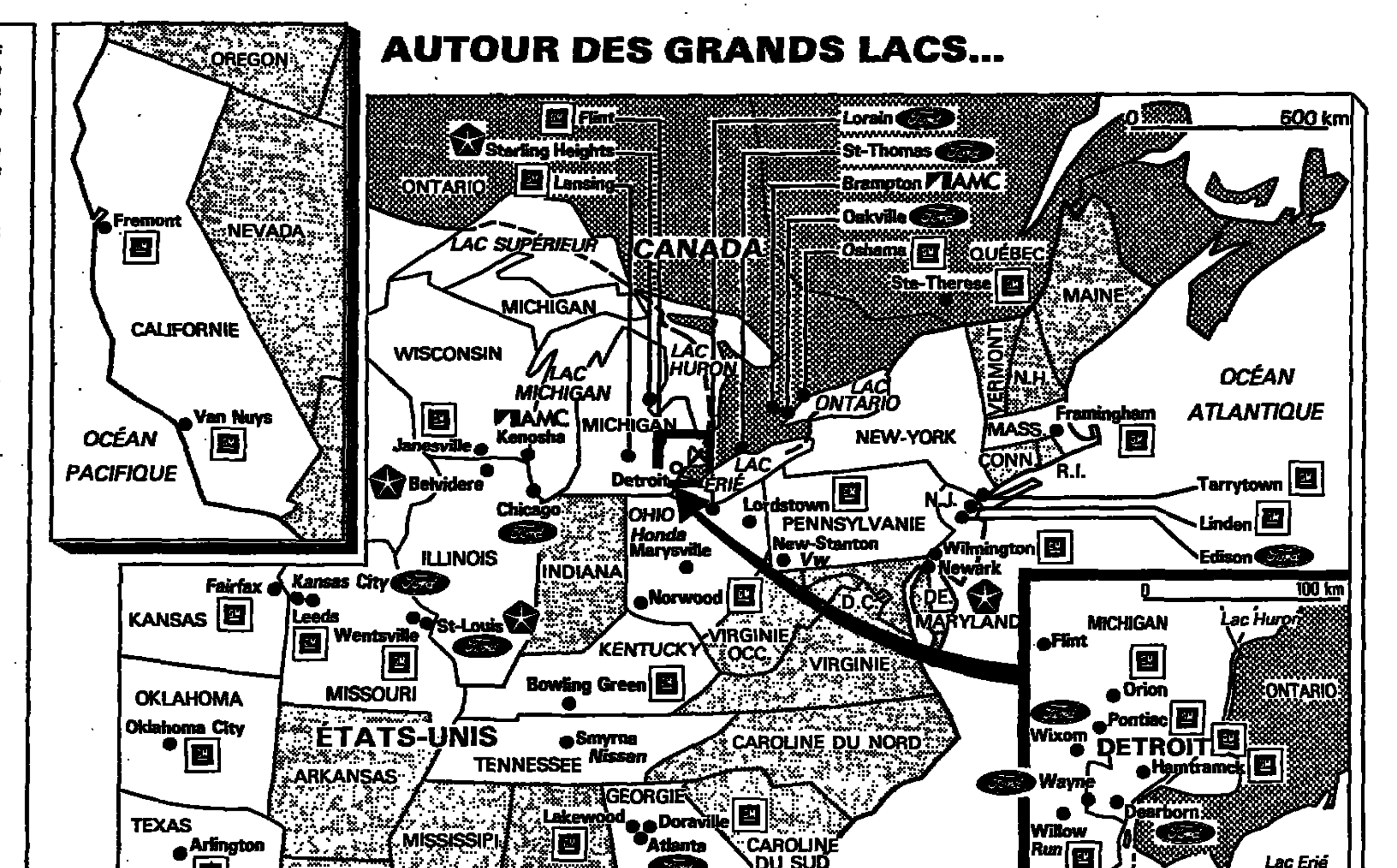
Mais les Sud-Coréens risquent de ne pas avoir le dernier mot avec l'arrivée d'un véhicule encore moins cher, la Yugo — d'origine yougoslave comme son nom l'indique — à 3 990 dollars. Du jamais vu aux Etats-Unis.

Cependant les assiégés ont de la ressource. Comme le prouvent leurs coups d'éclat de 1985 dans des secteurs non automobiles, dont le plus spectaculaire est le rachat par General Motors, pour 5 milliards de dollars, de Hughes Aircraft, qui lui ouvre les portes de l'espace et de la défense. Chrysler rachète les avions d'affaires de Gulfstream Aerospace et Ford les machines agricoles de Sperry Corp. De plus, les trois firmes américaines ont multiplié leurs opérations dans la banque et la finance.

Coup d'éclat aussi avec la « guerre des crédits » déclenchée pour relancer des ventes mollissantes et qui aurait coûté quelque 400 millions de dollars aux « trois grands ». Coup d'éclat surtout avec les fabuleux projets de reconquête automobile, dont le plus connu, le projet Saturn, est, là encore, celui de General Motors. Une « révolution culturelle » destinée à sortir le dynosaure de Detroit de ses habitudes sociales, industrielles, commerciales... pour rivaliser avec l'agressivité japonaise.

Une ambition que le numéro un mondial de l'automobile n'est pas le seul à nourrir, mais qu'il est peut-être le seul à pouvoir réaliser, grâce à sa puissance financière, au risque de déstabiliser d'autres secteurs. Car, lorsque ce mastodonte rachète Electronic Data Systems, pour ses besoins technologiques, mais aussi par souci de diversification, il perturbe toute la géographie électronique, l'injection de masses d'argent venant, d'un seul coup, augmenter considérablement le potentiel de certains groupes par rapport à d'autres.

CLAIRE BLANDIN.



A l'ouest du nouveau

50 milliards de dollars pour repartir de zéro dans tous les domaines.

LES Américains n'aiment pas perdre. Ce lieu commun appliqué à l'industrie automobile donne aux efforts qu'ils ont entrepris pour se redresser des allures colossales. Les pertes comme les profits sont à la mesure des géants de Detroit, le numéro un mondial General Motors, son second Ford et le petit troisième Chrysler, désormais replié sur sa base américaine, mais dont la renaissance est l'image même de la formidable capacité de survie de l'Amérique.

La saga de Chrysler, racontée par son président, Lee Iacocca, dans son autobiographie, a d'ailleurs battu tous les records connus aux Etats-Unis dans le monde de l'édition pour un ouvrage autre qu'un roman : avec 2,61 millions d'exemplaires vendus depuis octobre 1984, le livre en est à son cinquante et unième tirage. Qui osera dire que le mythe de l'Amérique triomphante, surmontant ses échecs pour en sortir grandie, n'a pas la vie dure ?

4 milliards de dollars de pertes en 1980 pour les « trois grands », *10 milliards de bénéfices en* 1984 : la capacité de réaction des constructeurs automobiles américains *n'est plus à démontrer. Mais* le plus important réside ailleurs : il s'agit, pour l'industrie américaine, *constructeurs et syndicats* confondus, de prouver qu'elle a su accomplir le passage d'une époque *dorée, désormais révolue*, où la non-compétitivité était de règle et où les seules difficultés étaient conjoncturelles, à l'époque actuelle, et future, où l'environnement ne cessera plus d'être concurrentiel. 1985 en est une bonne illustration, avec ses records de vente et de production qui n'auront pas empêché une baisse des profits par rapport à l'année précédente, revenus sans doute aux environs de 8 milliards de dollars.

Il n'est plus question en tout cas de laisser penser aux salariés que renouer avec les profits signifie renouer avec les habitudes d'augmentations salariales d'antan. L'accord signé par l'UAW (United Automobile Workers) avec General Motors et Ford en 1984, puis avec Chrysler en 1985, ne doit pas faire illusion. Il prévoit certes une augmentation de salaires annuelle moyenne de 6 à 7 % pendant les trois ans du contrat, mais, simultanément, General Motors envisage de diminuer d'au moins quatorze mille personnes par an ses effectifs sur la durée du contrat. La discipline apprise pendant la récession ne sera pas oubliée de sitôt : les gains de productivité vont continuer, à marche forcée, au rythme moyen de 5 % à 7 % par an, voire plus.

Il faut, d'une façon ou d'une autre, réduire la différence des coûts de production entre Américains et Japonais, qui représente de 1 500 à 2 000 dollars par véhicule.

C. B.

(Lire la suite page 38.)

Detroit ou le désarroi ouvrier

3 000 dollars par mois, mais une perte de force syndicale.

BEAUCOUP plus que les tournées de bière et les tricots de corps blancs pointant sous les épaisses chemises à grands carreaux, les cendriers pleins marquaient l'assemblée. Les ouvriers américains — ceux de l'industrie lourde et syndicalisée en tout cas — peuvent avoir largement rejoint les rangs de la classe moyenne et ne certainement pas se réclamer du prolétariat, ils ont au moins gardé un signe distinctif : ils fument.

Tandis que, dans le sourd vacarme du bowling, les joueurs peaufinaient leurs lancers et l'élégante réception sur un pied, dans la salle de restaurant, seul le rouge des chaises en moleskine rompait l'âcreté bleuâtre des volutes. On parlait football à la tablée centrale, mais on y avait aussi — volontiers — une foule de choses à dire sur l'automobile pour laquelle tous travaillaient comme chacun à Detroit, sauf les chômeurs.

C'est parti sur les syndicats qui *« à une époque étaient forts »*. *« Mais dites-moi*, a demandé le grand timide à moustache, *quelle est maintenant leur force quand les compagnies font des profits records et que nous faisons, nous, concession sur concession ? »*. *« Les jeunes*, a enchaîné le petit brun, *n'ont plus d'illusions sur ces syndicats qui sont des marionnettes, une machine sur laquelle nous n'avons pas de pouvoir. »*

Tous ont approuvé, tous ont tapé sur le président de l'United Automobile Workers (UAW), Owen Bieber, et le célibataire, *celui qui se vantait d'investir tous* les ans dans l'immobilier, a voulu aller un peu plus au fond des choses : *« Les coûts de production sont l'un des postes les plus bas dans l'automobile*, a-t-il expliqué, *mais c'est le syndicalisme, et nous-mêmes en fait, que les compagnies accusent devant l'opinion d'être responsables du niveau des prix de vente. »*

Chacun indique alors son salaire, à l'américaine, sans tourner autour du pot : 16,50 dollars de l'heure. Avec un peu d'heures supplémentaires, cela peut faire des mois à 3 000 dollars dans un pays où le salaire horaire minimal est inférieur à 4 dollars et le *revenu familial moyen de* 27 700 dollars par an pour les Blancs et de 15 500 pour les Noirs.

S'ils ne roulent pas sur l'or, ces ouvriers-là vivent très bien, s'achètent leur maison, spéculent éventuellement à la Bourse. Même leurs camarades les moins *qualifiés arrivent* à se faire entre 2 000 et 2 500 dollars par mois.

Cela devrait tempérer les doléances, mais on continue à tempêter contre les patrons de *l'UAW qui ont accepté*, en *1984*, lors de la négociation de la dernière convention avec General Motors, d'abandonner les 3 % d'augmentation annuelle garantie. Il faut de longues minutes pour que le grand moustachu jette soudain un froid. *« Mais vous pensez que nous sommes trop payés, n'est-ce pas ?*, demande-t-il, et tous attendent anxieusement la réponse de l'étranger.

« On nous pousse dans nos retranchements »

Eh bien, certainement pas *« trop »*, puisqu'on est difficilement trop payé ; mais il y a des sorts plus dramatiques. Le petit brun : *« Nous avons perdu beaucoup d'avantages, mais c'est vrai : nous restons toujours mieux lotis que la moyenne. »* Le célibataire : *« Pour moi, ça va parfaitement, surtout que je n'ai personne à nourrir. »*

Mais alors, de quoi se plaignent-ils ? Un troisième : *« Ils veulent détruire nos syndicats, ils nous poussent pour cela dans nos retranchements et, comme la peur de perdre sa place trace la limite de la capacité de résistance, nous cédons, dans l'espoir de garder la sécurité de l'emploi qui diminue au contraire. »*

Tous approuvent, tandis que la serveuse apporte des cacahuètes dans des cornets de papier ; et le petit brun : *« Un type qui gagne 4 dollars de l'heure et qui a quatre enfants ferait n'importe quoi pour avoir un boulot dans l'automobile. Nous le savons, G.M. le sait aussi et, dans ces conditions... »*

Sur les cinq qui sont autour de la table, trois ont voté Reagan en 1984, alors que tout le mouvement syndical américain, qu'ils trouvent trop mou et dont ils déplorent l'affaiblissement, attend comme le salut un retour au pouvoir des démocrates. *« Vous savez, nous ne votons pas en fonction de nos intérêts personnels, mais de ceux de l'économie en général et de la défense »*, dit l'un, avant que l'autre n'exprime un sentiment unanime en ajoutant : *« Mais ce qui ne me plaît pas avec Reagan, c'est qu'il s'en prend à la classe moyenne. »*

Plus jeunes, moins qualifiés, ou plus vieux, d'autres n'auraient sans doute pas exactement prononcé les mêmes mots et, Noirs, ils auraient par exemple tous voté contre M. Reagan. Cette anxiété de favorisés, ce désarroi politique d'hommes qui ne savent plus très bien si l'ordre établi est le leur ou s'il est temps de voir des ennemis dans les patrons, on les retrouve parmi tous les ouvriers de l'automobile — et très logiquement.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 39.)

Les constructeurs automobiles américains

GM-Ford : duel en Europe

GENERAL MOTORS a décidé, en ce début d'année 1986, de réorganiser sa structure européenne, en créant à Zurich, en Suisse, un centre de coordination de ses activités automobiles dans les dix-sept pays d'Europe occidentale. Preuve de l'importance croissante que la firme accorde, dans sa stratégie, à un marché *quasi* équivalent au marché américain, de plus en plus concurrentiel et qui est pour elle une source de pertes. Mais aussi nouvelle étape dans la lutte que mène General Motors contre l'autre américain, Ford, pour le leadership sur le marché européen.

Car, à la différence des Etats-Unis, le challenger, ici, c'est General Motors. Parti avec une bonne longueur de retard sur Ford, le numéro un américain a décidé, en cassant les prix et quoi qu'il lui en coûte, d'« enfoncer » son rival. Sa puissance financière pourrait bien — malheureusement pour Ford — lui permettre d'arriver à ses fins.

Peu présent en Europe à la fin des années 70, General Motors a réussi à rejoindre le peloton de tête des cinq premiers constructeurs européens. Les difficultés des français Peugeot et Renault ont certes aidé l'américain dans sa longue marche. Mais il

Le Vieux Continent coûte cher en investissements.

n'empêche. General Motors aura « mis le paquet » pour grignoter quelques points sur un marché surcapacitaire, à la croissance ralentie et où la différence entre sept constructeurs (si l'on compte les japonais comme un seul groupe) se *joue entre 12,9 % du marché* — la part détenue en 1985 par l'allemand Volkswagen — et 10,7 % — la part détenue à égalité par Renault et les japonais.

De 1982 à 1985, General Motors aura vu sa part du marché européen passer de 9,6 % à 11,3 %. Sa plus grande satisfaction aura sans doute été de voir que le seul constructeur sur sept (Volkswagen, Fiat, Ford, Peugeot SA, General Motors, Renault, les japonais) à avoir reculé sur ce marché en 1985 est précisément Ford, sa « tête de turc ». Celui-ci a perdu près d'un point de pénétration, en revenant de 12,8 % en 1984 — qui lui assurait la place de numéro un en Europe — à 11,9 % en 1985 — ce qui le relègue au troisième rang européen derrière Volkswagen et Fiat.

Si GM doit sortir victorieux de sa bagarre contre Ford, ce n'aura pas été sans efforts. Ce sont d'abord les investissements, plus de 6 milliards de dollars depuis 1980, sans compter les prises de participation, comme le tout récent rachat de Lotus, société britannique d'ingénierie, *surtout* célèbre pour ses voitures de sport. Des investissements principalement consacrés à une usine en Espagne, près de Saragosse, qui produit des Opel Corsa, et qui concrétise son entrée sur le marché espagnol, et à l'introduction de deux nouveaux modèles, la Corsa précisément, en 1982, dans les petites voitures, et la Kadett, en 1984, dans les voitures moyennes.

Mais le marché européen aura également coûté cher à General Motors en termes de résultats financiers. *Et ce n'est pas fini.* En 1984, pour 7 milliards de dollars de ventes, le groupe a enregistré une perte de 291 millions de dollars. Principales responsables : sa filiale britannique Vauxhall (6,7 millions de dollars de déficit) acquise en 1925 et qui a enregistré, la plupart du temps, des résultats négatifs au cours des dix dernières années, et sa filiale allemande Adam Opel (284 millions de dollars de pertes en 1984), acquise en 1929, et qui, au contraire, jusque-là, s'était révélée rentable. General Motors lui avait d'ailleurs confié, à la fin des années 70, la conception et le développement de ses modèles automobiles, Vauxhall se contentant d'être un exécutant.

La création par GM d'un centre européen de coordination intervient alors que Opel comme Vauxhall ont déjà annoncé que leurs résultats pour *1985 seraient encore déficitaires*, en diminution pour la première, en augmentation pour la seconde. Elle n'est jamais que la reprise, plus de quinze ans après, d'une idée de Ford, instituant une structure européenne de coordination.

Comme tout challenger, General Motors aura d'ailleurs souvent fait du suivisme par rapport à Ford, l'attaquant sur sa principale chasse gardée, la Grande-Bretagne, l'imitant en Espagne en y installant son usine de petites voitures (Ford y avait implanté sa principale unité de montage de Fiesta). Avec une différence de taille : General Motors peut se permettre de consacrer à l'Europe plus d'argent, pendant plus longtemps, que Ford.

Après avoir investi près de 4 milliards de dollars, depuis 1980, en Europe, Ford risque de s'estimer mal payé en retour pour n'y avoir enregistré qu'un bénéfice de 145 millions de dollars en 1984 pour 9 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Un résultat qui fait peut-*être rager General Motors, mais qui* ne représente que la moitié des bénéfices engrangés par Ford l'année précédente. Et surtout qui fait pâle figure en regard des profits désormais réalisés sur le marché américain.

Il semble bien loin le temps où le numéro deux américain voyait ses activités européennes dégager un taux de rentabilité de quelque 10 %, accueilli avec reconnaissance outre-Atlantique, quand la récession du début des années 80 creusait les déficits des firmes de Detroit.

Face à l'assaut mené par General Motors, Ford paraît désormais sur ses gardes. Et l'échec de ses discussions avec l'italien Fiat, qui aurait pu donner à l'alliance des deux constructeurs le quart du marché européen, risque de renforcer un peu plus cette attitude défensive.

C.B.

Dans la finance aussi...

La conquête des consommateurs par tous les moyens.

LES constructeurs automobiles américains investissent dans la finance. Par complémentarité, car ils se dotent ainsi d'outils bien utiles pour stimuler leurs ventes d'automobiles, comme vient de le prouver la guerre des crédits déclenchée pendant l'été 1985. Mais aussi par diversification, pour échapper aux cycles d'un secteur *automobile de plus en* plus concurrentiel...

Même si les montants en jeu n'ont aucune commune mesure *avec leurs projets automobiles* et leurs acquisitions dans l'informatique ou dans le spatial, les trois grands — General Motors, Ford et Chrysler — ont, au cours des derniers mois, multiplié leurs achats dans le domaine bancaire et financier. C'est General Motors qui paie quelque 300 millions de dollars la Northwest Mortgage et la Colonial Mortgage Service, devenant ainsi la deuxième banque hypothécaire des Etats-Unis.

C'est Chrysler qui s'offre pour 405 millions de dollars Finance America, la filiale spécialisée dans le crédit à la consommation de la Bank America Corp., deuxième holding bancaire des Etats-Unis, en difficulté depuis plusieurs mois. C'est enfin Ford qui rachète pour près de 500 millions de dollars la First Nationwide Financial Corp., société d'épargne détenue jusque-là par National Intergroup, maison-mère du sidérurgiste National Steel, en manque d'argent frais.

Cette offensive dans les services financiers n'est pas tout à fait une nouveauté. Depuis longtemps, les constructeurs américains, comme leurs homologues français, se sont dotés de sociétés de crédit automobile destinées à faciliter la vente de leurs véhicules. C'est ainsi que sont nées General Motors Acceptance Corp., Ford Motor Credit et Chrysler Financial, dont l'activité en matière de crédit automobile — à destination des consommateurs, mais aussi des concessionnaires — s'est doublée naturellement d'une activité dans l'assurance.

Quoi de plus logique, lorsque les trois grands ont eu quelque argent à placer, grâce à leurs bénéfices de 1983 et surtout de 1984, qu'ils aient songé à la finance. D'autant que la dérégulation des marchés financiers leur offre des occasions de développement.

Crédit

Chacun des constructeurs a privilégié sa voie. Prudent, General Motors s'est limité, pour l'instant, au crédit hypothécaire, restant ainsi attaché aux prêts gagés, que ce soit sur un véhicule ou sur un immeuble. Mais le numéro un mondial de l'automobile rêve aussi de généraliser comme carte de crédit la « GM Card » que les clients actuels de la firme utilisent uniquement pour payer l'entretien et les réparations *de leur véhicule chez les* concessionnaires GM.

Chrysler, avant de se lancer dans le crédit à la consommation avec le rachat de Finance America, s'était cantonné au financement d'achats d'équipements, d'investissements industriels ou immobiliers. Dans ce but, il a constitué une filiale commune avec la société financière du groupe General Electric et acquis E.F. Hutton Credit Corp., société d'investissement new-yorkaise.

Plus audacieux, Ford a choisi le crédit à la consommation et l'épargne, considérant qu'un véhicule n'est jamais qu'un bien de consommation parmi d'autres et qu'en tout épargnant il y a un acheteur de voiture qui sommeille.

C. B.

A l'ouest du nouveau

(Suite de la page 37.)

Cela passe dans l'immédiat par un recours accru pour les organes mécaniques, mais aussi pour les véhicules entiers dans le bas de gamme, aux filières étrangères bon marché ; la filière sud-américaine (Mexique, Brésil), mais surtout la filière asiatique, avec les associés japonais et sud-coréens (Isuzu, Suzuki, Toyota, Daewoo, pour General Motors; Mazda, Kia pour Ford; Mitsubishi pour Chrysler...).

Saturn contre le Japon

« Constat d'échec pour l'industrie automobile américaine », disent certains observateurs. Un chiffre ne devrait cependant pas tromper : *les 50 milliards* de dollars que les constructeurs ont prévu de dépenser, entre 1985 et 1990, pour le développement de projets automobiles faits de nouveaux produits, de nouvelles usines et de nouveaux équipements, économes en matières... et en hommes.

A lui seul le projet Saturn de General Motors absorbera 5 milliards de dollars. Saturn, au nom quasi mythique tout autant que celui de Alpha et de Liberty, ses homologues chez Ford et chez Chrysler, c'est le symbole de cette nouvelle culture que les constructeurs veulent inculquer à leurs « *cols blancs* », *leurs* ouvriers, leurs fournisseurs, leurs concessionnaires.

« Saturn, c'est repartir de zéro dans tous les domaines, explique Jack Harned, un des porte-parole de General Motors. *C'est faire table rase du passé et inventer une nouvelle façon de travailler, de construire une automobile, de la vendre... »* Ce n'est jamais que prendre les moyens de lutter efficacement contre la concurrence des Japonais, en leur empruntant nombre de leurs méthodes. *Formuler ainsi le message aurait eu* peu de chances de passer, surtout dans un corps immense comme celui de General Motors, lent à se *mouvoir et à réagir.*

M. Roger Smith, le patron du géant de l'automobile, plus discret que son homologue de Chrysler, M. Iacocca, mais auquel beaucoup reconnaissent son caractère « visionnaire » au bon sens du terme, l'a bien compris. Il a fait de Saturn une formidable opération de relations publiques en direction de l'opinion américaine à laquelle il s'agissait de faire comprendre que l'on abandonnait momentanément — Saturn doit démarrer en 1989 — les petites voitures aux Japonais. Le temps d'apprendre à les faire de façon compétitive.

Opération de relations publiques aussi et surtout en direction de l'entreprise elle-même à laquelle il fallait un électrochoc. Cet électrochoc, ce sera Saturn, une nouvelle marque, une nouvelle société, où tout sera fait autrement et dont la réussite pourra étendre l'expérience aux autres parties du groupe. Car il faut réussir. M. Smith ne l'a pas caché à ses troupes : Saturn, c'est la dernière chance de construire des petites voitures sur le sol américain.

Curieusement, alors qu'il est à la tête d'un groupe dont la taille et la massivité *lui* assurent la pérennité, quelles que soient les turbulences de son environnement, M. Smith s'est fait le chantre de l'impérieuse nécessité de faire bouger l'industrie automobile. La « *révolution culturelle* », dont Saturn, Alpha ou Liberty sont la partie émergée, le président de General Motors a entrepris de la faire passer par tous les moyens dans les veines de ce mastodonte qu'est son groupe.

Quelque temps avant de lancer Saturn, il a déclenché une grande refonte des structures, créant trois branches autonomes — la branche petites voitures Chevrolet-Pontiac-Canada, la branche grosses voitures Cadillac-Oldsmobile-Buick, la branche poids-lourds — responsables de la conception, de la fabrication et de la vente des véhicules de leurs marques. L'idée est simple. Mais comment imaginer qu'auparavant une même voiture passait d'une tôlerie Buick à une usine de montage Chevrolet sans véritable suivi ?

Tous ces changements demandent du temps. Du temps que les constructeurs américains gagnent en laissant leurs associés asiatiques alimenter leurs réseaux en bas de gamme ou en utilisant les compétences en haut de gamme des Européens. Du temps pour mettre à profit les leçons apprises auprès des Japonais, comme c'est le cas pour General Motors dans son usine commune avec Toyota en Californie. Du temps aussi pour laisser leurs multiples acquisitions profiter au secteur automobile. Certes, les achats spectaculaires d'Electronic Data Systems (EDS) ou de Hughes Aircraft sont surtout considérés comme des opérations de diversification.

Gagne-pain

Toutefois l'automobile risque encore pendant longtemps d'être le principal gagne-pain des firmes de Detroit. La diversification, qui n'est pas une nouveauté chez Ford, par exemple, ne représente cependant que 10 % de son chiffre d'affaires ; et l'objectif affiché par M. Smith pour l'activité non automobile de General Motors est seulement de 15 %.

En revanche, les constructeurs utilisent plus qu'on ne l'imagine les cerveaux et les méthodes de *leurs nouveaux rejetons. Les* jeunes cadres de EDS sont bien utiles aux vieux loups de Detroit. La matière grise de la multitude des petites sociétés d'informatique industrielle, de vision artificielle, d'*intelligence artificielle...*, dans lesquelles les « trois grands » ont pris des participations va irriguer les usines de ces « sociétés du vingt et unième siècle » qu'ils sont en train de construire. Un défi auquel l'environnement économique et international, avec son inflation, ses taux d'intérêt et ses variations monétaires, apportera aussi sa contribution positive ou négative.

C. B.

LES « TROIS GRANDS » EN 1984

(entre parenthèses figurent les résultats des neufs premiers mois de 1985)

	GENERAL MOTORS	FORD	CHRYSLER
Chiffre d'affaires (*)	83,89 (71,73)	52,37 (38,67)	19,72 (15,87)
Résultats (*)	4,52 (2,75)	2,91 (1,79)	2,38 (1,42)
Effectifs	748 000	383 700	100 400

(*) En milliards de dollars.



Les constructeurs automobiles américains

Un danger pour le syndicat : l'entrée en force des Japonais

POUR les *syndicalistes* comme pour les constructeurs, la menace est aujourd'hui japonaise. A peine l'industrie automobile est-elle *sortie* de la crise — qui a entraîné des centaines de milliers de licenciements dans les années 1979-1982 — que l'entrée en force des Japonais sur le marché américain de l'automobile risque de mettre en cause la représentativité du syndicat. A tout le moins, elle risque de l'obliger à changer considérablement ses relations avec les industriels et à effectuer une difficile conversion.

Traditionnellement, l'automobile est le lieu d'un face-à-face entre le *big business* et le *big labor*. Un seul syndicat, en effet, représente les salariés de la branche : l'UAW (United Automobile Workers), qui est encore aujourd'hui la plus importante des organisations affiliées à la centrale unifiée, l'American Federation of Labor (AFL-CIO).

Selon le système américain, lorsqu'un syndicat a obtenu la majorité des votes dans un établissement, il devient l'organisation représentative de l'ensemble du personnel. L'UAW, ayant acquis la représentativité chez General Motors, Ford et Chrysler, se trouvait *de facto* l'unique interlocuteur des industriels du secteur.

A l'époque de la prospérité, jusqu'au milieu des années 70, la domination de l'UAW (qui rassemble 75 % des salariés de la branche) lui avait permis d'aboutir chez les « trois grands » à un *pattern agreement*, un contrat de base, comportant notamment des clauses d'indexation des salaires sur le coût de la vie. Ce contrat servait de modèle pour les autres constructeurs et d'objectif pour les autres entreprises du secteur.

Cette domination a été menacée par le recours à la sous-traitance, l'*outsourcing*, et par l'*installation* de nouvelles usines dans des Etats où les traditions syndicales étaient moins fortes, et même à l'étranger. Face aux aléas de la conjoncture, les constructeurs ont fait de plus en plus appel, avant même la crise de 1979-1982, à des sous-traitants pour la fabrication des pièces.

Sous-traitance

Ces entreprises, souvent *petites, offraient un terrain* beaucoup moins favorable à l'action syndicale, même quand elles se trouvaient dans la région traditionnelle de l'automobile (Michigan et Wisconsin). Mais beaucoup se sont installées dans le sud des Etats-Unis, où les syndicats sont souvent peu représentés et où elles pouvaient bénéficier de salaires moins élevés : par exemple, lorsque l'usine de roulements à billes Federal Mogul fut transférée de Detroit à Hamilton (Alabama), *le salaire horaire* moyen des ouvriers tomba de 6 à 3,40 dollars (1).

La sous-traitance s'est même *mondialisée : dès 1978*, près de *la* moitié des composants utilisés par les constructeurs provenaient d'usines situées dans le sud des *Etats-Unis, au Mexique*, à *Porto*-Rico et aux Philippines, échappant totalement, pour ces dernières, à l'influence syndicale.

Toutefois, l'arrivée des constructeurs japonais peut, elle, menacer le cœur même de la base syndicale : les usines de montage. La « décentralisation » de certaines usines — General Motors en compte une bonne demi-douzaine dans les Etats du Sud, notamment Georgie et Missouri — pouvait gêner le syndicat : la liberté d'action est peut-être moins grande dans ces nouveaux établissements que dans les usines anciennes des *Grands Lacs*. Mais sa représentativité n'était pas mise en cause. Elle ne le fut pas davantage avec l'installation de Volkswagen : la firme allemande accepta la présence syndicale dès le départ.

Honda et Nissan ont refusé la domination de l'UAW.

Avec les Japonais, l'évolution a été diverse. L'usine de Fremont, créée en association par Toyota et General Motors, est « syndiquée » : « *Il n'était pas question pour nous d'exclure le syndicat* », dit-on au siège de GM. L'UAW a aussi obtenu un accord de principe de Mazda pour l'usine que celle-ci va construire à Flat-Rock (Michigan), près de Detroit, et qui produira 250 000 voitures par an à partir de 1987. Mais Nissan, à Smyrna (Tennessee), et Honda, à Marysville (Ohio), ont refusé. Le syndicat ne s'est pas résigné et a annoncé son intention de mener des campagnes pour être reconnu dans les deux usines.

Une tâche malaisée, non seulement en raison de l'opposition des directions, mais aussi de l'origine rurale des salariés, ce qui n'est pas le milieu *a priori* le mieux disposé envers les syndicats. L'UAW avait obtenu, le 19 décembre 1985, un vote sur la reconnaissance du syndicat à Marysville, mais y a finalement renoncé *sine die* : arguant de pratiques « *discriminatoires* » et « *antisyndicales* », il a porté l'affaire devant le National Labor Relations Board (Conseil national des relations du travail), qui doit faire une enquête.

L'UAW, en effet, ne peut pas se permettre de perdre. En l'absence de vote, il peut toujours essayer de circonscrire le mal : ainsi, des discussions ont déjà commencé avec Mitsubishi pour l'usine — dont le site n'est pas encore choisi, — d'une capacité de 180 000 voitures par an, construite en association avec Chrysler. Mais, en cas d'échec, la tentation sera grande pour d'autres industriels japonais de suivre l'exemple de Honda et de Nissan. Or Toyota, comme Honda, a de nouveaux projets en tête.

De façon générale, les constructeurs japonais envisagent d'attaquer le marché des voitures moyennes — laissant le bas de gamme aux Coréens — et peut-être plus encore celui des composants. Et les Américains prévoient de plus en plus d'opérations conjointes *(joint ventures)*. A en croire M. Lee Iacocca, le président de Chrysler, « *il faut s'attendre que, dans deux ans, les Japonais détiennent 50 % de l'ensemble du marché* », directement ou indirectement, sous forme d'importations ou de fabrication sur place.

Changements de technologie

Dans ce scénario du pire — pour l'UAW, — le syndicat n'aurait le choix qu'entre une croissance des emplois « non syndiqués » et une perte considérable d'emplois. Divers analystes prévoient une baisse de 100 000 emplois chez les constructeurs américains, et peut-être 400 000 chez les sous-traitants « indigènes ».

L'entrée en lice des Japonais contribue d'une autre manière à changer la physionomie des négociations. En effet, elle pousse les entreprises à réorganiser les modes de production et, par conséquent, l'organisation du travail. De fait, l'UAW est devenue particulièrement attentive aux effets des changements de technologie.

Dans les contrats signés avec les grands constructeurs, elle a cherché à faire inscrire des garde-fous contre l'application de nouvelles technologies sans consultation, vu leurs effets sur l'emploi. Ainsi, chez General Motors, un salarié ayant plus d'un an d'*ancienneté* ne peut être licencié par suite de la mise en œuvre d'une technologie nouvelle.

En revanche, le syndicat a accepté que le nombre de classifications ouvrières, qui peut dépasser deux cents dans les usines traditionnelles — instaurant une répartition minutieuse et rigide des tâches, — soit réduit considérablement dans les nouveaux établissements : cinq (une pour les OS, quatre pour les ouvriers qualifiés) à Fremont, par exemple, et une douzaine dans les usines les plus récentes de Ford ou de General Motors ; vingt et une dans celle qu'AMC construit à Brampton, dans l'Ontario, et qui produira une grosse voiture (la X 58) pour le marché américain.

Les « *concessions* » accordées sur ce point par l'UAW font l'objet de vives discussions à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat : pour certains, elles reviennent sur des acquis et ouvrent la porte à une « *déqualification* » des travailleurs, que l'on peut déplacer d'un poste à un autre et d'une tâche à une autre. Mais les responsables de l'UAW objectent que la multiplication des qualifications, fruits de l'histoire, divise aussi les salariés.

« *Est-il absolument nécessaire d'avoir des qualifications différentes pour l'ouvrier sur la chaîne qui pose le pare-chocs et pour celui qui pose les essuie-glaces ?* demande un délégué UAW de Brampton. *Pour un mécanicien-dépanneur, une seule qualification suffit, quel que soit l'organe sur lequel il intervient...* »

A terme, ces changements d'organisation peuvent modifier la physionomie des négociations entre les firmes et le syndicat. En multipliant les cas d'espèce, *ils* peuvent vider en bonne partie de son contenu le *collective bargaining*, la négociation globale.

Ce contenu demeure important : les dispositions majeures des contrats signés en 1984 avec General Motors et Ford, en 1985 avec Chrysler, sont très proches, qu'il s'agisse des augmentations de salaire, de l'emploi ou des nouvelles technologies. Mais elles diffèrent déjà sensiblement en ce qui concerne le recours à la sous-traitance : chez General Motors, celui-ci ne doit pas affecter l'emploi des ouvriers syndiqués ; chez Chrysler, la consultation d'un comité paritaire direction-syndicat ne sera nécessaire que lorsque 25 % des syndiqués sont touchés.

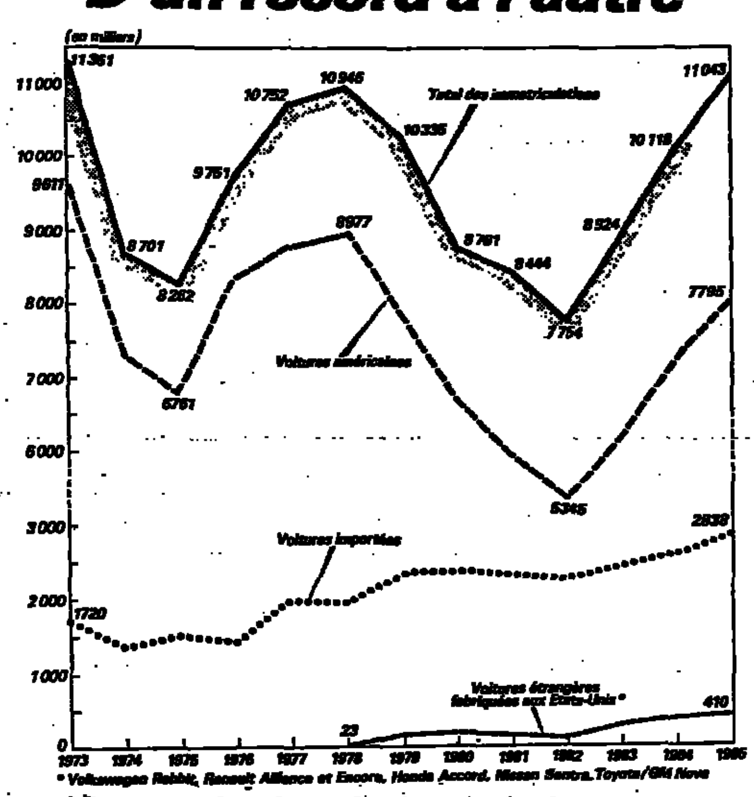
C'est surtout la création de Saturne, la nouvelle marque de petites voitures construites par General Motors, *qui va apporter* des changements majeurs : fonctionnant selon des techniques, une organisation du travail et un mode de rémunération tout à fait différents, l'usine ne pourra pas faire l'objet d'un même contrat que les autres.

L'exemple risque d'être suivi, notamment pour les projets Alpha de Ford et Liberty de Chrysler. A terme, si les statuts des travailleurs semblent être voués à s'unifier dans chaque usine, les contrats paraissent devoir en revanche se diversifier d'un établissement à un autre, d'une entreprise à une autre...

GUY HERZLICH.

(1) Marianne Debouzy, *Travail et travailleurs aux Etats-Unis*, La Découverte, 1985.

D'un record à l'autre



* Volkswagen Rabbit, Renault Alliance et Encore, Honda Accord, Nissan Sentra, Toyota/GM Nova

* Les ventes « domestiques » de voitures se répartissent entre les sept constructeurs comme suit : General Motors (56,2 %) ; Ford (25 %) ; Chrysler (14 %) ; Honda (1,8 %) ; American Motors (1,5 %) ; Volkswagen (0,9 %) ; Nissan (0,5 %).

Detroit ou le désarroi ouvrier

(Suite de la page 37.)

A la notable exception — mais peut-être bien provisoire — d'American Motors, la filiale de Renault, tous les constructeurs automobiles enregistrent depuis un an des ventes et des profits records. Pourtant, si le temps de la crise, symboliquement ouverte en 1978 avec la quasi-faillite de Chrysler *et qui avait atteint son* apogée en 1982, est bien révolu, celui des difficultés ne fait que commencer pour les salariés.

Alors qu'avant la crise le degré d'automatisation des ateliers de peinture et de tôlerie (près de 40 % des temps de fabrication) ne dépassait pas les 30 %, il y est respectivement aujourd'hui de 80 % et 75 %. Ajouté à la diminution des temps de montage grâce à une meilleure conception des dessins et à un effort marqué sur la qualité, ce développement de l'automatisation a fait que les « trois grands » ont pu retrouver leur niveau de production en *employant toutefois quelque deux* cent mille ouvriers de moins qu'en 1978.

Les faillites en chaîne qui frappent les exploitations agricoles du Middle-West ayant dans le même temps sévèrement touché les grands fabricants de tracteurs (dont les ouvriers sont aussi organisés par l'UAW), le syndicat de l'automobile ne compte *plus* aujourd'hui que 1,1 million de membres contre 1,5 million en 1979. Cela fait de lourdes pertes en cotisations, en poids politique dans les couloirs du Congrès, en capacité de marchandage avec les compagnies surtout.

Nous allons vers la fin des grands accords

C'est donc maintenant devenu un rituel : avant chaque remodelage de chaîne, les fabricants s'adressent *directement à la section* syndicale concernée pour faire valoir que l'investissement envisagé n'aurait pas de sens sans une amélioration des normes de productivité et de qualité et sans un assouplissement du rigide système de classification qui interdit de faire faire à un ouvrier une tâche qui ne serait pas exactement celle pour laquelle il a été embauché. Les *locals* n'ont en réalité pas d'autre choix que d'accepter les nouvelles conditions qui leur sont proposées, car il ne coûterait pas plus cher aux compagnies de construire une nouvelle usine de toutes pièces — dans un autre Etat, tout prêt à consentir les avantages fiscaux et autres propres à séduire un investisseur.

Les responsables de l'UAW nient l'évidence en faisant semblant de croire que ces négociations locales ne sont que le traditionnel complément des grandes négociations nationales. En fait elles tendent à prendre une importance décisive puisqu'elles introduisent une concurrence entre ouvriers et façonnent les règles de demain.

« *Nous allons vers la fin des grands accords nationaux* », laisse échapper le vice-président d'une grande compagnie qui se rattrape aussitôt en insistant sur la nécessité d'une « *représentation nationale* » du travail et en parlant d'un développement parallèle de l'autonomie locale — dans la gestion comme dans le syndicalisme.

Diagnostic accablé d'un responsable du local numéro 160 — connu, il est vrai, comme un bastion de « *radicaux* » : « *Nous devenons de plus en plus faibles. Les compagnies diversifient leurs intérêts dans d'autres branches industrielles. Nous avons de moins en moins de membres, et nous serons bientôt totalement incapables de nous battre.* »

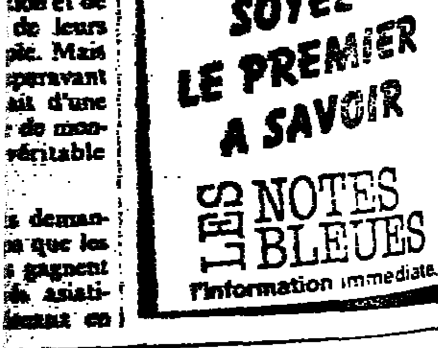
L'un de ses camarades ajoute : « *On nous a fait valoir les salaires des Japonais. Demain ce sera ceux des Coréens à moins de 3 dollars de l'heure. Un jour on nous parlera d'Africains à un demi-dollar de l'heure ; mais qui alors achètera les voitures ?* »

« *L'automatisation*, estime de son côté M. Jésus Peon, vice-président d'American Motors et responsable de la fabrication, *permet de produire pour moins cher et, donc, de conquérir de nouveaux marchés qui développent l'emploi, même si la main-d'œuvre quitte les chaînes.* » Ce responsable ne cache cependant pas une crainte : que les compagnies veuillent un jour prendre trop avantage de l'affaiblissement de l'UAW et favorisent ainsi une « politisation » des syndicats.

Aux Etats-Unis ? A l'heure du triomphe libéral ? Oui, peut-être bien, car les ouvriers de l'automobile et de l'industrie lourde en général sont en train de redécouvrir que les intérêts de leurs employeurs et les leurs ne convergent pas forcément. Beaucoup d'autres emplois industriels vont disparaître dans les années à venir, et ceux qui les auront perdus auront pour seule alternative d'aller prendre leurs repas à l'Armée du salut ou d'en servir, pour 4 dollars l'heure et sans protection sociale, dans les restaurants de fast food.

« *Hier*, dit un syndicaliste de base, *nous faisions des pieds et des mains pour faire entrer nos fils dans nos usines. Nous économisons aujourd'hui pour leur payer des formations en technologies nouvelles.* »

BERNARD GUETTA.



La chronique de Paul Fabra

Le « fardeau » de la dette latino-américaine

LA chance de voir la pauvreté reculer dans le monde, et un nombre grandissant de pays économiquement en retard s'engager vraiment dans la voie du développement, tient d'abord et avant toute autre chose — montant de l'aide extérieure, accord de rééchelonnement des dettes, éventuellement diminution, par un biais ou un autre, des charges d'intérêt, etc. — *à un seul et unique facteur* : la conviction des pays en question et de leurs dirigeants que le sous-développement n'est pas une fatalité mais que, neuf fois sur dix, on peut et on doit en attribuer la cause à de mauvaises politiques économiques.

Cette idée simple, selon laquelle on ne peut espérer la croissance que si l'on pratique des politiques qui la favorisent, en tout cas ne l'empêchent pas, a fait beaucoup de chemin depuis quelques années.

En 1937, trois pays d'Amérique latine, l'Argentine, l'Uruguay et le Venezuela avaient un revenu moyen par habitant *proche de celui de la France, mais sans* doute, sauf peut-être pour l'Uruguay, plus inégalement réparti. (Cependant, le souci de l'égalité fait souvent perdre de vue que la meilleure façon d'arriver à une certaine égalisation des niveaux de vie est le développement économique, lequel a peu de chances *de se produire dans une société* où la redistribution prend le pas sur toute autre considération). A cette époque-là, le revenu par tête chilien était supérieur à l'italien, et celui de la Colombie était comparable à celui du Japon. La seconde guerre mondiale, dont plusieurs pays d'Amérique latine profitèrent beaucoup, accentua encore l'avance relative du continent par rapport aux autres parties du « tiers-monde » (une expression qui fit alors son apparition). En 1950, le Pérou avait un revenu par habitant double de celui de la Corée et de Taiwan.

Alors que, avant la guerre, le revenu moyen par tête dépassait en Argentine celui de l'Italie, de la Finlande, de l'Autriche et de l'Espagne, il leur est aujourd'hui inférieur d'au moins la moitié environ. Les *revenus de pays considérés comme* encore relativement pauvres, l'Irlande, le Portugal, Taiwan, sont en train de dépasser ceux des pays les plus développés de l'Amérique latine.

Une pareille évolution n'est ni le fruit du hasard ni d'une série de facteurs qui auraient systématiquement joué en faveur des uns et au détriment des autres. Le croire, ce serait faire confiance à des théories auxquelles les Latino-Américains, qui restèrent plus longtemps que d'autres prisonniers des schémas marxistes ou marxisants, *ont prêté une oreille trop complaisante* (l'idée bien consolante que tous leurs malheurs sont imputables à la politique des Yankees et à leurs pratiques d'« exploitation »). Plusieurs des orateurs du récent symposium de Londres sur la dette de l'Amérique latine organisé par l'*Herald International Tribune* (*le Monde* du 29 janvier), *et notamment* l'un des meilleurs économistes argentins de sa génération, M. Arnaldo Musich, cinquante-neuf ans, devaient montrer les limites de la doctrine économique qui *s'empara peu ou prou de tous les pays* d'Amérique latine dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale.

Cette doctrine consistait à prôner des politiques dites de substitution des importations. On industrialisa à la faveur de barrières tarifaires et contingentaires très élevées. Des résultats furent bien obtenus mais ils trouvèrent vite leurs limites. Cette doctrine fut dépassée quand les investissements, stimulés sinon imposés par l'Etat (grâce à un secteur public souvent prépondérant), se portèrent sur des *productions de moins en moins rentables. La « conquête du marché intérieur »* se brisa sur des prix de revient trois ou quatre fois supérieurs aux marchandises importées (une proportion qu'on peut encore aujourd'hui constater souvent). Les faillites n'étaient empêchées qu'à coups de subventions génératrices de déficits budgétaires, eux-mêmes financés par l'inflation.

C'est comme si on avait appliqué, sans la moindre retenue, et à l'abri de toute concurrence, les principes qu'on retrouvait, à dose beaucoup moins forte (mais potentiellement encore dangereuse), dans le programme commun de la gauche française en 1981.

Un petit pays comme l'Uruguay, jadis le plus prospère et politiquement le plus *exemplaire, n'y résista* pas. Avec des intentions excellentes, il détruisit son économie (1). Sous prétexte de « sélectivité » des importations, il abaissa les tarifs pour *les biens d'équipement dans le dessein* de favoriser la modernisation de l'industrie locale, tandis que le gouvernement pratiquait, au sein d'offices tripartites des *salaires, une revalorisation* systématique de ces derniers. Résultat : ce ne sont pas les productions nationales qu'on substitue aux importations, mais le capital, sous forme de machines importées, au travail local.

CETTE politique avait dans la région un théoricien très écouté, jouissant, grâce à sa forte personnalité et sa culture, d'un grand prestige : Raoul Prebisch, (il est aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans, et toujours actif). Prebisch disposait d'un bras séculier ; c'était la très influente (à cette époque) Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies (CEPAL) dont il fut le secrétaire général (de 1950 à 1963). Il est vrai que Prebisch voulait donner un vaste mar*ché aux industries locales naissantes en* créant un *ou plusieurs* « marchés communs ». Se donnait-il la moindre chance d'y parvenir alors que les politiques qu'il inspirait postulaient l'instauration de contrôles de toutes sortes et supposaient l'efficacité des techniques de planification ? Le rôle de Prebisch, et les conséquences qui en découlèrent, est à rapprocher de celui que jouèrent en Grande-Bretagne, auprès des gouvernements travaillistes, plusieurs économistes, illustres théoriciens d'inspiration keynésienne ou marxiste (et parfois titulaire du prix Nobel).

A cette politique qui visait, *au moins en* intention, à promouvoir l'industrialisation en tournant le dos au marché mondial (et en négligeant l'agriculture) en succéda une *autre, qui se réclamait* au contraire des bienfaits de la concurrence, et dont les effets ne furent pas moins désastreux *en plus d'une occasion.* Il serait fallacieux d'en conclure que toutes se valent. De très graves erreurs ont été commises *dans la deuxième partie des années 70 et au début des années 80* par les gouvernements de l'Argentine, du Chili, de l'Uruguay *se réclamant du libéralisme économique (mais pas, hélas ! du libéralisme* politique), avec la bénédiction du Fonds monétaire — et l'appui intellectuel de Milton Friedman et des « Chicago boys ». Elles sont aujourd'hui bien connues, et du reste reconnues par le FMI, lequel, disons-le en passant, est encore loin d'avoir tiré toutes les conclusions qui s'imposent de ses échecs répétés. L'une des plus nocives erreurs a été de pratiquer un taux de change *surévalué*, sous prétexte de combattre l'inflation par des importations *à bon marché, au même moment où l'on* « libéralisait » le commerce extérieur.

« Ce fut une période qu'on n'est pas près d'oublier en Argentine », dit le très *modéré M. Musich. L'industrialisation artificiellement* stimulée à la Prebisch se révéla un leurre. La politique d'encouragement non *moins* arbitraire des importations à la Friedman en fut un autre. L'inflation, dont les causes étaient évi*demment ailleurs* (*notamment dans le financement d'un énorme déficit budgétaire*), n'en fut pas guérie pour autant. Taux de change maintenu à un niveau absurdement élevé, hausse des coûts de production intérieurs, subventions budgétaires en forte augmentation pour venir au secours des entreprises les plus influentes, toutes les conditions étaient réunies pour étrangler les industries locales, provoquer une gigantesque fuite des capitaux, détruire le marché financier local. *« De 1974 à 1983,* précise M. Musich, *le nombre d'entreprises industrielles a diminué, en Argentine, de 14 %, tandis que celui des sociétés de service s'accroissait de 13 %, l'emploi dans le secteur tertiaire augmentant de 26 %. »* Mais, ajoute-t-il : *« Cette dernière évolution ne doit pas faire illusion : elle cache un phénomène plus profond de chômage déguisé, et une chute de la productivité. »*

LE vocabulaire politique, forgé pour *les besoins de la cause*, contribue à *déformer la réalité des choses.* Les pays d'Amérique latine, disent les ministres qui les représentent, *croulent sous le* poids du service de leur dette extérieure qui absorbe en moyenne pas loin de 40 % de leurs recettes d'exportation. C'est vrai, *mais si les capitaux importés* (par voie d'emprunts) avaient, dans leur grande *majorité*, été affectés à des investissements rentables, ils produiraient aujourd'hui les revenus qui rendraient possibles, sans drame, les transferts d'intérêts. Mieux encore : à supposer que ces pays appliquent des politiques de croissance, et donc de stabilité, les transferts en question n'auraient pas lieu car les créanciers seraient incités à réinvestir sur place les sommes correspondantes.

(1) Voir notamment l'ouvrage collectif publié en 1984 par l'Institute for Contemporary Studies de San-Francisco : *World Economic Growth*, sous l'autorité d'Arnold Harberger.



ERRATUM. — A la suite de l'article publié, dans « le Monde Économie » du 28 janvier dernier, sous le titre « *La passion des taurillons* », M. Jean Rozé, président-directeur général de la Société vitréenne d'abattage (SVA), nous demande de rectifier l'information selon laquelle Intermarché détiendrait 40 % de sa société. « *Cette information est dénuée de tout fondement*, écrit-il. *En effet, il n'y a jamais eu de contact à ce sujet entre les sociétés citées.* »

La SVA est aujourd'hui le premier abattoir français de gros bovins. Elle a réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs. Créée il y a trente ans, par les deux frères Jean et Louis Rozé, la SVA a un capital entièrement contrôlé par ses fondateurs. Intermarché fait partie, nous a indiqué M. Rozé, de ses principaux clients.

Par ailleurs, dans l'article intitulé « En suivant le chevillard », il fallait lire une race à viande de haute qualité « *blanc-bleu belge* », et non « *beige* ». Enfin, M. Gilot a maintenant « *soixante vaches allaitantes* », et non « *trois cent soixante* », comme il a été écrit à la suite d'une erreur de transmission.

économie

LA CHUTE DES COURS DU PÉTROLE ET L'ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE

Le Mexique et le Venezuela abaissent le prix de leur brut

Alors que cinq pays membres de l'OPEP se réunissent officiellement à Vienne, le 3 février, pour étudier les moyens d'accroître la part de marché de l'Organisation et que trois ministres (Libye, Iran et Algérie) doivent se rencontrer de façon informelle à Tripoli pour chercher un remède à la chute des cours, plusieurs producteurs ont abaissé leurs prix.

Après Mexico, qui avait annoncé dans la soirée du 31 janvier une baisse moyenne des prix de son pétrole de 4 dollars par baril – désormais à 19,75 dollars en moyenne, – le Venezuela a réduit *ses cours en moyenne* de 3 dollars. Pour Caracas, cela représente un manque à gagner de près de 500 millions de dollars en 1986. Ces décisions, qui ne font qu'entériner l'évolution du marché au mois de janvier, ont suivi la réunion à Cancun des *présidents Miguel* de *La Madrid* et Jaime Lusinchi, qui avaient décidé d'appliquer « *une politique flexible de prix et de commercialisation* ».

Les effets de la baisse des cours du pétrole sur ces deux pays très endettés (*le Monde* daté 2-3 février) ne se font pas attendre. Le ministre mexicain du développement industriel, M. Hector Hernandez, qui se trouve à Davos pour un symposium sur l'économie mondiale, a signalé le 1er février que son pays ne serait pas en mesure de payer la totalité des intérêts de sa dette. Au niveau actuel du brut, le Mexique devrait trouver 8 milliards de dollars supplémentaires pour le service de sa dette.

Quant au Venezuela, il a fait savoir qu'il recourrait à la clause d'urgence pour le règlement de sa dette si les prix du pétrole s'effondraient. Cette clause stipule que les termes de la dette peuvent être renégociés en cas de catastrophe naturelle ou économique, a précisé, le 1er février, le ministre des finances, M. Manuel Azpurua.

L'Egypte, en revanche, a décidé, *le 1er février, de maintenir* pour la première quinzaine de février les prix de son pétrole, soit un cours de 22,70 dollars par baril pour la meilleure qualité (Suez léger). Le Caire, il est vrai, avait déjà entériné la chute des cours en abaissant de trois dollars par baril le prix de son brut pour la seconde quinzaine de *janvier*.

Voilà qui ne va pas faciliter le travail des cinq ministres de l'OPEP (Koweït, Venezuela, Emirats arabes-unis, Indonésie et Irak) réunis à partir du lundi 3 février à Vienne. Ce comité, destiné à rechercher les moyens pour assurer à l'Organisation sa juste part du marché, ne comprend pas le ministre saoudien, Cheik Yamani, principal responsable de l'évolution des cours depuis trois semaines.

Pour M. Manah Saïd Al Oteïba, ministre des Emirats arabes-unis, la majorité des pays membres de l'OPEP envisage d'abandonner de manière *officielle les prix fixés* par l'Organisation, qui ne sont plus pratiqués. Ils entérineraient donc la stratégie de « guerre des prix » engagée par l'Arabie saoudite pour obliger la Grande-Bretagne à coopérer avec l'OPEP. Cheik Yamani a d'ailleurs *répété, le 3 février*, que l'OPEP ne pouvait « *protéger le prix du brut en planifiant une réduction de sa production si elle ne coopère pas avec les pays producteurs extérieurs à l'Organisation, notamment la Grande-Bretagne et la Norvège* ».

Il a par ailleurs avoué que les négociations engagées « *n'ont pas donné jusqu'ici de résultats positifs* » et « *qu'aucun accord* [avec la Grande-Bretagne] *n'est perceptible à l'horizon* ».

Cette stratégie de guerre des prix ne satisfait pas tous les membres de l'OPEP. L'Iran et la Libye viennent de faire une tournée dans les pays du *Golfe – le ministre* des affaires étrangères saoudien, le prince Saud Al-Fayçal, a reçu le ministre du pétrole iranien le 2 février – pour préconiser une nouvelle réduction de la production pour maintenir les prix. Ils envisageraient un plafond de production de 16 millions de barils par jour. L'Iran, la Libye et l'Algérie doivent d'ailleurs se réunir à Tripoli le 4 *février*. Mais ces trois pays n'ont pas encore réussi à convaincre les autres pays membres de l'OPEP de convoquer une session extraordinaire de l'Organisation. – *(AFP, Reuter.)*

Les Etats-Unis ont choisi l'Equateur pour tester le plan Baker

Une certaine impatience pointe à Washington. Persuadés, comme toute la communauté internationale, que le plan Baker visant à réamorcer la croissance d'une quinzaine de pays surendettés ne prendra vraiment forme qu'après avoir été testé sur un ou deux pays, les Américains sont en mal de candidats. Un temps courtisée par les Etats-Unis, l'Argentine s'est cantonnée dans un courtois mais prudent refus. Le Mexique est aujourd'hui trop menacé par la baisse des cours du pétrole pour devenir un modèle convaincant. Un double constat qui a poussé l'administration américaine à redécouvrir les charmes d'un pays aux dimensions modestes, au gouvernement ouvert à la politique libérale et dont les efforts ont abouti à un réel redressement économique, l'Equateur.

M. Francisco Swett, ministre équatorien des finances, de passage à Paris, ne nous cache pas que le hasard de l'histoire a bien fait les choses. « *Nous n'avons pas attendu les propositions du secrétaire américain au Trésor pour engager une politique profonde de réformes et d'assainissement de l'économie. Mais c'est une chance que nous ayons progressé sur cette voie au moment où M. James Baker commençait à prêcher en faveur d'une reprise de flux nets de capitaux vers les pays, surtout latino-américains ayant fait leur part du chemin en appliquant avec succès une politique d'austérité.* » L'équipe au pouvoir depuis août 1984 à Quito a, en ce domaine, quelques raisons de se sentir bien placée.

La reprise

Poursuivant en l'amplifiant l'action engagée en 1983 par ses prédécesseurs avec l'aval du Fonds *monétaire international* et *consacré* par un nouveau crédit de 105,5 millions de DTS (1) en mars 1985, le gouvernement équatorien a obtenu, au printemps dernier, le rééchelonnement des échéances dues auprès de quelque 400 banques privées durant la période *1985-1987* et, principal sujet de fierté, un étalement de la dette garantie par les Etats pour la période 1985-1987. « *Il s'agit du premier, et jusqu'à présent du seul, rééchelonnement pluriannuel accordé par le Club de Paris* », rappelle M. Swett. Lorsqu'on sait que ce forum des créanciers publics n'envisage un tel traitement que pour les pays dont la crédibilité financière paraît suffisamment restaurée pour espérer faire à nouveau appel au marché international des capitaux, on comprend la satisfaction du ministre des finances.

La plupart des experts qui se sont penchés sur la situation de l'Equateur reconnaissent d'ailleurs l'ampleur de la tâche accomplie, la balance des paiements étant équilibrée et le déficit du secteur public virtuellement éliminé.

Avant de pouvoir s'attaquer efficacement à la restructuration *d'une dette évaluée à 8 milliards* de dollars, la nouvelle équipe dirigée par le président Leon Febres Cordero mettait en place une panoplie de mesures destinées à libérer les forces du marché : nouvelle dévaluation, de 14 % cette *fois, de la monnaie, le sucre ; mise* en place d'un marché unique des changes – « *il en existait une quinzaine quand nous sommes arrivés au pouvoir* », souligne M. Swett ; – relèvement des prix intérieurs du pétrole ; libéralisation du commerce extérieur ; levée du contrôle des prix des produits agricoles, autant de décisions qui ont largement contribué à rassurer les créanciers de ce pays de quelque 9 millions d'habitants.

Parallèlement, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement « *faisant du plan Baker avant la lettre* », comme l'indique avec un rien d'ironie un spécialiste, ont multiplié les projets sur l'Equateur. *Maintenant que le changement* d'attitude américaine donne à ces opérations une importance que leur déniait auparavant Washington, les dirigeants de Quito espèrent en tirer quelque avantage.

« *Nous serons sans doute des clients plus exigeants de la Banque mondiale* », prévient M. Swett. Les experts de la banque, qui ont élaboré *des programmes de prêts sectoriels* à déboursement rapide, restent circonspects. La capacité d'absorption de l'Equateur n'est pas infinie et son potentiel technique leur paraît insuffisant pour aller trop vite.

Déjà réticentes à s'engager plus avant en Amérique latine, les banques, notamment les petites et moyennes banques américaines, demandent que le plan Baker leur fournisse des garanties supplémentaires et s'accompagne d'une « conditionalité » renforcée des prêts. Ce qui risquait de poser problème dans un vaste pays à la lourde dette comme l'Argentine n'aurait-il plus sa raison d'être dans un pays comme l'Equateur ? En tout cas, M. Swett laisse entendre que son gouvernement a suffisamment fait la preuve de son sens des responsabilités pour qu'on ne lui impose pas de conditions contraignantes supplémentaires.

L'issue des discussions sur l'application concrète des propositions du secrétaire américain au Trésor prend surtout une *importance accrue* pour Quito depuis la baisse des cours du pétrole. Les recettes tirées des exportations pétrolières comptent désormais pour 18 % dans le produit national brut équatorien. Or, le programme économique pour 1986 était fondé *sur un pétrole à plus de 23 dollars le baril.* « *Repartir sur la base d'un baril à 19 dollars équivaut à réduire de 250 millions de dollars les revenus du pays.* » En tenant compte de rentrées supplémentaires évaluées par M. Swett à 100 millions, grâce notamment à la *remontée des cours du café*, le pays aura besoin « *de 500 à 700 millions de dollars de flux nets de capitaux pour assurer une croissance de 4 % à 5 % cette année* ». Un objectif dont les implications dépassent les seules préoccupations des banques créancières. La manne pétrolière a favorisé l'émergence d'une classe moyenne, mais, selon les organismes *multilatéraux, environ 40 % de la* population urbaine et plus de 60 % de la population rurale vit encore au-dessous du seuil absolu de pauvreté.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Un droit de tirage spécial = *8,13 FF.*

L'URSS : réduire les importations ?

De notre correspondant

Bruxelles. – La baisse du prix du pétrole à 18-19 dollars le baril combinée à la réduction actuelle de la production, ne doit pas, à moyen terme, contraindre l'URSS à une révision déchirante de sa politique économique et militaire, mais elle pourrait la conduire à freiner certaines des ses importations en provenance de l'Occident. Elle ne peut qu'inciter les dirigeants soviétiques à accélérer l'intégration et à rationaliser l'organisation de la production et des échanges à l'intérieur du COMECON.

Telle est l'opinion des experts occidentaux, qui attendent la publication imminente du plan pour mieux apprécier quels grands postes des importations soviétiques risquent d'être touchés. Le commerce extérieur de l'URSS exécuté en devises convertibles est déficitaire. Les fluctuations sont sensibles : moins 4 milliards de dollars en 1982, moins 1,5 milliard en 1983, moins *2,1 milliards en 1984. Pour les neuf* premiers mois de 1985, le déficit a atteint 3,2 milliards de dollars. L'aggravation est surtout imputable à la diminution des ventes de pétrole.

Un déclin persistant

Depuis trois ans, les Soviétiques ne communiquent plus de volumes mais seulement des valeurs, si bien qu'il est difficile d'obtenir une image claire de la situation. Cependant, les experts occidentaux évaluent *à 17 % en volume* la *réduction* des livraisons de brut au cours des neuf premiers mois de 1985 par rapport à la même période de 1984. Or le pétrole représente, *grosso modo*, les deux tiers des exportations en devises convertibles de l'URSS – vers les pays de l'OCDE, Finlande exclue – et les PVD, et l'ensemble des produits énergétiques plus des trois quarts de ces mêmes exportations.

Le déficit des échanges commerciaux est comblé, et au-delà, par les ventes d'armes qu'on évalue à 6 ou 7 milliards de dollars par an. Au total, l'excédent de la balance des paiements courants, armes incluses, évolue depuis quelques années autour de 4 milliards de dollars : 4,43 en 1982, 4,71 en 1983, 4,17 en 1984. Il faut y ajouter les ventes d'or. L'URSS, qui écoulait 300 tonnes par an vers le milieu des années 70, en a vendu environ 150 tonnes en 1984, soit une recette de l'ordre de 1,5 milliard de dollars.

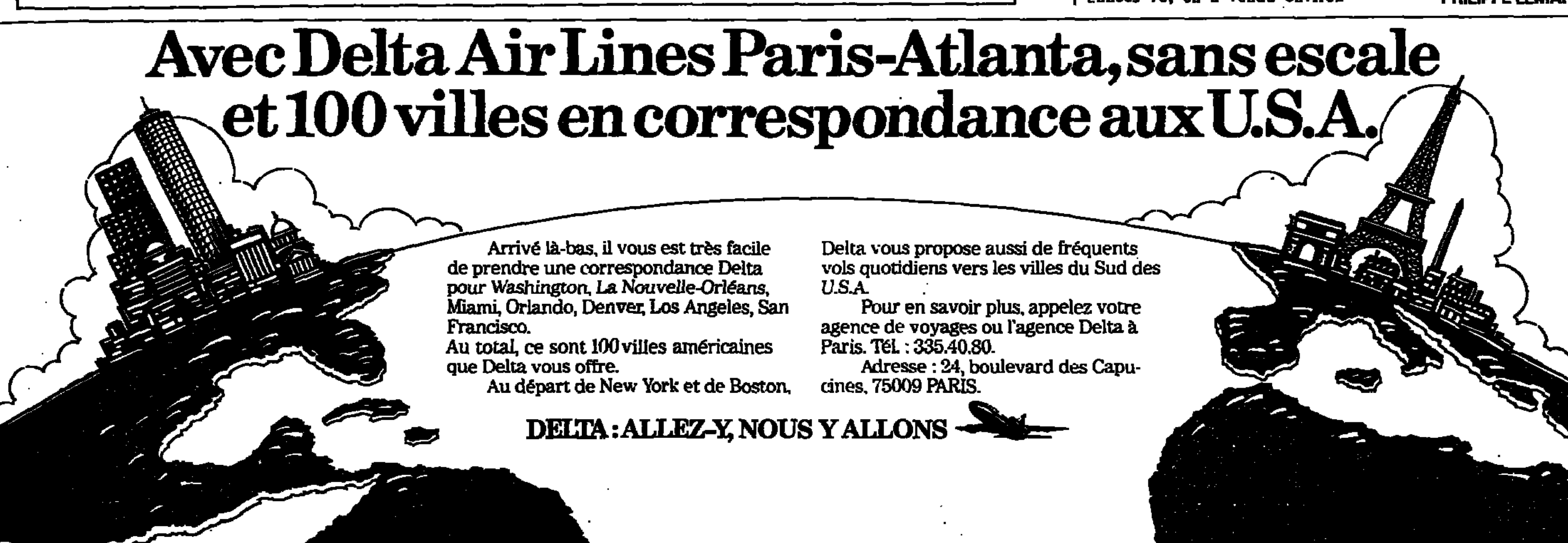
Le déclin de la production pétrolière tend à durer. La baisse des prix est désormais supérieure à 30 %. Si on prend comme hypothèse une baisse des recettes de l'ordre de 7 milliards de dollars, comment les Russes peuvent-ils la compenser ? Les ventes de gaz continueront à croître, mais, compte tenu d'une demande peu soutenue, de manière relativement lente. En outre, le prix du gaz est lié, au moins de manière indirecte, à celui du pétrole. Il n'y a donc pas là de gains à attendre. Les perspectives d'exportation de matières premières et de demi-produits ne permettent pas d'espérer des changements significatifs. Les ventes d'armes, quant à elles, souvent destinées à des pays producteurs de pétrole, devraient aussi diminuer. En revanche, l'URSS peut accroître ses ventes d'or. Le niveau de sa production, sans même parler de ses stocks, lui permettrait cependant sans problème de mettre à nouveau autour 300 tonnes sur le marché, soit un gain de l'ordre de 1,5 milliard de dollars par rapport aux données de 1984.

Deuxième type d'action possible, les Soviétiques peuvent emprunter davantage sur le marché international. *L'URSS est considérée comme* un excellent débiteur. Son endettement net (c'est-à-dire en déduisant les actifs qu'elle possède dans les banques occidentales) est de l'ordre de 10 milliards de dollars, ce qui, en termes relatifs, est un montant très raisonnable, *comparé à celui* de ses voisins de l'Europe de l'Est. Même si une fraction importante de cette dette, de l'ordre de 4 milliards de dollars, vient bientôt à échéance.

Si Moscou ou bien les créanciers occidentaux renâclent à accroître le montant total de la dette, l'URSS devra couper, mais certainement pas de manière dramatique, dans l'un de ces trois grands postes entre lesquels se partagent à peu près également ses importations, à savoir : les produits agricoles et alimentaires, les demi-produits (chimie, acier) et les équipements industriels.

A Bruxelles, on pense que si un tel *choix devait être fait, la réduction* affecterait plutôt les équipements industriels que les Soviétiques peuvent espérer, même si la qualité est moins bonne, se procurer assez facilement en Europe de l'Est.

PHILIPPE LEMAITRE.




ALORS, ON ÉCUME LES BOUTIQUES
DOMINIQUE?
FELINE
362 RUE ST HONORE,
75001 PARIS.
TÉL. 42.60.07.27.
DIABOLO MENTHE
FORUM DES HALLES,
NIVEAU 3.
75001 PARIS.
TÉL. 42.97.43.86.
THIERRY MUGLER
10 PLACE DES VICTOIRES,
75002 PARIS.
TÉL. 42.60.06.37.
DAMBRAY
94 BD ST GERMAIN,
75005 PARIS.
TÉL. 43.54.60.28.
CHICAGO
39 BLD ST MICHEL,
75006 PARIS.
TÉL. 43.54.15.03.
CHARLEY B.
152 BD ST GERMAIN,
75006 PARIS.
TÉL. 43.29.39.88.
EXACTEMENT FAUVE
5 RUE PRINCESSE,
75006 PARIS.
TÉL. 45.03.33.11.
SONIA RYKIEL
4 RUE DE GRENELLE,
75006 PARIS.
TÉL. 45.48.58.59.
BE BOP
52 RUE DE SEVRES,
75007 PARIS.
TÉL. 47.34.36.48.
DANIEL HECHTER
12 RUE DU FG ST HONORE,
75008 PARIS.
TÉL. 42.65.56.65.
FRAGONARD
66 RUE DU FG ST HONORE,
75008 PARIS.
TÉL. 42.65.36.97.
LILIANE BURTY
76 BIS RUE ST PERE,
75008 PARIS.
TÉL. 45.48.07.12.
CHAUSSURES CLARENCE
3 RUE AMBROISE THOMAS,
75009 PARIS.
TÉL. 47.70.03.91.
RENEE FARELL
16 RUE AUBER,
75009 PARIS.
TÉL. 42.65.25.87.
Carte American Express.
Ne sortez pas sans elle.
Demandez-la au (1) 47.51.60.60.
Ogilvy & Mather

ÉTRANGER

POUR FACILITER SES EXPORTATIONS LA POLOGNE DÉVALUE UNE NOUVELLE FOIS LE ZLOTY

Le zloty a été dévalué, samedi 1er février, de 13 % à 15 % par rapport aux monnaies occidentales et de 3 % par rapport au rouble transférable selon les chiffres publiés par la presse polonaise.

Cette dévaluation, qui n'a fait l'objet d'aucune annonce ni explication, apparaît dans les taux de change publiés par la presse. A compter du 1er février, un dollar américain vaut 170 zlotys (contre 147,11 la semaine dernière), un franc français 23,05 zlotys (contre 19,50). Il s'agit de la septième dévaluation du zloty depuis 1982.

Le but de l'opération est, semble-t-il, de rendre les exportations polonaises plus compétitives vers les pays occidentaux, afin de tenter de résoudre l'épineux problème du remboursement de la dette extérieure en devises, qui s'élève à 27 milliards de dollars (1). La Pologne a été incapable de payer en décembre dernier une échéance de 550 millions de dollars aux dix-sept pays créditeurs réunis dans le Club de Paris. – *(AFP.)*

(1) Voir *le Monde* du 21 novembre 1985.

En Tchécoslovaquie

La reprise enregistrée en 1984 ne s'est pas confirmée l'an dernier

De notre correspondante

Vienne. – Cinq ans d'austérité n'ont pas permis à la Tchécoslovaquie de tenir ses objectifs, et la reprise enregistrée en 1984 ne s'est pas poursuivie au rythme attendu en 1985. Un revers d'autant plus inquiétant que les normes du plan 1981-1985 étaient les plus basses d'après-guerre et que l'application à toute l'économie des *« nouvelles mesures destinées à améliorer le système de planification économique »* n'ont pas donné les résultats escomptés.

Ces *« nouvelles mesures »* – le mot « réforme » est toujours banni à Prague, – qui visent à rendre moins rigide le système de planification, *seront étendues à partir de 1986*, en *particulier au secteur agricole*. L'agriculture, qui a réussi au cours des dernières années à porter à 98 % le degré d'autosuffisance céréalière et alimentaire du pays, est devenue un facteur de stabilisation pour l'économie nationale. Elle assure un approvisionnement correct de la population, et, en dépit de la modicité de leur niveau de vie, les Tchécoslovaques vivent beaucoup mieux que les Polonais, les Roumains ou les Soviétiques. L'état préoccupant de l'économie avait amené le mouvement dissident tchécoslovaque Charte 77 a publié en novembre dernier un document critiquant la trop grande timidité des réformes engagées. Une plus grande autonomie des entreprises et l'encouragement du secteur privé sont, selon les auteurs du texte, les seuls moyens d'améliorer le niveau de vie de la population.

On en est encore loin. En présentant les principales orientations des cinq années à venir, fin novembre devant le comité central – le plan sera adopté par le congrès du parti au mois de mars prochain, – le premier ministre, M. Lonbomir Strougal, a fixé des objectifs ambitieux pour la période 1986-1990, sans prévoir d'aménagements fondamentaux des mécanismes économiques : une croissance de 17 % à 19 % (11 % pour les cinq dernières années) du revenu national (1), de 11 % à 12 % de la consommation (6 %), et de 20 % des exportations. Ces chiffres semblent très optimistes, notamment *pour le revenu national, dont l'expansion est étroitement liée au succès de la modernisation et de la restructuration de l'industrie tchécoslovaque.*

Autarcie

Le chef du gouvernement a mis le doigt sur les maux anciens, de l'économie tchécoslovaque, qui sont typiques des économies du «socialisme réel» : productivité insuffisante, inadaptation de l'offre à la demande, gaspillage des ressources et faible productivité du travail. Dans le cas de la Tchécoslovaquie, pays de longue tradition industrielle, cela s'est traduit par une baisse constante de la compétitivité. Il est officiellement *reconnu à Prague que le pays a un* retard technologique d'au moins cinq ans sur le niveau international. Alors que l'objectif d'une baisse de 3 % à 5 % par an de la consommation des matières premières et d'énergie n'a pas été atteint. M. Strougal – qui a réussi avec ténacité à imposer depuis 1975 des réformes modestes en dépit de l'opposition de l'aile orthodoxe du parti – a souligné devant le comité central la priorité accordée à l'industrie *légère et, en particulier*, à l'électronique, dont la production doit augmenter de 62 %. La Tchécoslovaquie s'est spécialisée au sein du COMECON dans la production de matériel de régulation pour les centrales nucléaires et de pièces détachées pour les réacteurs.

De graves problèmes énergétiques risquent cependant de remettre en cause l'objectif ambitieux du VIIIe plan quinquennal : réussir la reconversion industrielle de la Tchécoslovaquie d'ici à *l'an 2000 tout* en élevant le niveau de vie de la population.

La Tchécoslovaquie est, avec les *Etats-Unis et le Canada*, le pays dont la consommation d'énergie par tête est la plus élevée. Une hausse des livraisons de pétrole soviétique étant pratiquement exclue dans le proche avenir, la Tchécoslovaquie – dont la production minière est insuffisante – s'est orientée vers le nucléaire. La réalisation du programme nucléaire, étalé sur trois plans quiquennaux et qui prévoit qu'en 1990 les centrales nucléaires fourniront le tiers de la production *totale* d'énergie, *a pris un certain* retard. En 1985, 15 % seulement du courant électrique provenait des deux centrales nucléaires actuellement en service à Jaslovske-Bohunice, en Slovaquie, et à Dukovany, en Moravie. Une troisième centrale sera construite à Mochovce, en Slovaquie.

Outre l'agriculture, dont la production a progressé de 7 % ces cinq dernières années, la tendance à l'autarcie de la Tchécoslovaquie se manifeste également *dans la priorité* absolue accordée au remboursement de sa dette extérieure, qui, par rapport à la majorité des autres pays socialistes, a toujours été assez modérée. D'après les dernières estimations de l'OCDE, cet endettement *était de l'ordre de 3,5 milliards* de dollars fin 1985 et doit être remboursé dans sa totalité, selon la volonté du gouvernement tchécoslovaque, en 1987-1988.

Une volonté *qui pousse les autorités* à chercher activement à maintenir l'équilibre de la balance commerciale. Selon les prévisions du Plan, les exportations doivent augmenter de 20 % et les importations, de 16 % dans les cinq années à venir. En 1984, l'excédent des échanges *avec les pays à monnaie convertible* avait été de l'ordre de 500 millions de dollars et a dû atteindre 800 millions en 1985. La Tchécoslovaquie effectue toujours près de 77 % de son commerce extérieur avec les pays du COMECON, dont 44 % avec l'URSS seule. Une petite «ouverture» a cependant été amorcée l'année dernière avec la signature d'un très grand nombre d'accords de coopération avec des firmes occidentales sur des marchés tiers. *M. Frantisek Langer, vice*-ministre du commerce extérieur, avait fait part, à la surprise du monde des affaires à l'automne dernier, du souhait de la Tchécoslovaquie de se lancer dans l'aventure des entreprises mixtes avec une participation de capital étranger allant jusqu'à 40 %. Prague semble notamment penser à une coopération avec des entreprises japonaises, très actives dans les pays de l'Est.

Les *« nouvelles mesures »* et une *éventuelle coopération, a priori* très limitée, avec des firmes étrangères ne suffiront cependant pas pour sortir l'économie tchécoslovaque de l'impasse. Après dix-huit ans d'exercice du pouvoir, le régime de Gustav Husak n'a toujours pas réussi à se réconcilier avec la société tchécoslovaque et reste plus ou moins figé de crainte qu'une vraie réforme n'entraîne le pays vers un nouveau «printemps de Prague». Réactiver une économie atone tient dans ces *conditions de la quadrature du cercle.*

En présentant les grandes lignes du nouveau Plan quinquennal 1986-1990, M. Strougal avait promis à ses compatriotes une hausse considérable de leur niveau de vie. En attendant un avenir meilleur, les Tchécoslovaques commenceront par se serrer à nouveau la ceinture : une restriction des voyages en Hongrie et en Yougoslavie a été décidée pour l'année 1986 pour des raisons économiques, *mais sans doute aussi* pour des raisons politiques.

WALTRAUD BARYLI.

(1) L'Institut international de recherches économiques comparatives de Vienne fait remarquer que les *méthodes statistiques ont été modifiées* en 1983. Les calculs, basés auparavant sur des données statistiques nettes, sont depuis lors exécutés sur la base de données brutes. Cela signifierait, selon une analyse de l'ancien directeur de l'Institut, le professeur Friedrich Levcik, que la croissance du revenu national aura à peine dépassé 8 % au cours des cinq dernières années, soit un taux de croissance annuel de 1,6 %.

● **PTT : léger recul de la CGT et de la CFDT aux élections.** – La CGT et la CFDT ont reculé aux élections des représentants du personnel auprès des commissions administratives paritaires des PTT, tandis que FO et surtout la CSL ont progressé. Sur 97,73 % des résultats dépouillés, et donc sur 439 240 inscrits, il y a eu 13,70 % d'abstentions, contre 11,88 % aux précédentes élections en 1983. La CGT demeure en tête avec 33,87 % (– 1,44 point par rapport à 1983) ; devant la CFDT, 26,08 % (– 1,54) ; FO, 24,30 % (+ 1,03) ; la CSL, 6,22 % (+ 1,56) ; la CFTC, 6,12 % (+ 0,25) ; la FNSA (autonome), 2,07 % (+ 0,48) ; la CGC, 0,75 % (– 0,30) ; quatre listes diverses totalisent 0,58 % (– 0,05).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –
$ E.-U.	7,3040	7,3070	+ 45	+ 60	+ 95	+ 125	+ 300	+ 400
$ can.	5,1177	5,1216	– 94	– 76	– 201	– 170	– 472	– 386
Yen (100) ...	3,8231	3,8277	+ 74	+ 88	+ 162	+ 184	+ 516	+ 580
DM	3,0644	3,0669	+ 95	+ 108	+ 212	+ 231	+ 631	+ 688
Florin	2,7132	2,7153	+ 62	+ 70	+ 136	+ 150	+ 410	+ 456
F.B. (100) ...	14,9764	14,9887	– 367	– 261	– 934	– 753	– 1423	– 1012
F.S.	3,6209	3,6241	+ 127	+ 143	+ 279	+ 303	+ 834	+ 904
L (1 000) ...	4,4920	4,4966	– 404	– 347	– 896	– 820	– 1849	– 1710
£	10,1913	10,2006	– 325	– 275	– 694	– 594	– 1987	– 1793

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16
DM	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8
Florin	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16
F.B. (100) ..	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/2	12 1/4	13 1/4	10 5/8	11 1/2
F.S.	2 1/4	3 1/4	4 1/16	4 3/16	4 1/16	4 3/16	4 1/16	4 3/16
L (1 000) ..	15	18	19	21	20	23	17 1/4	17 7/8
£	12 3/8	12 5/8	12 13/16	12 15/16	12 7/8	13	13	13 1/8
F. franç. .	8 7/8	9 1/8	14 1/2	17 1/2	15 1/2	18 1/2	13 1/2	15

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

REPÈRES

Dollar : se maintient à 7,3180 F

Stoppée à la veille du week-end, la baisse du dollar a repris lentement mais sûrement, lundi 3 février, sur presque toutes les grandes places financières internationales. Mais à Paris la devise américaine s'est maintenue, elle a coté 7,3180 F (contre 7,3170 F vendredi), 2,39 DM (contre 2,3852 DM). La livre sterling a suivi le mouvement, tombant à 1,39 dollar (contre 1,4135 dollar). D'une façon générale, les affaires ont été actives, voire nerveuses sur la livre. Les nouvelles difficultés surgies sur le front du pétrole avec l'intention des pays non membres de l'OPEP de prendre leur distance avec la politique de réduction des productions préconisée par l'Arabie saoudite expliquent selont les cambistes la tension sur le dollar.

Transport : 51 % des Britanniques hostiles au tunnel sous la Manche

Selon un sondage de l'Institut Gallup publié par le quotidien londonien *Daily Telegraph*, 51 % des sujets de Sa Gracieuse Majesté se déclarent hostiles à la construction du tunnel ferroviaire sous la Manche, décidée le 20 janvier par Mme Thatcher et M. Mitterrand. 36 % des personnes interrogées y sont favorables et 13 % ne se prononcent pas. C'est dans la tranche des personnes de plus de quarante-cinq ans que se trouvent le plus grand nombre d'irréductibles.

Matra discute avec Fiat d'une association dans l'équipement automobile

Le champ de manœuvre de l'industrie française de l'équipement automobile se rétrécit. Après la décision prise à l'automne dernier par la régie Renault de se retirer de Renix (allumage électronique) en cédant à son partenaire Bendix (groupe américain Allied) sa participation de 51 %, c'est au tour de Matra de négocier avec Fiat une sortie partielle du capital des deux sociétés – Jaeger (instrumentation, tableaux de bord) et Solex (carburateurs), que la firme contrôle respectivement à 56 % et 95 %.

Objet des discussions en cours: trouver un terrain d'entente en vue de rapprocher Jaeger et Solex de Borletti et Weber, les deux filiales équipementières de la firme turinoise. Les pourparlers semblent *« assez avancés »*.

Ce n'est pas la première fois que le groupe dirigé par M. Jean-Luc Lagardère s'efforce de nouer des alliances dans l'équipement automobile. La firme ouest-allemande Robert Bosch avait été autrefois contactée ; General Motors aussi, un peu plus tard. Mais les discussions avaient été rapidement rompues, Matra ayant posé comme condition de garder la direction des affaires. Le temps a passé. Matra a beaucoup investi dans Jaeger et Solex, pour tenter de redresser les deux entreprises. Le groupe n'a pas trop mal réussi avec Jaeger, qui, bien positionné dans l'électronique et débarrassé de ses activités aéronautique et horlogère, est rentré en 1985 dans l'ère des profits (environ 13 millions de francs) Il a eu moins de chance avec Solex. La société avait ignoré le phénomène de la diésélisation et n'avait pas suffisamment mis l'accent sur la recherche dans l'injection électronique.

Même en diminution, les déficits se sont accumulés : une cinquantaine de millions de francs en trois ans, dont 10 environ en 1985, sans compter les 66 millions d'abandons de créances consentis en 1984 par l'actionnaire. Les difficultés de la filiale britannique, reprise par ses clients fin 1985, n'ont rien arrangé. Bref, Solex est en perte de vitesse.

Aujourd'hui, chez Matra, on juge très difficile, sinon impossible, de poursuivre seul l'effort d'assainissement, même s'agissant de Jaeger. Aucune des deux entreprises n'a la taille requise pour être vraiment compétitive (3 milliards de francs de chiffre d'affaires ensemble, dont 1,8 milliard pour Jaeger) et pour lutter à armes égales contre la concurrence allemande, japonaise et américaine. La solution passe donc nécessairement par une association. L'ensemble constitué avec les filiales de Fiat offre des complémentarités. Dans l'instrumentation et les tableaux de bord, il aurait un poids comparable (près de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires) à ceux des firmes japonaises et de General Motors. Il se classerait parmi les tout-premiers dans le monde pour la carburation (2,5 milliards de francs). Mais quel type d'association choisir ?

Deux voies sont explorées : soit une société commune, cinquante/cinquante, soit une majorité italienne, mais avec une représentation paritaire au conseil d'administration. Cependant, vu l'état de Solex, on peut se demander si les Italiens sont décidés à traiter sur un pied d'égalité. Dans l'hypothèse où des concessions seraient obligatoires, les pouvoirs publics donneraient-ils alors le feu vert à une telle opération ? *« Les problèmes de sureffectifs sont en voie de règlement »*, dit-on chez Matra. Mais déjà les syndicats, FO en tête, s'inquiètent des suppressions d'emplois possibles. De toute façon, dans tous les cas de figure, l'aval du gouvernement est nécessaire pour autoriser Matra, contrôlé à 51 % par des capitaux publics, à vendre des participations à l'étranger. Pour l'instant, le stade des négociations n'a pas été dépassé, et Matra discute avec d'autres fabricants d'équipements automobiles non européens. Fiat aussi.

ANDRÉ DESSOT.

ENTREPRISES

UTA au secours d'Air Zaïre

La compagnie aérienne française UTA assure, depuis le 1er février, la gestion et l'entretien d'Air Zaïre. Débitrice d'une quarantaine de millions de dollars (300 millions de francs), la compagnie d'Etat zaïroise se trouve dans un piteux état. Sa flotte est composée d'un DC-10, de deux DC-8, dont les moteurs ne satisfont pas aux normes anti-bruit américaines, de quatre Fokker, dont un seul est en état de voler, et de trois Boeing-737, dont l'un s'apparente à une épave.

UTA ne prend pas le passif d'Air Zaïre, mais elle affectera, pendant six ans, une quinzaine de cadres pour redresser la situation de son partenaire. Air Zaïre a déjà réduit ses effectifs de 6 500 à 2 000 employés. M. Joël de Cernon, détaché par UTA au poste d'administrateur d'Air Zaïre, espère pouvoir ouvrir une liaison avec une capitale européenne autre que Bruxelles, déjà desservie deux fois par semaine. Il veut mettre en location-vente le DC-10 pour améliorer la trésorerie de la compagnie aérienne.

Crise dans la construction navale japonaise

La crise de la construction navale ne touche pas seulement l'Europe mais aussi les géants asiatiques. Mitsui Zosen Co., l'un des principaux chantiers navals japonais, a annoncé le 31 janvier un plan de réduction de ses effectifs, qui passeraient de 10 700 personnes à 8 700 d'ici à la fin septembre. Selon ce plan, 500 des 2 000 salariés touchés pourront prendre une retraite anticipée, et les autres seront transférés dans des filiales ou firmes associées. Mitsui Zosen a lancé 16 navires en 1985, contre 21 l'année précédente. – (*AFP*.)

SOCIAL

Revalorisation des allocations familiales

Conformément à un décret paru au *Journal officiel* du 2 février, la base mensuelle de calcul des allocations familiales est fixée à 1 662,57 F à compter du 1er janvier 1986 (contre 1 642,50 F actuellement) et à 1 683,25 F à compter du 1er juillet prochain.

Le montant des allocations familiales est calculé en pourcentage de cette base mensuelle, ce taux variant avec le nombre d'enfants à charge. Ainsi, à partir du 1er janvier, une famille de deux enfants voit le montant mensuel de ses allocations familiales passer de 525,45 F à 532 F. En outre, pour les familles nombreuses, le décret fixe, à compter du 1er janvier, le taux de calcul des allocations familiales à 41 % (contre 40 % actuellement) pour le troisième enfant à charge et chacun des suivants. De même, le taux de calcul de l'allocation parentale d'éducation (APE), jusqu'à présent égal à 62,4 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales, est fixé à 90,2 % à compter du 1er janvier. Ainsi le bénéficiaire d'une APE ayant totalement cessé d'exercer une activité, qui recevait 1 025 F par mois, recevra désormais 1 500 F par mois.

A Nantes

Il n'y a que 5 % de mauvais payeurs chez les locataires menacés d'expulsion

De notre correspondant

Nantes. – Un cahier a circulé, le vendredi 31 janvier, dans la cité populaire de la « Petite Censive ». Signé par des enfants et adressé au président de l'office d'HLM de la Ville de Nantes, il lui demande d'*« arrêter les mesures d'expulsion pour tous nos camarades que nous connaissons depuis longtemps »*. Cette pétition enfantine est sans doute le meilleur signe de l'émotion soulevée à Nantes par la décision d'assigner devant le tribunal, aux fins d'expulsion, pas moins de cinq cents locataires d'HLM en situation de loyers impayés.

Les premières audiences ont eu lieu en décembre. Elles sont demeurées sans écho, jusqu'à ce que le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France, inquiets du caractère massif et expéditif de la procédure, aient décidé de porter l'affaire sur la place publique. Vendredi, une trentaine de personnes passaient encore devant le juge, n'ayant en tout et pour tout que cinq minutes pour s'expliquer.

Expliquer quoi ? Tout simplement leur incapacité de payer, par exemple, un loyer de 1 500 F par mois (avec les charges) quand on a pour vivre, avec trois enfants, quelque 2 000 F. Quand on a dérapé un jour, c'est l'engrenage, de telle sorte que certains ont des dettes de loyer pouvant atteindre en moyenne 30 000 F ou 40 000 F et – cas limite tout de même – jusqu'à 80 000 F.

En déclenchant ces poursuites, M. Dominique Pervenche, président de l'office public d'HLM, adjoint au maire de Nantes (RPR), avait pourtant affirmé haut et fort qu'il ne *s'agissait que de s'attaquer aux mauvais payeurs*. Mauvais payeurs ? Pour les juges eux-mêmes, au vu des deux cents situations déjà examinées, ceux-ci ne sont au sens strict que de l'ordre de 5 %. Pour les travailleurs sociaux – consternés par la mesure, – la notion n'a pas de sens : tout au plus reconnaissent-ils qu'un sur dix pourraient effectivement payer, mais à condition de s'enfoncer un peu plus dans le dénuement. Ceux-là ont le choix entre la pomme de terre à l'eau et la quittance honorée.

Il est sûr que l'office public d'HLM de Nantes (vingt-cinq mille logements, un Nantais sur quatre en dépend) se trouve dans une situation financière grave avec un total d'impayés (ou de simples retards) d'environ 70 millions de francs. M. Pervenche accuse volontiers le laxisme de ses prédécesseurs socialistes. Ceux-ci de leur côté font remarquer, que depuis trois ans, la dette s'est accrue et que, deuxièmement, et surtout, la ville de Nantes et l'office public d'HLM ont refusé de s'associer avec la caisse d'allocations familiales et l'Etat pour apurer les dettes, manifestement insolvables, dans le cadre du fonds pauvreté-précarité.

YVES ROCHECONGAR.

Un sondage réalisé pour l'UCI-FO

UNE MAJORITÉ DE CADRES SE DÉCLARENT FAVORABLES AU CONGÉ DE RECHERCHE ET D'INNOVATION

A l'occasion d'un nouveau colloque, qu'elle organise le mardi 4 février en présence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, sur « Le droit individuel à l'innovation et à la recherche », l'Union des cadres et ingénieurs Force ouvrière (UCI-FO) a fait réaliser un sondage (1). 58,6 % *des ingénieurs et cadres jugent les* entreprises françaises *« peu dynamiques »* dans le domaine de la recherche et 32,7 % *« dynamiques »*. Pour l'innovation, 49,3 % les jugent *« peu dynamiques »* et 34,3 % *« dynamiques »*.

La loi du 23 décembre 1985 relative à la recherche et au développement technologique, qui permet aux salariés de bénéficier d'un congé pour exercer une activité de recherche ou d'innovation, est bien accueillie : 36,2 % la jugent *« bonne »* et 20,6 % *« très bonne »*. 65,6 % se déclarent *« personnellement intéressés »* par un tel congé, 51,9 % le considérant *« efficace »*. Mais 35,1 % estiment qu'un tel congé n'aurait pas l'aval de leur direction et 35,9 % qu'il n'aurait pas celui de l'encadrement (27,9 % et 31,5 % étant respectivement d'un avis contraire). 43,2 % des cadres et ingénieurs interrogés considèrent qu'un tel congé devrait être pris *« en continu »*, 37,2 % se prononçant pour une durée de six mois et 19,6 % d'un an.

(1) Sondage réalisé par l'institut Recherche économique et sociale auprès d'un échantillon de 724 cadres et ingénieurs (580 hommes et 144 femmes) du 15 au 22 janvier.

FINANCES

CLUBS D'INVESTISSEMENT POUR ENFANTS

« Les grosses têtes de la Bourse »

« Il faut acheter des actions de la société SGE-SB. Cela vaut 60 F maintenant et cela va monter à cause du tunnel sous la Manche... » Un conseil parmi d'autres fourni de préférence sous le manteau par l'un de ces intoxiqués de la Bourse qui arpentent tous les jours les allées du palais Brongniart ? Pas du tout, c'est Thierry qui détient ces doctes propos, un gamin de treize ans qui vient d'être brillamment élu à la présidence des *« grosses têtes de la Bourse »*, le premier club d'investissement créé par des enfants, strictement réservé aux jeunes de huit à seize ans.

« Attention, nous ne voulons pas en faire des petits monstres. Il ne faut pas qu'ils deviennent des financiers avant l'âge », prévient d'emblée Jean-Pierre Belot, le président de l'ANFEN, cette assemblée nationale familiale pour l'enfance qui a eu l'idée de créer ces clubs où les enfants, dûment chapitrés par des étudiants des grandes écoles, essaieront de faire fructifier au mieux leurs économies (50 F minimum par mois) en confiant leur pactole à un agent de change, la charge Ferri-Germe.

« Il s'agit simplement, affirme encore M. Belot, *d'offrir aux enfants la possibilité de jouer un Monopoly géant avec le palais de la Bourse pour toile de fond. »* Mais n'y a-t-il pas là quelque crainte de voir ces jeunes passer trop tôt par pertes et profits les jeux de leur âge en leur inculquant à coups de réunions mensuelles des souvenirs d'adultes ? Faut-il répondre absolument à leur désir lorsque, le doigt pointé sur *Investir*, un hebdomadaire financier spécialisé, ils affirment, comme ce fut le cas lors de leur première réunion, qu'ils veulent *« gagner de l'argent et placer leurs économies »* ? Pourquoi pas, rétorque Alain Ferri, cet agent de change qui suit d'un œil amusé cette expérience-pilote et les réactions qu'elle suscite.

« Finalement, c'est très sain, assure-t-il. *On a toujours sacralisé l'argent. Si des enfants jouent avec l'argent, ils auront bientôt acquis une relation normale avec tout cet environnement financier. »* Ludique ? Pédagogique ? Sans doute, mais on ne saurait oublier que l'argent de poche des jeunes représente bel et bien un marché sur lequel se sont rapidement lancés les intermédiaires financiers. Notamment les banques, avec quantité de produits « ludiques », voire des SICAV destinées aux jeunes, suivant l'exemple du Crédit industriel et commercial – le promoteur en la matière, – qui propose à sa clientèle de treize à dix-huit ans un exemplaire de son ouvrage *l'Argent et les Jeunes*, que viennent de publier les éditions Nathan, pour toute ouverture d'un compte bancaire ou souscription d'une part de SICAV...

C'est que l'épargne des jeunes constitue un véritable pactole : au bas mot, plus de 20 milliards de francs pour ces sept millions d'adolescents de dix à dix-huit ans et dont environ huit cent cinquante mille atteindront chaque année la majorité. Mais, en économie de marché, comment se plaindre de cet aspect mercantile... *« Il est certain que si les enfants sont heureux de ces clubs, ils deviennent des clients qui se livrent actuellement une vive concurrence »*, rétorque Jean-Pierre Belot.

« Si les enfants viennent chez nous, on espère bien voir arriver les parents derrière », avoue avec franchise Alain Ferri. *« Mais soyez rassuré, à raison de 15 F ou 20 F par semaine d'argent de poche, même s'ils ont beaucoup de succès dans leurs placements boursiers, ce ne sont pas ces jeunes qui nous feront gagner de l'argent. »* Au fait, Thierry, l'action SGE-SB a baissé de 3 % cette semaine (elle cotait 64,90 francs le 31 janvier). Pas toujours facile de jouer en Bourse.

SERGE MARTI.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERTECHNIQUE

Le conseil d'administration d'Intertechnique s'est réuni le 24 janvier 1986 et a pris connaissance des premiers résultats ayant trait à l'exercice 1985.

Consolidé au niveau du groupe, le chiffre d'affaires hors taxes est de 1 248,4 millions contre 1 037,6 (+ 20 %) ; le montant hors taxes des commandes reçues est de 1 312,3 millions contre 1 127,8 (+ 16 %), dont 30 % en exportation directe.

Consolidé au niveau de la branche Aérospatial et systèmes, le chiffre d'affaires hors taxes est de 561,7 millions contre 482,8 (+ 16 %) ; le montant hors taxes des commandes reçues est de 593,8 millions contre 520,2 (+ 14 %)

Consolidé au niveau de la branche Informatique, le chiffre d'affaires hors taxes est de 688,3 millions contre 554,8 (+ 24 %) ; le montant hors taxes des commandes reçues est de 720,1 millions contre 607,6 (+ 19 %).

Le résultat net de chacune des branches sera sensiblement supérieur à celui de 1984. La part d'Intertechnique dans le résultat consolidé du groupe sera sensiblement égale au résultat de l'exercice précédent d'Intertechnique.



GROUPE INTERTECHNIQUE

Le conseil d'administration d'IN-Informatique réuni le 24 janvier 1986 a pris connaissance des premiers résultats ayant trait à l'exercice 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes est de 688,3 millions, contre 554,8 (+ 24 %).

Le montant consolidé hors taxes des commandes reçues est de 720,1 millions, contre 607,6 (+ 19 %).

Le résultat net consolidé sera sensiblement supérieur à celui de 1984.

ACCOR

Les conseils d'administration de Accor et de la Compagnie La Hénin viennent de convenir du rachat par Accor de la participation détenue par la Hénin dans la société Sphère (Hôtels Ibis et Urbis). Au terme de cette transaction, Accor possédera 94,4 % du capital de Sphère.

La décision de La Hénin est motivée par son souci de privilégier dans ses investissements les activités à rentabilité proche, particulièrement dans l'industrie agro-alimentaire et les centres commerciaux.

Pour Accor, il s'agit, par le renforcement de ses intérêts financiers, de conforter sa position de leader dans le marché stratégique du 2 étoiles où de grandes possibilités de croissance à long terme existent encore dans le monde.

Les deux groupes ont tenu, à cette occasion, à souligner l'exemplarité de leur coopération et de leur formule d'association. Cela a permis la création, en treize années de travail en commun et dans les meilleures conditions, d'une chaîne 2 étoiles de niveau mondial (présence dans dix pays) et de réputation incontestée.

Sphère représente aujourd'hui environ 16 400 chambres avec 180 hôtels (dont 16 en construction), 28 % des chambres sont à l'étranger, 38 % des chambres sont en franchise.

Sphère est aujourd'hui la 6e chaîne 2 étoiles dans le monde et la première en Europe.

Le volume d'affaires de Sphère, hors franchise, a été, en 1985, d'environ 627 millions de francs, en croissance de 27 % sur 1984.

Il est bien évident que des liens aussi anciens et amicaux seront maintenus : il a été convenu que la Compagnie La Hénin continuera de siéger au conseil de surveillance de Sphère, et de promouvoir le développement aux Etats-Unis de la chaîne Ibis, notamment dans le cadre du contrat de Master-Franchise existant pour l'ouest du pays.

Le Carnet des Entreprises

M. Alain Dupont, qui est directeur général adjoint de Colas, a été coopté administrateur de Colas au cours du conseil tenu le 29 janvier 1986.

M. René Augereau, vice-président directeur général de Bouygues, qui, le 27 janvier 1986, a pris la présidence de la SCREG, a, par ailleurs, au cours des conseils tenus le 29 janvier 1986, été nommé président des sociétés SITP (Société d'investissements des Travaux publics) et Colas.

ENTREPRISES

UTA au secours d'Air Zaïre

La compagnie aérienne française UTA assure, depuis le 1er février, la gestion et l'entretien d'Air Zaïre. Débitrice d'une quarantaine de millions de dollars (300 millions de francs), la compagnie d'État zaïroise se trouve dans un piteux état. Sa flotte est composée d'un DC-10, de deux DC-8, dont les moteurs ne satisfont pas aux normes anti-bruit américaines, de quatre Fokker, dont un seul est en état de voler, et de trois Boeing-737, dont l'un s'apparente à une épave.

UTA ne prend pas le passif d'Air Zaïre, mais elle affectera, pendant six ans, une quinzaine de cadres pour redresser la situation de son partenaire. Air Zaïre a déjà réduit ses effectifs de 6 500 à 2 000 employés. M. Joël de Cernon, detaché par UTA au poste d'administrateur d'Air Zaïre, espère pouvoir ouvrir une liaison avec une capitale européenne autre que Bruxelles, déjà desservie deux fois par semaine. Il veut mettre en location-vente le DC-10 pour améliorer la trésorerie de la compagnie aérienne

Crise dans la construction navale japonaise

La crise de la construction navale ne touche pas seulement l'Europe mais aussi les géants asiatiques. Mitsui Zosen Co., l'un des principaux chantiers navals japonais, a annoncé le 31 janvier un plan de réduction de ses effectifs qui passeraient de 10 [illegible] personnes à 8 700 [illegible] septembre. Selon ce plan, [illegible] des 2 000 salariés [illegible] pourront prendre une retraite anticipée, et les autres seront transférés dans des [illegible] firmes associées. Mitsui Zosen a lancé 16 navires en 1985 contre 21 l'année précédente. – (AFP.)

[...]SSEMENT POUR ENFANTS
[...] têtes de la Bourse »

« Finalement, c'est très [illegible] assure-t-il. On a toujours [illegible] lisé l'argent. Si des enfants jouent avec l'argent, [illegible] bientôt acquis une relation normale avec tout cet environnement financier. » [illegible] Pédagogique ? Sans doute, mais on ne saurait [illegible] l'argent de poche des jeunes représente bel et bien un marché sur lequel se sont [illegible] ment lancés les intermédiaires financiers. Notamment les banques, avec quantité de [illegible] « ludiques », voire des SICAV destinées aux jeunes. Suivant l'exemple du Crédit industriel et commercial – le promoteur en la matière – qui propose à sa clientèle de treize à dix-huit ans un exemplaire de son ouvrage l'Argent et les Jeunes que viennent de publier les éditions Nathan, pour toute ouverture d'un compte bancaire ou souscription d'une part de SICAV.

C'est que l'épargne des jeunes constitue un [illegible] pactole : au bas mot plus de 20 milliards de francs pour les sept millions d'adolescents de dix à dix-huit ans et dont environ huit cent cinquante mille atteindront chaque année la majorité. Mais, en économie de marché, comment se plaindre de cet aspect mercantile ? « Il est certain que si les enfants sont heureux de ces clubs, ils deviennent des clients qui se livrent actuellement une vive concurrence », rétorque Jean-Pierre Baiot.

« Si les enfants viennent chez nous, on espère bien voir arriver les parents derrière », avoue avec franchise Alain Ferri. « Mais soyez rassuré. A raison de 15 F ou 20 F par semaine d'argent de poche, même s'ils ont beaucoup de succès dans leurs placements boursiers, ce ne sont pas ces jeunes qui nous feront gagner de l'argent. » Au fait, Thierry, l'action SGE-SB a baissé de 3 % cette semaine (elle cotait 64,90 francs le 31 janvier). Pas toujours facile de jouer en Bourse.

SERGE MARTI.

AFFAIRES

1981-1986

(Suite de la première page.)

Mais s'il s'agit du chef d'une entreprise nationalisée, à tous ces obstacles s'en ajoute un majeur, de nature politique : acquérir le contrôle d'une société relève de la nationalisation rampante ; vendre une filiale, c'est aliéner un morceau du domaine public. Drame dans les deux cas.

Second méfait. La nomination des dirigeants du secteur public est en fait toujours (de quelque façon qu'on la déguise parfois) une prérogative du pouvoir exécutif. Oublions les cas — pourtant non imaginaires — où les considérations de sympathie politique ou personnelle sont déterminantes pour leur choix. Le principal risque est que la carrière de dirigeant d'entreprise soit considérée comme l'épanouissement d'une belle carrière de fonctionnaire. Or l'expérience montre qu'un fonctionnaire de premier ordre ne devient *pas forcément* un chef d'entreprise de premier ordre ; parfois oui, parfois non. Une précaution élémentaire consiste à installer la personne en question non immédiatement à la tête de la société, mais à quelque échelon intermédiaire où elle peut faire ses preuves, apprendre la profession et l'entreprise, nouer des liens personnels dans la société. Ainsi procède le secteur privé de l'économie française lorsqu'il puise dans le brillant vivier des hauts fonctionnaires. Mais le secteur public y puise sans mesure, et le plus souvent sans les étapes à la fois pédagogiques et probatoires que je viens d'évoquer : l'expérience d'un demi-siècle, sous des gouvernements de toute couleur, est là pour l'attester.

Et, à l'approche des échéances électorales, comment éviter que le chef d'entreprise perde de son autorité dans la mesure où il a été nommé par la coalition dont on prévoit l'éviction ? Comment éviter que — même s'il ne fait pas de politique — le personnel soit troublé par l'attente des changements ? La continuité dont une entreprise a besoin pour grandir est inévitablement bouleversée par ce qu'Alain Minc a appelé l'irruption du temps politique dans la durée économique.

Pour ces raisons, et quelques autres, dénationaliser est en principe conforme à l'intérêt national. Encore faut-il éviter l'outrance dans l'exécution. 1981-1982 a vu la coalition socialo-communiste appliquer l'idéologie nationalisatrice avec une coûteuse démesure. Que le ciel protège demain la nation d'un égal degré de démesure au service de l'idéologie dénationalisatrice ! Il n'y a certes pas symétrie entre les deux situations : la politique de dénationalisation va, elle, dans le sens du raisonnable. Mais, même lorsqu'on va dans le sens du raisonnable, il faut marcher raisonnablement.

Marcher raisonnablement

Marcher raisonnablement, qu'est-ce à dire ? Six choses :

1. — Pas trop à la fois ! N'engorgeons pas le marché ! Certes, des mesures fiscales appropriées peuvent, et doivent, attirer les capitaux vers l'épargne à *risque* ; des délais de paiement peuvent en outre être accordés aux acheteurs ; mais les possibilités d'absorption, même ainsi élargies, resteront limitées, et mieux vaut prendre le risque de voir le marché rester constamment sur sa faim que celui de le voir atteint par la satiété et l'écœurement.

2. — Pas de formule uniforme de privatisation ! Chaque société pose des problèmes spécifiques, qui doivent être traités spécifiquement.

3. — Parmi les sociétés bancaires et industrielles qu'on se propose de rendre au secteur privé, beaucoup ont besoin d'un renforcement de fonds propres, *surtout* au moment où prendra fin la protection artificielle que constitue précisément pour elles la présence de l'Etat comme actionnaire unique ou principal. Dans de tels cas, si légitime que soit le désir du gouvernement de développer les recettes publiques non fiscales, il conviendra, au moins dans un premier temps, de procéder par augmentation de capital plutôt que par vente des actions détenues par l'Etat.

4. — Après dénationalisation, il appartiendra bien entendu aux nouveaux actionnaires de choisir les dirigeants de la société. Mais la dénationalisation demandera, selon les cas, entre quelques mois et quelques années — temps pendant lequel leur nomination dépendra encore des pouvoirs publics. Ceux-ci devront se souvenir que les changements trop fréquents sont nuisibles à la santé des entreprises et que les sociétés en question ont subi depuis cinq ans des traumatismes qui devraient leur valoir quelques égards : dans la mesure où ils se sont montrés à la hauteur de leur tâche, les dirigeants en place devraient, dans bon nombre de cas, être maintenus

Noyau dur

5. — Il est sain qu'une très large partie du capital des sociétés déna*tionalisées soit placée dans le grand* public. Mais il ne me paraît pas souhaitable que la totalité du capital se trouve ainsi émiettée en une poussière de participations : la communauté des actionnaires risquerait de constituer un ensemble amorphe, qui s'opposerait difficilement à la prise de contrôle ultérieure par un groupe indésirable et qui, en attendant, n'aurait guère les moyens de mettre en question, s'il y avait lieu, les pouvoir du président hérité d'avant la privatisation. Même s'il est excellent, ce président demeurerait marqué de la tare originelle d'avoir été nommé par les pouvoirs publics sans avoir été confirmé par des actionnaires conscients et organisés. Mieux vaut qu'un noyau dur, représentant par exemple un quart ou un tiers du capital total, soit constitué de participations substantielles souscrites par des groupes solides, apportant une expérience sérieuse des affaires, s'intéressant à la marche de la société et désirant être représentés au conseil. Je dis bien : *des* groupes et non *un* groupe car, en règle générale, il ne convient pas que le contrôle d'une entreprise privatisée soit confisqué par un groupe qui prétendrait en faire sa filiale. Ces prises de participation se feraient au grand jour : le nom de quiconque détient un pourcentage supérieur à un certain minimum dans le capital d'une société privatisée devrait être publié. C'est ce noyau dur qui choisirait le président, en étant libre bien sûr de conserver le président en place : du moins celui-ci recevrait-il de la sorte un nouveau sacre, celui des actionnaires.

6. — Bien entendu, le contrôle de *toutes les sociétés importantes doit* demeurer entre des mains françaises. Dans le cas du « noyau dur » que j'évoquais à l'instant, la majorité de ce noyau devrait être détenue par des groupes clairement français.

De l'idéologie au pragmatisme

Le contraste est saisissant entre la philosophie adoptée par la gauche, il y a quatre ans d'une part, et aujourd'hui d'autre part, en matière d'entreprises nationalisées. Il y a quatre ans, nationaliser était un devoir sacré en vue de fournir à l'Etat les « outils du siècle prochain », de formidables leviers qui, loin des sordides préoccupations de profit, permettraient de transformer la structure de notre économie. Aujourd'hui, les plus hautes autorités parlent de ce sujet en pragmatiques et ne s'opposent à la privatisation qu'en termes nuancés, insistant sur la continuité nécessaire, sur la sottise des idéologies péremptoires ; *le premier objectif fixé aux présidents* est l'équilibre des comptes et la profitabilité ; à cette fin, on les encourage à sabrer les emplois inutiles, alors qu'une des justifications les plus populaires de la nationalisation était d'étendre l'aire dans laquelle l'emploi est garanti. En bref, le mot d'ordre est : faites comme si la nationalisation n'avait pas eu lieu.

De cette volte-face on peut faire un objet de dérision. On peut aussi s'en indigner et dire « pourquoi alors tant de passion il y a quatre ans, cette intransigeance, cette frénésie ? ». Voyons plutôt l'aspect positif de cette conversion. La gauche, relativement peu sensible, par tradition, *aux vérités économiques, et de surcroît* éloignée du pouvoir et donc des réalités pendant deux décennies, vient d'apprendre, ou de réapprendre, l'économie et l'entreprise. Il est permis de déplorer le prix de cet apprentissage, le gaspillage de capitaux, de chances et d'hommes, qui a caractérisé la période 1981-1982. Mais ce n'est pas rien que la nation se trouve réconciliée avec son économie. Voici qu'une très large fraction de notre peuple respecte les entreprises, veut leur modernisation, croit que sa richesse dépend de leur succès. Que les sondages disent aujourd'hui qu'une majorité des Français est contre l'idéologie nationalisatrice, n'est pas l'un des moindres aspects de cette remarquable mutation.

A la veille, sans doute, d'une nouvelle alternance, l'opposition d'aujourd'hui annonce son intention de respecter les acquis sociaux. Pensons aussi à sauvegarder ce précieux acquis économique : le consentement national autour d'une économie dont le fer de lance est l'entreprise. Le maintien de cet *acquis* demandera du doigté et beaucoup de hauteur de vue.

PIERRE MOUSSA.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

3 février

Le poids de SCREG

Plus hésitante à la veille du week-end, la Bourse de Paris s'est montrée, lundi, mieux disposée. Dès l'ouverture, un mouvement de reprise s'amorçait, qui devait rapidement se propager. Dassault, Total, Printemps, CSF, Compagnie bancaire, Midi, Club Méditerranée, L'Oréal, Colas, notamment, comptèrent parmi les élus. Beaucoup d'autres aussi. Las ! Roussel-Uclaf baissait de près de 7 %, et SCREG, dont la cotation reprenait ce jour, après une longue suspension, d'environ 11 %. S'agissant de cette dernière valeur, l'on s'attendait à pire. Mais une seule main ramassait 116 000 titres d'un coup. Il reste que la chute des actions de ces deux entreprises, en bonne place dans le panier de valeurs retenues pour calculer l'indicateur instantané de tendance, pesa assez lourd. A la clôture, ledit indicateur accusait un recul de 0,30 %. Autour de la corbeille, les professionnels se disaient assez confiants dans l'avenir, mais reconnaissaient que le facteur électoral n'était pas négligeable. A leur avis, le marché devrait continuer de monter jusqu'au 16 mars, mais de façon beaucoup plus sélective. En raison du nouveau désaccord surgi au sein de l'OPEP, les pétrolières se sont alourdies. Seul Total a tiré son épingle du jeu.

Accor et Sari lancent une OPA sur le palais du CNIT à 1 500 F pour les actions, à 50 F pour les parts. Le syndic de la Compagnie des agents de change prévoit plus de cinquante introductions en 1986 sur le second marché, dont le troisième anniversaire était célébré ce jour.

La devise-titre s'est traitée à 7,57 F-7,62 F (contre 7,55 F-7,59 F). Repli de l'or, à Londres, avec l'once de métal précieux à 347,35 dollars (– 3,15 dollars), à Paris avec le lingot à 82 300 F (– 1 550 F) après 82 200 F. Le napoléon a perdu 5 % à 565 F (contre 595 F).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

	24 janv.	31 janv.
Valeurs franç. à revenu variable	104,4	106,8
Valeurs industrielles	103	102,9
Valeurs étrangères	102,7	103,2
Pétroles-Énergie	98,6	104,3
Chimie	98,2	99,2
Métallurgie, mécanique	107,2	111,4
Electricité, électronique	102	101,6
Bâtiment et matériaux	104,5	105,8
Ind. de consommation non alimentaire	103	101,7
Agro-alimentaire	105,8	101
Distribution	99,6	106,1
Transports, loisirs, servic	105,9	106,3
Assurances	116,4	117,5
Crédit banque	112,9	123,6
Sicomi	102,1	104,3
Immobilier et foncier	102,4	108,5
Investissement et portefeuille	109	114,3
Base 100 : 31 décembre 1985		
Valeurs françaises à revenu fixe	101,1	101,6
Emprunts d'Etat	100,4	100,5
Emprunts garantis et assimilés	101,4	102
Sociétés	101	101,3
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	2 384,6	2 419
Valeurs étrangères	3 300,7	3 316,8
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	341,1	349
Valeurs étrangères	446,5	448,7
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	116,2	116,8
Emprunt d'Etat	114,7	114,8
Emprunts garantis et assimilés	116,7	117,4
Sociétés	117,3	117,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	277,3	282,3
Produits de base	182,5	187,3
Construction	230,2	234,3
Biens d'équipement	264,8	285,8
Biens de consom. durables	283,9	311
Biens de consom. non durables	324,9	320,8
Biens de consom. alimentaires	293,7	281,2
Services	248,7	252,1
Sociétés financières	448,6	467,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	281,2	281,5
Valeurs industrielles	249,7	251,4
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	222	227,5

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PROVIDENCE SA : LA COB RAPPELLE LES RÈGLES. – Alors que se poursuit la bataille boursière entre les groupes Compagnie du Midi, de Bernard Pagezy, et Drouot-Mutuelles Unies (AXA), de Claude Bébéar, pour le contrôle de la Providence SA, chaque jour ou presque apportant son lot de sophistication supplémentaire aux offres concurrentes (*le Monde* daté 2-3 février), la Commission des opérations de Bourse tient à rappeler les règles du jeu. Préalablement à la reprise des cotations sur les actions Providence SA, Secours SA et Providence IARD, prévue pour le 4 février 1986, la COB rappelle, au nom du Comité de surveillance des offres publiques, « *les conditions d'intervention des opérateurs sur le marché* ». Du long communiqué de la COB, on retiendra, à propos de la publicité des transactions, que « *les sociétés concernées, leurs administrateurs et leurs actionnaires détenteurs de 5 % ou plus de leur capital, et les autres personnes physiques ou morales agissant de concert avec eux, directement ou indirectement, sont tenues de déclarer à la Commission et à la Chambre syndicale des agents de change les achats et ventes effectués* » sur les actions des sociétés concernées. « *La même obligation s'applique à toute personne acquérant, directement ou indirectement, une quantité d'actions représentant au moins 0,5 % du capital de la société visée.* »

SUSPENSION DE COTATION D'AIRFLAM. – Informée d'un projet d'opération financière concernant la société Airflam, la Chambre syndicale des agents de change a décidé de suspendre, dès le 31 janvier 1986 et jusqu'à nouvel avis, la cotation des actions de cette société négociées sur le marché officiel de la Bourse de Paris.

LA NAVIGATION MIXTE DOUBLE SON BÉNÉFICE 1985. – La Compagnie de navigation mixte indique que, au vu des comptes provisoires de la société holding, le bénéfice net de 1985 atteint 382 millions de francs, contre 200 millions de francs en 1984.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	30 janv.	31 janv.
Valeurs françaises	169,6	168,6
Valeurs étrangères	103,5	103,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	30 janv.	31 janv.
Indice général	284,8	(1)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 3 février .... 9 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	31 janv.	3 fév.
1 dollar (en yens)	192,65	190,45

(1) Non communiqué en raison d'une nouvelle panne d'ordinateur.

BOURSE DE PARIS — Comptant — 3 FEVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	1 036
5 %	....	0 041
3 % amort. 45-54	....	1 537
Emp. 7 % 1973	7615	..
Emp. 8,80 % 77	123 20	6 196
9,80 % 78/93	98 80	5 558
8,80 % 78/86	99 75	1 302
10,80 % 79/94	102	4 527
13,25 % 80/90	105 75	8 930
13,80 % 80/87	108 18	4 197
13,80 % 81/89	109 43	0 758
16,75 % 81/87	109 90	6 748
16,20 % 82/90	119 03	0 978
16 % juin 82	119 45	10 521
E.D.F. 7,8 % 61	148 50	0 425
E.D.F. 14,5 % 80-92	108 70	8 974
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	100 95	1 005
CNB Paribas	106	1 005
CNB Suez	108 90	1 005
CNI janv. 82	100 98	1 005
CRH 10,90% déc.85	101 30	0 988

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	204 80	213 d
A.G.F. (St Cent.)	5850	5800
Amrep	....	....
André Roudière	230	....
Applic. Hydraul.	540	562
Arbel	102	108
Artois	1800	1850
Astorg	290	290
Avenir Publicité	1130	....
Bain C. Monaco	620	631
Banque Hypoth. Eur.	421	....
B.G.L.	401	....
Blanzy-Ouest	500	....
B.N.P. Intercontin.	220	228 90
Bénédictine	3600	....
Bon-Marché	386	370 50
Cafl	752	740
Cambodge	298	....
C.A.M.E.	166 70	165
Campenon Bern.	221 70	229 80
Carbone-Lorraine	369	369
Caves Roquefort	1307	1311
C.E.G.Frig.	600	....
C.E.M.	77 50	78 60
Centen. Blanzy	1665	1610
Centrest (Ny)	145	140 o
Cerabati	73	66 50 o
C.F.C.	387	402 50
C.F.S.	684	....
C.G.V.	329	....
Chambon (M.)	414	400
Chambourcy (M.)	985	1040 d
Champex (Ny)	131	132 d
C.I. Maritime	551	529
Citram (B)	181 50	182 50
Clause	855	855
Cofradel (Ly)	540	....
Cogifi	445	435 50
Comiphos	348 90	....
Cie Industrielle	3200	3072
Comp. Lyon-Alem.	365	360
Concorde (La)	1250	....
C.M.P.	14 40	....
Crédit (C.F.B.)	510	546
Créd. Gén. Ind.	865	889
Cr. Universel (Cie)	947	949
Créditel	156 20	162
Darblay S.A.	457	470
Darty Act. d. p.	1830	1830
De Dietrich	960	955
Delalande S.A.	960	970
Delmas-Vieilj. (Fin.)	916	916
Didot-Bottin	495	503
Drag. Trav. Pub.	89	86 40
Duc-Lamothe	271	....
Eaux Bass. Vichy	1490	1450
Eaux Vittel	1040	1040
Economats Centre	551	556
Electro-Banque	425	440
Electro-Financ.	720	740
Elf-Antargaz	290	290
E.L.M. Leblanc	530	530
Enelli-Bretagne	225	230
Entrepôts Paris	630	610
Epargne (B)	1411	....
Europ. Accumul.	80 10	81 80
Eternit	1812	1812
Exor	2301	2348
Finalens	220 50	229 30
FIPP	197 50	198
Fnac	707	700
Foncière (Cie)	455	440
Fonc. Agache-W.	640	640
Fonc. Lyonnaise	2583	2767 d
Foncina	355	355
Forinter	1080	1059

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Fougerolle	117	115
France I.A.R.D.	546	657
France (La)	4615	4600
Fram. Paul Renard	674	....
GAN	9700	9700
Gaumont	818	795
Gaz et Eaux	2170	2190
Genty S.A.	430	430
Gér. Arm. Hold.	135	140 40
Gévelot	330	326
Gr. Fin. Constr.	406	395
Gds Moul. Paris	403 20	419 50
Groupe Victoire	3360	3280
G. Transp. Ind.	241	245
H.G.P.	....	....
Hydroc. St-Denis	119	114 20
Immindo S.A.	420	403
Immivest	349	349
Immobail	440	436
Immobanque	836	825
Immob. Marseille	6700	6850
Immofice	470	488
Invest. (Sté Cent.)	2410	2506
Jaeger	200 10	192
Lafitte-Bail	510	530
Lambert Frères	70	70
La Brosse-Dupont	395	400
Lille-Bonnières	697	689
Locabail Immob	741	742
Loca-Expansion	319	321
Locafinancière	440	432
Locatel	308	314 90
Lordex (Ny)	168	170
Louvre	1960	1910
Machines Bull	57 10	57 90
Magasins Uniprix	180	175
Magnant S.A.	125 80	129
Maritimes Part.	257	267 30 d
M. H.	86	89 20
Métal Déployé	384	385
Mors	181	188 20
Naval Worms	110 40	110
Navig. (Nat. de)	102	106
Nicolas	485	....
OPB Paribas	380	373
Optorg	178	180
Origny-Desvroise	280	278
Palais Nouveauté	510	530
Paris France	350	384
Paris-Orléans	241	245
Part. Fin. Gest. Im.	1235	....
Pathé-Cinéma	240	....
Pechiney (cert. inv.)	250	250
Piles Wonder	1099	1143
Piper-Heidsieck	752	730
P.L.M.	175	178
Porcher	248 60	258 60
Providence S.A.	766	....
Publicis	1920	1843
Raff. Souf. R.	192 80	....
Révillon	400	410
Rhône-Poul. (c. inv.)	360	358
Ricqlès-Zan	150	....
Rochefortaise S.A.	245	....
Rochette-Cenpa	38	39 60
Rosario (Fin.)	212	220
Rougier et Fils	70	....
Sacer	128 30	140 d
Sacilor	25	25
SAFAA	251	....
Safic-Alcan	374	370
SAFT	1015	1045
Salins du Midi	400 40	417
Santa-Fé	168 90	165 90
Satam	184 50	....
Saulnes et Corcy	65 60	67
Saunier-Duval	43 20	41 50
Savoisienne (M)	128	132 d
SCAC	318	325
Senelle Maubeuge	580	580
S.E.P. (M)	177	180
Serv. Equip. Véh.	56	56 80
Sicli	73	77
Scotel	404	410
Simnor-Alcatel	950	950
Sinvim	279	267 80
Siph (Plant. Hévéas)	276	287
SMAC Acieroid	99 30	95 30
Sté Générale (c. inv.)	1150	1160
Sofal financière	1170	1156
Sofio	300	....
Soficomi	819	786
S.O.F.I.P. (M)	90 25	....
Sofragi	940	951
Soudure Autog.	300	298
Sovabail	780	770
Speichim	160	....
S.P.I.	630	655
Spie Batignolles	480	485
Suez (Fin. de)-C.I.P.	1100	....
Stemi	528	536
Taittinger	1894	1852
Testut-Aequitas	530	530
Ufiner S.M.D.	600	575
Unibail	819	819
U.A.P.	2045	1963

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Un. Imm. France	469	467 80 d
Un. ind. Crédit	990	950
Usinor	7 95	7 65
U.T.A.	1700	1770
Vicat	494	480
Virax	150	150
Waterman S.A.	420	420
Brass. du Maroc	124 30	....
Étrangères		
A.E.G.	806	....
Akzo	450	....
Alcan Alum	236	....
Algemeine Bank	1686	....
Allied Corp.	....	....
American Brands	520	518
Am. Petrofina	325	....
Arbed	425	....
Asturienne Mines	122	....
Bco Pop Espanol	161	161
Banque Morgan	468	495
Banque Ottomane	871	1215 d
B. Régl. Internat.	34900	34000
Br. Lambert	375	....
Canadian-Pacific	97 60	96 90
Commerzbank	1030	1010 •
Dart. and Kraft	292 10	309
De Beers (port.)	43 80	....
Dow Chemical	311	313 50
Dresdner Bank	1325	1318
Gén. Belgique	319	320
Gevaert	710	....
Glaxo	168	....
Goodyear	250	....
Grace and Co	380	....
Gulf Oil Canada	108	110
Honeywell Inc.	552	....
Hoogoven	225	....
I. C. Industries	302	290
I.H.C. Caland N.V.	76	76
Int. Min. Chem	275	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Johannesburg	720	....
Kubota	12	12
Latonia	255	255
Mannesmann	895	....
Midland Bank Plc	48 20	47 80
Mineral-Ressourc.	63 25	63
Noranda	86 30	90 40
Olivetti	30 10	....
Pakhoed Holding	212	228
Pfizer Inc.	370	379
Procter Gamble	501	490 10
Ricoh Cy Ltd	42	42
Rolinco	210	204
Robeco	231 40	234 50
Rodamco	370	370 60
Shell fr. (port.)	69	....
S.K.F. Aktiebolag	270	286
Sperry Rand	372	371
Steel Cy of Can.	128	....
Stilfontein	63	....
Swedish Match	258	....
Tenneco	304	....
Thorn EMI	40 20	40 20
Thyssen c. 1 000	510	....
Toray indust. inc	19	....
Vieille Montagne	860	910
Wagons-Lits	690	690
West Rand	30	31 50
SECOND MARCHÉ		
Patornelle-R.D.	2820	2820
Alain Manoukian	505	525
BAFIP	781	785
B.I.P.	770	784
Bolloré Technologies	500	510
Calberson	435	449
Cardif	1300	1248
Cap Gemini Sogeti	1350	1350
C.D.M.E.	729	729
C. Equip. Elect.	310	....
C. Occid. Forestière	122	122
Dafsa	206	205

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Dauphin O.T.A.	1560	1565
Deranlay	870	850
Deville	800	800
Drouot-Assurances	475	476
Editions Belfond	143 50	143 50
Elect. S. Dassault	816	800
Expand	280	280
Filipacchi	550	548
Guy Degrenne	837	825
IN Informatique	430	431
Loca-Investissement	329	329
Marzotto	400	400
Merlin Immobilier	514	500
Métallurg. Minière	244	240
M.M.B	410	410
Navale-Delmas	524	545
Occ. Gest. Fin.	305	304
Petit Boy	290	301 60
Petrofigaz	990	980
Razel	850	845
St-Gobain Emballage	830	805
S.C.G.P.M.	230	230
Sonna-Matra	695	695
S.E.P.	800	801
S.E.P.R.	1060	1060
Sofibus	251	....
Valeurs de France	302 50	302 50
Molex	280 50	278
Hors-cote		
A.G.P. S.A	1646	1556
Cochery	60	....
Coparex	470	480
Escaut-Meuse	....	....
Hydro-Energie	302	....
Rorento N.V.	130 10	130 50
S.P.R.	161	....
Ufimex	332	....
Unidel	....	....
Union Brasseries	150	160

SICAV 31/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
A. A. A.	582 79	568 58	Francic	321 31	306 74	Paraxtpa	717 36	684 83
Actions France	376 42	359 35	Fructicapi	264 86	260 95	Paribas Epargne	14209 30	14151 69
Actions-Investiss.	307 49	293 55	Fructidor	237 53	234 02	Paribas Gestion	566 33	540 65
Actions sélectives	519 80	496 23	Fructifrance	627 81	612 50	Parnasse-Valor	1058 20	1057 14
Aedificandi	577 32	551 14	Fructivar	73489 17	73305 91	Patrimoine-Retraite	1464 78	1436 06
A.G.F. 5000	422 93	403 75	Fructi-Première	11899 44	11723 58	Phénix Placements	260 38	259 08
A.G.F. ECU	1104 49	1088 17	Gestilion	59591 68	59443 05	Pierre Investiss.	625 03	596 69

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
....	4,5 % 1973	....	....	....	....
4170	C.N.E. 3%	4080	4086	4085	+ 0 12
1072	B.N.P.	1069	1074	1074	+ 0 46
1150	C.C.F.	1165	1164	1160	– 0 42

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
200	Elf-Aquitaine	217	213	214 10	– 1 33
190	– (certific.)	203	200	200	– 1 47
1540	Epeda-B-Faure	1543	1540	1540	– 0 19
2230	Essilor	2070	2010	2010	– 2 89

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
200	Olida-Caby	215 70	220	219	+ 1 52
330	Opfi-Paribas	346 90	345	346	– 0 54
2870	Oréal (L')	2880	2900	2880	....
188	Papet. Gascogne	199	199 80	199 80	+ 0 40

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
225	Ericsson	226	228 50	231	+ 2 21
380	Exxon Corp.	382 50	388	388	+ 1 43
485	Ford Motors	481	477	477	– 0 83
93	Gencor	92 40	95 40	96	+ 3 89
520	Gén. Electr.	521	535	535 c	+ 2 68
320	Gén. Belgique	319	321	320	+ 0 31
540	Gen. Motors	553	552	552	– 0 18
51	Goldfields	52	51 60	51 60	– 0 76
41	GdMetropolitain	40 80	41 30	41 30	+ 1 22
93	Harmony	103 90	100 10	100 20	– 3 56

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
157	T.D.K.	167	168	169	+ 1 19
13 50	Toshiba Corp.	14 50	14 40	14 55	+ 0 34
1100	Unilever	1076	1091	1088	+ 1 11
340	Unit. Techn.	349 20	351	349	– 0 05
575	Vaal Reefs	620	623	616	– 0 64
330	Volvo	320	311	311	– 2 81
286	West Deep	309	305 50	306	– 0 97
450	Xerox Corp.	475 60	488	488	+ 2 60
1 46	Zambia Corp.	1 60	1 67	1 67	+ 4 37

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 317	7 318	7 020	7 550
ECU	6 645	6 627	....	....
Allemagne (100 DM)	306 460	308 400	297 500	314 500
Belgique (100 F)	14 975	14 990	14 400	15 250
Pays Bas (100 fl.)	271 250	271 270	263 500	280 500
Danemark (100 krd)	83	83 210	79	86
Norvège (100 k)	98 220	98 150	94 500	100 500
Grande-Bretagne (£ 1)	10 342	10 165	9 800	10 500
Grèce (100 drachmes)	4 980	4 993	3 800	4 900
Italie (1 000 lires)	4 495	4 501	4 100	4 600
Suisse (100 fr.)	360 650	361 100	351 500	370 500
Suède (100 krs)	97 400	97 220	94	100 500
Autriche (100 sch)	43 620	43 580	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	4 868	4 866	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 688	4 690	4 200	5 100
Canada ($ can 1)	5 133	5 117	4 900	5 300
Japon (100 yens)	3 796	3 834	3 660	3 820

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/2
Or fin (kilo en barre)	83750	81800
Or fin (en lingot)	83860	82300
Pièce française (20 fr)	595	566
Pièce française (10 fr)	485	.....
Pièce suisse (20 fr)	572	562
Pièce latine (20 fr)	506	505
Souverain	652	640
Pièce de 20 dollars	3555	3485
Pièce de 10 dollars	1910	1880
Pièce de 5 dollars	1300	.....
Pièce de 50 pesos	3440	3415
Pièce de 10 florins	554	530
Or Londres	354	347 35
Or Zurich	354	347 50
Or Hongkong	354 75	348 85
Argent Londres	6 10	.....

'86

De l'idéologie au pragmatisme

PIERRE MOUSSA

Le Monde

LA SITUATION AU LIBAN

La « paix syrienne » règne à Zahlé

Cinq bombes ont explosé, dimanche 2 février, dans la partie est (chrétienne) de Beyrouth, dont une près d'un bureau du Parti phalangiste du président Gemayel. Ce dernier attentat a fait trois blessés selon la police.

Les forces de sécurité ont assuré qu'au moins trois des autres bombes, ayant ravagé des magasins, pourraient relever d'un différend entre factions chrétiennes arméniennes, après l'assassinat de trois Arméniens et l'enlèvement d'un autre au cours du week-end à Beyrouth-Ouest.

Dans la capitale syrienne, les trois signataires de l'accord de Damas — MM. Nabih Berri, Elie Hobeika et Walid Joumblatt — ont examiné, dimanche, avec le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, la situation au Liban après le refus du président Gemayel d'entériner cet accord. A l'issue de cette réunion, M. Berri a déclaré, faisant allusion au président Gemayel : *« Il n'est permis à personne, quel que soit le poste qu'il occupe, de constituer un obstacle à l'unité du Liban. »*

De notre envoyée spéciale

Zahlé. — *« Beyrouth nous punit d'avoir reçu Elie Hobeika. »* Les Zahliotes sont persuadés que la fermeture par les Forces libanaises (milices chrétiennes) de la seule route par laquelle ils pouvaient encore rejoindre Beyrouth-Est résulte de la venue à Zahlé du chef évincé des milices chrétiennes. Pourtant, la perspective d'accueillir chez eux M. Elie Hobeika ne réjouit guère la majorité des habitants, qui voient dans son éventuelle installation une nouvelle source possible d'ennuis. Après quatre ans de « calvaire » pendant lesquels la ville était pratiquement coupée de tout — les barrages des miliciens chiites ou des partis de gauche et syriens effrayant souvent, à juste titre, nombre de chrétiens, — les Zahliotes ont tranché : la paix syrienne règne sur la ville qui, peut-être pour se faire pardonner, a multiplié à tous les carrefours les portraits du président Assad.

« Pour être un héros, faut-il être déporté de sa maison ? Se suicider, est-ce chrétien ? » Sous une tapisserie byzantine de la Vierge, dans son évêché qui domine la ville, Mgr André Haddad, évêque grec catholique, n'éprouve aucune gêne à justifier l'« accord de pacification » signé avec les Syriens en septembre dernier. *« Les attitudes sont géographiques,* dit-il sans détour. *L'important est de sauvegarder la présence chrétienne. »* Le son de cloche est le même partout chez les responsables de Zahlé.

Un marché imposé

Cuvette encerclée, bâtie sur les deux versants de la vallée du Nahr-el-Berdaouni qui descend du mont Sannine et traverse la ville de part en part, Zahlé reste la seule poche chrétienne d'importance dans cette vallée de la Bekaa, à une quarantaine de kilomètres de Damas. La cité était devenue une épine dans la chair syrienne depuis que les Forces libanaises y étaient entrées en 1981. Bombardements massifs, blocus plus ou moins sévère, harcèlement, toute la gamme de pressions a été utilisée pour amener les Zahliotes à accepter le marché syrien : faire sortir les Forces libanaises contre la promesse de retrouver la liberté, la sécurité, la prospérité.

Promesse tenue au prix de la présence en ville, à côté des forces de sécurité intérieures libanaises, de l'armée et des moukhabarats (services de renseignement) syriens qui surveillent et contrôlent tout. Les « jeunes gens » des Forces libanaises ont dû fermer leurs quatre casernes et les phalangistes leurs quatorze permanences pour ne garder que leur siège central. *« Nous avons expliqué aux Syriens,* dit un défenseur de l'accord, *que le parti Kataëb était un vieux et grand parti et que les gens étaient convaincus du bien-fondé de son action. »* Au siège des Kataëb, en tout cas, on préfère garder le silence. On ne fait pas de déclaration, car, aux termes de l'accord, *« le passé a été aboli ».* La prudence s'impose.

« Hobeika nous a aidés pour notre plan en acceptant la fermeture des casernes, affirme un partisan de fraîche date du chef déchu des milices chrétiennes et nouvel allié de Damas. *Il a compris, après les défaites successives du Chouf et de Saïda, que les Forces libanaises étaient là pour protéger la présence chrétienne et non pour l'exposer à des coups. »* Protéger la présence chrétienne, c'est l'obsession de Mgr Haddad. *« Si la chrétienté du Liban faiblit, tous les chrétiens du monde s'en ressentiront,* dit-il. *Le Liban doit rester le refuge de tous les chrétiens orientaux. Même si nous sommes minoritaires, ce pays doit demeurer chrétien. Nous avons le droit, dans le monde arabe, à un pays chrétien. »* Mais, ajoute-t-il aussitôt, *« c'est la Syrie qui protège l'intérêt des chrétiens ; notre intérêt est de profiter de la présence de Hafez El Assad ».*

Ce discours explique pourquoi les défenseurs du président Amine Gemayel sont si rares parmi les responsables de Zahlé. Sollicités par Damas pour se joindre au Front chrétien qui demande la démission du président, les députés n'ont pas encore pris de position commune. Personnalité majeure de la ville, le député grec catholique et ministre de l'intérieur par intérim Joseph Skaff refuse pour sa part de se prononcer nettement. Mais il n'est pas — pour des raisons d'emploi du temps, dit-il — venu au conseil des ministres convoqué lundi dernier par le président Gemayel et est resté officiellement silencieux jusqu'à son départ du Liban pour une réunion arabe au Maroc. *« Les forces actives orthodoxes, catholiques, même quelques maronites,* affirme pour sa part un autre responsable, *sont contre le président. »* De toute façon, ajoute-t-il sans ambages, *« c'est la Syrie qui contrôle le vote de toute la région ».*

« Dans la mesure où la solution passe par Damas, les chrétiens doivent avoir un négociateur accepté par l'autre partie, confie un jeune membre du Front de Zahlé et de la Bekaa récemment constitué pour soutenir l'accord de pacification. *La démission d'Amine Gemayel ne signifierait pas la fin des chrétiens. Il n'est pas écrit que si les phalangistes cessent d'être au pouvoir notre mort est certaine. Amine Gemayel, au nom des chrétiens, n'a pas réussi. Nous considérons donc qu'il faut changer d'homme. »*

Parce que Zahlé est à majorité grecque catholique, le divorce entre les autres chrétiens et les maronites est plus profond ici qu'ailleurs. *« Les maronites croient qu'ils représentent le christianisme au Liban,* déclare un responsable grec orthodoxe. *Pourquoi viennent-ils nous chercher ? Pourquoi à leur dernier congrès de Bkerké* (siège du patriarcat maronite) *ont-ils parlé au nom des chrétiens ? Ils ont le sentiment, catastrophique, d'être une nation et de là viennent toutes leurs erreurs ainsi que nos malheurs. »*

Zahlé s'accroche à sa paix et le pragmatisme ici est roi. Peut-être pour le comprendre faut-il circuler dans cette vallée de la Bekaa où l'armée syrienne est omniprésente. Pas un carrefour routier, pas un village où des soldats débonnaires, emmitouflés dans leur parka — le froid est vif à 1 000 mètres d'altitude — ne contrôlent le passage.

L'ordre syrien règne sur la Bekaa et, en s'y pliant, Zahlé a retrouvé, comme promis, sa prospérité. Les puissants voisins et protecteurs y reviennent en masse s'approvisionner, quitte à faire naître l'amertume de leurs alliés traditionnels qui avaient vite remplacé la ville « punie » en installant jusqu'à quatre-vingt-dix supermarchés entre Chtaura et la frontière.

Les chrétiens de Zahlé ont retrouvé leur activité et, pour certains, leurs « jardins », ces terres qu'ils avaient dû abandonner par crainte de quitter la ville. Mais dans les villages chrétiens de la Bekaa, beaucoup de jeunes ont préféré partir et, à l'ombre du mont Barouk enneigé, ce sont des femmes âgées qui, accroupies sur le sol, plantent les oignons de la future récolte.

FRANÇOISE CHIPAUX.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LA CHUTE DU CHAH

Un vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS se rend en Iran

De notre correspondant

Moscou. — M. Gueorgi Kornienko, premier vice-ministre des affaires étrangères, effectue en Iran, depuis le dimanche 2 février, une visite importante à plus d'un titre. M. Kornienko est le premier diplomate soviétique de ce rang à faire le voyage de Téhéran depuis la chute du chah. Les Soviétiques ont tenté jusqu'ici de maintenir des relations correctes avec l'imam Khomeiny, malgré la mise hors la loi du parti Toudeh (communiste) en 1983.

Moscou cherche en même temps à garder la balance égale entre Téhéran et Bagdad dans l'interminable guerre qui les oppose. L'agence Tass rend invariablement compte des combats en accordant le même nombre de lignes aux communiqués militaires des deux côtés.

Le thème général des commentaires soviétiques à propos de la guerre du Golfe est que cette dernière est *« insensée »* parce qu'elle profite à l'*« impérialisme ». « La poursuite de cette guerre meurtrière,* écrivait le 6 juin dernier la *Pradva, saigne à blanc les deux peuples, divise les pays qui se sont libérés* (du joug colonial) *et fournit au Pentagone un nouveau prétexte pour maintenir à proximité du golfe Persique des forces maritimes et aériennes. »*

Le quotidien du parti concluait : *« L'Union soviétique est intervenue et interviendra toujours inlassablement pour l'arrêt rapide de cette guerre et pour un règlement négocié (...). Nous avons informé les deux parties de notre position. »*

M. Kornienko devrait réaffirmer cette attitude « de principe » à ses interlocuteurs iraniens. Il tentera sans doute de les rassurer sur les résultats de la visite de deux jours à Moscou à la mi-décembre de M. Saddam Hussein. Le président irakien ne semble pas, à cette occasion, avoir obtenu toute l'aide qu'il souhaitait.

Moscou a repris ses livraisons d'armes à Bagdad en 1982 mais à un rythme jugé insuffisant par les Irakiens. L'URSS maintient d'autre part — secrètement cette fois — une certaine coopération militaire avec Téhéran.

Les officiers iraniens, parmi lesquels deux cents pilotes de chasse, sont formés chaque année à Leningrad, à Kiev et à Frounzé en République de Kirghizie (Asie centrale). Les anciens avions de chasse de l'armée du chah (TomCat F-14 et Phantom F-4) seraient, d'autre part, parfois remis en état en territoire soviétique, ce qui permet au passage d'examiner le matériel, pourtant déjà un peu vieilli. Quelques armes soviétiques transitent enfin par la Syrie, la Libye et, curieusement, la Corée du Nord pour atteindre l'Iran.

D. Dh.

Quatre fonctionnaires soviétiques expulsés de France

Quatre fonctionnaires soviétiques ont été expulsés de France pendant le week-end, a-t-on appris ce lundi 3 février de source autorisée. Trois au moins de ces Soviétiques avaient un statut de diplomate.

Bien qu'on ne veuille pas les confirmer de source officielle, ces départs sont liés à l'inculpation d'un sous-officier de l'armée de l'air à la retraite, M. Bernard Sourisseau, du Croisic, pour espionnage au profit d'une puissance étrangère *(voir le* Monde *du 1er février).*

M. Bernard Sourisseau est accusé d'avoir fourni à l'URSS des informations sur l'activité des sous-marins nucléaires français basés à l'île Longue, à proximité de Brest.

Le numéro du « Monde » daté 2-3 février 1986 a été tiré à 426531 exemplaires

Le bas de laine des collectivités locales

La Caisse des dépôts et consignations est-elle l'*« ami financier »* des collectivités locales, selon l'expression de l'un de ses dirigeants ? *« La Caisse répondra intégralement en 1986 aux demandes d'emprunts présentées par les collectivités locales »,* a déclaré, le 30 janvier, M. Robert Lion, directeur général de l'établissement. Ces prêts seront financés, par moitié, sur livrets d'épargne et, par moitié, par appel au marché financier. Selon M. Lion, les collectivités pourront donc souscrire une large majorité de prêts (80 %) à des taux préférentiels (soit 10,5 %, par exemple, pour un prêt à l'équipement sur quinze ans) et 20 % au taux du marché. D'un montant de 49,5 milliards en 1985 et de 49 milliards en 1984, les emprunts auprès de la Caisse des dépôts, des Caisses d'épargne et de la CAECL (1) pourraient atteindre cette année 52 à 55 milliards.

D'après M. Pierre Richard, directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, le taux moyen des prêts versés en 1985 s'est élevé à 11 % au lieu de 12,1 % en 1984.

Les demandes d'emprunt des régions augmentent très fortement (+ 52 % en 1985 après une baisse de 11,5 % en 1984), ce qui traduit l'importance croissante des régions dans les collectivités locales (importance qui s'accentuera encore avec les élections du 16 mars). Parallèlement, les prêts aux communes ont légèrement baissé et ils n'ont augmenté que modérément pour les départements (+ 6,4 %).

En ce début de 1986, la situation des finances locales reste toutefois relativement fragile (à cause du contrôle des tarifs, sauf pour le prix de l'eau, du ralentissement de la croissance des subventions d'Etat, de la modération de la pression fiscale), et les élus de tous bords ne manquent pas une occasion de la souligner. On table toutefois sur un volume d'investissements de 100 milliards de francs en 1986 (non compris le secteur des hôpitaux), en légère reprise.

Le secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation, M. Emmanuelli, note pour sa part que la trésorerie des collectivités locales s'est encore améliorée en *1985* puisque le montant des dépôts des régions, départements et communes auprès du Trésor (54 milliards de francs au 31 août dernier) s'est accru de 15,9 % en huit mois (2).

Ces dépôts dans les caisses de l'Etat sont, on le sait, à la fois obligatoires et non rémunérés. Mais l'Etat estime qu'il rend, en revanche, bien des services à ses partenaires locaux, notamment en leur faisant des avances sur les produits de leur fiscalité, et que l'opération, tout compte fait, est blanche. Le débat — et la décentralisation y pousse — est ouvert.

F. Gr.

(1) Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

(2) Il importe que les collectivités, comme les entreprises ou les particuliers, gèrent au mieux — en recourant éventuellement à l'informatique — leur trésorerie. Ainsi, un prêt de 1 million de francs immobilisé six mois trop tôt représente 50 000 F de frais financiers.

● *La carte bleue de Jean-Paul Kauffmann utilisée à San-Francisco.* — La carte bleue du journaliste détenu en otage au Liban depuis le 22 mars a été utilisée, le 2 août à San-Francisco, dans un magasin d'accessoires automobiles, à annoncé sa femme Joelle, qui a saisi le FBI de l'affaire pour qu'il *« remonte la filière ».*

A B C D E F G ..

Sur le vif

Gagneur

Vous cherchez du travail ? Bon, alors, écoutez-moi bien. Je sais tout, tout, tout sur la meilleure façon de montrer votre bon profil, un profil de gagneur, à votre futur employeur. C'est une agence spécialisée, Curriculum Vitae Services, qui m'a rencardée. D'abord, très important, si vous êtes marié, dites que vous ne l'êtes pas. Et divorcez vite fait. Si vous êtes avec un pot de Sécotine, coupez, détachez et collez-le, collez-la, comme un vieux chewing-gum mâchouillé, à votre ennemi le plus cher.

Pas de fil à la patte. Vous devez être libre de partir n'importe où, n'importe quand, de préférence pour une grande métropole style Karachi, Brasilia, Séoul, Montréal ou Hongkong. Libre et disponible. Boulimique du boulot. Vous ne pouvez pas accepter de passer moins de douze heures par jour au bureau. Six jours par semaine. Cinquante et une semaines par an.

Troisièmement. Les langues étrangères. Vous en parlez au moins deux. Couramment. Trois, c'est bien, quatre, c'est mieux. En plus de l'anglais, obligatoire, le japonais, l'arabe, l'espagnol et le chinois. Pas la peine de vous casser à apprendre l'allemand ou l'italien, ça ne sert à rien.

Quatrièmement. Vous avez parcouru la planète, sac au dos, depuis l'âge de seize ans. Vous vous êtes fait des amis aux quatre coins du monde. Vous avez un esprit curieux, ouvert, un contact facile avec les gens les plus divers. Mais, attention, pas question d'aller draguer dans les Clubs Med de Corfou ou des Bahamas. Les seuls coins dignes d'intérêt sont les Etats-Unis, l'Afrique, le Japon, la Grande-Bretagne, le Canada et, à la rigueur, l'Amérique du Sud.

Enfin, et ça, c'est essentiel pour qui préfère le siège avant au siège arrière dans la 300 ch, la Lamborghini, de la réussite professionnelle, soyez prêt à changer continuellement de job, de boîte et de boss.

Fourrez-vous bien ça dans le crâne : entre deux barmen, c'est l'instable, célibataire, polyglotte et globe-trotteur qui se retrouvera à l'île Moustique ou à Copacabana, pendant que l'autre épongera le comptoir du Café de gare à Pornichet. Même différence entre l'HEC ou le Sup de Co, qui va signer des contrats à Taipeh ou Tokyo et celui qui croûtonne au troisième étage d'une tour de la Défense. Faut assurer, quoi !

CLAUDE SARRAUTE.